CRITIQUE COMMUNISTE

URSS
LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA BUREAUCRATIE

Critique communiste

Fournier

Revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire

EDITORIAL

Les grandes lignes d'un ordre international nouveau, par *Francis Sitel* 3

Sur la politique internationale de l'URSS, par *Henri Weber* 13

Guerre et révolution en Afghanistan par *Fred Halliday* (Article paru dans la *New Left Review*) 31

Le CORQI et l'Afghanistan : ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire ?, par *J. Lahire* 61

DEBAT AFGHANISTAN

La réponse marxiste révolutionnaire à la question afghane 79

La révolution afghane, ses succès et ses problèmes 81

L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky 93

La révolution permanente en Afrique, par *C. Gabriel* 109

Les voies du réformisme, par *J.-M. Vincent* 119

Fusion LCR - ex-courants de l'OCT 131

La logique de la terreur, par *Alain Joxe* 143

DOSSIER

Stages pour les collégiens : une réforme en profondeur de l'Education nationale, par *Philippe Andréa* 159

Le recentrage des patrons, par *Pierre Rème* 167

De Jouhaux à Séguy : Réformisme et organisation du travail, par *J.-M. Masson* 181

Le Comité directeur de la rédaction :
Michel Lequenne,
Francis Sitel et Henri Weber.

Critique communiste n° 32, juin 1980, 20 F.
Critique communiste, 10, impasse Guéménée, 75004 Paris, tél 271.02.82. *Composition :* Le vent se lève... à Villemandeur. *Impression :* Rotographie à Montreuil. *Diffusion :* Galilée-CDE/SODIS. 2e trimestre 1980. Commission paritaire : n° 56 551.

7.	Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines ..	10 F
8/9.	Stratégie révolutionnaire en Europe	15 F
10.	Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie	10 F
11/12.	Militantisme et vie quotidienne	15 F
13.	Les municipales — PSU — 1936 et 1978	10 F
14/15.	Les révolutionnaires et l'Union de la gauche	10 F
16.	Les communistes, la transition socialiste et l'Etat	10 F
17.	Contrôle ouvrier — Nationalisation —Arme nucléaire — Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara	10 F
18/19.	L'URSS — La bureaucratie — Eurocommunisme — Goulag, Gluksman et démocratie — La Yougoslavie ..	18 F
20/21.	Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier	20 F
22.	Le PCF, la gauche et la crise	15 F
23.	Mai 68 — 1958-1968 — la bande à Baader — Energie nucléaire et transition au socialisme	20 F
24.	La rentrée politique — Nouveaux mouvements sociaux — Relations entre les sexes — A propos de « la Civilisation surréaliste »	12 F
25.	L'actualité de Léon Trotsky par J. Elleinstein, E. Mandel, P. Broué, P. Frank et Y. Craipeau. Document : manifeste des trotskystes de Buchenwald	20 F
26.	L'année 1978 : un tournant ? — Perspectives du giscardisme — De l'emprise des « directions traîtres » — Grève générale, front unique, dualité de pouvoir — Les nouvelles alliances de classes — Voyage à l'intérieur de l'OCI ..	15 F
27.	Les contradictions du réformisme ouvrier (à propos du XXIII[e] Congrès du PCF) — Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ? — La Chine aujourd'hui — Débat : « l'emprise du réformisme »	20 F
28.	Numéro spécial culture — Théâtre de l'Opprimé — Théâtre radical américain — L'« Esthétique » de Lukacs — Art et lutte de classe — Le PCF et la culture	25 F
29.	Nicaragua : sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante — Dossier : l'informatique — Croissance économique et lutte de classes	15 F
30.	XI[e] Congrès mondial de la IV[e] — Rudolf Bahro — Le recentrage du PCF — SME et Parlement européen	15 F
31.	Le PCF à l'heure de Kaboul — Le PC et les intellectuels — L'unité dans les luttes — Dossier enseignement	15 F

Imprimerie Rotographie à Montreuil — 2[e] trimestre 1980 — N° de commission paritaire 56 551

ÉDITORIAL

FRANCIS SITEL

Les grandes lignes d'un ordre international nouveau...

« Nous commencions à discerner les grandes lignes d'un ordre international nouveau, nous avions noué comme nous l'entendions les divers fils de notre politique. »

KISSINGER *(Mémoires)*

A en croire Edmond Maire, « l'ombre de Kaboul » plane sur le mouvement ouvrier français. Ombre de mauvaise augure que celle des grands événements internationaux lorsqu'ils sont réduits à des préoccupations d'appareils, ravalés au rang d'aliment à la division.

Alors que l'invasion soviétique en Afghanistan pose des questions nouvelles, et de première importance, au mouvement ouvrier international, l'appelant à s'interroger sur les grandes tendances à l'œuvre au niveau mondial, les pseudo-certitudes dont font étalage les directions ouvrières françaises ont quelque chose d'affligeant. Les directions du PS, de la CFDT, de la FEN et de FO rivalisent d'anticommunisme pour brocarder les violations du « droit des peuples ». Et, face à cet assaut, la direction du PCF se contente de psalmodier les déclarations les plus époustouflantes du Kremlin comme quoi l'URSS, ne faisant que respecter un traité d'assistance, est venue porter secours à un gouvernement allié menacé de l'extérieur.

Comme si, au moment où chacun se plaît à évoquer le danger d'une nouvelle guerre mondiale, les craquements du vieux monde qui bouge ne parvenaient pas à couvrir les criaillements des cliques en dispute et les gargouillis des divisions intestines.

Mais ceux-là se trompent qui croient qu'il suffit d'agiter les clochettes de la division et d'évoquer le spectre de la guerre pour hypnotiser les travailleurs, les amener à se réfugier dans le mensonge et les vieilles certitudes.

La classe ouvrière sait qu'il lui faut décrypter le sens des événements en cours pour comprendre les enjeux qui se dessinent. Mais pour cela elle ne peut se tourner ni vers le PCF, dont le secrétaire général se fait le grand prêtre des dogmes du Kremlin, ni vers la social-démocratie qui court sous les couleurs du « monde libre ». Les uns et les autres ne font jamais que jouer les échos des fades propos de Carter et de Brejnev qui, tous deux, se jettent à la figure le prétendu « droit international ». « L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques bafoue le droit international » dit le premier, par la bouche de son ambassadeur à l'ONU, à quoi le second réplique que les USA mettent en cause « le système cohérent régissant les relations entre États en droit international ».

Ce fameux « droit international », les travailleurs savent bien que c'est celui du pillage et de la guerre. Les chars russes à Kaboul ne leur font pas oublier les débarquements de marines US au Guatemala et à Saint-Domingue, ni le déluge de feu et de mort que l'impérialisme a infligé à l'héroïque peuple vietnamien. Et tant d'hypocrisie lève le cœur lorsqu'on se souvient que c'est au moment même où les bombes écrasaient le Vietnam qu'URSS et USA engageaient, à grand tapage, le processus dit de « détente », que Nixon prenait courtoisement le thé avec Brejnev et Deng Xiaoping.

L'indignation du « monde libre »

Le déchaînement des gouvernements et de la presse occidentale à propos d'événements qui n'ont pas pour eux le mérite de l'originalité — vieux colonisateurs et nouveaux impérialistes ont déjà tout inventé en la matière — ont de quoi surprendre. Serait-ce que le peuple afghan est plus cher à leur cœur que tout autre peuple, ces peuples que l'impérialisme réduit à la famine, écrase sous les bombes, martyrise sous le poids de la répression? Serait-ce que l'idéal des « droits de l'homme » se révolte plus au bruit des chars russes, aujourd'hui, dans les montagnes afghanes, qu'hier, sur les pavés de Prague?

Il n'en est, bien évidemment, rien. Ni les sentiments, qui n'ont rien à voir dans cette histoire, ni les intérêts, qui restent les mêmes, ne sont en cause; seules les conditions ont changé permettant une offensive impérialiste de grande ampleur.

Car l'Afghanistan n'est qu'un prétexte pour l'impérialisme : la brutalité de l'invasion soviétique lui est l'occasion de relancer sa propre politique agressive.

Depuis sa défaite au Vietnam, l'impérialisme s'est en effet trouvé politiquement paralysé pour intervenir politiquement contre des révolutions bousculant son hégémonie. Aujourd'hui, sous couvert de lutter contre «l'expansionnisme soviétique», il redéploie son dispositif militaire.

L'accélération de son effort de guerre, le renforcement de ses bases dans le golfe persique, la constitution de la Turquie, du Pakistan et de la Thaïlande en bastions ont pour but de lui permettre de contrôler ce que les stratèges appellent «l'arc de crise» qui va d'Istanbul à Hanoï et de consolider sa mainmise sur les champs pétrolifères du Moyen-Orient.

En tendant à intégrer la Chine à ce dispositif remodelé, l'impérialisme américain fait une double démonstration. D'une part, de ce que sont sa volonté et ses moyens d'utiliser à son profit les contradictions qui dressent les États ouvriers bureaucratiques les uns contre les autres. D'autre part, de l'ampleur de ses capacités à réorganiser ses forces à l'échelle mondiale : face à l'offensive ponctuelle de l'URSS en Afghanistan, la réplique de l'impérialisme polarise un jeu de forces qui peut constituer un véritable encerclement de l'URSS, de l'Europe à la frontière sino-soviétique.

Un tel effort, qui correspond à la nature profonde de l'impérialisme, doit être justifié aux yeux de l'opinion mondiale, et en premier lieu devant le peuple américain, par l'existence d'une menace. Le danger évoqué ne saurait être, pour les gouvernants américains, que celui de l'URSS, puissance agressive et expansionniste menaçant le «monde libre». C'est ainsi que Walter Mondale, vice-président des États-Unis, explique benoîtement :

> «Le monde a changé, voilà tout. Et ce pays sait que, pour continuer à remplir ses responsabilités à travers le monde, il lui faut répondre à deux défis : la crise de l'énergie et l'expansionisme soviétique (...) Si l'on veut devenir une société de progrès, la crise de l'énergie est certainement l'un des préliminaires à régler. Ce n'est pas le seul. Dans les années soixante, vous n'aviez pas non plus des soldats soviétiques en faction à cinq cents kilomètres du golfe Persique...»[1]

En agitant les vieilles peurs des pays capitalistes devant la menace rouge, l'impérialisme américain non seulement renforce ses propres capacités militaires mais se donne le beau rôle : celui de l'agressé qui ne se laisse pas agresser.

«L'histoire, déclare le même Mondale, dit qu'oublier de tenir

tête à une puissance agressive, cela peut, parfois, conduire à la guerre. Nous avons donc pris des mesures susceptibles d'amener les dirigeants soviétiques à reconsidérer ce qu'ils ont fait en Afghanistan. C'est ainsi que nous sauvegardons la paix. »

Cette politique qui, pour l'occasion, se trouve étiquetée du label « politique de fermeté », vise à ramener les alliés indociles dans le rang et à impressionner les adversaires. Les mesures de rétorsion économique vis-à-vis de l'URSS sont là pour témoigner qu'une telle fermeté n'est pas seulement verbale.

Est-ce à dire que le cadre de la coexistence pacifique est brisé, comme pourraient le laisser entendre certaines déclarations alarmistes sur les risques de troisième guerre mondiale?

La défense du statu quo, pierre angulaire des rapports USA-URSS

L'impérialisme, même s'il ne renoncera jamais à réouvrir à ses capitaux les marchés que représentent les pays du « camp socialiste » et ne saurait accepter définitivement l'existence des États ouvriers même dégénérés, n'a pas les moyens, dans les conditions présentes, de remettre en cause cette situation. Il lui faut composer avec les bureaucraties qui sont à la tête de ces États.

Quant à l'URSS, toute sa politique reste déterminée par la volonté d'entretenir de « bons rapports » avec l'impérialisme. En d'autres termes : la bureaucratie du Kremlin n'a d'autre objectif que de parvenir à un compromis avec l'impérialisme sur la base duquel les États-Unis reconnaîtraient à l'URSS son statut officiel de « super-puissance », accepterait de négocier avec elle un nouveau partage du monde respectant les zones d'influence et les intérêts soviétiques.

Au-delà des apparences immédiates, l'intervention soviétique en Afghanistan et la réplique que lui oppose l'impérialisme doivent donc être comprises comme s'inscrivant dans le cadre du statu quo instauré entre l'impérialisme et la bureaucratie. Étant entendu qu'un tel statu quo n'est pas un partage codifié une fois pour toutes et valable d'emblée à l'échelle de la planète. Mais une volonté commune de compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie, en fonction de leurs intérêts fondamentaux, qui doit être remodelé lorsque les forces sociales en mouvement tendent à bousculer les situations établies antérieurement ou des situations profondément instables parce qu'ayant échappé aux accords de l'après-guerre.

Tel est précisément le cas de l'Afghanistan qui, du point de vue des

enjeux internationaux, se trouvait comme neutralisé depuis des décennies. Pays à la fois sous régime féodal et sous influence soviétique, il pouvait être considéré comme zone-tampon. L'absence de réaction des États-Unis lorsque, après la chute de Daoud, l'Afghanistan a basculé ouvertement dans l'orbite soviétique, pouvait conforter les Soviétiques dans l'idée que, d'un commun accord tacite, l'Afghanistan était reconnu comme appartenant à leur glacis.

L'écroulement du régime Amin, devenu inévitable du fait de ses erreurs et de la poussée des guérillas islamiques soutenues par le Pakistan et la réaction arabe, ne pouvait, dès lors, que constituer un recul grave pour l'URSS. D'autant que inacceptable qu'un tel renversement de situation devait conduire à la transformation de l'Afghanistan en bastion réactionnaire et antisoviétique.

Outre ses conséquences immédiates sur le flanc sud de l'URSS, en particulier par rapport aux républiques soviétiques musulmanes, une telle situation aurait signifié un échec politique cuisant pour le Kremlin à l'échelle mondiale. En effet, corrélativement à l'affaiblissement de l'impérialisme depuis sa défaite au Vietnam, l'URSS a, ces dernières années, élargi avec succès son champ d'intervention. C'est en 1974, pour la première fois, que le ministre de la Défense soviétique, A.A. Gretchko. parla d'engagements militaires afin de résister aux agressions impérialistes « où qu'elles se produisent sur notre planète ». Les interventions soviéto-cubaines en Angola et en Éthiopie ont fait la démonstration que ce n'était pas là fanfaronnade, que les Soviétiques s'étaient effectivement dotés des moyens logistiques leur permettant de relever de tels défis. Preuve éclatante que le statu quo ne se négocie pas en faisant abstraction des rapports de forces, y compris militaires.

Non seulement le basculement de l'Afghanistan aurait annulé les points marqués ces dernières années, mais c'était l'impérialisme, hier paralysé, qui, cette fois, enlevait la mise, aux portes mêmes de l'URSS et sous son nez.

La bureaucratie soviétique en envoyant ses divisions blindées en Afghanistan a mis un coup d'arrêt à cette démonstration bien engagée. Quitte à en payer le prix!

Le prix en question, du point de vue de la bureaucratie, ce n'est pas le renforcement de la réaction en Afghanistan et en Iran, ni la désorientation du mouvement ouvrier international, ni même le renforcement des capacités d'intervention de l'impérialisme contre les révolutions dans le monde. En effet, les intérêts de la révolution mondiale n'entrent pas en ligne de compte dans les calculs du Kremlin qui ne vise qu'à la défense de ses propres intérêts de caste bureaucratique. Non, le prix à payer c'est

celui d'un avivement des tensions avec les États-Unis — ce qu'on a appelé la « fin de la détente » —, l'impérialisme sautant sur l'occasion que lui fournissait le Kremlin pour dénoncer l'impossibilité du désarmement et d'une réelle entente avec une puissance fondamentalement agressive et dangereuse.

Mais il se trouve que l'URSS pouvait relativiser ce prix dans la mesure où les réactions antérieures des États-Unis, que ce soit par rapport à la chute de Daoud, à l'Angola ou à l'Éthiopie, avaient été remarquablement modérées. Et, d'autre part, la « détente » était déjà largement mise à mal du fait de la seule volonté américaine, beaucoup plus en rapport avec les enjeux propres de la politique impérialiste qu'en relation avec ces événements en tant que tels.

La détente mise à mal

C'est pourquoi on peut penser que, plutôt que les inévitables réactions américaines à l'invasion de l'Afghanistan, étaient plus significatifs, du point de vue des Soviétiques, les événements survenus dans les relations entre les deux Grands depuis cinq ans. C'est-à-dire la campagne pour les droits de l'homme impulsée par Carter et Brzuezinski, le refus de signer les accords Salt II et le déploiement des Pershing et Cruise en Europe, et la mise en place de ce que l'URSS pouvait percevoir comme un axe Washington-Pékin-Tokyo tourné contre l'URSS.

Le Kremlin avait sans doute pu entretenir des illusions concernant les négociations entamées avec l'équipe Nixon-Kissinger. En permettant aux États-Unis de sortir honorablement de l'impasse vietnamienne, n'était-il pas possible, en effet, d'obtenir d'eux la reconnaissance de l'URSS comme seconde « grande puissance » à qui serait accordée la « parité » quant au potentiel nucléaire et des conditions avantageuses sur le plan commercial et technologique? Mais une fois l'impérialisme dégagé du guêpier vietnamien, grâce à l'appui actif de Moscou et de Pékin[2], les nouveaux dirigeants, Ford et surtout Carter, ne tardèrent pas à faire déchanter le Kremlin.

Non seulement les négociations Salt II, condition sine qua non de la détente selon les Soviétiques, traînèrent en longueur, tandis que Washington réaffirmait officiellement sa volonté de maintenir sa suprématie militaire par rapport à l'URSS, mais la diplomatie américaine se montrait offensive. Alors que la politique de Kissinger avait toujours cherché à rassurer Moscou sur deux points décisifs : le premier que l'alliance avec la Chine ne serait jamais tournée contre l'URSS, le second

que la situation en Europe de l'Est ne serait pas modifiée du fait des États-Unis, l'administration Carter réorientait la politique américaine sur ces deux points.

D'une part, Washington a cherché à intégrer de façon croissante la Chine au dispositif, y compris militaire, américain; d'autre part, Carter s'est fait le champion d'une doctrine des droits de l'homme dont il est clair qu'elle implique le respect de ces droits pour y compris — et, plutôt, d'abord — les citoyens des pays du bloc soviétique. Quant au choix de Carter de nommer Brzezinski assistant pour les questions de sécurité nationale, il ne pouvait être ressenti que comme une menace par les Soviétiques dans la mesure où celui-ci n'a jamais dissimulé son objectif de stimuler les tendances à l'éclatement qui travaillent l'Europe de l'Est.

Dans ces conditions, il est clair que l'affaire afghane n'est pas la cause du refroidissement entre les USA et l'URSS, mais un nouvel épisode d'un processus en cours, l'impérialisme exploitant au maximum l'occasion offerte par le Kremlin pour accentuer et justifier un cours politique déjà engagé.

C'est donc bien du côté de l'impérialisme qu'il faut rechercher les racines des nouvelles tendances de la situation internationale.

Les tendances de la politique impérialiste

Celles-ci ont été analysées dans de nombreux articles[3] et déjà abordées plus haut, nous ferons que les rappeler.

a) La réactivation des tendances bellicistes de l'impérialisme correspond à une situation de crise profonde du système capitaliste. «L'effort de guerre» permet une relance de certains secteurs capitalistes directement frappés par la crise. «La tendance au réarmement aux États-Unis a tout de suite été interprétée comme devant redonner du tonus à une conjoncture défaillante» écrit *l'Expansion*[4]. Mais, surtout, alors que partout dans les pays impérialistes l'heure est aux politiques d'austérité, aux attaques contre les travailleurs et au chômage, l'alarmisme peut permettre de détourner l'attention des masses, de tenter de leur faire accepter les sacrifices en jouant de la crainte d'un nouveau cataclysme.

b) Un tel climat vise, en même temps, à surmonter la crise de direction que connaît le système impérialiste, précisément aggravée par les tensions économiques nées de la crise. Seuls les États-Unis, du fait de leur puissance militaire et de leurs capacités d'hégémonie à l'échelle mondiale, sont en mesure de s'affirmer comme direction de cette sainte alliance face au «danger soviétique». Faute de mieux, les États-Unis sont

décidés à imposer leur leadership sur le «monde libre» en attisant la grande peur qui hante celle-ci : peur de la crise et peur de la guerre...

c) Mais il est un objectif moins idéologique et plus immédiat que vise à l'heure actuelle l'impérialisme, celui de restaurer ses capacités d'intervention militaire dans le monde. Cela suppose de surmonter ce qu'on a appelé le «traumatisme vietnamien», c'est-à-dire convaincre le peuple américain que la grandeur des USA et la défense de son «way of life» supposent de nouvelles aventures militaires; et d'autre part, de se donner les moyens militaires et logistiques adaptés à cette tâche.

C'est pourquoi un des éléments essentiels du «réarmement» américain est la déjà célèbre Force d'intervention rapide. Reprenant une vieille idée de Mac Namara, elle vise à mettre sur pied une force de cent dix mille hommes, mobilisés en permanence aux États-Unis même, prêts à intervenir à tout moment en n'importe quel coin du monde. Appuyée par des débarquements d'équipements lourds, cette force devrait être en mesure de faire face aux situations les plus complexes[5].

Ce que révèle la mise en place de cette force d'intervention, bien différente des autres éléments de la panoplie américaine, c'est que les efforts militaires de l'impérialisme ne sauraient être réduits aux nécessités de la défense vis-à-vis de l'URSS.

Elle permet de distinguer, dans la politique impérialiste, ce qui est de l'ordre du prétexte de ce qui est objectif réel. Le prétexte, c'est la nécessité de hausser le ton face à «l'agressivité soviétique», l'objectif, c'est d'intervenir militairement contre les soulèvements populaires mettant en cause les intérêts impérialistes dans le monde, c'est d'écraser la révolution montante.

Après avoir subi une défaite majeure au Vietnam et n'avoir pu réagir pour empêcher la chute du Shah et celle de Somoza, l'impérialisme s'organise pour préparer le contre-offensive et éviter de nouveaux échecs.

Washington, sous la houlette de Kissinger, a magistralement manœuvré pour préparer les conditions d'un statu quo renégocié avec les bureaucraties de Moscou et de Pékin qui lui laisserait les mains libres pour endiguer et écraser la révolution.

Pour parvenir à ses fins, il jette dans la balance tout le poids de son fantastique arsenal militaire, technique et économique. Car, alors que s'engage une nouvelle course de vitesse entre révolution et contre-révolution, l'impérialisme se sait sur la défensive, affaibli par trois défaites subies presque coup sur coup. Il compte donc sur ces capacités, qui restent énormes, pour contraindre les bureaucraties de Chine et d'URSS à entrer dans son jeu.

Mais celles-ci sont elles-mêmes confrontées à une crise profonde qui travaille leurs sociétés, ainsi la bureaucratie soviétique sait que son sort est en jeu si elle n'est pas en mesure de tenir tête aux États-Unis.

Kissinger croyait tenir tous les fils. Loin s'en faut!

Les forces gigantesques que l'impérialisme est en mesure de mettre en mouvement pour parvenir à ses fins sont sans rapport avec les moyens dont il dispose pour contrôler celles-ci, même allié à Moscou et à Pékin.

«Tenir tous les fils», c'est compter sans la volonté des peuples d'échapper à l'exploitation et à l'oppression. L'impérialisme agite le chantage à la guerre, mais il n'est pas le maître de cette foudre dont il faudrait faire un fouet pour mater les peuples. Il est urgent que la révolution la lui arrache des mains.

Francis Sitel

1. *Le Nouvel Observateur,* n° 804, interview de Walter Mondale.
2. Cf. *Mémoires* de Kissinger : «Je chercherais à mobiliser quelque influence modératrice sur l'Indochine, sans jamais oublier que le seul fait de la rencontre et du sommet qui s'en suivrait [avec Pékin] ne pourrait que démoraliser massivement Hanoï.»
3. Cf. A. Duret : «Un nouveau cours de l'impérialisme américain», in *Rouge* n° 901.
4. *L'Expansion,* 21 mars - 3 avril 1980, «L'inflation de guerre froide».
5. Cf. Michael T. Klare : «Une stratégie d'intervention sur mesure pour le tiers-monde», in *le Monde diplomatique,* avril 1980.

HENRI WEBER

Sur la politique internationale de l'URSS

L'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge constitue un fait nouveau dans la politique extérieure de l'Union soviétique : c'est la première fois, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que l'URSS occupe militairement un pays non aligné, en dehors de tout accord préalable avec l'impérialisme et en l'absence de menace de guerre mondiale imminente.

Survenant après l'intervention cubaine en Afrique australe, vietnamienne au Cambodge (dont ni l'une ni l'autre n'aurait pu avoir lieu sans l'appui logistique de l'URSS) et des Soviétiques eux-mêmes en Éthiopie, le « coup de Kaboul » nourrit une vaste campagne de presse visant à accréditer aux yeux des travailleurs d'Occident le thème de l'expansionnisme soviétique : l'occupation russe de l'Afghanistan, lit-on à longueur de colonnes, s'inscrit dans la poussée historique des Slaves vers les « mers chaudes ». Elle vise, à moyen terme, le contrôle des États pétroliers de la région et des voies de communication stratégiques de l'Occident. Elle marque un tournant dans les relations internationales : à la stratégie de détente des années 1956-1976, se substitue progressivement une stratégie de confrontation — pas encore de « guerre froide » mais déjà de « paix chaude » — où l'URSS s'efforce de modifier unilatéralement en sa faveur l'équilibre mondial des forces. Ce tournant s'explique par la

supériorité militaire acquise par l'Union soviétique dans le cadre de la «détente» et par le néo-isolationnisme américain provoqué par la guerre du Vietnam. Il est appelé à durer, voire à s'accentuer, tant que l'Occident n'aura pas rétabli l'équilibre et surmonté ses complexes...

A cette interprétation dominante des événements d'Afghanistan, le PCF oppose la thèse brejnevienne : l'aide fraternelle apportée — à leur insistante demande — par les camarades soviétiques aux peuples travailleurs d'Afghanistan vise à défendre la révolution afghane contre les corps francs féodaux soutenus, via le Pakistan, par la réaction islamique et l'impérialisme américain. Loin de marquer une rupture avec la stratégie de coexistence pacifique, elle en constitue au contraire une application exemplaire : la coexistence pacifique, en effet, n'est pas la reconnaissance résignée du statu quo. Elle est la continuation de la lutte des classes sous toutes ses formes, excepté la guerre. Le camp socialiste s'engage à ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres nations, mais à condition que l'impérialisme fasse de même. Il s'abstient d'exporter la révolution, mais à condition que l'impérialisme n'exporte pas la contre-révolution. Si l'impérialisme intervient contre un peuple libre pour bloquer sa marche légitime vers l'indépendance et la démocratie, le camp socialiste, fidèle à son devoir internationaliste, lui donnera les moyens de repousser cette agression : il en fut ainsi au Vietnam, en Égypte, à Cuba, en Afrique... Il en est ainsi aujourd'hui en Afghanistan.

Alors? «Impérialisme soviétique»? «Internationalisme prolétarien»? L'une et l'autre interprétation sont aussi vieilles que la Russie stalinienne, et ont été déjà plusieurs fois réfutées par les marxistes-révolutionnaires. Il ne semble pas inutile toutefois de les discuter à nouveau, à la lumière des événements récents. De même d'ailleurs que l'interprétation trotskyste du concept de «défense du statu quo». A travers cet examen, on essaiera de répondre à la question : dans quelle mesure les modifications structurelles du cadre international, survenues au cours des trente dernières années, influent-elles sur la politique extérieure de l'Union soviétique?

«L'impérialisme soviétique» : un ours en papier?

La thèse de «l'impérialisme soviétique» — du «social-impérialisme» comme disent les Chinois — comporte d'innombrables versions. Du côté des idéologues libéraux, les moins frustres admettent qu'il s'agit là d'un impérialisme différent, dans ses ressorts, de l'impérialisme capitaliste qui engendra la grande expansion coloniale de l'Occident à la fin du XIX^e

siècle. Le fondement de « l'impérialisme soviétique » serait moins économique que politique et idéologique : il est en effet dans la nature du « totalitarisme » d'être expansionniste et agressif. Convaincus de détenir la Vérité, d'incarner la Raison et la Justice universelles, de figurer le Sens de l'Histoire, les dirigeants soviétiques sont d'autant plus disposés à faire le bonheur des peuples malgré eux qu'ils perçoivent tout système social différent comme une injure et une menace intolérables. En raison des tensions extrêmes qu'il impose à ses citoyens, des échecs économiques qu'il accumule, « l'État totalitaire » ne peut se maintenir qu'en unifiant ses sujets dans un messianisme national face à un péril extérieur. Organisé pour la puissance militaire (et ne réunissant que dans l'accumulation de cette puissance), il finit nécessairement par s'en servir. Il en fut ainsi avec les « totalitarismes » nazi, fasciste, nippon; il en est ainsi avec les « totalitarismes » soviétique, chinois, cubain, vietnamien... Le marxisme est une religion sécularisée, le Mouvement communiste international une Église universelle (et comme toutes les Églises, il a ses hérésies, ses schismes, ses sectes), les États socialistes sont des théocraties où les grands prêtres détiennent tous les pouvoirs... Rien d'étonnant à ce qu'à l'intérieur, ils connaissent l'Inquisition et les procès en sorcellerie; à l'extérieur, les guerres saintes et les croisades...

Sentant l'inconsistance et l'idéalisme de ces considérations, des théoriciens venus du marxisme se sont efforcés de donner un contenu économique au concept : par sa politique impérialiste, la bureaucratie soviétique vise à maximiser son revenu national, « non pas afin d'élever le niveau de vie des masses mais d'accroître son propre pouvoir, sa propre richesse, ses propres privilèges »[1].

Malheureusement pour leurs partisans, ces belles et simples constructions ne résistent pas à l'analyse. Superficiellement, elles semblent rendre compte des faits : le système social soviétique ne s'est-il pas étendu depuis trente ans alors même que les vieux empires coloniaux s'effondraient?

Mais c'est au prix d'une confusion — aussi illégitime que volontaire — *entre extension de la révolution socialiste* et *expansion « impérialiste » de l'URSS*. Ce qui n'est pas la même chose, comme l'attestent les exemples yougoslave, cubain et surtout chinois.

L'URSS expansionniste malgré elle?

En réalité, tout observateur un tant soit peu honnête sait bien qu'excepté les États du glacis oriental — et encore! — toutes les révolu-

tions victorieuses des trente dernières années, non seulement n'ont pas été manigancées par Moscou, comme les dirigeants impérialistes feignent de le croire, mais ont précisément vaincu en dépit de la bureaucratie soviétique et malgré les bâtons qu'elle leur mettait dans les roues : Tito, Mao, Ho-Chi-Minh, Kim-Il-Sung, Castro se sont emparés du pouvoir contre la volonté et les pressions du Kremlin. Inversement, Togliatti, Thorez ont remis en selle leurs bourgeoisies respectives conformément à cette volonté. Les démocraties populaires elles-mêmes, initialement conçues, ainsi que leur nom l'indique, comme des républiques parlementaires, pluralistes et neutralistes, dirigées par des fronts nationaux diversement pondérés, n'ont été «structurellement assimilées» à l'URSS qu'en raison de la rapide dégradation des relations entre Soviétiques et Occidentaux, en 1947-1948, annonciatrice de la guerre froide : ayant obtenu à Yalta la restitution des territoires enlevés à l'URSS en 1919-1921 et une «zone d'influence» garantissant la sécurité de sa frontière occidentale, Staline s'en est tenu à un strict respect des accords signés avec les Anglo-Américains, ne négligeant aucun effort pour les imposer aux partis communistes récalcitrants.

Certes, une fois mise devant le fait accompli des processus révolutionnaires ou des révolutions victorieuses, la bureaucratie soviétique leur a consenti une aide ajustée et conditionnelle en vue d'en acquérir le contrôle, ou au moins de solides moyens de pression sur leur cours. En vue de conforter aussi son image de «patrie de la Révolution», indispensable tant à son dispositif de domination idéologique des masses soviétiques qu'à sa politique d'alliance avec les mouvements anti-impérialistes du tiers-monde. Ce qui n'ôte rien au fait que ces révolutions se sont produites en dehors d'elle et contre elle.

Ainsi, «l'impérialisme soviétique» se distinguerait de tous les autres en ce que son «empire» s'étendrait contre son gré! Mieux : les fruits de son expansion s'avèrent empoisonnés. La périphérie se dresse contre le centre : après le schisme yougoslave survient le schisme maoïste. Dans l'intervalle, Cuba dénonce l'opportunisme des partis communistes latino-américains et s'efforce de briser l'étau du blocus US en exportant ses méthodes de lutte en Amérique latine et en Afrique noire... On le voit, l'identification entre extension de la révolution et expansion de l'URSS est confusionniste à souhait. *En attribuant à la politique extérieure soviétique des résultats qu'elle n'a pas visés mais subis, elle s'interdit de comprendre la nature de cette politique.*

En réalité, la fonction idéologique de cet amalgame est claire : elle vise à travestir les interventions contre-révolutionnaires des impérialismes occidentaux en actions de légitime défense du «monde libre» face à

«l'expansionnisme soviétique».

La dénonciation du «péril rouge» constitue en fait, depuis des décennies, la couverture idéologique utilisée par l'impérialisme pour bloquer les changements internes défavorables à ses intérêts et perpétuer le pillage du tiers-monde. Bien avant que l'URSS se soit dotée de puissants moyens militaires, alors que le rapport des forces stratégiques était massivement en faveur de l'impérialisme, celui-ci dénonçait déjà «l'expansionnisme» et «l'agressivité» du Kremlin, et préconisait une politique de «*containment*» (endiguement) et de «*roll-back*» (refoulement) de «l'impérialisme soviétique». C'est au nom de cette doctrine que les impérialistes occidentaux, et en premier lieu l'impérialisme américain, se sont érigés en gendarmes du monde, au service des oligarchies rétrogrades et des dictatures militaires.

La campagne actuelle sur la supériorité militaire de l'URSS et sa reconversion à la «guerre froide» vise à légitimer aux yeux des travailleurs d'Occident, quelque peu échaudés par l'expérience vietnamienne, une nouvelle vague d'interventions militaires directes de l'impérialisme contre les peuples des pays dominés en lutte contre «l'échange inégal». Interventions directes rendues de plus en plus nécessaires à mesure que s'accroissent l'instabilité et la paupérisation engendrée par la division impérialiste du travail.

L'URSS «fer de lance de la révolution»?

La thèse symétrique, selon laquelle la politique extérieure de l'URSS est fondamentalement au service des opprimés et de la paix face à l'impérialisme belliqueux et exploiteur, est tout aussi illusoire : comme la Chine pour Pinochet, l'URSS n'hésite pas à soutenir les régimes les plus réactionnaires si elle le juge utile à ses intérêts d'État. Elle passe alors allègrement le mouvement populaire et le parti communiste dans les profits et pertes, quand elle ne leur enjoint pas, purement et simplement, de se dissoudre et s'intégrer au parti unique de l'oligarchie locale. Ainsi, l'URSS a engouffré des centaines de millions de roubles dans le soutien à Sadate, avant qu'il n'expulse, en vingt-quatre heures, ses dix-sept mille «conseillers». De même a-t-elle longuement soutenu «la dictature réactionnaire de Daoud» en Afghanistan avant le coup d'État de 1978.

Et les militants du PCF ont-ils oublié le soutien spectaculaire apporté à de Gaulle en 1968, à Pompidou en 1969, à Giscard en 1974 et 1978? Ont-ils oublié la protestation officielle de leur propre parti après la visite

démonstrative de l'ambassadeur Vinogradov à l'Élysée, entre les deux tours de l'élection présidentielle?

Le conservatisme bureaucratique

En réalité, la politique extérieure de l'URSS ne vise ni à l'expansion mondiale du système social soviétique, ni à la défense des intérêts historiques «des prolétaires de tous les pays». Elle n'est ni impérialiste ni internationaliste. Elle est fondamentalement conservatrice : son objectif est «l'édification du socialisme dans un seul camp», c'est-à-dire le développement de l'URSS et de ses satellites. Cet objectif prime toute autre considération, et en particulier tout nouveau progrès de la révolution mondiale.

Cette priorité exprime la fonction sociale de la politique extérieure de l'URSS. Celle-ci vise à défendre les intérêts nationaux et sociaux de la bureaucratie soviétique, l'État que cette bureaucratie contrôle, le système social où elle puise sa puissance.

Ces intérêts sont menacés d'une part par l'impérialisme, qui rêve d'éliminer la menace potentielle que représente pour lui ces sociétés de transition — même bloquées et bureaucratiquement dégénérées — au socialisme, et les réintégrer à sa division internationale du travail.

D'autre part, ils sont menacés par les mouvements révolutionnaires autonomes, échappent au contrôle de la bureaucratie du Kremlin, et susceptibles en conséquence de contester non seulement son leadership sur le «camp socialiste», mais, par leur rayonnement et leur impact antibureaucratique sur les travailleurs d'URSS, d'ébranler le mode de domination bureaucratique lui-même.

Cette lutte sur deux fronts, inhérente à la défense des intérêts bureaucratiques, induit ce que les marxistes-révolutionnaires désignent comme politique de défense du statu quo international : face à l'impérialisme, il s'agit à la fois d'interdire toute dégradation unilatérale du rapport des forces, qui renforcerait les risques d'agression, et d'éviter toute dynamique d'affrontement. Il s'agit de prévenir les conflits et, simultanément, de dissuader les agresseurs éventuels au cas où, comme en Corée ou au Vietnam, l'URSS se trouverait impliquée dans une épreuve de force sans l'avoir voulu. La bureaucratie soviétique s'y emploie en s'efforçant de mettre en place des structures de concertation avec l'impérialisme américain en vue du règlement négocié de tout litige. Et de préserver, voire d'améliorer, l'équilibre des forces, tant en augmentant son propre potentiel technologique et militaire qu'en jouant des contradictions inter-

impérialistes et des antagonismes «Nord-Sud» entre nations impérialistes et pays dominés.

Face aux processus révolutionnaires, la bureaucratie soviétique s'efforce d'utiliser les mouvements ouvriers ou anti-impérialistes, par l'intermédiaire des PC ou, de plus en plus, au moyen d'alliances directes, dans son jeu de confrontation-concertation avec l'impérialisme. Ce qui implique un certain degré d'aide et d'assistance politique, diplomatique, matérielle, militaire. Mais cette aide reste subordonnée, dans son ampleur et sa nature, aux impératifs stratégiques de Moscou : éviter la confrontation directe avec l'impérialisme; préserver l'équilibre mondial des forces entre les deux «camps».

Les fondements idéologiques du conservatisme bureaucratique

Ce conservatisme bureaucratique ne relève nullement d'un «double langage» communiste : internationaliste et révolutionnaire en parole, nationaliste et modéré dans les faits. Il est dûment fondé en doctrine dans la théorie stalinienne de «l'édification du socialisme dans un seul pays» (1924) et ses divers avatars : la théorie de l'édification du socialisme dans un seul camp (1949); la théorie de la coexistence pacifique (1957).

Selon cette théorie, l'aile marchante de la révolution socialiste n'est plus la classe ouvrière internationale ou les prolétaires des colonies en lutte contre l'impérialisme, mais l'édification de la société socialiste, puis communiste, en URSS : le jour où les nations capitalistes, ravagées par la crise, se verront confrontées à une Union soviétique les surclassant à tout point de vue, y compris celui du niveau de vie par tête d'habitant, ce jour-là, la supériorité historique du socialisme s'imposera à tous et sonnera le glas du vieux monde, y compris dans ses sanctuaires occidentaux. En attendant, le devoir du mouvement ouvrier et progressiste est de promouvoir les conditions les plus favorables à l'édification du communisme en URSS : la paix et la coopération internationale. C'est là la voie la plus courte et la plus économique pour leur propre émancipation.

D'où deux théories corollaires, écartant l'une et l'autre toute perspective de révolution : la théorie de la révolution par étape, dans les pays dominés, remake à peine adapté des thèses menchéviques sur la révolution russe : dans les pays du tiers-monde, l'heure est à la révolution démocratique-bourgeoise, non à la révolution socialiste. Cette révolution bourgeoise doit être conduite par la bourgeoisie nationale anti-impérialiste, non par la classe ouvrière. Celle-ci doit prendre sa place au sein du

«bloc des quatre classes», auprès de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine, sous direction bourgeoise. Elle doit régler ses revendications et ses méthodes de lutte sur ce que peuvent assumer ses alliés. La révolution démocratique bourgeoise ne débouche pas sur la destruction du capitalisme mais libère au contraire ce dernier de ses entraves et permet son plein essor. Elle ne débouche pas sur l'État de dictature du prolétariat, mais sur une République démocratique et parlementaire. Ces bouleversements économiques et politiques créent les conditions d'un développement impétueux de la classe ouvrière nationale et posent donc à terme le problème du passage au socialisme.

Cette stratégie, appliquée scrupuleusement par les PC dans la plupart des pays coloniaux, ne remet donc nullement en cause l'ordre capitaliste. Elle éclaire le fait que dans l'écrasante majorité des cas ce sont des forces politiques bourgeoises ou petites-bourgeoises qui ont pris la tête des mouvements d'émancipation nationale, substituant la domination néo-impérialiste à la domination coloniale classique.

En ce qui concerne les pays capitalistes avancés, la révolution socialiste n'est pas davantage à l'ordre du jour. Dans la mesure où ils sont contrôlés par la bureaucratie soviétique — et jusque dans les années soixante ils l'étaient étroitement —, les PC sont «invités» à agir sur leurs bourgeoisies respectives pour qu'elles mettent en œuvre une politique extérieure aussi favorable que possible aux intérêts de l'URSS, soit en exerçant une pression directe du mouvement ouvrier (1929-1933, 1947-1952...), soit, le plus souvent, au moyen de fronts populaires ou de fronts nationaux, vastes alliances de classes entre le mouvement ouvrier et la «bourgeoisie républicaine», par lesquelles le premier s'engage à maintenir l'ordre intérieur en échange d'une politique de «paix et de progrès social». Si l'on dresse le bilan historique du PCF, force est de constater qu'en soixante ans d'existence, il ne s'est jamais lancé à la conquête du pouvoir, mais s'est au contraire régulièrement employé à reconstituer l'ordre bourgeois, chaque fois que celui-ci était sérieusement ébranlé par le mouvement des masses : en 1936, comme en 1945, comme en 1968. Ce qui n'a pas empêché la bourgeoisie française de stigmatiser chaque fois la subversion totalitaire orchestrée de l'étranger!

On peut en dire autant de tous les PC des pays capitalistes avancés, y compris du PC portugais qui, loin de préparer dans l'ombre un «coup de Prague à Lisbonne», comme l'ont proclamé une fois de plus la bourgeoisie et la social-démocratie occidentales, s'est borné à conquérir le maximum de positions de pouvoir dans une société et un État dont ils ne remettaient en cause ni la nature capitaliste ni l'appartenance à la zone d'influence occidentale[2].

Une politique de défense du statu quo

La thèse de « l'impérialisme soviétique », pas plus que celle de « l'internationalisme soviétique » ne cadrent donc avec les faits et rendent compte de la politique extérieure de l'URSS. Celle-ci apparaît bel et bien comme une politique de défense du statu quo avec l'impérialisme, étant entendu que défense du statu quo ne signifie pas culte de l'immobilisme mais défense d'un rapport de forces international qui décourage toute agression impérialiste et consolide le pouvoir de la bureaucratie.

Dans un monde fondamentalement instable et mouvant, une telle défense ne saurait être que dynamique : l'évolution du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale, comme l'attitude des divers impérialismes, constituent en effet des coordonnées largement indépendantes de la bureaucratie soviétique. Elles sont déterminées par une multiplicité de facteurs sur lesquels les hommes du Kremlin n'exercent qu'une faible prise. Il ne dépend que faiblement d'eux, par exemple, que l'ayatollah Khomeiny détrône le Shah, que les sandinistes triomphent au Nicaragua, que le complexe militaro-industriel américain relance la course aux armements, ou que Joseph Strauss l'emporte sur Helmut Schmidt en RFA...

Chacun de ces événements — et mille autres avec eux — affecte, parfois de façon sensible, l'évolution du rapport des forces. La défense du statu quo avec l'impérialisme exige donc une action internationale visant à prévenir les menaces, à désamorcer les poudrières, à compenser les reculs, à interdire dans la mesure du possible à l'adversaire d'exploiter des situations de fait à son seul profit. Comme elle exige de l'URSS un effort considérable d'équipement militaire, en vue de rattraper son retard initial et d'accéder à la parité stratégique avec l'impérialisme.

En ce domaine, celui-ci s'est toujours efforcé — et s'efforce encore — de maintenir une supériorité qualitative sur l'URSS, relançant la course à chaque progression des Soviétiques. Cette supériorité, en effet, permet aux Américains de tenir l'URSS en respect au cours de leurs opérations de police dans le monde. Elle leur a permis, par exemple, d'écraser sous les bombes la République du Nord-Vietnam, « partie inviolable du camp socialiste », et miner ses ports...

Comme le montre plus bas Alain Joxe, chaque relance de cette course aux armements est précédée d'une intense campagne de presse, orchestrée par le lobby militaro-industriel, dénonçant la « supériorité militaire soviétique ». L'avant-dernière date de 1960 : pour justifier devant le Sénat américain l'énorme effort financier nécessaire au passage d'une « stratégie anti-cité » à une « stratégie anti-force », Kennedy surévalue de

vingt-huit fois le potentiel soviétique[3]! Il n'en demeure pas moins vrai qu'à la phase de supériorité absolue des Américains (1945-1951, phase de leur monopole atomique) a succédé une phase de supériorité relative de moins en moins accentuée et que l'évolution tendancielle, à terme, est à la parité. D'où la nouvelle relance de la course aux armements décidée par l'administration Carter dès 1978-1979, soit bien avant l'occupation de l'Afghanistan par l'Armée rouge.

La défense du statu quo dans l'après-guerre

Cette appréhension de la politique extérieure de l'URSS comme défense dynamique du statu quo dans les rapports de force avec l'impérialisme en vue de «l'édification du socialisme dans un seul camp» rend compte de façon adéquate des fluctuations de la politique internationale soviétique depuis la victoire de la fraction stalinienne.

Pour n'en rester qu'aux trente dernières années :

— Elle rend compte des accords de Yalta (4 février 1945), restituant à l'URSS les territoires de l'ancien empire russe, perdus en 1921, et couvrant la frontière occidentale d'un «glacis» d'États amis, les «démocraties populaires», initialement conçues non à l'image de l'URSS, mais comme des républiques parlementaires — des «démocraties bourgeoises» — où seulement les racines du fascisme seraient extirpées. Ce n'est qu'en raison de la dégradation rapide des relations avec les puissances occidentales confrontées à la vague révolutionnaire de 1944-1947, et en particulier de leur intention manifeste de réintégrer l'Allemagne dans leur camp en vue de la tourner à nouveau contre l'Union soviétique, que Staline s'engagea dans «l'assimilation structurelle» des démocraties populaires.

— Elle rend compte de la phase de tension et de confrontation ouverte en 1947-1948, à la suite de la violation occidentale des accords de Yalta sur l'Allemagne et visant à les contraindre à les respecter. Phase marquée par la fondation du Kominform, le blocus de Berlin, le «coup de Prague»...

Cette politique s'avéra vite catastrophique : elle ne parvint pas à faire céder les Occidentaux mais, accréditant l'idée de l'expansionnisme soviétique, elle fit rapidement perdre à l'URSS le prestige considérable acquis dans la lutte contre le nazisme et renforça les secteurs les plus agressifs de la bourgeoisie.

Aussi, très vite, bien avant le XX[e] congrès du PCUS, les maîtres du Kremlin prirent le tournant vers la «détente» et la «coexistence pacifi-

que» : dans un monde «bi-polaire» dominé par l'URSS et les USA, la bureaucratie soviétique «s'efforce de restructurer les relations internationales sur la base d'accords cadres avec les États-Unis et les grands pays industriels par des traités internationaux conclus sous l'égide de l'ONU»[4]. La défense du statu quo prend les traits de la défense de la paix. La «compétition économique entre le capitalisme et le socialisme» est explicitement présentée comme leur terrain de confrontation décisif.

Devant quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers réunis à Moscou, Krouchtchev affirme que l'URSS aura «rattrapé et dépassé» les pays d'Europe occidentale dès 1965, les États-Unis dès 1975. L'avance soviétique dans la conquête de l'espace confère à ses propos quelque crédibilité... L'aide aux mouvements de libération natioinale est subordonnée à cette politique d'entente et d'accords avec l'impérialisme. Elle se limite, dans les meilleurs des cas, aux moyens de résister aux agressions impérialistes, en vue de l'engluer et de lui imposer un compromis négocié. Elle est insuffisante pour infliger à l'impérialisme une défaite sanglante : le Vietnam bombardé reçoit les moyens de tenir, mais non l'armement sophistiqué permettant d'assurer l'inviolabilité de son ciel. Il l'emporte, au prix de sacrifices inouïs, largement en raison de la démoralisation et de la solidarité que sa résistance acharnée suscite au sein de l'armée américaine et aux États-Unis eux-mêmes.

L'aide apportée aux mouvements de libération nationale vise, par ailleurs, à en faire les clients de l'URSS, et à assurer ainsi une influence soviétique dans les futurs États indépendants qu'ils sont appelés à constituer. Elle ne vise pas à détruire le capitalisme dans les ex-colonies et à les intégrer au bloc soviétique. C'est au contraire souvent l'intransigeance bornée des anciennes métropoles ou de l'impérialisme dominant qui radicalise dans ces pays les mouvements de libération nationale et les «jette dans les bras de Moscou» : tel fut l'effet de l'intervention franco-britannique de Suez pour l'Égypte nassérienne ou du blocus américain contre Cuba. Car, contrairement aux vœux pieux krouchtcheviens, les centres impérialistes «exportent» plus que jamais la contre-révolution. Directement, ou par services secrets interposés, ils interviennent dans plusieurs dizaines de pays pour les maintenir dans l'orbite capitaliste.

Krouchtchev, puis Brejnev, multiplient néanmoins les propositions de désarmement général et contrôlé. La course aux armements exige, en effet, un effort beaucoup plus considérable de la part de l'URSS que des USA. Elle constitue un lourd handicap pour l'économie soviétique, un stimulant pour celle des États-Unis. Aussi, un ralentissement du rythme de la compétition, débouchant sur un «gel» de la course, puis sur une réduction des armements, constituent-ils un objectif essentiel de la diplo-

matie soviétique.

Le caractère défensif, conservateur, de la politique extérieure de l'URSS paraît si évident, la thèse d'une menace soviétique si irréelle, que de Gaulle quitte l'OTAN et entame une politique «d'ouverture à l'Est», bientôt suivi par Willy Brandt.

Entre 1970 et 1975, une série de grands accords internationaux sont signés. Traité de paix soviéto-allemand, le 11 août 1970, par lequel la RFA reconnaît les frontières nées de la guerre. Accord quadripartite sur Berlin, le 3 septembre 1971. Accords Salt 1, réglementant la course aux armements, en mai 1972. Accords de Paris, mettant fin à l'engagement américain direct au Vietnam, le 27 janvier 1973. Accord sur la prévention de la guerre nucléaire, le 22 juin 1973, établissant une procédure de consultations propres à enrayer tout glissement vers une confrontation[5]. Accord de Vladivostock, le 24 novembre 1974, prolongeant et précisant l'accord Salt 1 et ouvrant la voie au Salt 2, sur la base d'une reconnaissance du droit des Soviétiques à la parité. Accord d'Helsinki sur la sécurité en Europe, le 1er août 1975, consacrant le statu quo sur le vieux continent...

Crise de la détente : le nouveau cadre international

Malgré bien des «bavures», la coexistence pacifique a ainsi dominé les relations internationales pendant plus de vingt ans. Assiste-t-on aujourd'hui à un «saut de qualité» dans ces relations, au retour de la «guerre froide»? Y a-t-il eu «tournant stratégique» de la part de l'URSS? Nombreux sont ceux qui l'affirment aujourd'hui, y compris à gauche. Ainsi, Patrick Viveret, rédacteur en chef de la revue *Faire*, mensuel politique des rocardiens : dans l'éditorial du n° 52 (février 1980), il prétend que, totalement défensive il y a une quinzaine d'années, cette politique est désormais résolument offensive. Explication de ce tournant : la conjonction de difficultés économiques et politiques internes (nationalités, succession de Brejnev, crise agricole) et du renforcement considérable du potentiel militaire soviétique, aurait incité l'appareil militaire — de plus en plus influent — à exploiter la supériorité stratégique provisoire de l'URSS «pour compenser sur le plan géopolitique une certaine fragilité interne»[6].

Cette analyse, qui fonde la politique extérieure soviétique exclusivement sur des considérations internes, fait bon marché de l'évolution du cadre international depuis 1975, et reste fort discrète sur les responsabilités particulières des duettistes Carter et Brzezinski.

Or, si les modifications internes à l'URSS, et en particulier son renforcement technologique et militaire, revêtent effectivement une grande importance, c'est l'évolution des coordonnées internationales de la politique extérieure soviétique qui semble toutefois décisive pour comprendre son cours présent.

Le cadre politique international s'est en effet sensiblement modifié par rapport aux trois décennies précédentes :

— En premier lieu, le rapport international des forces entre les classes s'est dégradé aux dépens de l'impérialisme : la guerre du Vietnam et son issue ont engendré une profonde crise idéologique de la société américaine. Cette crise s'est traduite, à l'intérieur, par l'éviction de Nixon au terme du « Watergate », à l'extérieur par l'incapacité temporaire d'engager les GI's dans un nouveau bourbier. Les mouvements anti-impérialistes ont remporté, en conséquence, d'importants succès en Afrique, Asie, Amérique centrale...

Simultanément se produisait la plus grave crise économique internationale de l'après-guerre (1974-1975), confirmant le retournement de tendance économique à long terme, l'entrée dans la « stagflation ». L'exacerbation des contradictions inter-impérialistes, le désordre monétaire et commercial, l'inefficacité croissante des techniques de régulations keynésiennes, la dépendance énergétique laissent planer la menace de graves crises mondiales, susceptibles de radicaliser les masses salariées considérant leurs conquêtes comme des droits.

Enfin, le renforcement de la puissance industrielle et militaire de l'URSS, très réel même s'il est loin de surclasser celui des États-Unis et de leurs alliés, rend l'Union soviétique moins vulnérable au chantage américain et conforte son aspiration au statut de puissance mondiale, à l'égal des États-Unis, c'est-à-dire de puissance ayant des intérêts mondiaux et donc des droits internationaux légitimes.

— En second lieu, au monde bi-polaire dans lequel s'est nouée la coexistence pacifique s'est substitué un monde « multi-polaire », « polycentrique », beaucoup plus difficile à cogérer par les deux grands.

Au sein du bloc occidental, le rapport des forces a évolué au profit de l'Europe et du Japon, tentés de plus en plus à se comporter en acteurs autonomes dans l'arène internationale. Dans les pays dominés, de nouveaux protagonistes sont apparus, forts de leurs ressources énergétiques ou en matières premières.

Au sein du « camp socialiste », le schisme maoïste a succédé au schisme yougoslave : la bureaucratie chinoise proclame la guerre inévitable avec « l'impérialisme soviétique », ennemi numéro un des peuples, et oriente sa diplomatie en conséquence.

Cette multipolarisation du monde ajoute ses effets à ceux de l'évolution de l'équilibre international des forces pour mettre en crise la «détente».

La contre-offensive de Carter-Brzezinski

«Au début de son administration, déclare Zbignew Brzezinski au *Figaro,* le président Carter s'était fixé deux objectifs : mettre l'Amérique au diapason de tout un monde qui se réveillait; renforcer la position stratégique des États-Unis. En ce qui concerne le premier point, nous avons accompli des progrès significatifs pour dissiper l'isolement dans lequel étaient tombés les États-Unis pendant les années soixante-dix. Aujourd'hui, nos relations avec l'Amérique latine, avec les Africains, avec les Chinois sont meilleures qu'il y a quatre ans. Nous avons démontré aux nations qui s'éveillent — les nouvelles nations du monde — que nous nous intéressons à leur sort. Du point de vue stratégique, nous avons aidé à rentabiliser l'OTAN. Nous mettons sur pied les forces de déploiement rapide. Nous avons augmenté en termes réels nos dépenses militaires. Bref, nous commençons à corriger les tendances négatives qui étaient si évidentes avant l'entrée à la Maison Blanche de Jimmy Carter.»[7]

Par-delà ses hésitations, contradictions, volte-face, l'objectif de la nouvelle administration américaine s'affirme clairement :

— Contre la lente dégradation du rapport des forces international, rétablir la suprématie indiscutée de l'impérialisme, et pour cela effacer aussi bien le «traumatisme indochinois» que la résignation à la parité stratégique avec l'URSS.

— Contre le lent relâchement des alliances occidentales, réinstaurer le leadership américain sur le «monde libre». Pour n'être pas abandonnée, la politique de la détente n'en est pas moins subordonnée à ces deux objectifs.

Attribuant comme d'habitude ses déboires en Angola, au Mozambique, en Iran, au Nicaragua, non aux effets de son système d'oppression mais aux machinations de l'Union soviétique, l'impérialisme américain a rapidement ouvert les hostilités : campagne de réarmement moral dite des «droits de l'homme» destinée à discréditer le «socialisme réel» et reconstituer la bonne conscience de l'Occident; amendement Jackson-Vanik privant l'URSS de la clause de «la nation la plus favorisée» dans les relations avec les USA; accords sino-américain et sino-japonais (12 août 1978) qualifiés par les Soviétiques de «Munich oriental» en raison

de la « clause anti-hégémonique » clairement tournée contre l'URSS, que les Chinois y ont fait figurer; sabordage américain des négociations Salt 2; relance de la course aux armements; implantation en Europe des missiles Pershing et Cruise; mise en place de corps d'intervention rapide.

Cette politique a de toute évidence suscité une méfiance croissante de la part des Soviétiques, un doute croissant quant à la volonté du partenaire américain à perpétuer la détente sur une base de parité USA-URSS, et donc un changement d'accentuation de la politique extérieure du Kremlin : il s'agit bien toujours de « rendre irréversible la détente », mais le partenaire américain s'avérant décidément « indisponible », les impératifs de sécurité doivent primer toute autre considération, quitte à froisser quelque peu les règles formelles de la coexistence pacifique.

Le sens d'une invasion

C'est dans ce cadre que s'explique l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Confrontée à la faillite du régime d'Amin, la bureaucratie soviétique est militairement intervenue à Kaboul pour éviter la constitution, sur son flanc sud, d'une nouvelle république islamique, démultipliant l'impact de l'intégrisme religieux et du nationalisme sur les républiques soviétiques musulmanes. La préoccupation des dirigeants soviétiques, face à la montée de l'intégrisme musulman, a été soulignée bien avant l'invasion de l'Afghanistan[8]. D'autant que l'exacerbation du conflit avec la Chine rend toute cette région stratégiquement importante. Intervenant dans un pays traditionnellement lié à l'URSS, gouverné de surcroît par des forces communistes depuis avril 1978, dans l'indifférence générale, le « coup de Kaboul », selon les Soviétiques, ne constitue pas en lui-même une véritable entorse à la coexistence pacifique. Celle-ci ne reconnaît-elle pas de facto à chaque camp le droit de ne pas tolérer de gouvernement hostile dans sa zone? Et l'URSS, puissance mondiale, menacée par un axe Pékin-Tokyo-Washington en constitution, ne peut-elle considérer ses frontières en Asie comme zone d'intérêt vital?

Il n'y a là ni expansion impérialiste vers les « mers chaudes », ni volonté de contrôler, à des fins de chantage, les sources d'approvisionnement pétrolier de l'Occident. Mais dans le cadre d'une conception bureaucratique, réactionnaire, de la défense de l'URSS, une volonté de se prémunir contre un durcissement offensif de l'impérialisme, que tout indique comme durable.

Est-il besoin d'ajouter que cette occupation militaire de l'Afghanistan

ne constitue pas davantage un acte d'internationalisme prolétarien, une aide fraternelle apportée par un grand pays socialiste à une jeune révolution aux abois? Elle représente au contraire un coup très dur pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire international, une bénédiction pour l'impérialisme dont les interventions à venir se trouvent à l'avance légitimées. Elle illustre bien le peu de cas que la bureaucratie soviétique fait des intérêts de la classe ouvrière et du socialisme, leur subordination à ses intérêts d'État.

Il reste qu'on doit se poser la question : quelle incidence exerce sur la politique extérieure de l'URSS les modifications structurelles du cadre international survenues au cours de ces dernières années? Dans quelle mesure le nouveau rapport des forces mondial entre les classes, d'une part, la nouvelle puissance militaire soviétique, de l'autre, affectent-ils la stratégie internationale du Kremlin? Le caractère défensif, timoré, conciliant, qu'a revêtu jusqu'ici cette politique n'est-il pas lié, dans une large mesure, à la faiblesse relative de l'URSS face à l'impérialisme? Au cas où cette disparité continuerait à se réduire, ne doit-on pas s'attendre à un cours plus offensif de la politique extérieure soviétique? Le chauvinisme des bureaucraties d'État au pouvoir dans les pays du «socialisme réel» nourrit déjà d'épineuses et explosives revendications territoriales des unes à l'égard des autres. Ne pourrait-il nourrir un expansionnisme bureaucratique, au cas où ces bureaucraties en trouveraient les moyens? Comment expliquer la virulence et la permanence des antagonismes nationaux entre l'URSS et la Chine, la Chine et le Vietnam, le Vietnam et le Cambodge, sinon en termes de chauvinisme de puissances?

Certes, contrairement à l'impérialisme capitaliste, cet expansionnisme n'aurait pas, fondamentalement, de ressorts économiques. Mais il existe un expansionnisme politique induit par la logique des rapports mondiaux de puissance : dans un monde marqué par l'antagonisme des puissances, et où la plupart des États structurellement instables constituent un enjeu dans la lutte pour la suprématie, la grande puissance qui ne se renforce pas internationalement s'affaiblit et risque de devenir la proie des puissances adverses.

La concurrence politique des États et des blocs sur la scène internationale crée une situation comparable à la concurrence capitaliste sur le marché : elle contraint à l'accumulation de puissance (donc à l'incorporation de nouveaux clients) sous peine d'affaiblissement qualitatif et donc, à terme, d'assujettissement.

Cette situation s'exacerbe avec l'avènement tendanciel d'un monde multipolaire où la compétition n'oppose plus deux «super-grands», mais quatre ou cinq protagonistes.

Aussi, en définitive, peu importe les intentions subjectives des bureaucrates du Kremlin. Peu importe, comme on l'a soutenu, que l'occupation de l'Afghanistan ait été imposée par la bureaucratie militaire à un Brejnev réticent et diminué, que les «faucons» l'aient emporté sur les «colombes». Ce qui importe, ce sont les contraintes politiques des rapports mondiaux de puissance, dans lesquels l'URSS se trouve impliquée, qui l'incitent, les rapports de force étant désormais ce qu'ils sont, à étendre sa puissance aux divers points chauds du globe, à y renforcer son contrôle. Confrontée à la double menace de l'impérialisme et de la révolution, la bureaucratie soviétique ne sera-t-elle pas de plus en plus tentée, pour assurer sa sécurité, de favoriser, au besoin par les armes, la constitution de systèmes sociaux analogues au sien? C'est une question que pose l'occupation militaire de l'Afghanistan, sans permettre encore vraiment d'y répondre.

Henri Weber

1. Schachtman : *Bulletin intérieur du SWP,* 14 novembre 1939, cité par J.-J. Marie, in introduction à *En défense du marxisme,* EDI, p. 48.
2. Cf. D. Bensaïd, C. Rossi, C. Udry : *Portugal : la révolution en marche,* éd. Bourgois, Paris, 1976.
3. Cf. David Horowitz : *De Yalta au Vietnam,* p. 361 : «Dès janvier 1961, Kennedy apprend que les évaluations de la force des missiles soviétiques, faites en décembre 1959, ont été réduites de 70 %. En juin 1961, elles furent ramenées à 15 % et, en septembre 1961, à 3,5 % du chiffre original.»
4. Philippe Devillers · *Guerre ou paix : une interprétation de la politique extérieure soviétique depuis 1944,* Balland, Paris, 1979.
5. Procédure utilisée quatre mois plus tard, à l'occasion de la guerre d'Octobre, déclenchée par l'Égypte et la Syrie contre Israël.
6. *Faire,* février 1980, n° 52, p. 4.
7. *Le Figaro* du jeudi 24 avril 1980.
8. Cf. Hélène Carrère d'Encausse : *l'Empire éclaté.* En août 1979, Jean Marceau écrivait, dans la revue *Faire* : «Ne voulant pas voir se développer une nouvelle zone d'instabilité à proximité de ses propres républiques musulmanes, l'URSS ne favorise pas les rébellions nationalistes au Pakistan et, pour ces mêmes raisons, accorde une grande attention à l'évolution de la situation iranienne.» (p. 21)

Fred Halliday

Guerre et révolution en Afghanistan

Les événement dramatiques qui ont secoué l'Afghanistan fin 79 avec l'intervention des troupes russes et la chute du président Hafizullah Amin sont intervenus moins de deux ans après le soulèvement d'avril 1978 grâce auquel le Parti démocratique du peuple d'Afghanistan a pris le pouvoir. Même si l'on ne peut pas prédire comment les choses tourneront, il est évident que la révolution afghane se trouve considérablement affaiblie : elle peut compter sur l'aide militaire soviétique pour assurer sa survie, mais c'est cela précisément qui la rend plus vulnérable, du fait de l'identification entre le nouveau gouvernement de Babrak Karmal et l'armée d'une puissance étrangère, et du fait du fractionnisme sinistre qui sévit dans le PDPA et qui a précipité l'extension de l'intervention soviétique. La clé de cette crise se situe au niveau des problèmes énormes que le PDPA a rencontrés dans la mise en œuvre de son programme révolutionnaire et des erreurs qu'il a commises ce faisant. De la même manière qu'en Russie après 1917, après une prise du pouvoir relativement rapide, est intervenue une guerre civile prolongée à l'initiative des forces contre-révolutionnaires aidée par des puissances étrangères. En outre, avant que le nouveau régime ait pu gagner l'appui de la paysannerie par des réformes efficaces et significatives pour elles, la contre-révolution a été capable de mobiliser une masse rurale pauvre et de faire por-

ter la responsabilité de la violence et du chaos de la guerre civile sur le nouveau régime. On sait à quel prix et avec quelles conséquences les bolchéviks ont défendu leurs premiers acquis. Les conséquences négatives d'une telle guerre civile seront vraisemblablement beaucoup plus grandes en Afghanistan, vu certains choix politiques que le PDPA, allié à l'URSS, a faits. Si les bolchéviks, y compris Lénine, ont eu recours à des mesures répressives indéfendables durant la guerre civile russe, la direction du PDPA, elle, a eu recours à une violence systématique sur une échelle beaucoup plus vaste dans son combat pour enrayer la contre-révolution afghane. En outre, les désaccords politiques dans le Parti bolchévik étaient réglés par des votes et non à coups de pistolet comme à Kaboul.

Les racines de la contre-révolution

Les forces et la faiblesse du PDPA, la façon dont il est parvenu au pouvoir ont déjà été analysées dans cette revue et ailleurs[1]. C'est un parti qui s'est engagé dans la transformation révolutionnaire de l'une des sociétés les plus pauvres du monde et qui, pour des raisons politiques et stratégiques, a pu s'appuyer de façon substantielle sur son voisin septentrional, l'URSS. Dès les années 50, l'URSS s'est présentée comme le principal fournisseur de l'aide économique et militaire fournie par l'Afghanistan et a été son partenaire commercial principal — situation unique dans le tiers-monde non socialiste. Au plan des relations internationales, il s'agissait là d'une situation marginale étant donné l'archaïsme du système social afghan et la relative absence d'intérêt des États-Unis pour ce pays. A cette époque, le PDPA était un petit parti comptant vraisemblablement moins de 5 000 membres, presque exclusivement originaires de milieux intellectuels urbains ou recrutés parmi les officiers; plus de 90 % de la population afghane est illettrée et 87 % de la population de ce pays vit dans les régions rurales; les structures et les idéologies tribales, ethniques, religieuses y sont demeurées très fortes.

Sans doute la victoire du PDPA et la volonté de l'URSS de l'aider ont-elles constitué une chance très réelle pour l'Afghanistan; mais en même temps est apparu le danger que ce parti, avec sa base urbaine, ne parvienne pas, tout en expropriant les propriétaires fonciers, à se rallier la masse des paysans pauvres en imposant des réformes bureaucratiques. Le risque se dessinait également que le potentiel disponible pour la transformation de la société afghane ne se trouve détourné du fait de l'imposition de modèles politiques — qu'il faut distinguer de l'aide éco-

nomique ou militaire provenant d'URSS. Le précédent du Yémen du Nord constituait un avertissement de ce qui peut se produire en pareil cas : dans ce pays, après la révolution de 1962, le régime radical à base urbaine a été renversé par un soulèvement tribal.

Dans le cas du Yémen du Nord, la contre-révolution a tiré sa force de deux éléments concomitants. D'une part l'aide financière et militaire apportée par un État voisin, l'Arabie Saoudite, encouragée par une série d'autres pays, y compris la Grande-Bretagne (qui s'était alors repliée au Yémen du Sud) ainsi qu'Israël et la Jordanie. Aucun de ces pays n'envoya des forces militaires substantielles mais le Pakistan a fourni des bases, à la fois pour les réfugiés et pour la constitution d'un potentiel militaire de l'opposition afghane, il lui a fourni des approvisionnements militaires et une aide directe. Dans le cas présent, on relève, parmi les alliés de second rang de la contre-révolution, un pays comme la Chine qui apporte sa contribution à l'entraînement des rebelles; l'Iran qui apporte un soutien financier, propagandiste et logistique; le Koweit et l'Arabie Saoudite qui fournissent une aide financière. Jusqu'à présent, il n'y a pas de preuve solide d'une intervention américaine, mais l'élaboration d'une position commune sur l'Afghanistan est assurément un élément de l'entente entre Pékin et Washington : les États-Unis peuvent être satisfaits de voir leurs alliés subalternes en Asie prendre la responsabilité principale de la contre-offensive à l'intervention soviétique.

L'autre élément central est la nature sociale profonde du pays qui fait que des difficultés particulières se dressent dans la perspective d'une transformation socialiste. Bien que la direction du PDPA soit communiste dans son orientation, elle s'est trouvée socialement plus isolée encore que celle de la République du Yémen du Nord. D'emblée, elle s'est trouvée confrontée à un cruel dilemme . soit avancer prudemment sans exécuter l'essentiel de son programme de réformes jusqu'à ce qu'elle soit parvenue à consolider sa position; mais, ce faisant, elle aurait couru le risque de donner l'impression de se désintéresser du sort des masses paysannes pauvres et des ouvriers agricoles sans terre; soit mettre en œuvre rapidement ces réformes en espérant apporter une amélioration de la situation matérielle des paysans pauvres, mais ainsi elle courait le risque de se trouver impliquée dans des conflits sociaux à la campagne où elle n'avait pratiquement pas de cadres. Pour gagner les paysans opprimés, elle devait s'attaquer au cœur même des structures de classes et de tribus; mais ces tribus elles-mêmes pouvaient, si l'on s'y attaquait, être utilisées pour mobiliser un mouvement contre-révolutionnaire à la campagne, une *Vendée* en Asie centrale.

On peut, en particulier, désigner quatre aspects du système rural qui

compliquent la tâche à tout programme de transformation sociale. Le premier, c'est que les relations sociales à la campagne ne sont pas perçues en termes de classe par la paysannerie; les divisions économiques y interfèrent avec les facteurs ethniques, religieux, tribaux. Toute tentative pour réformer un tel système en faisant appel aux intérêts de classe des paysans pauvres et des paysans sans terres se trouve nécessairement confrontée à des difficultés considérables, étant donné la vitalité des autres facteurs. Ceci est particulièrement vrai dans les régions Pushtun au sud et à l'est du pays où les différences quant à la propriété de la terre sont réduites et les fidélités tribales les plus fortes. Mais c'est aussi le cas dans les plaines du nord où existent les différenciations les plus importantes quant à la propriété de la terre et la plus ancienne tradition d'agriculture sédentaire. Cette difficulté s'est combinée avec la survivance du nomadisme en Afghanistan où jusqu'à 15 % de la population gagne sa vie essentiellement en élevant des troupeaux nomades, ce secteur étant marqué par des structures de propriété et de classe très peu claires. L'exemple de la Mongolie extérieure montre que des régimes révolutionnaires peuvent se développer avec succès dans des sociétés nomades, mais cela exige sans doute une stratégie et une perception de ces questions particulières.

Un second facteur essentiel est l'indépendance traditionnelle des tribus montagnardes qui, par le passé, ont reçu des subventions du gouvernement central et considèrent le fait de porter les armes comme un attribut normal de l'homme adulte. Les mesures prises par le PDPA pour redistribuer la terre, étendre son contrôle et limiter la contrebande ont été perçues comme une menace par ces tribus; leur réaction naturelle a été la rébellion armée dont elles ont une solide expérience. L'hostilité traditionnelle appuyée sur les armes envers le gouvernement central qu'un mouvement révolutionnaire ayant une base à la campagne aurait pu utiliser contre l'État contre-révolutionnaire a pu, dans le cas présent, être mobilisée par la contre-révolution contre le PDPA.

Le troisième problème est le poids des traditions politiques afghanes qui trouvent leur écho dans le PDPA même : en Afghanistan, les questions politiques et sociales sont habituellement réglées à coup de fusils et l'espace pour une résolution pacifique des conflits à l'intérieur de l'État ou entre l'État et les citoyens est extrêmement réduit. La contre-révolution a rapidement recouru à la politique consistant à tirer à vue sur les militants du PDPA; et le régime en place a, pour sa part, recouru largement à des méthodes brutales vis-à-vis de ses adversaires réels et supposés. Peut-être l'analogie la plus voisine dans l'histoire révolutionnaire la plus récente est-elle celle que l'on peut établir avec l'Albanie où les tradi-

tions d'affrontement entre tribus ont prévalu jusqu'à la Révolution et où le niveau de violence dans la direction du Parti lui-même l'a distingué des autres PC d'Europe de l'Est.

Un dernier facteur contre-révolutionnaire très puissant est constitué par le simple fait que l'Afghanistan est un pays musulman, c'est-à-dire un pays où existe une idéologie populaire qui a pu être mobilisée par les forces contre-révolutionnaires plus efficacement que dans le cas de n'importe quelle autre religion. En l'absence même des autres problèmes que nous avons soulevés, ce simple facteur aurait suffi à rendre la tâche très difficile au PDPA. De surcroît, la force de l'Islam comme idéologie contre-révolutionnaire a été considérablement renforcée par la victoire du mouvement musulman iranien en février 1979, au moment même où le PDPA se trouvait confronté au premier mouvement d'opposition interne important. Concernant l'Afghanistan, le régime du shah aurait représenté une menace moins importante que celui de Khomeini; si la capacité organisationnelle du régime précédent d'aider la contre-révolution était plus forte, sa force de mobilisation idéologique aurait été plus faible, tout particulièrement si l'on garde en mémoire l'indignation qu'avaient soulevées les ingérences pratiquées dans le passé par le Shah dans les affaires de l'Afghanistan.

L'enrayement de la Révolution d'Avril

Il semble que les dix premiers mois qui ont succédé à la prise du pouvoir par le PDPA, jusque vers la fin février 79, se soient relativement bien passés; dans sa majorité, la population rurale semblait adopter une attitude prudente, ne s'opposant pas activement à la politique du régime, ne la soutenant pas non plus. Elle demeurait, plutôt, dans l'expectative. Le régime allait de l'avant avec diverses réformes, attribuait leurs droits culturels aux diverses nationalités, améliorait la condition des femmes[2], développait un système d'éducation et de santé : en août 79, le gouvernement affirmait avoir ouvert 600 écoles nouvelles et lancé une campagne nationale d'alphabétisation, avec pour objectif l'éducation d'un million d'analphabètes d'ici 1984[3]. Il semble que les deux réformes les plus importantes aient été celles que l'on désigne sous les noms de Décret n° 6 et Décret n° 8. La première annulait les dettes dues par les paysans aux riches fermiers et propriétaires fonciers. La seconde déterminait un plafond maximum pour la propriété de la terre, entre six et soixante hectares selon la qualité de la terre. On a affirmé qu'à la fin de la première année de pouvoir du PDPA 822,5 acres de terres avaient été

distribués à 132 000 familles; en août 79, le chiffre des familles bénéficiaires de cette réforme passe à 300 000[4]. Une partie de ces familles ont été immédiatement regroupées dans des coopératives et lorsque, plus tard dans l'année, fut annoncée la mise en place du Plan quinquennal, ce fut avec l'objectif de regrouper à la fin de l'année 1984 1,1 million de familles dans 4 500 coopératives[5]. Sans doute ne faut-il pas exagérer l'impact immédiat de ces mesures mais, officiellement et, dans une certaine mesure, en réalité, le régime se lançait dans une tentative ambitieuse et progressiste de réformer la société afghane.

Il reste que la façon dont les réformes ont été mises en place a souvent rebuté la population rurale et qu'elles devaient permettre de gagner. Le Décret d'annulation des dettes laissait intact le problème essentiel, celui des dettes des paysans auprès des marchands du Bazar et des usuriers. Les derniers représentaient en Afghanistan une force substantielle et au début irremplaçable; mais, en dépit des ouvertures que leur fit le PDPA, ils prirent rapidement position contre le régime, à cause du contrôle des prix et des mesures prises par le PDPA contre la thésaurisation, la contrebande. La réforme agraire n'était pas fondée sur un relevé cadastral des terres à la campagne, ni même sur un minimum d'enquête préliminaire quant à la situation de la propriété foncière. Elle tenait peu compte des modifications intervenues dans les systèmes de propriété des terres et des conceptions de la jouissance des terres qui peuvent prévaloir dans une société tribale et, dans certaines régions, nomades[6]. Trop souvent, un groupe de membres du PDPA et de militaires arrivait dans un village et distribuait ses ordres aux paysans, sans vraiment connaître les sensibilités et les conditions locales. En outre, brisant des liens traditionnels entre paysans et propriétaires fonciers, les réformes ont coupé les fermiers pauvres de leurs sources habituelles en matière de semences, d'eau et d'outils, sans que le gouvernement soit en mesure de leur fournir une alternative concrète. A cela s'ajoutent des questions liées à la conception de l'honneur à la campagne, de loyauté tribale auxquelles vinrent bientôt se heurter de front ces cadres d'origine urbaine pleins de détermination. On peut identifier les intérêts sociaux spécifiques qui ont été directement touchés par les réformes : les grands propriétaires fonciers — qui ne sont pas très nombreux en Afghanistan —, les chefs de tribus qui tiraient leurs revenus de la contrebande avec le Pakistan. Mais la façon dont la réforme a été mise en œuvre a rendu d'autant plus facile le ralliement à leur cause de la masse des paysans. Même là où ceux-ci reçurent des terres du fait de la nouvelle politique de redistribution, ils étaient vraisemblablement incapables d'en tirer le moindre profit matériel, étant donné le peu de temps qu'ils avaient pour cela et l'effondrement des

systèmes d'assistance à la campagne; il semble que, dans de nombreux endroits, ils aient perçu l'arrivée des militaires et du PDPA comme une intrusion menaçante du pouvoir central. Ainsi, une série de réformes assez dogmatiquement conçues et parfois administrées avec brutalité a contribué à approfondir le gouffre entre le Parti et les paysans pauvres dont une partie au moins de la direction en place avait tant peur.

Trois autres problèmes ont contribué à enrayer la dynamique révolutionnaire initiale. Le premier fut le manque d'unité et la structure interne extrêmement non-démocratique du PDPA lui-même. Pendant les premiers mois qui succédèrent à la prise du pouvoir en avril, il y eut deux sujets de discorde distincts, même s'ils n'étaient pas sans rapport l'un avec l'autre. Le premier apparut en juillet 78, concernant l'exil forcé des dirigeants du Parchan *(le Drapeau)* à des postes d'ambassadeurs et le second en août, lorsqu'un groupe d'officiers et de ministres fut arrêté et accusé de conspiration; on apprit plus tard, de source officielle, que la majorité d'entre eux avait «avoué». Pour autant, la désunion ne fut pas enrayée et d'autres membres du Parcham furent arrêtés par la suite, comme Suliman Laiq, directeur de la radio et de la télévision, début 79. Même dans les rangs du Khalq *(Le Peuple)* sorti victorieux de la confrontation, les dissensions fractionnelles croissaient et s'aiguisaient, du fait, manifestement, de l'approfondissement de la crise dans le pays. Tandis que Taraki qui était à l'origine président - Premier ministre et secrétaire général du Comité central et occupait une position dominante, voyait sa position graduellement minée par Hafizullah Amin, Vice-premier ministre, ministre des Affaires étrangères et secrétaire du Bureau politique. Amin qui est né en 1927 dans une famille Pakhtun provinciale, a fait ses études à l'Institut pédagogique de l'Université de Columbia à New York au début des années 50, est par la suite devenu instituteur. Il a organisé le soulèvement militaire d'avril 78 et dirigé les services de sécurité du PDPA. Alors même qu'il n'était que Vice-premier ministre, il exerçait une influence pratiquement incontestée parmi les forces armées et sur «l'Aqsa», la nouvelle police secrète mise en place avec l'aide russe en mai 78. Il apparaissait comme un homme fort et ambitieux, d'une grande flexibilité politique, pour ne pas dire opportuniste. Il existe des éléments convaincants selon lesquels, dès le début 79 pour le moins, il était engagé dans une tentative résolue pour s'assurer du contrôle total sur le PDPA aux dépens de Taraki. Certains dirigeants du PDPA comme Dastagir Panchsheri, ministre de l'Éducation, étaient opposés à cette tentative, mais le troisième homme du gouvernement, Shah Wali, ministre de la Santé et plus tard des Affaires étrangères, ainsi que Bareq Shafié, précédemment lié au Parcham, ministre de l'Informa-

tion et plus tard des Transports, étaient manifestement aux côtés d'Amin.

Le second problème était celui de la détérioration de la situation dans les régions, sous l'effet, en particulier, de la révolution iranienne. Comme nous l'avons déjà vu, le gouvernement pakistanais était depuis longtemps hostile à Kaboul à propos du Pakhtunistan et du Balouchistan; alarmé par les événements en Afghanistan, il ne tarda pas à porter assistance aux membres des tribus pakhtuns qui traversaient la frontière. En 1978, Zia-ul-Haq commença à s'appuyer davantage sur le Jamiat-i-Islami, parti musulman de droite pakistanais, et, soutenant des courants du même type en Afghanistan, il coupait l'herbe sous le pied de ses adversaires dans ce pays et donnait plus de poids à ses prétentions d'incarner l'Islam dans son pays. L'Iran a beaucoup moins d'intérêts directs en Afghanistan malgré leur frontière commune et le Shah n'a pas fait grand-chose pour s'opposer au PDPA en 1978. Mais la victoire de la Révolution en Iran a eu d'importantes conséquences sur le plan idéologique et matériel pour le régime afghan. Idéologiquement, elle a encouragé les adversaires «musulmans» du PDPA; Khomeini a rapidement fait de la cause «afghane» la sienne propre, entre autres causes musulmanes comme celle de l'Érythrée, de la Palestine, des Philippines. L'Iran ne fut pas la base principale de la contre-révolution en Afghanistan, mais il n'est pas douteux que la propagande islamique et l'encouragement ainsi apporté aux forces qui s'en réclamaient portèrent quelques fruits. Bien plus importantes, cependant, furent deux conséquences économiques de la révolution iranienne : l'expulsion de centaines de milliers de travailleurs immigrés afghans d'Iran, avec ce qui en découle, la perte de sources de revenus vitales pour l'économie afghane; et la rupture d'approvisionnement en pétrole découlant des grèves en Iran et des coupes sombres en matières de pétrole. Il fallut quelque temps avant que les approvisionnement soviétiques viennent remplacer ceux d'Iran.

Le troisième problème est l'impact du conflit sino-soviétique sur l'Afghanistan. Malgré son alignement sur l'URSS, le PDPA avait à l'origine espéré établir des relations correctes avec Pékin et des pressions se manifestaient dans ses rangs pour que l'Afghanistan adopte une politique étrangère relativement indépendante. La rupture des relations diplomatiques avec la Corée du Sud et l'établissement des relations avec Pyongyang furent inspirées par cette préoccupation, comme le fut l'intégration temporaire de Taher Budakhsi, dirigeant du groupe maoïste Sttam-i-Melli, dans le gouvernement. Cependant, cette politique fut un échec pour différentes raisons. D'abord, le PDPA ne manifesta pas la moindre indépendance, même dans la très faible mesure possible : sa direction fut critiquée à l'intérieur du Parti pour la lenteur avec laquelle

elle prit publiquement position en faveur de la Révolution iranienne — elle ne le fit qu'après que Moscou ait adopté cette position en novembre 78 — et pour la façon dont il annonça qu'il reconnaissait le gouvernement de Heng Samrin au Kampuchéa, dans le sillage de l'URSS. Taraki s'est donné la peine également, à l'occasion d'une conférence de presse tenue début mai 79, de condamner les guérillas érythréennes comme une création des régimes réactionnaires arabes. De surcroît, l'alliance avec Badakhsi se trouva bientôt rompue et son groupe passa dans l'opposition; on a dit que ce groupe était responsable de l'enlèvement désastreux de l'ambassadeur américain à Kaboul en février 1979. Il reste que le principal responsable de la rupture fut la Chine dont la presse, au début réservée vis-à-vis de la Révolution afghane, devint par la suite très hostile et qui, dès lors, soutint ouvertement les contre-révolutionnaires[7].

Les événements qui se sont déroulés en Indochine ont contribué au développement de cette polarisation. C'est à peu près à l'époque où les Chinois attaquèrent le Vietnam, au début de l'année 79, que l'on commença à disposer des premiers éléments indiquant que les Chinois soutenaient matériellement les rebelles afghans, via le Pakistan. C'était là la réponse de la Chine à ses déboires en Indochine; en Afghanistan, les sentiments pro-chinois sont plus forts parmi les minorités non-pakhtun établies juste au sud de la frontière soviéto-afghane; on pouvait donc penser que l'on avait là une tentative à plus long terme de la part des Chinois pour gagner à ses positions les républiques d'Asie centrale de l'URSS elle-même. Il se peut que les commentateurs soviétiques aient exagéré l'importance de l'intervention chinoise mais il ne fait guère de doute que les réactions russes consécutives puissent être en partie analysées comme une riposte très inquiète à ce qui était perçu comme une contre-attaque chinoise au-delà de l'Indu-Kush, en contrepartie de ses mécomptes en Indochine. Les comptes rendus de la presse occidentale ont minimisé l'investissement militaire chinois dans cette affaire mais, outre une discrétion fondée sur des motifs politiques, ce facteur reflète le fait que les envoyés spéciaux ne sont acheminés que vers les camps de réfugiés autour de Peshawar au Pakistan, et non dans les camps d'entraînement militaire sur la frontière où du personnel chinois se trouve stationné.

La situation a commencé à se détériorer lentement pendant les premiers mois hivernaux de 1979 lorsque débutèrent les opérations contre-révolutionnaires destinées à entraver les réformes mises en œuvre par le PDPA. Des rebelles opérant à partir de bases situées au Pakistan, entreprirent des raids dans les provinces de Kunar et Pakhtia et, le 14 février, eut lieu le premier incident important dans une ville : un groupe d'hommes armés enleva l'ambassadeur américain à Kaboul, Adoph Dubs. Les

négociations avec ses ravisseurs furent à l'évidence menées en dépit du bon sens par la police afghane, soucieuse de faire montre de sa fermeté à la population locale. Elle n'utilisa pas les techniques habituelles d'usure psychologique; l'ambassadeur et ses quatre ravisseurs furent tués par les services de sécurité afghans qui ouvrirent le feu sur la chambre d'hôtel dans laquelle il était détenu. Au-delà de son importance politique, dans la mesure où il exacerbait inutilement la tension des relations américano-afghanes, cet incident a été révélateur de la façon expéditive dont les services de sécurité usent pour régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Fin mars, les choses devinrent plus sérieuses. Des miliciens pakistanais soutenaient les rebelles dans leurs raids sur la frontière et un affrontement très important eut lieu dans la ville de Herat située au nord-ouest du pays, près de la frontière iranienne. Les affirmations de source officielle afghane selon lesquelles les affrontements de Herat avaient été provoqués par l'infiltration de troupes iraniennes sont, comme on peut en apporter la preuve, inexactes; mais il reste que, quelle qu'en ait été la cause exacte, plusieurs dizaines de soldats russes et de membres du personnel civil furent tués.

La nouvelle ligne de Kaboul

Cette combinaison d'agitation urbaine et rurale, la dernière pour le moins étant attisée de l'étranger, semble avoir provoqué un changement de politique fondamental et, au bout du compte, désastreux au niveau du pouvoir central. Le 27 mars, trois jours après le début du soulèvement de Herat, un remaniement gouvernemental eut lieu. Taraki qui, jusqu'alors, avait été simultanément Premier ministre et président, céda le poste de Premier ministre à Amin. Dans le même temps fut mis en place un Haut Comité de défense du pays, chargé de diriger les Forces de sécurité[8]. Tout aussi important fut le fait que les Russes vinrent jouer un rôle beaucoup plus actif dans l'appareil gouvernemental à tous les niveaux. Le 6 avril arriva une délégation soviétique de haut rang, conduite par le général Alexei Yepichev, Premier vice-ministre de la Défense et responsable aux Affaires politiques de l'armée et la marine soviétiques[9].

A la suite de cette visite qui semble d'une certaine façon avoir eu trait aux questions de sécurité, l'entière responsabilité de la coordination de la politique russe fut confiée à Vassili Safrontchuk; ce représentant soviétique s'installa dans le bureau jouxtant celui de Taraki dans la Maison du peuple de Kaboul; officiellement, il avait titre de conseiller auprès de

l'ambassade soviétique. Alexandre Pouzanov qui était ambassadeur à Kaboul depuis 1973, après avoir été ambassadeur en Corée du Nord, Bulgarie et Yougoslavie, semble, à partir de ce moment, avoir été rétrogradé au second rang. Vers la fin de l'été, près de 5 000 conseillers civils russes contribuaient au fonctionnement de l'appareil administratif, d'importants subsides allant jusqu'au million de dollars par jour étaient consacrés au financement de l'État; la prise en charge par les Russes de la campagne militaire devint plus directe. Les troupes soviétiques s'installèrent dans la base aérienne de Bagram au nord de Kaboul, des officiers soviétiques vinrent jouer un rôle d'encadrement au niveau de chaque compagnie et, à partir du printemps, la plupart des avions militaires afghans étaient pilotés par au moins un aviateur russe, ceci afin de faire pièce au mécontentement ambiant parmi l'armée de l'air. Il s'agit là d'une évolution particulièrement importante dans la mesure où la détérioration de la situation dans le pays conduisait le gouvernement à s'appuyer de façon croissante sur les forces aériennes pour combattre la rébellion.

La nouvelle politique menée par Amin et les Russes sous le contrôle de Safrontchuk semble avoir été fondée sur trois éléments essentiels. Premièrement, la détermination à riposter impitoyablement à tous les signes d'une activité contre-révolutionnaire. Tandis qu'en 1978 l'armée de l'air avait été utilisée pour effectuer des vols d'avertissement ou d'intimidation au-dessus des villages, elle était à présent employée pour bombarder et détruire des zones d'habitation rurales où l'on pensait que se développait la résistance. Une fois, un village de la province de Kunar fut bombardé simplement parce qu'un fonctionnaire local du PDPA entendit dire que les habitants du village avaient nourri des rebelles la nuit. Avec la décomposition graduelle de l'armée, le régime en vint à s'appuyer de plus en plus sur son armée de l'air pour frapper les rebelles. Le second moyen employé pour assurer la sécurité du pays fut la tentative de réduire les rebelles en les privant de nourriture. On employa des avions militaires pour brûler les récoltes dans des régions comme la vallée de Kunar dans l'espoir qu'avec l'arrivée des neiges, en novembre, la rébellion pourrait être écrasée, contrainte à la reddition ou à la mort de faim. Selon des chiffres non officiels, l'Afghanistan aura cette année un déficit de céréales de 1,4 million de tonnes, soit près de la moitié de ses besoins normaux. Le pays eut à subir la famine au début des années 70 et il en est à nouveau menacé.

Le troisième axe de la nouvelle politique consistait en la recherche d'un accord avec le gouvernement pakistanais qui, pensait-on, allait arriver au pouvoir à l'occasion des élections devant avoir lieu en 79. Les

autorités de Kaboul établissaient des contacts non seulement avec leurs anciens alliés tel Wali Khan, mais avec le Parti du peuple de l'ex-Premier ministre Bhutto. Une fois que ces courants mieux disposés à l'égard du nouveau régime afghan seraient arrivés au pouvoir, il serait possible, pensait-on à Kaboul, de couper les rebelles de leurs bases arrière et de les anéantir grâce à une puissance de feu supérieure et par la famine sur le territoire de l'Afghanistan.

Il se peut bien que la décision de s'orienter vers cette politique ait transformé les mouvements contre-révolutionnaires sporadiques du printemps en un mouvement étendu à l'échelle de tout le pays. Mais il est tout aussi possible que l'élan de la réaction musulmane de masse ait dû de toute façon s'étendre dans tout le pays. Il n'y eut pas d'élections au Pakistan, Zia-ul-Haq les repoussa sine die. Une amnistie annoncée à la fin du mois d'avril n'eut pour ainsi dire aucun effet et, lorsque l'été arriva, la majorité du pays était gagnée par la rébellion. Des provinces comme le Kunar, le Pakhtia étaient presque totalement sous le contrôle des rebelles et en août des guérillas opérant au nord du pays faisaient des coups de main contre la route reliant Kaboul à Mazar-i-Sharif et menaçaient le col de Salang qui permet de franchir les montagnes au nord de la capitale[10]. La plupart des populations des montagnes Hazara, au centre de l'Afghanistan, s'étaient aussi soulevées et peu de zones en dehors des grandes villes étaient considérées comme sûres. Ce développement rapide de la résistance n'épargna pas l'appareil d'État, pas plus que les villes car, lorsque les forces gouvernementales s'en prenaient à un village ou à une région, les habitants des grandes villes qui en étaient originaires devenaient hostiles au gouvernement du PDPA. Il en découla que les soldats et les employés de l'État commencèrent à déserter et prendre le maquis et, en juillet-août, des brigades entières de l'armée afghane (à peu près un millier d'hommes chacune) étaient passées avec armes et bagages aux rebelles. Début août, par exemple, une brigade en armes passa aux rebelles dans la région de Pakhtia avec ses tanks (que les rebelles, à cause du manque de fuel et de techniciens, ne peuvent pas utiliser); selon certains comptes rendus, l'essentiel de cette armée forte de 80 à 100 000 hommes est soit passée aux rebelles, soit n'est pas sûre pour le gouvernement. Il reste cependant qu'en octobre les forces gouvernementales purent lancer une solide offensive contre-révolutionnaire dans la région de Pakhtia, montrant ainsi que, substantiellement réapprovisionnées par l'URSS, ces troupes étaient malgré tout en état de reconquérir des bases ennemies de grande importance.

Répression dans les villes

La situation dans les villes a évolué de façon parallèle à celle des campagnes. Depuis le tournant d'avril, la répression y est devenue beaucoup plus intense. La police secrète, «l'Aqsa», était sous le contrôle du Premier ministre, c'est-à-dire, en théorie comme en pratique, sous celui d'Amin à partir de la fin du mois de mars. Ces activités furent renforcées par le «Sarandoy», une force de police militaire entraînée auparavant, avant la révolution, par des conseillers ouest-allemands et, plus tard, assistée par les Allemands de l'Est et les Russes. Pour couronner tout cela, le PDPA a mis en place ses propres milices dont on prétend qu'elles comptent (mais ces chiffres sont exagérés, même le plus faible d'entre eux) entre 70 000 et 300 000 membres. Il semble que de nombreux — si ce n'est la plupart — membres anciens du PDPA aient été tués dans les combats à la campagne soit par les rebelles, soit par les troupes mutinées et les guérillas ont systématiquement exécuté à vue tout militant du PDPA qu'elles capturaient, à moins qu'il ne se soit agi de techniciens capables de faire fonctionner du matériel tombé entre leurs mains. Cette hémorragie a grandement affaibli le PDPA comme force politique; mais tandis que les cadres les plus expérimentés, ceux qui y militaient avant avril 1978, étaient décimés, le PDPA a recruté essentiellement parmi la jeunesse urbaine éduquée afin de construire la nouvelle structure large du parti. Étant donné la menace de mort que les rebelles faisaient peser sur tous ceux qui s'associaient au gouvernement, il se peut que la peur ait joué un rôle important pour assurer la cohésion des supporters du régime. Dans ce climat de contre-révolution et de terreur à laquelle ils sont exposés, il se peut qu'ils soutiennent encore le PDPA comme un rempart contre les troupes islamiques et tribales déterminées à détruire la révolution.

L'«Aqsa» et la «Sarandoy» ont commencé en 1979 à développer une politique d'arrestations fondée sur la prévention, arrêtant les citadins originaires de zones de résistance à la campagne, avant même qu'ils n'aient eu le temps de passer de l'autre côté ou d'organiser l'opposition. Ceci, avant tout, explique que les arrestations dans les villes aient eu lieu à très grande échelle, des milliers et des milliers de gens étant jetés en prison sans que soient rendus de véritables jugements, parce qu'on les soupçonnait d'activités contre-révolutionnaires. Il est à peu près certain maintenant que, parmi les personnes arrêtées pour raisons politiques, certaines ont été sommairement exécutées par les gens de l'«Aqsa». On a commencé aussi à parler de plus en plus de tortures avec, pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan, l'emploi de méthodes moder-

nes comme l'électricité. Il est difficile de donner des chiffres mais il semble, si l'on se fie à des informations sûres, que plusieurs centaines de personnes au moins ont été tuées en prison depuis le printemps 1979, que plus de dix mille autres ont été emprisonnées et que des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans les combats à la campagne jusqu'à la chute d'Amin[11].

La situation dans les villes a, en plus d'une occasion, échappé au contrôle du régime. Les affrontements du mois de mars à Herat ont été suivis par un combat important à Jalalabad en avril, auquel des Russes prirent part. Le 23 juin eut lieu le premier affrontement sérieux à Kaboul même, lorsqu'un groupe de Hazaras s'empara d'un poste de la «Sarandoy» dans le quartier de Jodi-Mewan; il fallut l'intervention de deux hélicoptères Mi-24 pour le réduire. Le 5 août, un affrontement beaucoup plus sérieux eut lieu : des soldats de l'unité de commando n° 444, stationnés au fort de Bala Hissar qui domine Kaboul, s'insurgèrent contre le gouvernement. Cette unité était largement composée de membres du PDPA mais elle se mutina lorsque des unités de sécurité de la «Sarandoy» arrivèrent à Bala Hissar pour y effectuer une arrestation préventive. Le combat dura plusieurs heures jusqu'à ce que le gouvernement, utilisant l'aviation à nouveau, parvienne à écraser la révolte au prix de la vie plusieurs centaines de personnes. Quelques jours plus tard, le 12 août, des combats commencèrent dans la ville de Kandahar après que des Russes aient commencé à manger dans la rue des fruits qu'ils avaient achetés sur le marché local (c'était le mois du ramadan). Les combats commencèrent sur le marché lui-même et il semble que le commandant russe local et certains de ses officiers aient été tués par les troupes afghanes qui refusaient d'attaquer la foule en furie sur la place du marché. Cet incident résume, dans une certaine mesure, la situation désastreuse qui prévalait alors : si la responsabilité fondamentale et initiale du conflit repose sur les épaules des adversaires de la contre-révolution, les Russes et le PDPA semblent avoir réagi d'une façon si disproportionnée qu'ils ont eux-mêmes affaibli leur propre position. En outre, dès les premiers incidents ruraux et urbains de 1979, le régime semble avoir usé de moyens inutilement brutaux pour réprimer les mouvements d'opposition auxquels il était confronté. Ainsi, les traditions politiques afghanes extrêment brutales n'ont pas été reprises à son compte par l'opposition, mais ont modelé et déformé la riposte du PDPA lui-même.

Tandis que les contre-révolutionnaires gagnaient du terrain pendant l'été, le gouvernement donnait des signes de tension interne croissante. Amin qui avait déjà la responsabilité des forces de sécurité du fait de sa situation de Premier ministre devint ministre de la Défense le 27 juillet,

remplaçant le colonel Watanjar considéré comme plus proche de Taraki. Le président se trouva sans cesse davantage isolé des journalistes et il apparaissait comme prisonnier d'une situation sur laquelle il était sans prise. Pourtant, cette situation était dissimulée par un culte de la personnalité grotesque qui, à cette époque, semblait, pour ainsi dire, destiné à le discréditer. Ainsi, on décida que le lieu de sa naissance, à Ghazni, devait être décoré avec des drapeaux rouges et des lampions de couleur[12]; que d'immenses panneaux devaient être installés à l'aéroport de Kaboul, avec drapeaux rouges et portraits du président[13]; les membres de la nouvelle Union des écrivains avaient décidé de «se conformer au style littéraire du Grand Dirigeant du peuple d'Afghanistan, le grand Taraki, dans leurs travaux artistiques et littéraires»[14]. La presse officielle le saluait comme «l'écrivain génial de notre pays», le «Grand Dirigeant» et, pendant un moment, le montrait parlant dans les meetings, sa photo trafiquée de telle façon qu'il apparaissait comme deux fois plus grand que les autres participants[15]. Les photos d'Amin également le grandissaient dans des proportions d'environ trois pour un; il était décrit comme «l'étudiant loyal et le disciple héroïque du grand maître du peuple d'Afghanistan»[16] et la dénonciation qu'il fit plus tard du culte de la personnalité de Taraki ne l'empêcha pas d'y prendre sa part à cette époque.

Deux thèmes qui reviennent dans les déclarations du gouvernement indiquent les difficultés qu'il traversait. L'un d'eux est l'invocation du discours islamique, de plus en plus fréquente dans les déclarations du PDPA. Très tôt, Taraki et Amin ont affirmé que leur gouvernement n'était pas tourné contre l'Islam et qu'en fait les ennemis de la révolution n'étaient pas les «Frères musulmans» mais les «Frères de Satan». Taraki, en sa qualité de chef de l'État, conduisait les prières à la fin du ramadan; le jour de la naissance de Mahomet et en août, la «Ulama Jirgah», assemblée des chefs religieux, proclama qu'il était légal de tuer les ennemis de la Révolution qui étaient membres des Frères musulmans[17]. Des groupes de chefs tribaux fort religieux étaient amenés à Kaboul pour écouter Taraki et déclarer leur fidélité au régime; mais nombre d'entre eux avaient été payés par les services d'Amin pour faire acte de présence. D'importantes sommes d'argent étaient ainsi distribuées à des contrebandiers et spécialistes des relations avec les tribus qui s'entraînaient à l'organisation de semblables manifestations superficielles de loyauté à l'égard du régime.

L'autre thème qui a son importance, même si l'on a quelque doute concernant l'utilisation que le PDPA faisait des concepts marxistes, était l'affirmation que l'Afghanistan était déjà un État ouvrier — bien que l'on

puisse noter une nette différence entre Taraki qui voulait fonder cette affirmation et Amin qui se contenait de l'assener tout crûment. Taraki reconnaissait le fait que le classe ouvrière était peu nombreuse en Afghanistan, mais il soulignait que ce handicap était compensé par le fait que nombre de paysans étaient des «ouvriers potentiels» et par le soutien international de la classe ouvrière (c'est-à-dire l'URSS)[18]. Amin, pour sa part, affirmait que la classe ouvrière au sens strict représentait 6 % de la population afghane (un chiffre qui est considérablement gonflé) et que l'originalité de la révolution afghane tenait au fait qu'elle constituait une transition du féodalisme au socialisme. Il affirmait que la révolution d'avril 78 était une «révolution ouvrière» et que, à travers cette révolution, une «direction prolétarienne avait pris le pouvoir». Pour autant que cette analyse évitait l'euphémisme conventionnel de la «phase nationale démocratique» et de la «voie non capitaliste», elle était bienvenue. En outre, cette affirmation décidée du caractère «prolétarien» de l'Afghanistan était vraisemblablement destinée à plaire aux Russes — bien que ceux-ci dans le même temps aient continué à classer l'Afghanistan aux côtés de l'Éthiopie, de Madagascar, du Sud-Yémen et de l'Algérie, bien plus que comme un membre à part entière du camp socialiste. Il reste qu'en ce qui concerne les conditions politiques internes, cette analyse avait une fonction idéologique précise. La «classe ouvrière» (c'est-à-dire le PDPA) a qualité pour exercer son contrôle sur le reste du pays et les paysans sont ouvertement exclus d'un rôle dirigeant dans la révolution. Tous ceux qui s'opposent à l'État sont des contre-révolutionnaires. Ainsi se trouve justifiée la dictature d'un petit parti radical à implantation urbaine. Ces affirmations véhémentes ne sont donc pas seulement une déformation de la réalité, mais elles apportent un solide fondement aux moyens employés par le PDPA pour assoir sa domination. Si l'on ajoute à cela la solidarité de la «classe ouvrière internationale», c'est-à-dire le soutien militaire de l'URSS, nombre de questions politiques et théoriques délicates se trouvent expéditivement balayées.

Les forces de la contre-révolution

A la fin de l'été 1979, il semblait que le régime avait perdu le soutien de nombre de ses supporters escomptés et potentiels, dû à la progression contre-révolutionnaire et à ses propres fautes. Dans les villes, l'intelligentsia et les fonctionnaires étaient mis à l'écart par les arrestations massives et le climat de terreur dont l'Aqsa et le Sarandoy s'étaient rendus responsables. Une partie de ce groupe social avait d'ailleurs été physi-

quement éliminée. Dans la campagne, le régime avait été incapable de rallier la majorité des pauvres qui subissaient la famine durant certaines périodes de l'année, et qui étaient en train de rejoindre les forces de l'opposition. Même la politique des nationalités, si proche du programme du PDPA, régressait. Les programmes de radio et les journaux en langues régionales s'étaient fait peu d'adeptes en répétant purement et simplement la propagande du gouvernement, et se faisaient trop souvent les porte-paroles des conseillers soviétiques. Les Hazaras, peuple le plus opprimé de toutes les nationalités, étaient, puisque shiites, les plus sensibles aux appels de Khomeini, et en pleine sédition depuis le printemps précédent. La majorité des nomades Balouches avaient fui au Pakistan et en Iran. Les plaines du nord, où les propriétaires terriens étaient les plus influents, s'étaient soulevées plus lentement, mais à partir de juillet on rendait compte de combats sanglants dans ces régions aussi. Et au centre, la plupart des cadres non-Pakhtun avaient démissionné, laissant au pouvoir une équipe gouvernementale essentiellement Pakhtun. Parmi les appels démagogiques à un gouvernement de la «classe ouvrière», il n'était jamais question de la diversité nationale ni des problèmes de l'Afghanistan. En vérité, les déclarations officielles du PDPA accordaient très peu d'intérêt à une quelconque tentative, de la part des dirigeants, de comprendre la spécificité de la société afghane et d'appréhender les complexités du pays du fond de leurs bureaux à Kaboul. Les appels à l'Islam et leurs rencontres avec les chefs de tribus n'étaient qu'une façade, un substitut d'une stratégie politique sérieuse, basée sur les forces sociales en jeu.

Un acquis capital cependant subsistait : la désunion du mouvement d'opposition lui-même, au sein duquel l'on pouvait dénombrer au moins huit groupes distincts, et dont la plupart des débats portait sur les problèmes locaux. Ces tribus locales n'étaient directement sous le commandement d'aucune organisation politique, et les tentatives d'unification des différentes dissensions installées au Pakistan échouèrent. Le groupe afghan Jamiat-i-islami, dirigé par Bahranuddin Rabanni, était un groupe extrêmement conservateur qui était lié au Jamiat pakistanais, tandis que les autres affirmaient avoir une démarche plus moderne ou plus réformiste. Le parti islamique d'Afghanistan de Gulbuddin Hekmatyar s'était opposé aux régimes de Zaher Shah et de Daoud, et comptait un grand nombre de partisans parmi l'intelligentsia citadine; le Conseil révolutionnaire nationaliste islamique afghan était dirigé par un chef religieux, gros propriétaire foncier de Kaboul : Pir Syed Ahmed Gilani, et comprenait un certain nombre de cadres formés aux USA[20]. Au-delà des problèmes de régions et de discordes, le principal sujet de désaccord était de

savoir quelle serait la place des nationalités non-Pakhtun dans un Afghanistan post-PDPA. Car la plupart des groupes maoïstes, Settam-i-Malli et Shola-i-Javid, avaient pu gagner du terrain parmi les Hazaras et les Tajiks, qui étaient opposés à la réimposition du contrôle traditionnel Pakhtun le long des lignes convoitées par les forces islamiques. Il aurait suffi que l'un des groupes Pakhtun vienne au pouvoir par une contre-révolution réussie, et cela aurait vraisemblablement mené à une nouvelle guerre civile, selon les lignes de partage ethniques.

Des analogies avec le « mouvement islamique » en Iran seraient plutôt fallacieuses, en dépit du rôle mobilisateur joué par l'idéologie musulmane dans les deux cas[21]. Mis à part les différences politiques évidentes entre les formes de gouvernements — intérieur et international — des Pahlavi et du PDPA, deux autres distinctions peuvent être faites : premièrement, tandis que le mouvement iranien était essentiellement urbain, dans une société où 50 % de la population habitait dans les villes, le mouvement afghan est rural de façon prédominante dans un pays urbanisé à 13 %; deuxièmement, alors que dans l'Iran du Shah le clergé a joué un rôle de leader dans le mouvement lui-même, la direction du Sunni Afghanistan est à 80 % entre les mains des chefs tribaux et des intellectuels ou, comme avec la famille Gilani, des descendants des prophètes musulmans, plutôt qu'issue du clergé[22].

Le putsch de septembre

La situation critique semblait avoir entraîné Taraki et les Russes à adopter un changement de ligne. Le président était à Cuba pour le sommet des non-alignés, au début septembre, et sur le chemin du retour à Kaboul il rencontra Brejnev à Moscou le 10 septembre[23]. Cependant, sa tentative de démettre Amin avait été un échec. Après son retour, le 14 septembre, il convoqua Amin à la Maison du peuple et, dans des circonstances encore indéterminées, une fusillade suivie d'explosions commença. Il fut d'abord déclaré que les deux ministres, Watanjar de l'Intérieur et Mazdooyar des Affaires étrangères, avaient été dégommés, mais deux jours plus tard, le 16 septembre, on signalait que Taraki lui-même démissionnait pour raisons de santé. On ignore s'il avait été assassiné immédiatement ou non, mais Radio Kaboul annonçait le 9 octobre qu'il venait de mourir le matin même des suites d'une « maladie ». Un nombre considérable de personnes disent avoir pris part à cet affrontement, parmi lesquelles le chef de l'« Aqsa », Asadollah Sarwari, qui, cela transpira, était secrètement sympathisant de Taraki. La seule personne qui, à

sa mort, eut droit à des funérailles nationales fut le major Daoud Taroun, qui avait été l'aide de camp de Taraki, et aussi un supporter d'Amin[24].

Bien que cela ne soit pas concluant, il semble tout à fait évident que ces événements furent l'aboutissement d'une tentative soviétique de démettre Amin pour appuyer Taraki et une politique plus prudente. Tout d'abord, Taraki avait eu droit à une réception particulièrement exceptionnelle lors de son passage à Moscou, d'une qualité pas même réservée à Pham Van Dong qui était de passage au même moment, de retour vers Hanoï[25]. Les dirigeants soviétiques n'auraient pas reçu Taraki d'une telle manière s'ils avaient prévu de s'en débarrasser quelques jours plus tard. En outre, les réactions russes devant la victoire d'Amin avaient été hésitantes, et un journaliste russe, qui était au QG de la Tass à Moscou ce jour-là, confirma récemment que les nouvelles de la chute de Taraki provoquèrent une surprise totale. Il est également significatif que le Premier ministre Kossyguine qui rentrait d'Inde en URSS quelques jours plus tard survola l'Afghanistan mais ne s'arrêta pas à Kaboul, chose à laquelle on aurait pu s'attendre si les relations avec Amin avaient été bonnes. Un signe ultérieur de la «déconfiture» russe fut le renvoi, en novembre, de l'ambassadeur Pouzanov et son remplacement par Fikryat Tabeyev, membre du comité central du PCSU et secrétaire depuis 1960 de la République autonome tatare.

La seule compensation était que l'éviction d'Amin n'avait pas réussi. Cela ne peut s'expliquer qu'en supposant que, malgré la présence de Safronchuk et probablement de Pouzanov, dans la Maison du peuple à l'époque, l'organisation de la rencontre avait été laissée entre les mains de Taraki et de son «aide» Taroun. Une fois l'opération sabotée, les Russes reconnurent Amin, probablement parce qu'ils n'avaient pas d'autre alternative possible. La manœuvre d'Amin prouvait que si, dans la pratique, il poursuivait une politique extrêmement répressive en association avec son Premier ministre, il affectionnait de prendre ses distances par rapport au passé, en adoptant la nouvelle ligne de Taraki. Il annonça qu'un comité de 58 personnes serait formé en vue d'un projet de constitution, le pays étant gouverné depuis avril 1978 par un décret du Conseil révolutionnaire. Il libéra quelques prisonniers politiques et commua les sentences de mort prononcées sur les «conspirateurs» présumés arrêtés en août 1978. Il critiqua le système précédent de pouvoir personnel de Taraki. Cependant, peu de gens furent convaincus par ces gestes. Non seulement Amin était, encore plus que Taraki, tenu pour responsable des arrestations et des meurtres de la première heure, mais les détentions massives se poursuivaient, dépassant de beaucoup le faible

nombre de personnes relâchées après sa venue au pouvoir. Alors que l'«Aqsa» était dissout, on le remplaçait par une force de sécurité de rechange, le Kam, l'Organiation de l'information ouvrière, dirigée par son neveu : Asadollah Amin. Bien que le culte du nouveau président n'eût pas, du moins immédiatement, atteint le faîte auquel le *Kaboul Times* avait haussé Taraki, le nouveau président devait bientôt être salué comme «le vaillant commandant de la révolution d'Avril», des photographies truquées furent passées dans le *Kaboul Times* et les décrets du Conseil révolutionnaire furent tout simplement promulgués en son nom. Amin, comme Taraki, amorça une tentative de dialogue avec les forces de l'opposition dans l'espoir d'élargir la base du régime, mais aucun des principaux groupes opposés au PDPA ne semblait prêt à accepter un quelconque compromis. Un petit parti réformiste essentiellement urbain, l'Afghan Mellat, semblait prêt à répondre dans un certain sens à l'appel du PDPA, mais cette initiative échoua quand les officiers afghans, sympathisants de l'Afghan Mellat, se mutinèrent dans la base Rishkur de l'armée, dans la périphérie sud de Kaboul, un mois après l'ascension de Amin au pouvoir.

La chute d'Amin et l'intervention soviétique

Malgré ses désaccords avec l'URSS et son impopularité, Amin mit en application la politique qu'il préconisait. En octobre, il y eut une attaque gouvernementale contre les rebelles dans le Pakhtia; elle se solda par un succès considérable puisque 4 000 partisans de Taraki, des civils et des militaires, furent arrêtés dans les villes. Amin était si sûr de lui qu'il fit savoir publiquement qu'il considérait les Soviétiques comme responsables des événements de septembre : son ministre des Affaires étrangères, Shah Wali, expliqua aux ambassadeurs des pays de l'Est en poste à Kaboul, début octobre, quel avait été le rôle des Russes; un document qui circulait parmi les membres du PDPA faisait porter le chapeau de la crise à l'URSS, à Taraki, aux 4 membres de sa clique (comme il les appelait) qui s'étaient réfugiés en URSS (Asadollah Sarwari, Watanjar, Mazdooryar, Gulabzai).

De leur côté, les Russes continuèrent à fournir une aide économique et militaire, mais la couverture de l'Afghanistan par leur presse fut considérablement réduite. Bien que représentant en termes internationaux et économiques une grave imposture de la part de l'URSS, la destitution d'Amin arriva au moment propice : l'attention du monde capitaliste avancé allait aux otages de Téhéran et la trêve de Noël était imminente;

enfin, la neige arrivait à point nommé pour laisser aux Russes un certain répit face aux rebelles islamiques, réfugiés dans les montagnes. Les deux dernières semaines de décembre, après avoir concentré des troupes le long de la frontière afghane, les Russes les envoyèrent par centaines à Kaboul. Contrairement à ce qui se passait auparavant, il ne s'agissait pas de conseillers, mais de combattants, qui utilisèrent ostensiblement l'aéroport civil de Kaboul et non pas un aéroport militaire comme celui de Bagram.

Le 27 décembre, après quelques heures de combat à l'intérieur et autour des bâtiments gouvernementaux de Kaboul, on annonça qu'Amin avait été renversé. L'ancien président, son frère ainsi que son neveu Asadollah Amin, chef de la police secrète, avaient été jugés puis exécutés. Un nouveau gouvernement du PDPA, dirigé par le leader du Parcham, Babrak Karmal, avait pris le pouvoir, disait-on.

Quel qu'ait été le cours exact des événements, on peut dire, sans grand risque de se tromper, que les Russes ont été les instigateurs et les acteurs de la chute d'Amin. Leur raison d'agir était la même qu'en septembre, c'est-à-dire l'impossibilité pour tout gouvernement dirigé par Amin de faire front et de vaincre la contre-révolution; rétrospectivement, on peut dire qu'Amin avait commis une grave erreur en pensant qu'il pouvait tenir tête indéfiniment à un pays qui soutenait le PDPA et par là même maintenait la base du régime afghan. Cependant, le prix de l'élimination d'Amin risque d'être lourd à payer, car l'élimination d'Amin affaiblit l'appareil d'État. En effet, avant et après la crise de septembre Amin avait construit un solide réseau de partisans, dans l'armée et la milice, et il avait destitué, parfois assassiné, ceux qui étaient suspects de loyalisme envers le Parcham ou Taraki. C'est pourquoi, en décembre, il semblait impossible de destituer Amin en se contentant de fomenter un complot dans l'armée.

Qui plus est, l'intervention directe des troupes russes en Afghanistan a inévitablement provoqué une résistance nationaliste de la part de certains secteurs des forces armées et a conduit à des désertions ou à une résistance au changement de gouvernement. Ainsi, les forces disponibles pour le nouveau gouvernement étaient affaiblies par vingt mois de luttes de faction, par les exécutions contre-révolutionnaires et enfin par la résistance à la purge d'Amin en décembre.

La composition et la politique du gouvernement afghan illustrent la volonté d'en appeler à un éventail politique aussi large que possible; toutefois, ce faisant, le gouvernement réintroduit quelques-unes des rivalités de clans qui avaient cours sous les précédents régimes, ce qui peut devenir source de conflits supplémentaires. Babrak Karmal est à la fois

Premier ministre et Président; son cabinet comprend les principaux dirigeants du Parcham expulsés d'Afghanistan par la faction Khalq au cours de l'été 1978 : mis à part Babrak lui-même, en font partie Anahita Rabtezad, actuel ministre de l'Éducation, Faiz Mohammad Faiz, chargé des frontières et des affaires tribales, Abdul Wakil aux finances, Shah Mohammad Dost, ministre des Affaires étrangères, et Nur Ahmad Nur, membre du présidium du Conseil de la révolution. Le cabinet comprend également des sympathisants du Parcham emprisonnés en 1978 pour complot : Sultan Ali Keshtmand, actuel ministre du Plan, le lieutenant-colonel Mohammad Rafia, ministre de la Défense, ainsi que le général Abdel-Kader, ancien partisan du Parcham, qui avait joué un rôle de premier plan lors des coups d'État de 1973 et 1978. Mais la nouvelle administration comprend également les quatre membres de la « clique de Taraki », dénoncée par Amin après septembre. Asadollah Sarwari devient vice-président du présidium, Watanjar membre du présidium, Sher Jan Mazdooryar ministre des Transports et Mohammed Gulabzoi ministre de l'Intérieur.

La politique de Babrak Karmal montre un détachement beaucoup plus grand par rapport aux anciennes positions du PDPA que celui voulu par Taraki ou proclamé par Amin. Karmal a annoncé que tous les prisonniers politiques seraient libérés, il a remis en liberté 2 000 personnes incarcérées à Kaboul le 6 janvier, a offert une amnistie inconditionnelle aux rebelles et promis, peut-être sans être tout à fait convaincant, d'autoriser les partis politiques à s'organiser, à condition toutefois qu'ils ne soutiennent pas la contre-révolution. Babrak a insisté sur le fait que le nouveau gouvernement recherchait une solution politique et non pas militaire aux problèmes du pays, à l'opposé d'Amin qui, lui, avait menacé ses opposants en déployant une véritable panoplie d'armements modernes. Karmal a également accordé une attention particulière à l'Islam, insistant sur le soutien que lui apportait son gouvernement, et enfin, en retrait par rapport aux positions de Taraki sur l'« État ouvrier », il a désigné la révolution afghane simplement comme une « révolution démocratique nationale ».

Il y avait plusieurs raisons de se demander jusqu'où cette nouvelle coalition pourrait maîtriser la situation dont elle avait hérité. Étant donné l'âpreté des précédentes luttes de factions et de purges, de lourdes rivalités existent entre les Parchamites et les anciens partisans de Taraki; la nomination d'Asadollah Sarwari comme vice-président n'était pas particulièrement faite pour rassurer ceux qui, anciens membres ou non du PDPA, avaient souffert de la répression de l'Aqsa.

De plus, la faiblesse du parti, de l'armée et de l'administration était

accentuée par la double crise de septembre et décembre. Outre sa propre consolidation après le renversement d'Amin, le nouveau régime doit chercher une solution politique à plus long terme (quelques mois, voire quelques années) qui offre des libertés accrues et la promesse d'une amélioration du niveau de vie de la population agricole; une solution politique, enfin, qui joue sur la possibilité que les rebelles acceptent un État centralisé, une fois démontré que celui-ci a été établi de façon permanente.

Sur toutes ces questions pèse celle de la présence soviétique en Afghanistan et de ses conséquences possibles. L'intervention russe a montré une chose : suite à l'échec de Taraki, l'URS était confrontée à trois choix, aucun n'étant vraiment engageant.

Premièrement : retirer son appui au PDPA et, ce faisant, subir une défaite politique importante en abandonnant l'Afghanistan à la réaction islamique, avec probablement des années de guerre civile à l'issue incertaine.

Deuxièmement : soutenir Amin, qui était incapable d'appliquer une quelconque solution politique et continuait d'affaiblir la base du régime.

Troisièmement : envahir le pays pour liquider Amin et protéger le gouvernement assez longtemps pour qu'il se stabilise.

Comparer cette intervention à celles qui ont eu lieu en Hongrie et en Tchécoslovaquie est plutôt inapproprié. Dans ces deux cas en effet, il n'y avait pas de contre-révolution substantielle soutenue de l'extérieur et les régimes mis à bas, dirigés respectivement par Imre Nagy et Alexandre Dubcek, étaient, à l'évidence, plutôt populaires. En Afghanistan, au contraire, c'est précisément l'escalade de cette contre-révolution qui a provoqué les événements que l'on sait et Amin était un président extrêmement impopulaire qui ne devait sa position qu'au soutien au jour le jour de l'URSS.

On peut et on doit condamner les Russes pour leur politique en Afghanistan avant l'intervention de décembre, en particulier pour les solutions et les exemples qu'ils conseillèrent à la direction du PDPA.

L'intervention en elle-même a été l'illustration des conséquences désastreuses de cette ligne politique; elle a également entraîné l'URSS dans des dépenses économiques très élevées et, sur le plan militaire, dans un soutien de plusieurs années au PDPA, avec le déploiement de dizaines de milliers de soldats, et les pertes lourdes qu'ils seront amenés à subir; enfin et surtout, cette intervention a conduit l'URSS, sur le plan politique, à provoquer la détérioration de la situation internationale. Ses relations avec les USA et la Chine (celles-ci s'étant récemment améliorées) ont été entamées par les événements afghans, de même que ses rela-

tions avec le monde musulman qui, fidèle à lui-même, a vaillamment soutenu les bandits qui dirigeaient la contre-révolution. Avec ce changement de situation, les puissances impérialistes auront plus de facilité à justifier leurs propres interventions militaires. Les Russes, en intervenant en Afghanistan, ont fait gagner du temps au PDPA; mais leur action ne contribuera à une solution réelle des problèmes de la révolution afghane que s'ils sont capables d'encourager une politique alternative et s'ils ne transigent pas avec leurs erreurs militaires passées. L'erreur dangereuse commise par les Russes n'a pas tant été leur intervention de décembre 1979 que la détérioration de la situation qu'ils ont permise; ils ont en effet laissé faire les choses, au point de se retrouver confrontés aux seuls choix existant alors.

Quelles étaient les alternatives?

On doit tout d'abord se demander si, avant décembre 1979, le régime avait vraiment le choix. Aussi condamnables que puissent être certains aspects de leur politique, une critique des révolutionnaires afghans ne peut réellement peser que si l'on est capable de démontrer qu'ils avaient vraiment d'autres possibilités. Leur prise de pouvoir en avril 1978 était-elle correcte, vu qu'ils étaient peu suivis? On peut se permettre de douter, mais il semble que leur action était justifiée. Ils n'ont pas simplement décidé de faire un coup d'État, de façon volontariste ou à la Blanqui; confrontés à la menace réelle d'un anéantissement physique sous Daoud (en signe d'allégeance à Zia et au Shah), ils ont d'abord décidé de faire grève, bien qu'on ne les ait plus crus capables de lancer un tel mouvement depuis au moins deux ans.

Critiquer leur décision de lancer une réforme est également sujet à caution : il faudrait plutôt dire qu'ils étaient impliqués dans une transformation socialiste du pays et que leur impatience face à l'héritage archaïque de l'ancien régime s'est vérifiée lors de leur venue au pouvoir et des nombreuses mesures qu'ils ont prises.

Dans le programme révolutionnaire du PDPA, il y a cependant des points particuliers qui, évidemment, peuvent être critiqués en toute légitimité. Tout d'abord, les structures du parti et de l'État qui, dès le départ, étaient marquées par une absence complète du moindre souci pour les droits démocratiques les plus élémentaires. Sans être idéaliste sur ce qu'il était possible de faire dans un pays comme l'Afghanistan, on peut toutefois dire que le PDPA était inutilement autoritaire, qu'il était un parti dans lequel les désaccords politiques étaient réglés à coup de

décrets; cette tendance à l'autorité a exacerbé plutôt que réduit l'impact de la division en factions, nées de la forte centralisation. La division avec le Parcham et les purges qui ont suivi, immédiatement après le coup d'État d'avril, ont coûté très cher; il était possible de les éviter avec un système politique différent dans le fonctionnement interne du parti. De même, il s'est écoulé dix-huit mois avant que le PDPA au pouvoir ne commence à parler d'une constitution.

Ensuite, alors même que les grandes réformes décrétées par le PDPA étaient progressistes, leur application a été telle qu'elles ont augmenté l'hostilité des masses paysannes, ce qu'il était possible d'éviter. Ceci vaut pour la réforme foncière et le décret sur le mariage, que le gouvernement n'avait pas les moyens d'expliquer correctement et d'appliquer démocratiquement; sur ces deux thèmes, les contre-révolutionnaires rallièrent de larges suffrages. Étant donné l'absence d'une base paysanne active et de cadres du parti, ainsi que de fonctionnaires, qui aurait pu contribuer à l'application des réformes de manière non coercitive, le PDPA aurait dû agir de façon beaucoup plus pondérée avec les paysans. Rétrospectivement, le risque de perdre le soutien populaire par négligence apparente était moins grand que le danger de dresser la résistance, par le fait d'une intervention brutale.

L'absence d'un potentiel démocratique pour les réformes s'est également répercuté sur la manière dont le gouvernement semble avoir gâché l'un de ses meilleurs atouts : la question des nationalités. Sans doute aurait-il fallu du temps pour gagner le soutien des nationalités non-Pushtun, mais le manque de participation populaire aux affaires de l'État et le contenu hautement propagandiste du matériel diffusé dans les minorités linguistiques semblent avoir eu pour résultat de rejeter avec une grande facilité les nationalités dans le camp de la contre-révolution, et ceci au bout de quelques mois. A la vérité, la rébellion armée des Tajiks et des Uzbeks du nord, ainsi que celle des Hazara des hauts-plateaux du centre, constitue une accusation bien plus grave pour le PDPA que le fait d'avoir à faire face à l'opposition des tribus Pushtun; leur organisation sociale et leur domination ethnique étaient en effet plus directement menacées par les réformes du PDPA.

Le type d'alignement du régime sur l'URSS est aussi l'une des raisons qui semble avoir posé problème inutilement. Le gouvernement était dirigé par un parti prosoviétique et devait, même avant que n'éclate vraiment la guerre civile, compter énormément sur l'aide de l'URSS. Ce ne sont pas là des problèmes en tant que tels.

Mais étant donné la tendance à l'antisoviétisme en Afghanistan (pour des raisons nationales et religieuses) et le courant de sympathie prochi-

nois parmi des secteurs de l'inteligentsia et de la population Tajik, l'alliance avec l'URSS n'aurait pas due être présentée de manière aussi étroite et alignée. En essayant de convaincre les Russes qu'elle était tout à fait digne de leur soutien, la direction du PDPA a semble-t-il provoqué une hostilité inutile dans le pays, et ce avant l'intervention de décembre 1979.

La critique la plus importante que l'on puisse cependant faire au PDPA a trait au niveau de répression atteint lors des combats contre la réaction et qui ne peut se justifier ni par des critères de moralité ni par des critères de nécessité. Sans aucun doute, la responsabilité première du degré atteint par les combats et des brutalités afférentes incombe aux forces de la contre-révolution : avant même que le PDPA ait promulgué ses réformes, les dirigeants réactionnaires avaient commencé à les combattre, et c'est la contre-révolution qui a outrepassé les excès normaux d'une guerre civile et qui a décidé non pas de faire prisonniers, mais d'exécuter les militants du PDPA qu'ils capturaient. Cette brutalité est pour beaucoup dans la riposte très dure du PDPA, mais, quelles qu'aient été les provocations, elles n'excusent en rien cette riposte. La contre-offensive tous azimuts dans les campagnes et la répression massive dans les villes sont non seulement condamnables sur un plan moral, mais aussi sur un plan politique car il semble qu'elles aient mis le feu aux poudres et permis aux ennemis du PDPA d'obtenir un plus large soutien.

Bien évidemment, l'intervention soviétique n'a pas inversé la tendance ni rendu le nouveau gouvernement du PDPA à sa popularité; car l'hostilité à l'égard de la politique du PDPA était antérieure à l'accession d'Amin à la présidence et elle a été largement renforcée par le choc qu'a constitué une intervention directe de l'URSS, dans le pays lui-même, et avec des dizaines de milliers de soldats. Les critiques que cette intervention a soulevées dans presque toute la gauche ont eu tendance à éviter le débat sur les alternatives possibles des dirigeants soviétiques : soutenir Amin ou se retirer. Mais en même temps, ces critiques sont passées d'un sentiment justifié d'incrédulité à l'égard des dires de l'URSS (Amin aurait été un agent de la CIA, il y aurait eu une agression étrangère ouverte en Afghanistan) à un silence complaisant à l'excès sur la très grande participation indirecte de pays étrangers au grossissement de la contre-révolution. Enfin et surtout, ces critiques en sont restées à l'affirmation que toute forme d'intervention militaire étrangère doit être condamnée par les militants révolutionnaires. La plupart des formes d'intervention militaire par des forces révolutionnaires étrangères sont à la fois moralement indéfendables et politiquement néfastes; de plus, il y a eu une telle perversion d'arguments pour justifier le comportement soviéti-

que en Hongrie et en Tchécoslovaquie par exemple qu'il y a de sérieuses raisons d'émettre des réserves en ce qui concerne l'Afghanistan. Mais les révolutionnaires ne peuvent pas dire qu'une action militaire à l'étanger pour soutenir des mouvements révolutionnaires est, dans tous les cas, interdite. En fait, s'il y a une intervention impérialiste, une telle intervention peut devenir une nécessité.

Même dans une situation de guerre civile, où le gouvernement soutenu ne recueille pas l'assentiment général, de telles interventions sont défendables. Cependant, elles doivent satisfaire à deux critères :

1. Qu'elles aient déjà une base réelle pour un soutien populaire dans le pays concerné, ou qu'elles aient une chance raisonnable de gagner ce soutien.
2. Que les conséquences internationales, c'est-à-dire les mesures de rétorsion impérialistes, ne soient pas telles qu'elles annulent les avantages que ces interventions permettent de gagner.

Le rôle des troupes cubaines en Angola a clairement satisfait à ces critères. A l'opposé, le rôle des Russes dans la guerre civile espagnole est critiquable, non pas pour l'intervention en tant que telle, mais pour le niveau insuffisant de l'aide fournie par l'URSS et pour la répression que les agents de la police soviétique ont exercée dans les zones républicaines.

Pour ce qui est de l'Afghanistan, seuls les événements diront si, à long terme, le pari de l'URSS sera gagnant, s'il permettra le type de progrès social qu'a connu la Mongolie, où le régime communiste a été établi en 1921 par une intervention militaire directe comparable, en soutien à un petit mouvement révolutionnaire. A l'inverse, une occupation russe et un modèle politique russe peuvent contribuer en permanence à détacher de larges couches de la population, avec pour conséquence l'impossibilité de voir émerger un gouvernement post-révolutionnaire stable. Sur le plan international, l'intervention de l'URSS a déjà créé une grave crise diplomatique qui menace ce qui reste de la détente, qui encourage les dirigeants occidentaux les plus durs à plaider pour la guerre froide, qui facilite les interventions US en Amérique centrale ou dans le golfe Persique, qui rend l'aide soviétique à l'Afrique du Sud plus difficile (elle est pourtant très nécessaire) et qui entretient les réflexes répressifs à Moscou même.

L'administration Carter qui a torpillé les accords Salt II et qui a lâché son programme de missiles de croisière sur l'Europe porte la responsabilité première de la détérioration dans les relations internationales.

Ce sont les forces révolutionnaires du monde entier qui vont payer le prix des ravages de la contre-révolution afghane, de la conduite autori-

taire du PDPA, des erreurs de la politique soviétique, enfin de l'offensive impérialiste actuelle.

Fred Halliday

1. Fred Halliday, «Revolution in Afghanistan», *New Left Review,* n° 112, novembre-décembre 1978. Voir également Louis Dupree, «Afghanistan under the Khalq», *Problems of communism,* juillet-août 1979, et Selig Harrison, «The Shah, not Kremlin, Touched off Afghan Coup», *Washington Post,* 13 mai 1979. Ce dernier article met en lumière de nouvelles informations en provenance de l'intérieur du pays, montrant la responsabilité de l'Iran dans la chute du régime de Daoud en avril 1978.
2. En plus du décret n° 7 du 17 octobre 1978 «destiné à assurer l'égalité des droits des femmes avec ceux des hommes sur le terrain de la loi et à faire disparaître les relations patriarcales féodales injustes entre le mari et la femme», le régime d'efforça d'organiser des cours d'alphabétisation pour les femmes, parmi lesquelles le taux d'analphabétisme est de 98 %; en 1979, il adopta une loi concernant les congés de maternité, qui garantissait aux femmes 90 jours de congé payé et jusqu'à 270 jours de dispense de travail(*Kabul Times,* 19 juin 1979).
3. Hafizullah Amin, in *Antiimperialistisches Informations-bulletin,* Marburg, octobre 1979, p. 8.
4. Amin, *ibidem,* p. 7.
5. *Kabul Times,* 9 août 1979.
6. Je suis redevable à Jan-Heeren Grevenmeyer des informations concernant l'arrière-plan des mesures de réforme agraire. Son étude des relations entre propriétaires fonciers et paysans dans la province du Badakhsan sera publiée dans *Mardomnameh,* Berlin, 1980.
7. Concernant le point de vue chinois sur ces événements, voir «Afghanistan in Turmoil», *Peking Review,* n° 24, 15 juin 1979, qui souligne l'existence des intérêts économiques et stratégiques soviétiques en Afghanistan et rapporte que «selon l'opinion publique étrangère», ce pays est en train de devenir la «seizième république» de l'URSS.
8. *Kabul Times,* 2 avril 1979. le Haut Comité comprenait quatre civils (Taraki, Amin, Sher Jan Mazdooryar, ministre de l'Intérieur, et Iqbal, président des Affaires politiques des Forces armées) et cinq officiers (le major Watanjar, ministre de la défense; le major Yaqoub, chef de l'état-major; Asadollah, chef de l'Aqsa; le colonel Gholam Sakhi, chef de la défense aérienne; le lieutenant-colonel Nazar Mohammad, commandant des Forces armées). Fin septembre, Taraki était mort, Waranjar, Asadullah et Mazdooryar en exil en URSS et seuls Amin et Gholam Sakhi demeuraient au pouvoir.
9. *Kaboul Times,* 7 avril 1979. Nous ne savons pas si Yepishev fut personnellement responsable de la forme que prit la nouvelle politique en Afghanistan, ou s'il se contentait de mettre en application des instructions venues de la direction du PCUS. Mais il est connu comme l'un des généraux russes les plus durs, un partisan zélé de l'invasion de la Tchécoslovaquie et, selon Roy Medvedev (*Sur Staline et le stalinisme,* 1979), l'un des officiers qui avait fait le plus fortement pression pour que Staline soit réhabilité.

10. *New York Times,* 3 septembre 1979. Des comptes rendus effectués en octobre indiquaient que les personnels soviétiques et afghans étaient soumis à de fortes attaques d'artillerie lancées par les rebelles dans les deux villes principales du Badakhstan, Jurm et Faizabad.
11. Pour un compte rendu critique et généralement précis, voir Amnesty International, *Violations of Human Rights and Fundamental Freedoms in the Democratic Republic of Afghanistan,* Londres, septembre 1979.
12. *Kabul Times,* 22 avril 1979.
13. *Kabul Times,* 14 avril 1979.
14. *Kabul Times,* 15 août 1979.
15. *Kabul Times,* 17 et 18 juin 1979; de semblables photos truquées de Taraki n'ont plus été présentées par la suite mais de semblables «présentations» d'Amin furent, elles, publiées; voir *Kabul Times,* 18 et 25 octobre 1979.
16. *Kabul Times,* 12 avril 1979.
17. *Kabul Times,* 22 août 1979, qui cite l'Ulama enjoignant au peuple de soutenir le PDPA, avec une citation du Coran : «Obéis à Dieu, au Prophète et à tes gouvernants.»
18. *Kabul Times,* 8 avril 1979.
19. *Antiimperialistischen Informationsbulletin,* p. 8-9. Dans un discours typique à des cadres du parti, Amin déclarait : «Une thèse nouvelle a été élaborée visant à enrichir la théorie de notre temps de la classe ouvrière, selon laquelle la société féodale a donné naissance, par la lutte héroïque du parti de la classe ouvrière, à une révolution ouvrière... De même que la classe ouvrière joue un rôle dirigeant dans le renversement des régimes capitalistes dans les pays capitalistes avancés pourvu qu'elle soit armée de l'idéologie de la classe ouvrière et qu'elle agisse en tant que parti à la lumière de la théorie de notre temps de la classe ouvrière, notre grand dirigeant a découvert que dans les nations en voie de développement, du fait que la classe ouvrière n'a pas encore développé sa force, il existe une autre force qui peut renverser le gouvernement féodal oppresseur, et cette force, ce fut l'armée en Afghanistan. Aussi ordonna-t-il avec décision que l'idéologie ouvrière soit répandue parmi cette armée... Nous sommes fiers de notre parti et de notre dirigeant bien-aimé qui dirigèrent notre parti et nos collègues du Khalq dans les forces armées d'une telle façon que nous pûmes assurer le triomphe d'une révolution ouvrière en Afghanistan... Notre parti a plongé ses racines dans le cœur de la population laborieuse d'Afghanistan, il a gagné le respect de chacun et tous soutinrent la révolution de façon à en assurer la victoire. C'est pour cela que nous disons que les membres du PDPA ont conduit la révolution au succès avec le soutien du peuple travailleur.» (*Kaboul Times,* 19 avril 1979)

    Le sophisme théorique flagrant consistant à dire que l'Afghanistan traversait une «phase démocratique-nationale» — analyse soviétique habituelle de tels régimes — était partiellement écarté par le fait que la Révolution d'avril étant anti-impérialiste dans ses effets régionaux, attisée, en fait, par les manœuvres du Shah; à l'origine, elle n'était pas dirigée contre une classe dominante dépendante d'une plus grande puissance. L'Afghanistan est indépendant depuis 1919 et la puissance étrangère dominante était déjà à l'époque l'URSS.
20. Il est probable que les liens les plus serrés de la CIA sont tissés avec cette section de l'opposition, qui compte un grand nombre de partisans afghans aux USA, et qui reçoit aussi le soutien des Chinois.

21. Dans un ton caractéristique, Radio Téhéran attaquait le gouvernement Amin quelques jours après la chute de Taraki : « L'Afghanistan restera en flammes jusqu'à ce que le droit redevienne victorieux. C'est le serment prononcé chaque jour dans les montagnes et les vallées au lever du soleil par les combattants afghans qui progressent de tous les coins du pays vers le bastion de l'athéisme à Kaboul. Au final, le trône de Hafizullah Amin se mettra à genoux devant la volonté du peuple, de la même manière que Taraki et ses compagnons le firent. » BBC, Summary of World Broadcast, 22 septembre 1979; le *Kaboul Times* avait soutenu la lutte des Kurdes en Iran, dénonçant Khomeiny comme un « religieux corrompu et fanatique » et soutenant la lutte contre « ces ayatollahs inintelligents » (20 août 1979).
22. Pour plus de précisions sur l'opposition dans les campagnes, voir *le Monde,* 20-22 mars 1979, et 8-10 août 1979.
23. Il y a eu des rumeurs non confirmées au sujet d'une rencontre entre Taraki et des membres de la direction du Parcham à Moscou, sur le chemin du retour à Kaboul.
24. *Le Monde,* 18, 19, 20 septembre, donne des détails du coup d'État.
25. *Le Monde,* 25 septembre 1979.
26. *Le Monde,* 22 décembre 1979.
27. Pour l'histoire complète de ces dirigeants du Parcham, cf. la *New Left Review,* n° 112, p. 37-41. Des quinze personnes du nouveau gouvernement, trois (Babrak, Keshtmand, Nur) faisaient partie des dix-neuf premiers membres du comité central du PDPA en 1965 et six (Babrak, Watanjar, Abdel Qader, Nur, Keshtmand, Ratebzad) étaient parmi les 21 membres du premier cabinet du PDPA en avril 1978.
28. Cf., par exemple, le reportage de John Dale dans *Now,* le 30 novembre 1979, qui écrit : « Ici, comme dans toutes mes rencontres avec les Moujahidines, le contact était chaud et amical. Je n'ai jamais rencontré d'hostilité ou d'agressivité. Cependant, je reconnais pleinement que ces mêmes forces sont capables de commettre d'horribles actes de cruauté, le massacre de femmes et d'enfants, l'écorchement vif de soldats soviétiques. On sait ce que dit le chef des rebelles : "Nous exécutons des soldats éduqués, qui savent qu'ils défient le peuple; et pour ce qui est des politiciens, leur sort est le même que celui qu'ils réservent à nos partisans." » Un cameraman britannique, Nick Downie, qui a passé quatre mois avec les rebelles Pushtun dans l'Est, raconte qu'ils étaient « sans direction, amèrement divisés et qu'ils combattaient surtout pour piller » (*The Guardian,* 31 décembre 1979).
29. E.H. Carr, *la Révolution bolchévique, 1917-1923,* vol. 3, Londres, 1966, p. 508.

J. LAHIRE

Le CORQI et l'Afghanistan : ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire ?

Le dernier numéro de *la Vérité* publie un article de Roger Ducros, dirigeant du CORQI, consacré à la crise afghane et intitulé « *Une intervention militaire totalement réactionnaire* ».

Son analyse se résume ainsi : dans un contexte international « d'imminence de la révolution », le Kremlin est intervenu pour empêcher la « *dislocation de l'Afghanistan et pour tenter de reconstruire l'État bourgeois semi-colonial qui s'effondrait et allait disparaître* » ; l'intervention du Kremlin est « *une fuite en avant à son compte, comme au compte de l'impérialisme* », pour « *conjurer la menace* » de « *conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique, notamment à cause des questions nationales dans cette région du monde* » ; c'est « *une aide inappréciable pour l'impérialisme* » qui lui permet de reprendre l'offensive à l'échelle internationale ; « *loin de mobiliser les masses exploitées, c'est contre elles que l'intervention militaire combat, ce sont elles qui se dressent contre elles, ce sont elles que, dès le départ, l'armée de l'URSS réprime* ».

Il y a un vide surprenant dans l'analyse du camarade Ducros : nulle part il ne parle de la lutte de classes en Afghanistan même et de la guerre civile qui, avant l'intervention des troupes de l'URSS, divisait le pays en camps armés. Il précise certes que « *sous l'impact d'une pénétration plus profonde des rapports bourgeois dans le cadre de la crise d'ensemble du*

système impérialiste, les anciens rapports sociaux ont commencé à se décomposer, sans que se constituent de nouveaux rapports économiques et sociaux stables. L'oppression nationale est devenue de plus en plus difficilement supportable. L'État bourgeois semi-colonial est entré en crise.» On pourrait penser que cette crise «économique et sociale» a mis en mouvement des forces sociales et a trouvé, fût-ce sous une forme hybride, une expression politique. C'est ce que suggère le camarade Ducros lorsqu'il écrit que «*le nouveau gouvernement (Taraki après le coup d'État d'avril 78) ne répondait pas aux aspirations des grandes masses, tout en étant* obligé *d'aller trop loin du point de vue des classes dominantes*». Mais il en reste là, et n'en tire aucune conclusion. Loin d'expliquer ce qui «*obligeait*» le gouvernement Taraki à aller «*trop loin du point de vue des classes dominantes*», loin d'indiquer les rapports de ce gouvernement avec les classes sociales et avec l'impérialisme, le camarade Ducros se contente de parler d'effondrement de l'État bourgeois semi-colonial afghan, en soulignant à juste titre les efforts du Kremlin et du PDPA pour le maintenir à flot.

Mais il ne fait aucune différence entre le coup de Daoud en 1973 et celui du PDPA en avril 1978. Pourtant en 78 Daoud avait engagé une nouvelle vague de répression qui l'a conduit à sa perte; il devait, pour stabiliser l'État afghan, non seulement s'attaquer aux ouvriers et aux paysans, mais aussi liquider le seul mouvement d'opposition qui avait une base ouvrière et populaire, le PDPA. C'est pourquoi, quand le PDPA a pris le pouvoir, une nouvelle dynamique de classes s'est enclenchée. Les réformes qu'il a entreprises ont ébranlé l'ensemble de la société afghane; leurs limites «démocratiques bourgeoises» et la façon autoritaire et répressive dont elles ont été prises ont freiné le développement d'un mouvement de masses contre les classes dominantes. Mais les classes possédantes se sont organisées, par les «guérillas islamiques», pour engager une riposte armée. C'est ainsi que s'est développée la guerre civile afghane, opposant le gouvernement du PDPA et les guérillas islamiques appuyées par les caciques religieux, les possédants et l'impérialisme. Le camarade Ducros n'en pipe mot. Cela a évidemment une importance politique considérable. Son raisonnement est le suivant : l'URSS est intervenue (sans être menacée directement dans ses fondements sociaux autrement que par la bureaucratie du Kremlin elle-même) pour empêcher le développement de la révolution sociale et de la révolution politique qui sont «*étroitement liées par la question nationale*»; son intervention sert à «*reconstruire l'État bourgeois semi-colonial*»; elle est une «*aide inappréciable pour l'impérialisme*»; elle est «*dirigée contre les masses afghanes, qui se dressent contre elle*».

On s'attend que le camarade en tire quelque conclusion *politique*. Que

va-t-il répondre aux travailleurs qui se demandent : « Faut-il ou non soutenir l'intervention de l'URSS, faut-il exiger le retrait des troupes ? » Au travailleur du PCF qui voit dans l'intervention du Kremlin un coup porté à l'impérialisme, au travailleur du PCI qui y voit une menace pour le statu quo international et la paix mondiale, au travailleur du PS qui y voit une agression impérialiste contre le droit des peuples au mépris des principes de la non-ingérence, au camarade de l'OCI à qui on a toujours dit que la bureaucratie du Kremlin n'était que l'organe de l'impérialisme, que va dire le camarade Ducros ? Encore une fois, il n'y a pas de menace impérialiste directe contre l'URSS, mais menace révolutionnaire ; d'autre part, les masses afghanes se dressent contre la bureaucratie du Kremlin et ses troupes ; « *les questions nationales sont des questions-clés* » pour toute la région, reliant indissolublement révolution politique et révolution sociale ; et, selon la déclaration du « Comité paritaire », la direction soviétique a « *foulé aux pieds le droit à l'autodétermination du peuple afghan* » ; le camarade Ducros conclut que l'intervention militaire est « *totalement réactionnaire* »... mais pourquoi n'ajoute-t-il pas que le devoir des révolutionnaires est alors de chasser l'oppresseur numéro un, le contre-révolutionnaire de première ligne en Afghanistan, les troupes régulières de l'URSS ?

Ce n'est pas par innocence qu'il passe sous silence la lutte de classes et la guerre civile en Afghanistan même. C'est qu'il connaît les positions traditionnelles du marxiste-révolutionnaire dans une guerre civile. En septembre 1937, Trotsky la résumait ainsi à propos de la guerre civile espagnole :

« *Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie bourgeoise pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise.*

« *(...) Mais s'il est vrai — et il est vrai — que le gouvernement de Negrín-Staline comme celui de Franco sont l'un et l'autre des chiens de garde du capital, s'il est vrai que la politique de Negrín-Staline conduit inévitablement au triomphe du fascisme, il est néanmoins complètement erroné d'en conclure que, dans la lutte entre les armées de Negrín-Staline et celles de Franco, le prolétariat pourrait adopter une position de* neutralité. *Le prolétariat espagnol, de même que le prolétariat mondial, a intérêt :* a) *à la défaite militaire de Franco,* b) *à ce que soit menée dans la guerre civile une politique capable de provoquer dans le délai le plus bref le renversement du gouvernement Negrín-Staline.*

« *(...) Imaginez un révolutionnaire se tenant entre les deux camps de la guerre civile avec une banderole : "Ni victoire ni défaite." C'est un mot*

d'ordre pour Ponce Pilate, pas pour un parti révolutionnaire. Nous sommes pour la défense des organisations ouvrières et des conquêtes révolutionnaires contre Franco. Nous sommes "défensistes". Les "défaitistes", ce sont Negrín, Staline et compagnie. Nous participons à la lutte contre Franco comme les meilleurs soldats, et, en même temps, dans l'intérêt de la victoire sur la fascisme, nous faisons de l'agitation pour la révolution sociale et nous préparons le renversement du gouvernement défaitiste de Negrín. Seule une telle attitude peut nous permettre d'approcher les masses. »

Pour répondre à la crise afghane, il ne suffit pas de prendre en considération les méthodes et les buts du Kremlin. Certes, tant les premières que les seconds sont contre-révolutionnaires; mais nous ne prenons pas position en fonction des intentions des uns et des autres, ni seulement de leurs méthodes, nous partons des effets *objectifs* et *des forces sociales qui s'affrontent.* Le point de départ en Afghanistan c'est la lutte qui, «*sous une forme hybride, semi-aveugle, confluse, etc.*», oppose le prolétariat et la paysannerie aux classes dominantes et à l'impérialisme, c'est la guerre civile.

C'est ainsi que la direction de l'Internationale a défini les tâches des marxistes révolutionnaires :

«*a) Les marxistes révolutionnaires soutiennent les revendications anti-impérialistes des travailleurs et des paysans afghans et les mesures progressistes, répondant à leurs besoins, prises par le PDPA. Dans la guerre civile qui avait éclaté en Afghanistan, indépendamment de leur critique à la politique de la direction du PDPA et du Kremlin, ils se placent dans le camp des masses laborieuses et militent pour la victoire sur les forces conservatrices et leurs alliés impérialistes.*

«*b) Ils se placent sur le terrain de la lutte des classes internationale, de l'organisation propre des ouvriers et des paysans, ce qui rompt radicalement avec toute la politique de la bureaucratie du Kremlin.*

«*Ils ne prennent aucune responsabilité pour l'intervention militaire du Kremlin. Ils refusent le moindre soutien politique à cette intervention, prolongement de toute la politique de la caste bureaucratique, qui frappe les forces conservatrices mais ne vise pas le moins du monde à favoriser l'action indépendante des masses.*

«*Ils rejettent dans cette guerre toute attitude de neutralité : dans la mesure où l'armée soviétique se trouve, de fait, opposée aux ennemis des intérêts des masses paysannes et ouvrières, ils sont favorables à ce qu'elle leur inflige une défaite. Pour y parvenir, il faut que soient consolidées les conquêtes des travailleurs, que soient prises des mesures sociales et démocratiques radicales et que les masses afghanes soient organisées et armées pour les défendre. (...)*

«*e) Choisir son camp contre l'impérialisme et les forces conservatrices*

n'implique aucune trêve ni union sacrée avec la bureaucratie soviétique dont la politique contre-révolutionnaire discrédite le socialisme, constitue un obstacle majeur pour le développement de la révolution mondiale et, dans ce sens, affaiblit la défense des bases matérielles de l'État ouvrier de l'URSS. En même temps que nous combattons les initiatives et les menaces de l'impérialisme, nous continuons à appeler le mouvement ouvrier à se mobiliser contre la répression en URSS et dans les "pays de l'Est", en défense des libertés démocratiques et des droits des nationalités, pour le droit des travailleurs à s'organiser au plan politique et syndical, indépendamment de l'appareil d'État. Nous menons notre combat pour la révolution politique et le renversement de la bureaucratie. (...)»

Pour ne pas avoir à expliquer pour quelles raisons le CORQI n'appelle pas au retrait des troupes de l'URSS, le camarade Ducros s'en prend à la direction de la IV[e] Internationale et à sa soi-disant «*approbation honteuse de l'intervention du Kremlin*». Cette question du retrait des troupes est pourtant la question politique qui «*concentre tout*» pour reprendre un vocabulaire cher aux camarades du CORQI. Au lieu de reprocher curieusement à la direction de l'Internationale de ne pas comprendre que la situation mondiale actuelle est, à la différence de celle de la fin des années 30, celle d'une montée (d'une «imminence») de la révolution, le camarade Ducros devrait répondre franchement à cette question politique centrale. Si l'imminence de la guerre contre l'URSS rendait légitime les interventions en Pologne et en Finlande, et qu'aujourd'hui l'imminence de la révolution rend illégitime l'intervention en Afghanistan, encore une fois pourquoi le camarade Ducros n'appelle-t-il pas au retrait des troupes soviétiques? Le seul argument qu'on peut trouver dans son article — et il faut le lire attentivement — c'est que «*peut-être demain la nécessité obligera le Kremlin à faire un tournant et à exproprier les classes possédantes*». C'est un peu maigre si *aujourd'hui* il écrase, au compte de l'impérialisme, les masses afghanes légitimement mobilisées contre lui, et si la question-clé de toute la région est de libérer les nationalités de la tutelle de l'impérialisme et de celle du Kremlin!

Le lecteur afghan du camarade Ducros serait bien ennuyé. Que faire? Comment agir? Qui combattre? Gageons que dans sa perplexité il se demanderait: «Ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire?»

J. Lahire

Critique communiste publie trois articles qui rendent compte des diverses positions qui ont traversé les directions de la IV[e] Internationale et de sa direction française lors du débat qui a suivi l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan :

- Un article sur les positions majoritaires du secrétariat unifié et du comité central de la LCR : « La réponse marxiste révolutionnaire à la question afghane ».
- Un article sur une des positions minoritaires du SU, qui est celle, entre autres, des camarades du SWP : « La révolution afghane, ses succès et ses problèmes ».
- Un article qui reprend la position minoritaire au sein du comité central de la LCR : « L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky ».

La réponse marxiste-révolutionnaire à la question afghane

L'entrée à Kaboul des troupes régulières de l'Union soviétique a brusquement mis l'Afghanistan au premier plan de la situation mondiale. Au sein du mouvement ouvrier, le désarroi initial se prolonge par une discussion très vive sur les principales questions de la situation mondiale, de la politique de l'impérialisme et de celle de la bureaucratie soviétique.

Il ne s'agit pas de problèmes de tactique et de circonstances, mais de stratégie et de programme.

L'importance de ces questions politiques fait que nos réponses ont valeur de test politique. Les perspectives et les mots d'ordre mis en avant définissent une façon de se situer par rapport aux classes fondamentales. C'est pourquoi leurs prolongements vont largement au-delà de la définition d'une politique révolutionnaire pour l'Afghanistan seul.

1. Lutte de classes et guerre civile en Afghanistan

La chute de la dictature de Daoud en avril 1978 n'a pas été une simple révolution de palais. Elle a été le résultat d'une crise économique et politique, marquée par un mouvement de masse à Kaboul, contre la répression, que la direction du PDPA a su mettre à profit pour faire un coup d'État militaire.

C'est une nouvelle étape de la lutte de classes qui a été ouverte par le renversement de Daoud. Le nouveau régime conduit par les fonctionnaires et les officiers radicaux du PDPA a engagé un programme de réformes sociales qui s'affrontait aux forces les plus réactionnaires du pays. Le début de réforme agraire, quelles que soient ses limites, remettait en cause la domination des caciques et des propriétaires semi-féodaux à la campagne. Le programme d'alphabétisation (dans une population illettrée à 95 %) et les premières mesures de libération des femmes remettaient en cause les prérogatives tribales et la domination des chefs religieux qui avaient partie directement liée avec les forces les plus conservatrices du pays (à la différence du clergé chiite en Iran qui a une base importante parmi les couches pauvres urbaines). Le contrôle étatique du commerce extérieur et le début d'organisation massive des ouvriers en syndicats constituaient malgré leurs limites (interdiction de la grève) des premières menaces pour la bourgeoisie.

Ces réformes ont ébranlé profondément les fondements sociaux et politiques de la société afghane; une société marquée par le faible développement du capitalisme et de la classe ouvrière, par la survivance des facteurs tribaux et nationaux dans une campagne encore souvent soumise à une exploitation semi-féodale, par l'absence de tradition du mouvement ouvrier et d'un mouvement paysan, par le poids dans ce cadre des fonctionnaires petits-bourgeois de l'appareil d'État, etc.

La particularité de ces réformes mises en œuvre par le nouveau régime a été leur caractère bureaucratique et limité. Loin de susciter et de s'appuyer sur un développement de l'action autonome des masses, elles ont été imposées par la force et combinées avec une répression sans cesse accrue.

Les théories officielles du régime Taraki-Amin, puisées auprès du Kremlin, sur le caractère « ouvrier » de la République afghane comme sur les limites « démocratiques nationales » de la révolution, n'étaient que la couverture idéologique du règne sans partage qu'entendait exercer le nouveau régime.

Le résultat de cette politique a été d'une part de provoquer une réaction en défense de leurs privilèges des forces sociales conservatrices du pays, et d'autre part de saper la base sociale que les réformes auraient pu créer pour le nouveau régime.

Le rêve bureaucratique de réformes graduelles, limitées et octroyées « par en haut », s'est à nouveau révélé pour ce qu'il est : une utopie réactionnaire.

Privé de plus en plus d'appuis sociaux, le régime a connu un processus rapide de décomposition qui s'est exprimé par des luttes intestines de

plus en plus violentes (jusqu'à la fusillade de palais qui a coûté la vie à Taraki).

La réaction s'est organisée. Elle a trouvé des soutiens auprès des caciques tribaux, des propriétaires et des dignitaires religieux à la campagne, au sein de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie commerçante à la ville, auprès du Pakistan et de l'impérialisme US à l'étranger. Par leur base sociale, leurs objectifs et leurs actes, les mouvements de guérillas et de lutte armée contre le régime de Kaboul sont fondamentalement réactionnaires.

La guerre civile qui s'est développée en Afghanistan a ainsi pour protagonistes une direction petite-bourgeoise bureaucratique, composée pour l'essentiel par des fonctionnaires et des officiers radicaux, et des mouvements réactionnaires appuyés par les classes possédantes. Du point de vue international, les guérillas sont appuyées par le Pakistan, l'impérialisme US et la bureaucratie chinoise; le régime de Kaboul par l'URSS.

En renversant Taraki en septembre 79, Amin s'est efforcé de résoudre par la force la crise de décomposition du régime. Il a accentué la répression, pris quelques distances avec l'Union soviétique, dans l'espoir de s'ériger en dictateur «national» incontesté. Mais c'est le contraire qui s'est produit; de plus en plus isolé socialement, face à des mouvements de guérilla qui se renforçaient du fait même de la répression gouvernementale et des appuis impérialistes, le régime était, fin 79, au bord de l'effondrement.

C'est dans ces circonstances de guerre civile ouverte que le Kremlin a décidé d'envoyer ses troupes à Kaboul, pour mettre en place un nouveau gouvernement, constitué par l'aile la plus pro-Moscou du PDPA, celle de Babrak Karmal.

2. Où nous situons-nous dans la guerre civile?

La guerre civile, c'est la lutte de classes portée à son point d'incandescence.

Les atouts du camp des exploiteurs et des oppresseurs dans la guerre civile afghane tiennent certes à des facteurs tels que l'arriération économique et sociale du pays, l'importance des facteurs tribaux et nationaux, l'absence de tradition du mouvement ouvrier et du mouvement paysan, l'aide impérialiste, etc., mais aussi à la politique et à la nature de son adversaire. Les bureaucrates petits-bourgeois du PDPA se sont privés eux-mêmes de la base sociale dont avaient besoin les réformes qu'ils ont

engagées; ils ont miné l'avenir de la révolution afghane en isolant et en désorientant le mouvement ouvrier, la paysannerie pauvre et les opprimés, en assortissant les réformes d'une politique de répression bureaucratique et de frein systématique à l'initiative autonome des masses.

Dans une telle situation, le premier devoir des révolutionnaires est de combattre la réaction et de contribuer à l'écrasement des mouvements armés soutenus par les exploiteurs et l'impérialisme; de défendre les réformes engagées, quelles que soient leur caractère partiel et limité, parce que ce sont des conquêtes pour les masses.

La guerre civile divise la société en deux camps qui luttent les armes à la main pour le pouvoir. Nous sommes dans celui des exploités et des opprimés, quelle que soit sa direction, et contre celui des exploiteurs.

Faire, dans la guerre civile, front commun dans la lutte armée contre la réaction n'implique aucunement d'apporter un soutien politique à la direction petite-bourgeoise qui par sa politique compromet la révolution. Notre participation repose sur le fait qu'*il n'est pas possible à la classe ouvrière et à la paysannerie de se défaire de leurs exploiteurs sans vaincre militairement et socialement la réaction.* Dans le même temps, la mobilisation des masses contre la réaction, pour leurs revendications, est le seul moyen de se débarrasser de la direction bureaucratique. C'est précisément cette mobilisation qui effraie, et à juste titre, la direction du PDPA; les forces sociales déclenchées et déchaînées par la guerre civile fournissent aussi à la révolution ses armes contre les directions bureaucratiques.

Dans la guerre civile nous choisissons notre camp; dans la mesure où il combat la réaction les armes à la main, nous sommes aux côtés du PDPA, et nous le soutenons... comme la corde soutient le pendu!

3. L'intervention des troupes régulières de l'Union soviétique

Si la bureaucratie du Kremlin, après avoir dépêché des milliers de «conseillers», a décidé d'envoyer ses troupes régulières à Kaboul en décembre 1979, c'est d'abord que le régime afghan était au bord du gouffre. La situation internationale de paralysie, relative et temporaire, de l'impérialisme US (Iran, Amérique centrale) a probablement fait juger aux bureaucrates du Kremlin qu'ils ne prenaient pas trop de risques du point de vue de sa politique étrangère.

Le risque d'effondrement du régime Amin, de victoire des mouvements de guérilla islamiques, appuyés par le Pakistan et l'impérialisme

US, et d'instauration d'un régime islamique pro-impérialiste à sa frontière sud, était plus grave pour le Kremlin. Il a choisi ce qui lui paraissait le moindre mal.

Ce n'est ni par anti-impérialisme, ni par anti-capitalisme, ni pour des buts de conquête «impérialiste», ni pour résoudre ses problèmes internes, que le Kremlin a décidé d'intervenir.

- La politique qu'il dicte au gouvernement Karmal (coup d'arrêt à la réforme agraire, concessions à la bourgeoisie industrielle et commerçante, recherche d'une alliance interclassiste avec les exploiteurs, etc.) démontre que le *but* du Kremlin n'est pas de faire avancer les réformes sociales en Afghanistan.
- Les propositions de Brejnev d'une neutralisation de l'Afghanistan, c'est-à-dire en fait de le maintenir comme champ libre d'investissement impérialiste pourvu qu'il conserve une «indépendance» politique, démontre sa volonté d'accord et de statu quo avec Washington, sur le dos du peuple afghan.
- L'URSS n'a aucunement besoin de l'Afghanistan pour résoudre ses propres difficultés économiques; l'URSS n'est pas un pays capitaliste, ses difficultés économiques proviennent essentiellement de la basse productivité du travail, elle-même produite par le caractère bureaucratique de la planification et non d'un manque de débouchés; en fait le coût des opérations militaires et de l'aide au gouvernement Karmal pèsera sur l'économie soviétique et accroîtra ses difficultés.
- L'URSS n'était pas menacée dans ses fondements sociaux; il n'y avait pas de menace militaire *directe* tant soit peu importante (même si à terme un régime pro-impérialiste servirait de base pour l'impérialisme US); les effets de l'instauration d'un régime islamique sur les populations musulmanes d'URSS, dont les conquêtes sociales sont malgré tout sans rapport avec celles d'un Afghanistan semi-féodal enchaîné à l'impérialisme, auraient été limitées. Il ne s'agit pas d'une initiative audacieuse ou aventuriste de la bureaucratie du Kremlin, pressée par de graves menaces impérialistes sur l'URSS.

Dans une situation où l'impérialisme US était affaibli, la bureaucratie du Kremlin voulait affirmer sa puissance et maintenir sa présence hors de ses frontières dans une région stratégique en proie à des bouleversements sociaux et politiques. Ce n'est pas le caractère «progressiste» du régime de Kaboul qui, comme le prétend le PCF, a conduit le Kremlin à «répondre à l'appel du gouvernement afghan» (en fait à sauver le régime de l'effondrement). Le Kremlin a entretenu le long de la même frontière d'excellents rapports avec le shah d'Iran, en son temps. Mais aujourd'hui la révolution iranienne, la guerre civile afghane, les difficul-

tés du régime pakistanais font que c'est un brasier qui s'enflamme aux frontières de l'URSS. Le Kremlin ne pouvait laisser le soin aux guérillas islamiques appuyées par l'impérialisme de restaurer une nouvelle «stabilité» en renversant le régime du PDPA. Outre la perte de crédibilité de l'URSS auprès de ses autres alliés, cela aurait gravement détérioré la situation régionale à son détriment. Contribuer au statu quo dans la région ne voulait pas dire accepter le renversement d'un régime allié et l'instauration d'un nouveau régime pro-impérialiste.

Le maintien du statu quo régional par le Kremlin exigeait le soutien dans la guerre civile afghane au régime du PDPA; et à la fin 79 seule l'intervention des troupes soviétiques pouvait sauver ce dernier.

Les méthodes de la bureaucratie soviétique, la politique appliquée sous son égide en Afghanistan n'ont rien de révolutionnaire. Loin de mobiliser la population et d'approfondir les changements sociaux, les troupes soviétiques n'ont d'autre but que d'apposer sur la guerre civile une chape de plomb bureaucratique.

C'est pourquoi, quand bien même elle combattait la réaction afghane, *nous avons refusé tout soutien politique à la bureaucratie du Kremlin.*

Pour déterminer notre position, nous partons des exigences de la situation objective, des rapports de classes, de «qui combat qui». En Afghanistan, dans la guerre civile, la tâche numéro un est de battre le camp des propriétaires, des capitalistes et des dignitaires religieux. Sans leur défaite il est impossible pour la classe ouvrière et la paysannerie de triompher. La révolution afghane est terriblement compromise; la responsabilité que portent le PDPA et le Kremlin est considérable. La seule façon de la sauver est de mobiliser pour *battre politiquement, socialement et militairement les guérillas réactionnaires, car c'est avant tout contre elles que peut se développer une avant-garde révolutionnaire afghane.* Ce n'est qu'en combattant aux premiers rangs contre la réaction qu'il est possible de lutter contre la politique du PDPA et du Kremlin, pour l'extension des réformes sociales, de la réforme agraire, pour l'expropriation des capitalistes, etc.

C'est pourquoi, *dans la mesure où ils combattent militairement la réaction afghane appuyée par l'impérialisme, nous sommes aux côtés du PDPA et des troupes soviétiques,* tout en soulignant l'importance pour remporter la victoire de mobiliser les masses sur un programme de transformations politiques et sociales.

4. Lutte nationale et lutte de classes

Le but de la bureaucratie soviétique n'est pas de libérer les peuples de la domination impérialiste, de l'oppression nationale ou de l'exploitation capitaliste. En intervenant militairement en Afghanistan, la bureaucratie soviétique n'a d'autre but que la défense de ses propres intérêts, et toute considération sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes lui est étrangère.

Nous n'avons pas, parmi nous, de divergence là-dessus. La question qui est soulevée par les camarades minoritaires au comité central est celle d'une transformation de la guerre civile en guerre nationale, et la venue au premier plan des conflits de la question nationale.

Bref, par l'intervention des troupes soviétiques, l'Afghanistan serait précipité dans une lutte nationale contre l'oppresseur soviétique. Le combat contre celui-ci deviendrait la tâche numéro un, et ce à partir de quoi peut se développer un mouvement de masse qui se transforme en mouvement anticapitaliste et anti-impérialiste. Les camarades minoritaires pensent qu'il faut ravir à la réaction la direction des mouvements de guérilla; nous pensons que la tâche numéro un est de les écraser militairement et politiquement.

D'un point de vue de classe, toute analogie avec l'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie en 68 ou en Hongrie en 56 serait une mystification. En 56 et 68 les troupes soviétiques sont intervenues contre un mouvement de masse de la classe ouvrière et de la paysannerie, qui était engagé dans une révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. En 79 et 80 en Afghanistan les troupes soviétiques sont intervenues pour soutenir un régime petit-bourgeois réformiste menacé par des guérillas, appuyées par les propriétaires, la bourgeoisie et l'impérialisme.

S'il y avait une question nationale posée en Afghanistan et une lutte nationale contre l'URSS qui se développait et devrait être soutenue, ce serait du point de vue de la dynamique de la lutte de classes en Afghanistan. Le véritable débat politique porte sur les rapports entre lutte nationale et lutte de classes en Afghanistan, après l'intervention des troupes soviétiques.

Après celle-ci les mouvements islamiques réactionnaires, forts de l'appui de l'impérialisme, s'efforcent de renforcer leur base populaire. Dans leur lutte commune contre le PDPA et les troupes soviétiques, ils mettent pour un temps de côté les rivalités tribales et nationales qui les déchirent et tentent d'engager un processus d'unification de leurs forces, fortement encouragée par le Pakistan et l'impérialisme US.

Si, par la faute de la politique du PDPA et du Kremlin, les guérillas islamiques réactionnaires parviennent à étendre leurs appuis populaires, cela ne veut pas dire que les rapports de classes aient disparu, que les classes sociales se trouveraient brusquement sens dessus dessous, que les mouvements réactionnaires islamiques se transformeraient en mouvements nationalistes progressistes, et que la lutte de classes céderait le pas à la lutte nationale.

L'existence d'une lutte nationale ne met pas sous le boisseau la lutte de classes; *la lutte nationale n'est qu'une forme particulière de la lutte de classes.* Nous apprécions les tâches et les formes de la lutte nationale non pas en fonction de «principes démocratiques» mais selon leur rapport avec la lutte de la classe ouvrière et de la paysannerie. C'est dans la mesure où elle renforce la mobilisation et la conscience des ouvriers et des paysans contre leurs ennemis de classe, avant tout contre l'impérialisme, que nous prenons la tête de la lutte nationale. C'est dans la mesure où l'oppression nationale est un obstacle à la mobilisation et à l'organisation indépendante des masses que nous organisons prioritairement la lutte contre elle, y compris contre les bureaucraties des États ouvriers bureaucratisés.

Dans le cas de l'Afghanistan, les troupes soviétiques sont intervenues dans le cours d'une guerre civile qui opposait d'un côté une direction petite-bourgeoise bureaucratique, et de l'autre côté les classes possédantes regroupées derrière les mouvements de guérillas. Ceux-ci se sont constitués en réaction aux réformes sociales — pourtant très limitées — engagées par le régime du PDPA; ils sont soutenus par l'impérialisme. Rien, dans leurs bases, leur politique, leurs appuis sociaux, ne les conduit à défendre les droits des peuples d'Afghanistan à disposer d'eux-mêmes; ce sont les représentants et les otages des classes possédantes et de l'impérialisme. *Ce n'est pas un mouvement national qui s'oppose au PDPA et aux troupes soviétiques; c'est la réaction sociale et politique qui leur fait face!* Encore une fois, la tâche leur est facilitée par la politique bureaucratique du PDPA et du Kremlin; mais cela ne change pas leur nature de classe.

Du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie, la tâche prioritaire de l'heure est de battre la réaction.

Faire des troupes soviétiques l'ennemi principal, comme le fait la bureaucratie chinoise qui soutient les mouvements réactionnaires islamiques, ne peut avoir pour résultat que de rendre l'Afghanistan à la réaction. Ce n'est qu'en écrasant les alliés de l'impérialisme qu'il est possible de lutter pour le droit des peuples d'Afghanistan à disposer d'eux-mêmes.

En engageant la lutte contre les oppresseurs d'une autre nation, une dynamique de classe se noue qui transforme la lutte nationale (qui la fait «transcroître») en lutte contre les oppresseurs et les exploiteurs de la nation opprimée. En ce sens la lutte nationale est un moyen de la lutte de classes. Mais seule la dictature du prolétariat peut mener à son terme et garantir la libération nationale; en ce sens la lutte de la classe ouvrière et de la paysannerie est un moyen de lutter pour la libération nationale.

Dans le cas de l'Afghanistan, une dynamique de classes a été déclenchée — quelle que soit la volonté et les buts réels de la direction du PDPA — à partir de 78 qui comprend la lutte contre les propriétaires fonciers, contre les capitalistes, contre l'impérialisme, pour les droits démocratiques et les droits nationaux contre l'impérialisme. Une réaction s'y est opposée, y compris et même au départ principalement contre les droits démocratiques du peuple afghan et contre ses droits nationaux (alliance avec le Pakistan et l'impérialisme). Nous ne sommes pas dans la situation où une lutte contre l'oppression nationale est le point de départ d'un mouvement de masses qui se développerait en mouvement des classes exploitées, du prolétariat et de la paysannerie. Le point de départ c'est une dynamique de luttes sociales, contrecarrée par la politique de la direction du PDPA et de ses conseillers du Kremlin. C'est pourquoi il est impossible de parler de lutte nationale sans la combiner directement aux forces sociales qui s'affrontent dans la guerre civile. C'est pourquoi aussi les camarades qui prétendent que désormais c'est la lutte nationale contre l'oppresseur soviétique qui est au centre de la situation afghane sont obligés de nier l'existence d'une guerre civile et même de la lutte de classes.

C'est pourquoi notre politique est de lutter aux côtés du PDPA et des troupes soviétiques contre les mouvements islamiques réactionnaires, tout en luttant pour le plein développement des réformes sociales, pour l'expropriation des capitalistes, pour l'achèvement de la réforme agraire, pour l'extension des droits démocratiques et nationaux des paysans et des ouvriers afghans — pas pour les «droits démocratiques» des guérillas islamiques, des propriétaires, des bourgeois et de l'impérialisme — et ce contre la politique du PDPA et du Kremlin.

Notre politique ne se limite pas à critiquer les limites de celle du PDPA et du Kremlin. Nous condamnons la politique de la bureaucratie soviétique et du PDPA aussi du point de vue de la défense du droit des peuples et des nations opprimés à disposer d'eux-mêmes. La défense de ce droit n'a cependant rien à voir avec le prétendu «droit à l'autodétermination du peuple afghan après l'invasion soviétique» invoqué par les partisans de la «non-ingérence». Une des meilleures armes pour isoler et

neutraliser la réaction semi-féodale, pour affaiblir et porter le fer en leur sein contre les États bourgeois de la région (Iran et Pakistan en particulier) aurait été une politique offensive révolutionnaire, jetant à la face des féodaux, des régimes de Téhéran, d'Islamabad et de l'impérialisme le *défi* du droit à l'autodétermination de *tous* les peuples et nationalités de la région, tout en avançant les solutions révolutionnaires pour régler la question nationale (changement des rapports de propriété, libre fédération dans la région, aide économique massive des États ouvriers pour combler les retards du sous-développement, etc.). Parce qu'ils veulent maintenir le statu quo, les relations diplomatiques d'État à État avec les régimes de la région, en raison de la place de l'oppression nationale dans la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin en URSS même, ni le Kremlin, ni le PDPA n'ont engagé une telle politique. La défense du droit des peuples et nationalités d'Afghanistan et de toute la région est partie intégrante du programme révolutionnaire, au même titre que les revendications démocratiques, économiques et sociales qu'il contient.

C'est cette politique qui a été adoptée par le secrétariat unifié de la IV^e^ Internationale et par le comité central de la LCR (cf. brochure Afghanistan).

5. La question du retrait des troupes soviétiques

La bureaucratie soviétique s'est mise dans une situation où pour elle se noue un dilemme *objectif* :

- ou bien négocier avec l'impérialisme une neutralisation de l'Afghanistan;
- ou bien engager une «soviétisation forcée» du pays.

Il ne sera pas possible au gouvernement Karmal et au Kremlin de maintenir durablement l'ordre dans le pays non seulement sans le «pacifier» mais sans briser ses structures sociales archaïques. C'est-à-dire, du point de vue de la bureaucratie du Kremlin, sans une «soviétisation forcée» du pays, par son intégration économique, politique et militaire à l'URSS. L'inconvénient pour le Kremlin d'une telle «solution» est, outre ses grandes difficultés d'application et son coût élevé (présence massive durable des troupes soviétiques, aide économique, etc.), les problèmes qu'elle créerait avec l'impérialisme qui ne manquerait pas, comme sa campagne actuelle n'en donne que l'avant-goût, de le faire payer au prix fort dans ses négociations ou ses confrontations avec l'URSS.

L'autre «solution» bureaucratique serait la neutralisation. Mais là aussi, pour les mêmes raisons qui ont conduit le Kremlin à intervenir militairement, il ne serait pour le moins pas facile de mettre en place un régime stable.

En ce sens le Kremlin s'est effectivement mis dans un bourbier dont il aura beaucoup de mal à se dépêtrer.

Nous n'en déduisons pas pour autant qu'il faille exiger le retrait des troupes soviétiques, et que leur départ serait une victoire pour les masses exploitées d'Afghanistan et du monde entier.

Dans la situation actuelle ce serait avant tout une victoire pour l'impérialisme et pour la réaction afghane. Le résultat immédiat en serait la destruction de toutes les forces qui ont un tant soit peu participé aux réformes engagées depuis 78, comme l'ont montré les guérillas qui dès cette époque exécutaient tout membre du PDPA qui tombait entre leurs mains. Ce serait d'abord l'écrasement assuré des forces progressistes. Cela se combinerait avec une recrudescence des luttes tribales qui divisent les mouvements de guérilla. C'est en fait le talon de fer qui serait imposé par l'impérialisme, et l'instauration par lui d'une base d'appui contre-révolutionnaire pour toute la région, et aussi contre l'URSS. Ceci s'est déjà passé au nord de l'Iran, en Adzerbaïdjan, en 1946, dans une situation analogue, et se reproduirait immanquablement.

C'est pourquoi nous ne pourrions soutenir un mot d'ordre de retrait des troupes soviétiques que s'il était porté par un mouvement de masse, qui s'appuie sur la mobilisation des ouvriers et des paysans, pour la satisfaction de leurs revendications politiques et sociales fondamentales (réforme agraire, anticapitalisme, libertés démocratiques, droits nationaux, etc.). Un tel mouvement ne peut surgir, tant que dure la guerre civile, que des rangs de ceux qui combattent la réaction islamique, les propriétaires et l'impérialisme; en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire, il est malheureusement improbable qu'un tel mouvement puisse se développer dans de telles conditions. Par contre, si la réaction est écrasée, l'exigence de retrait des troupes soviétiques deviendra la question politique centrale pour poursuivre les réformes sociales et le processus révolutionnaire, face auxquels ces troupes et le régime du PDPA seront les principaux obstacles.

6. La bureaucratie soviétique, l'URSS et l'impérialisme

La politique fondamentale de la bureaucratie soviétique n'est pas d'exporter les rapports de production qui existent en URSS. Sa politi-

que est de maintenir le statu quo avec l'impérialisme. Elle s'est constituée dans une lutte sans merci contre la classe ouvrière d'URSS, pour développer et conserver ses privilèges sociaux, et pour exproprier politiquement le prolétariat soviétique. Elle sait parfaitement que le prolétariat révolutionnaire est pour elle un ennemi mortel; c'est pourquoi elle s'oppose à la mobilisation et à l'organisation indépendante des masses; et elle sait que s'engager dans une politique de confrontation avec l'impérialisme et d'extension, même bureaucratique, des fondements sociaux de l'URSS exigerait et engendrerait une mobilisation des masses qui dépasserait les bornes bureaucratiques et s'attaquerait à la bureaucratie elle-même.

Mais c'est la bureaucratie d'un État ouvrier. En URSS la bourgeoisie a été expropriée; d'un point de vue de classe l'URSS n'est pas un «capitalisme d'État», ni un «État collectiviste», ni une «société bureaucratique». Sa particularité est que la classe économiquement et socialement dominante, la classe ouvrière, a été dépossédée du pouvoir politique par une couche de privilégiés de l'appareil d'État. C'est un État ouvrier bureaucratiquement dégénéré. La nature de classe de l'URSS, le fait qu'elle représente une conquête décisive pour le prolétariat mondial, conduit l'impérialisme à avoir une politique qui — dans la mesure de ses moyens politiques, économiques, sociaux et militaires — s'efforce et s'efforcera toujours de reconquérir le terrain perdu. De l'opposition fondamentale de classe entre le capital impérialiste et les rapports de production issus de la révolution russe, naissent (quelle que soit la volonté des bureaucrates du Kremlin) des confrontations. Dans ces confrontations la bureaucratie soviétique adopte une politique qui combine les capitulations et les aventures (épreuves de force sans mobilisation des masses). C'est ainsi que, même si elle peut être conduite à prendre, comme le notait Trotsky en 1940, des «mesures révolutionnaires» (exemple : expropriation de la bourgeoisie), dans le cas où l'impérialisme fait peser une menace directe sur la source de ses privilèges, l'État soviétique; elle, n'en continue pas moins à avoir une politique contre-révolutionnaire, qui se solde — au mieux — par l'instauration d'États ouvriers bureaucratisés (cf. Europe de l'Est).

L'Afghanistan est devenu un enjeu direct de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat au niveau international. L'impérialisme redouble non seulement sa campagne idéologique mais aussi ses manœuvres politiques et militaires (développement de ses armements). Il s'efforce de faire tourner à son avantage la lutte de classes en Afghanistan. Il concentre son tir contre l'URSS. Ce n'est pas le caractère bureaucratique de la politique du Kremlin qui lui fait faire ce choix; c'est que l'URSS est

objectivement une ennemie de classe de l'impérialisme. Par contre la politique du Kremlin lui facilite la tâche en contribuant à désorienter le mouvement ouvrier face à la bourgoisie; loin de le mobiliser contre son ennemi de classe, elle le désorganise.

Il reste que l'obstacle fondamental à la libération de l'humanité, c'est le maintien du système capitaliste, de l'impérialisme. Les bureaucraties des États ouvriers bureaucratisés ne peuvent être que des auxiliaires de l'impérialisme. C'est pourquoi notre tâche primordiale est de mobiliser et d'éduquer les travailleurs dans le combat contre l'impérialisme, contre sa campagne idéologique, contre les mesures de rétorsion qu'il a prises à l'encontre de l'URSS, contre ses manœuvres au Moyen-Orient et en Amérique centrale, etc.

Mais nous savons que, ce que l'impérialisme n'aura pu faire en Afghanistan si lui et ses alliés sont battus, c'est-à-dire empêcher le développement d'un authentique processus révolutionnaire, la bureaucratie soviétique, appuyée sur le PDPA, s'efforcera elle de le faire.

C'est pourquoi nous refusons tout soutien politique au Kremlin et au régime de Karmal et qu'au contraire nous soulignons la nécessité de développer contre eux la mobilisation indépendante des masses, en Afghanistan certes mais aussi en URSS contre la bureaucratie, pour la révolution politique.

C'est ainsi que nous défendons l'ensemble du programme de la révolution mondiale, du programme de la IV^{e} Internationale.

La révolution afghane : ses succès et ses problèmes

Fin décembre 1979, plusieurs dizaines de milliers de soldats soviétiques commencèrent à entrer en Afghanistan. C'était la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que des troupes soviétiques intervenaient dans un pays capitaliste, et cela a profondément ébranlé la politique mondiale. Le président Carter a déclaré de manière agressive dans son discours sur l'état de l'Union que l'action de l'URSS « pouvait être la menace la plus sérieuse contre la paix depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ». Il a annoncé les premières mesures destinées à rétablir la conscription aux USA et à réaffirmé ses plans d'augmentation de ventes d'armes.

Pour saisir tout le sens des événements d'Afghanistan, il faut lire entre les lignes des articles de journaux. La situation existant en Afghanistan a peu de choses à voir avec les comptes rendus faits par les médias. Ce qui s'est passé, pour résumer la chose en quelques mots, c'est qu'une révolution populaire a éclaté en avril 78. La vieille dictature a été renversée et un nouveau gouvernement, s'engageant à promouvoir des réformes sociales, fut mis en place. Les changements introduits rencontrèrent la résistance de la part de ceux qui avaient intérêt au maintien du vieil ordre, c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers, les marchands et les usuriers, les vendeurs d'opium, et de nombreux chefs religieux. Ils ont organisé une rébellion contre le nouveau gouvernement.

Ces contre-révolutionnaires étaient protégés, armés et entraînés par la dictature militaire qui gouverne le Pakistan, avec le soutien de Washington, qui s'est opposé aux changements progressistes. Pour lutter contre les éléments de droite, le gouvernement afghan s'est tourné vers l'Union soviétique, lui demandant une aide économique et militaire.

Mais les rebelles se sont renforcés grâce à l'aide du gouvernement pakistanais et américain. Quand il est apparu que les guérillas réactionnaires avaient une chance de renverser le gouvernement et d'imposer un régime de droite hostile à la frontière de l'URSS, Moscou est intervenu par l'envoi de troupes, de manière préventive.

Voilà, brièvement, ce qui s'est passé. Mais pour mieux comprendre les enjeux en cours pour le peuple afghan, examinons de plus près les événements.

La plupart des journaux bourgeois ont présenté la venue au pouvoir du PDPA (Parti démocratique du peuple afghan), pro-Moscou, en avril 1978, comme un coup d'État, et d'une certaine manière c'en était un. Mais c'était aussi plus que cela. Cette venue au pouvoir a marqué le début d'une révolution sociale provoquée par la misère du peuple et l'inégalité des relations sociales; c'est une révolution populaire très semblable à celles qui ont éclaté dans de nombreux pays ces dernières années, en Éthiopie en 1974, au Nicaragua et en Iran en 1979.

Néanmoins, contrairement à ce qui s'est passé au Nicaragua et en Iran, le gouvernement du PDPA ne fut pas installé à la suite d'une longue guerre civile ou d'une lutte prolongée. La guerre civile n'a commencé qu'*après* la prise du pouvoir par le nouveau gouvernement, et elle continue aujourd'hui.

Le nouveau gouvernement a commencé à mettre en application un programme de réformes sociales. Il a balayé les restes de la monarchie. Il a relâché les 13 000 prisonniers politiques et brûlé les fichiers de la police. Il a construit 600 écoles et lancé une campagne d'alphabétisation. Il a réduit le montant de la dot, c'est-à-dire le prix de la mariée, et a interdit le mariage des enfants. Il a garanti certains droits culturels et d'éducation aux Turkmènes, Uzbecks, Baloutches, Nouristans, et d'autres minorités nationales, leur permettant de publier dans leurs langues, d'avoir des émissions de radio. Les syndicats ont été légalisés pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan. La liberté religieuse a été garantie.

La pierre de touche du programme social a été la réforme agraire, la première dans l'histoire de l'Afghanistan. Environ 250 000 familles ont reçu des parcelles de terre. Toutes les dettes des paysans aux propriétaires fonciers ont été annulées. La réforme agraire a été accompagnée

d'une vigoureuse campagne menée par la police afghane contre le trafic de drogue.

Qui sont les rebelles musulmans?

Comme on pouvait s'y attendre, tous ceux qui profitaient de l'exploitation du peuple afghan, les propriétaires terriens, le haut clergé, les usuriers, les marchands d'opium, etc. s'opposèrent à ces mesures. Ils ont organisé une lutte de guérilla contre-révolutionnaire. Pour l'essentiel, il y a entre dix et douze organisations réactionnaires, y compris des forces qui proposent un retour à la monarchie. Elles sont soutenues et financées par la dictature pakistanaise avec l'aide de Washington. Certaines reçoivent un entraînement dans des bases militaires pakistanaises. Dans leurs opérations en Afghanistan, les guérilleros ont systématiquement assassiné les administrateurs de la réforme agraire, les enseignants, les membres du PDPA et tous ceux qui soutenaient les mesures progressistes du gouvernement.

Les journaux américains et le président Carter ont expliqué que ces forces, les « rebelles musulmans » ou les « patriotes afghans », menaient la lutte contre le « communisme athée ». Mais la vérité est que quasiment tous les Afghans sont musulmans. Des deux côtés la majorité est musulmane. Il n'y a pas une guerre des musulmans contre les athées, mais une guerre de classes entre les forces dirigées par les propriétaires terriens musulmans, les mollahs, les monarchistes, les usuriers et les trafiquants d'opium, contre les chômeurs, les paysans et les ouvriers, toutes les masses opprimées musulmanes.

La réponse de Washington

L'impérialisme américain est totalement hostile depuis le début à la révolution afghane. Le 5 mai 1978, quelques jours après la venue du PDPA au pouvoir, le *New York Times* titrait son éditorial : « Coup communiste en Afghanistan ». On pouvait lire : « Un Afghanistan révolutionnaire rendra ses voisins nerveux. Son existence en soi rendra plus fort les sentiments séparatistes parmi les populations tribales baloutches au Pakistan et en Iran. » L'éditorial appelait les pays capitalistes voisins à faire ce qu'ils pouvaient pour accueillir les Afghans fuyant la révolution, et à aider toute opposition qui pourrait se manifester contre le nouveau gouvernement.

En juin 1978, seulement deux mois après le renversement de Daoud, environ 270 généraux, amiraux, diplomates, officiers, etc. se réunissaient à la base de l'OTAN à Annapolis dans le Maryland, pour débattre des conséquences du soulèvement afghan. Leur conclusion fut qu'il menaçait les intérêts impérialistes dans toute la région.

Washington rompit tous ses accords d'aide ainsi que ses accords commerciaux, demanda le blocage des prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et commença à aider les guérillas contre-révolutionnaires par le biais de la dictature pakistanaise et à travers tous les organismes américains, comme l'Agence pour la lutte contre la drogue et la Fondation Asie, qui sont toutes deux liées à la CIA.

Après la révolution qui a chassé le Shah d'Iran au début de 1979, les principales puissances impérialistes se sentirent de plus en plus concernées. Elles soutinrent les réactionnaires afghans, espérant que cela aiderait également les éléments contre-révolutionnaires iraniens.

Les hésitations de la révolution

Le PDPA a gagné toute sa crédibilité dans la lutte contre Daoud, mais pour avancer et renforcer la révolution afghane il fallait organiser les ouvriers et les paysans, les engager à défendre eux-mêmes leurs intérêts.

La classe ouvrière industrielle, qui est la force sociale la plus importante dans les révolutions de notre époque, est très faible en Afghanistan. Elle ne regroupe que 300 000 personnes sur un total de 20 millions d'habitants. De plus le PDPA regroupait essentiellement des enseignants, des fonctionnaires, et n'avait de base sociale importante ni dans la classe ouvrière urbaine ni dans la paysannerie qui constitue la grande majorité de la population.

Le PDPA, d'une certaine manière, a tenté d'organiser les masses travailleuses. Des syndicats ont été créés, ainsi que des organisations de femmes, de jeunes, des comités de défense de la révolution. Néanmoins ces organisations étaient totalement contrôlées et l'initiative des masses réduite au minimum.

La nature du PDPA fut un autre facteur négatif. C'est une organisation stalinienne dirigée bureaucratiquement, et qui prenait Moscou comme guide politique. La collaboration de classes est son orientation politique, c'est-à-dire qu'il fait des compromis avec les vieilles classes dominantes, plutôt que de se battre de manière intransigeante pour faire avancer les intérêts des ouvriers et des paysans. Une partie importante du PDPA avait soutenu la dictature de Daoud par exemple avant la cam-

pagne finale de répression organisée par la dictature. Le parti a toujours craint les mobilisations de masse, que sa direction bureaucratique pouvait avoir du mal à contrôler.

Aussi il n'est pas surprenant que certaines orientations politiques du PDPA aient facilité l'organisation de la contre-révolution. Une des mesures immédiates nécessaires pour défendre la révolution afghane était le démantèlement de l'appareil d'État existant afin de briser le pouvoir des vieilles classes dominantes et établir de nouvelles structures de pouvoir politique s'appuyant sur les ouvriers et les paysans. Cela ne fut fait que très partiellement. Les principaux généraux ont été limogés, mais le PDPA a gardé intact l'essentiel du corps des officiers réactionnaires. L'armement des masses fut réduit au minimum. Le PDPA était également profondément divisé par le fractionnalisme interne. Longtemps il a été divisé en deux groupes publics séparés, et il ne s'est réunifié qu'un an avant la révolution d'avril 1978. Une profonde hostilité s'est maintenue entre les deux fractions. Noor Mohamed Taraki, dirigeant de la fraction Khalq (masses), devint président quand Daoud fut renversé. Il commença une purge contre la fraction parcham (drapeau) qui comprenait l'actuel président, Babrak Karmal. Plus, la fraction de Taraki était elle-même profondément divisée. En septembre 1979 Taraki était tué dans un affrontement et son Premier ministre, Hafizullah Amin, le remplaçait. Au cours de l'intervention soviétique de décembre 1979, Amin était tué et remplacé par Karmal.

Il est impossible de donner une image exacte des machinations internes entre les deux fractions, ou des différences politiques qui les amenaient à utiliser des mesures aussi violentes les uns contre les autres. Mais il est clair que ce fractionnalisme et les purges qui en résultaient ont profondément affaibli la direction de la révolution et cassé la capacité du gouvernement à mobiliser et organiser les masses en défense de la révolution.

L'actuel gouvernement Karmal explique que le gouvernement Amin utilisait des méthodes violentes non seulement contre les gros propriétaires fonciers, mais aussi contre les paysans ordinaires qui résistaient, hésitaient ou ne comprenaient pas la réforme agraire.

Depuis le renversement d'Amin, certaines réformes ont été faites. Des milliers de prisonniers politiques ont été relâchés, la liberté religieuse a été réaffirmée et un nouveau train de mesures de réforme agraire a été annoncé. Il reste à voir comment Karmal réussira à élargir la base sociale de la révolution.

De toute façon, à la fin de 1979, la contre-révolution s'est renforcée. Bien qu'il ne soit pas évident que les réactionnaires aient jamais été sur

le point de gagner la majorité des Afghans, leurs victoires militaires ont représenté un réel danger pour le gouvernement.

Le rôle de l'URSS

C'est à ce moment-là que le gouvernement soviétique a décidé de mettre tout le poids de ses troupes de combat dans la lutte.

Cette aide militaire n'était pas quelque chose de totalement nouveau. L'URSS avait été le principal partenaire commercial et militaire de l'Afghanistan depuis les années 50. Moscou entretenait des relations de coexistence avec la monarchie et plus tard avec la dictature Daoud. Aussi longtemps qu'il n'y avait pas de menaces de la part d'un régime hostile sur son flanc sud, l'URSS était satisfaite du statu quo. Le Kremlin n'était pas partie prenante du début de la révolution en avril 1978. Tandis que Carter essayait de montrer que le renversement de Daoud était une machination soviétique, un officiel du Département d'État admettait : « Nous n'avons aucune preuve d'une participation soviétique dans le coup d'État. » Mais une fois que la révolution avait commencé et que la contre-révolution relevait la tête, Moscou était mis devant les faits accomplis. Elle s'inquiéta de la victoire de la contre-révolution et de l'installation éventuelle d'une tête de pont pro-américaine le long du millier de kilomètres de frontières entre l'URSS et l'Afghanistan. Pour mieux comprendre pourquoi le Kremlin a agi ainsi, il faut regarder de plus près la structure économique et politique de l'URSS. L'URSS n'est pas un pays capitaliste, mais a une économie nationalisée et planifiée, qui a été mise en place par la révolution prolétarienne de 1917. Les ouvriers et les paysans soviétiques ont profité grandement de cette révolution qui les a libérés de l'extrême misère et de l'arriération qu'ils connaissaient sous le capitalisme.

La direction de la révolution russe dans les premières années, avec Lénine et Trotsky, était révolutionnaire, dévouée aux intérêts de tous les opprimés et exploités du monde. Mais la révolution fut confrontée à la pauvreté de la Russie et aux dévastations de la Première Guerre mondiale. A tout cela il faut ajouter la famine et les pertes provoquées par les invasions organisées par les pays impérialistes en 1918-1921, afin d'écraser la révolution, ainsi que l'échec des révolutions en Allemagne et dans d'autres pays qui auraient pu aider la Russie à briser son isolement international. Le résultat de tout cela fut le remplacement progressif de la direction bolchévique révolutionnaire après la mort de Lénine par la bureaucratie dirigée par Staline.

La nouvelle couche du bureaucrates qui consolida sa mainmise sur le gouvernement soviétique était faite de gens du même acabit que les bureaucrates syndicaux.

Le principal souci de ces usurpateurs n'est pas de se battre pour les besoins des travailleurs et des opprimés, mais d'augmenter leurs revenus (dans le cas des bureaucrates du Kremlin, d'augmenter leurs privilèges, comme les voitures de luxe, les villas...). Quand ils négocient avec les patrons (ou dans des réunions secrètes avec des politiciens capitalistes), c'est en gardant un œil sur les travailleurs pour que ceux-ci restent sous leur contrôle. Pour garder leurs privilèges, ils doivent avant tout ne pas faire couler le bateau.

Parfois, néanmoins, quand les capitalistes s'attaquent durement aux conditions de vie des travailleux ou aux syndicats eux-mêmes, les bureaucrates, même du type de George Meany (George Meany est le président du puissant syndicat américain AFL-CIO, payé 500 000 F par an... Note du traducteur) ont été forcés, pour défendre leurs propres intérêts, de prendre des mesures progressistes de défense du syndicat. Car si les patrons réussissaient à écraser les syndicats, ils n'auraient plus besoin de gens comme Meany — c'est là un fait que même les pires bureaucrates comprennent. Et si les dirigeants syndicaux ne prenaient pas les mesures nécessaires à la défense des adhérents, ils risqueraient de se faire jeter et remplacer par des dirigeants combatifs.

Quand les bureaucrates syndicaux sont obligés de se battre contre les patrons, c'est dans l'intérêt des travailleurs. Et le combat contre les patrons crée également de meilleures conditions pour que les travailleurs en arrivent à remplacer les bureaucrates par des dirigeants qui défendront leurs intérêts.

Quand le Kremlin a envoyé des troupes en Afghanistan, il ne l'a pas fait pour des motifs révolutionnaires, mais comme une mesure défensive. Il voyait que les guérillas soutenues par les Américains et les Pakistanais étaient un danger pour l'État ouvrier soviétique, qui est la base matérielle de leur pouvoir et de leurs privilèges. Comme dans le cas d'un bureaucrate syndical obligé de défendre le syndicat, l'action de l'URSS a coïncidé avec les intérêts des travailleurs et des paysans afghans : battre la contre-révolution.

Ainsi le caractère de l'intervention soviétique en Afghanistan est totalement différent de l'invasion de la Hongrie en 1956 et de la Tchécoslovaquie en 1968. Ces interventions avaient pour objectif d'empêcher les travailleurs de se battre pour les droits démocratiques et le contrôle de l'économie. Les travailleurs hongrois et tchécoslovaques ne se battaient pas pour restaurer le capitalisme mais pour ce que les Tchécoslovaques

appelaient «le socialisme à visage humain». Les révoltes de Hongrie et Tchécoslovaquie ne mettaient pas en danger l'URSS ou un autre État ouvrier; au contraire, leur objectif était la démocratie et ainsi le renforcement du pouvoir des travailleurs dans ces pays au détriment des bureaucrates. En 1956 et 1968 les actions de Moscou n'étaient provoquées que par la défense des privilèges bureaucratiques. C'étaient des actions contre-révolutionnaires.

Le rôle des troupes soviétiques en Afghanistan est par contre totalement différent. En aidant à battre la contre-révolution, les troupes soviétiques créeront une situation plus favorable pour le développement de la révolution afghane. Cela encouragera les ouvriers et les paysans à mettre en avant leurs propres intérêts, leurs luttes. Cela encouragera les combattants anti-impérialistes partout dans le monde et spécialement en Turquie, au Pakistan, en Inde et en Iran.

Bien plus, l'intervention soviétique aura un impact positif en URSS même. Elle aidera à la politisation des travailleurs soviétiques, plus précisément des troupes et de leurs familles, qui pour une grande part sont turques, uzbeks et tajiks, c'est-à-dire font partie des nationalités opprimées qui parlent la même langue que les peuples d'Afghanistan.

Le nouveau gouvernement Karmal a demandé de l'aide non seulement à l'URSS mais aussi au Vietnam, à Cuba, à l'Angola et aux Palestiniens, ce qui montre sa volonté de se lier aux luttes révolutionnaires. Dans un discours, le 1er janvier 1980, Karmal a déclaré soutenir la révolution «nationale, islamique, anti-impérialiste» en Iran. Plus tard il a envoyé un message à l'ayatollah Khomeiny, lui proposant l'établissement de relations fraternelles. La position de Karmal est progressiste comparée à celle de Taraki et d'Amin qui avaient pris une attitude sectaire face à la révolution en Iran.

Tout cela ne signifie pas que la bureaucratie du Kremlin a changé ou qu'elle remplit maintenant un rôle progressiste. Les dirigeant soviétiques continuent à agir fondamentalement pour défendre leurs intérêts bureaucratiques. Au nom de la construction du socialisme dans un seul pays, les staliniens poursuivent le but d'établir des rapports de statu quo avec l'impérialisme. Mais cet arrangement s'est écroulé en Afghanistan du fait de la volonté de l'impérialisme d'écraser la révolution afghane. Une fois que la guerre civile avait éclaté, Moscou a agi pour se défendre et arrêter les réactionnaires. Cela montre que, même si la bureaucratie veut simplement préserver le statu quo mondial, une telle perspective est utopique. La lutte de libération des ouvriers et des paysans ne peut pas être arrêté, tout comme la volonté de l'impérialisme de défaire ses luttes.

Moscou n'a pas été à l'origine des événements d'Afghanistan. Les ouvriers et les paysans afghans ont commencé la révolution qui est partie

prenante de la révolution coloniale mondiale. Washington a tout fait pour l'arrêter. Le Kremlin devait décider que faire dans une telle situation. Les arrangements précédents entre Washington et Moscou pour le maintien du statu quo ont encore une fois volé en éclats sous le choc des aspirations à une meilleure vie des ouvriers et des paysans.

Les mensonges de la presse

Selon les journaux et les reportages télévisés aux USA et dans les autres pays impérialistes, il y a très peu d'ouvriers et de paysans afghans qui soutiennent les changements révolutionnaires. La lutte en Afghanistan est présentée comme une guerre de toute la population contre le envahisseurs soviétiques. On explique même que des unités importantes de l'armée afghane se battent contre les troupes soviétiques. Les principaux services de presse présentaient chaque jour des reportages comme celui-ci, publié le 3 janvier 1980 dans le *Washington Post :* « On rapporte que les troupes soviétiques, avec des tanks et des hélicoptères de combat perfectionnés, ont été lancées contre des rebelles musulmans dans une bataille féroce à environ 160 km au nord-ouest de la capitale, Kaboul. » Un gros titre du *New York Post* expliquait : « 400 soldats soviétiques sont tués tandis que les rebelles s'emparent d'une ville clé. »

Il est apparu ensuite que cette « bataille féroce » n'avait jamais eu lieu, et la nouvelle fut démentie. Le *New York Times* rapporta quelques jours plus tard : « Se référant à des rapports selon lesquels les troupes soviétiques s'étaient battues contre les insurgés afghans, les analystes du Département d'État expliquèrent que c'était l'armée afghane affaiblie qui avait été engagée dans les combats. » L'article devait également affirmer qu'il n'était pas établi de manière évidente « d'importantes batailles entre les troupes soviétiques et les insurgés afghans ».

Ces mensonges étaient pour une large part de la propagande concoctée par les guérillas réactionnaires basées au Pakistan et présentées aux médias comme des faits sûrs. Là où des combats avaient lieu leur importance était largement exagérée.

Un autre exemple est la manière dont la presse a couvert les événements de Kaboul de la fin février, y compris la grève des commerçants et autres activistes de droite. Le journal de Newart, le *Star-Ledger,* titra dans son édition du 29 février : « 1 000 Afghans fusillés en représailles. » L'article rapportait que des troupes soviétiques avaient sommairement exécuté des dirigeants shiites musulmans, et d'autres personnes dans un « climat de terreur » et que de nombreux soldats soviétiques avaient également été tués. Des articles semblables furent faits dans des journaux et à la télévision à travers tout le pays, et présentés comme des faits objectifs.

Néanmoins, peu de temps après, la CBS (une chaîne de télévision - N.D.T.), le *New York Times* et d'autres journaux rapportèrent qu'aucun massacre n'avait eu lieu, que les troupes soviétiques n'avaient joué qu'un rôle de soutien dans les événements, et qu'il n'était absolument pas évident que les troupes soviétiques aient eu des pertes.

Comme chacun peut s'en douter, ces rectifications n'eurent en aucun cas toute la publicité que les faux reportages eurent. Très clairement, la presse capitaliste a utilisé la technique du mensonge pour cacher qu'une *guerre civile* avait lieu en Afghanistan. Et toute cette opération frauduleuse a été encouragée par Washington.

Les commentateurs de la presse ont dit que Moscou intervenait par peur que les guérillas sèment la révolte parmi les minorités nationales en URSS. Cette théorie ne tient pas la mer. De nombreux soldats soviétiques qui ont été envoyés combattre en Afghanistan appartiennent aux mêmes minorités nationales et parlent la même langue que celles qui sont parlées en Afghanistan. C'est le signe que Moscou a confiance dans ses troupes.

Quand elle a envahi la Tchécoslovaquie, Moscou a envoyé des troupes venant de régions lointaines de l'URSS et a essayé d'isoler l'armée d'occupation de la population. Elle avait peur en fait que ses troupes soient atteintes par le virus du «socialisme à visage humain».

Il n'y a aucune raison, néanmoins, pour que les troupes soviétiques se sentent attirées par les idées monarchistes, réactionnaires des dirigeants de la guérilla. Les conditions de vie des nationalités opprimées en Asie centrale soviétique ne sont pas aussi bonnes que celles du reste de la population soviétique, mais elles sont qualitativement meilleures que celles des peuples d'Afghanistan. L'analphabétisme a quasiment disparu des républiques soviétiques qui ont une frontière commune avec l'Afghanistan, tandis qu'en Afghanistan 95 % de la population est analphabète. L'espérance de vie en Asie soviétique est de soixante-dix ans, et seulement de quarante ans en Afghanistan. Dans l'Uzbekistan soviétique, il y a un docteur pour 368 personnes environ, approximativement vingt fois plus qu'en Afghanistan. Il n'y a pas de problème de chômage du côté soviétique alors que c'est un problème permanent en Afghanistan. Ces différences reflètent les acquis matériels qui sont le résultat d'un système économique supérieur.

Carter prépare la guerre

La réponse de Carter se fait de plus en plus claire. Il n'y a pas eu de tentative d'intervention militaire ou d'envoi de troupes. Carter a augmenté son aide au Pakistan. Selon un responsable important du conseil national

de sécurité, Carter a donné son approbation à une opération de la CIA d'envois d'armes aux rebelles afghans par l'intermédiaire du Pakistan. Il a bloqué la vente d'ordinateurs et de toute technologie avancée à l'URSS et supprimé la clause de la nation la plus défavorisée. Il a suspendu certains échanges culturels et appelé au boycott des Jeux olympiques d'été à Moscou. Mais l'essentiel de l'effort américain a porté sur la campagne de propagande. Les dirigeants américains espèrent justifier aux yeux du peuple américain leur effort pour augmenter les forces militaires et battre en brèche le sentiment antiguerre qui existe aux USA.

Jouant sur l'impopularité de la guerre du Vietnam parmi les travailleurs américains, les apologistes de la politique de Washington proclament que l'Afghanistan est le «Vietnam de la Russie». Pour fabriquer cette analogie, ils nient qu'un soulèvement révolutionnaire ait jamais eu lieu en Afghanistan. Et ils dissimulent le fait que les guérillas réactionnaires sont dirigées par de riches propriétaires fonciers, des monarchistes, des trafiquants d'opium, les transformant en «combattants de la liberté» représentants du peuple afghan.

Washington accuse Moscou d'expansionnisme, de pays tentant d'élargir sa sphère d'influence, et violant le droit à l'autodétermination du peuple afghan.

Examinons ces arguments de plus près.

L'intervention soviétique en Afghanistan a-t-elle violé le droit des Afghanistans à l'autodétermination, comme le fit l'intervention américaine au Vietnam?

L'intervention militaire au Vietnam s'est faite contre la volonté du peuple vietnamien, et cela a été largement démontré pendant la guerre. C'est sur cette base qu'on peut dire que les Américains ont violé le droit du Vietnam à l'autodétermination. Dans le cas de l'Afghanistan, contrairement à ce qu'a raconté la presse, il est faux de prétendre que la majorité du peuple afghan est opposée à l'action soviétique. Carter et tous ceux qui proclament que le droit à l'autodétermination du peuple afghan a été violé vont plus loin dans leur argumentation, expliquant que les rebelles représentent la majorité des Afghans. C'est totalement faux.

Le fait est que les troupes soviétiques sont intervenues en Afghanistan du côté des forces qui se battent pour les intérêts des ouvriers et des paysans, qui sont la grande majorité, et contre les classes dominantes réactionnaires, qui représentent les intérêts d'une minorité. Au Vietnam, contrairement à cela, Washington intervint du côté des propriétaires fonciers, des capitalistes et autres riches privilégiés, tandis que la grande partie de la population soutenait les combattants du Front de libération nationale (FLN).

Ainsi l'analogie avec le Vietnam ne tient pas.

Il y a évidemment de mauvais aspects à l'intervention soviétique (c'est inévitable étant donné la nature antidémocratique et stalinienne du gouvernement soviétique). Avec un dédain typique pour les travailleurs du monde, les bureaucrates du Kremlin n'ont rien fait pour développer un mouvement de solidarité international, ce dont la révolution avait besoin avant l'envoi des troupes soviétiques. Comme ses troupes entraient en Afghanistan, le Kremlin dénonça de manière grossière Amin comme un agent de la CIA (ce qu'il n'avait jamais dit avant) et après sa mort il ont félicité Karmal pour son «élection» à la présidence!

Ces méthodes méprisables qui n'aident en rien la révolution afghane ne doivent évidemment pas nous faire perdre de vue les enjeux : les troupes soviétiques se battent du côté de la révolution populaire qui se défend contre la contre-révolution réactionnaire.

Demander le retrait des troupes soviétiques sur la base d'une comparaison fausse avec le Vietnam signifie rejeter l'aide de l'URSS à une révolution populaire assiégée. Cela signifie prendre le risque d'une défaite pour le peuple afghan, qui serait alors renvoyé à sa misère initiale, avec remise de la terre aux propriétaires fonciers, l'enfermement des femmes à la maison sous le contrôle absolu de leurs parents et mari, la fin du droit de créer des syndicats pour les travailleurs, et la fermeture des écoles. En plus, la population subirait la vengeance meurtrière des propriétaires fonciers et des capitalistes qui n'oublieraient pas facilement les pertes subies. La domination de l'impérialisme sur l'Afghanistan serait rétablie.

L'intervention soviétique en Afghanistan nous rapproche-t-elle de la troisième guerre mondiale?

Non. Contrairement à la propagande de Carter, l'intervention soviétique rend la guerre moins probable. En repoussant une contre-révolution soutenue par l'impérialisme, l'aide soviétique à la révolution ouvrière et paysanne afghane renforce le camp des opprimés et des exploités partout. Cela rend plus difficile et non plus facile pour Washington l'organisation de guerres à travers le monde. Une victoire de la contre-révolution en Afghanistan, par contre, encouragerait l'impérialisme à essayer de défaire les luttes de masse au Nicaragua, à Grenade, au Cambodge, en Iran, au Salvador et dans d'autres pays où la révolution a commencé.

Doug Jenness
(membre du comité national du Socialist Workers Party)

L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky

C'est précisément parce que l'affaire de l'Afghanistan n'a pas de précédent où l'on en retrouverait l'ensemble des caractères qu'il faut examiner de près les principes auxquels on se réfère, et délimiter soigneusement à leur lumière les comparaisons qui ne valent, chacune, que partiellement. Cependant, ce n'est pas dire que nous soyons théoriquement désarmés. Lénine a consacré à la question nationale, tout au long de sa vie politique, de multiples textes, et concernant les circonstances les plus variées, et l'apport de Trotsky a ajoute considérablement.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Selon la majorité, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'un droit démocratique subordonné au principe supérieur des intérêts généraux du prolétariat. Vérité si générale qu'elle en devient creuse; c'est, en fait, une manière mécanique de poser le problème des rapports entre « principes ». Les droits démocratiques — nous avons eu l'occasion de le rappeler contre toutes les positions ultra-gauchistes dans nos rangs, lors de la discussion de la résolution *Démocratie socialiste et dictature du prolétariat* — ne sont pas en contradiction avec les « droits socialistes ».

Touchant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Lénine s'exprimait sans la moindre équivoque en janvier-février 1916, dans des thèses qu'il leur consacrait : « *Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affronchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme. Certes la démocratie est aussi une forme d'État, qui devra disparaître, quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral.* »[1]

La même année, en juillet, tirant le « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine allait beaucoup plus loin en faisant le tour du problème : « *Nous avons affirmé que ce serait trahir le socialisme que de ne pas appliquer en régime socialiste le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. L'on nous répond : "Le droit d'autodétermination n'est pas applicable à la société socialiste." C'est là une divergence radicale.* » Lénine l'explore sans se cacher les difficultés du problème : « *L'impérialisme léguera au socialisme qui le remplacera des frontières* moins *démocratiques, une série d'annexions en Europe et dans les autres parties du monde. Qu'est-ce à dire? Le socialisme vainqueur, rétablissant et réalisant jusqu'au bout la démocratie intégrale sur toute la ligne, se refuserait à une détermination* démocratique *des frontières de l'État? Il se refuserait à tenir compte des "sympathies" de la population?* » Et, répondant que « *ces frontières seront déterminées d'une façon démocratique, c'est-à-dire conformément à la volonté et aux "sympathies" de la population* », il en donne une raison qui n'a rien de moraliste : « *Jamais la communauté socialiste ne sera en mesure d'incorporer de force en son sein des nations entières.* » Et il établit le lien dialectique des principes : « *En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat rend* possible *l'abolition complète de l'oppression nationale; mais cette possibilité se transformera en* réalité *"seulement" — "seulement"!* [c'est Lénine qui souligne trois fois] *avec l'instauration intégrale de la démocratie dans tous les domaines, jusques et y compris la délimitation des frontières de l'État selon les "sympathies" de la population, jusques et y compris la pleine liberté de séparation.* »

Lénine cite à ce sujet Engels qui écrivait à Kautsky le 12 septembre 1882 : « *Une seule chose est certaine : c'est que le prolétariat victorieux ne*

peut pas imposer un bonheur quelconque à aucun peuple sans compromettre par là sa propre victoire. Naturellement cela n'exclut pas le moins du monde les guerres défensives de natures diverses. » Dans son commentaire de cette lettre, Lénine développe : « *Des révolutions — contre l'État socialiste — sont possibles, ainsi que des guerres* [...] *l'"indubitable" pour Engels c'est le seul principe suivant, absolument internationaliste, qu'il applique à* tous *"les peuples étrangers", c'est-à-dire pas seulement aux peuples coloniaux : leur imposer le bonheur serait compromettre la victoire du prolétariat* »[2]

Avec Lénine, répétons donc qu'il est « *absurde d'*opposer *la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à l'*une *des revendications démocratiques, en l'espèce à la revendication nationale. Nous devons* associer *la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaire pour l'*ensemble *des revendications démocratiques : république, milice, élections des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc.* » Plus encore, rappelant la division des nations entre oppressives et opprimées, Lénine appuie : « *C'est de cette divison que doit procéder* notre *définition du "droit des nations à disposer d'elles-mêmes", une définition démocratique conséquente, révolutionnaire et* conforme *à la tâche générale de la lutte immédiate pour le socialisme.* »[3]

Dans les « Treize questions, treize réponses » *(Dossier Afghanistan,* p. 19-20), on peut lire, en réponse à la 9e question sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : « Positive face à l'impérialisme, elle peut devenir négative quand elle est subordonnée à l'impérialisme au détriment de la révolution », etc. Il est clair que cette affirmation est en opposition radicale avec le point de vue de Lénine rapporté ci-dessus.

Certes, Lénine avait eu lui-même des positions moins catégoriques en 1906, mais, même alors, il marquait une différence nette entre la *reconnaissance* du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (« *La social-démocratie luttera toujours et contre toute tentative d'exercer de l'extérieur, par la violence ou par quelque injustice que ce soit, une influence sur la libre expression de la volonté nationale* ») et le *soutien* d'un tel droit[4].

Dans un cas tel que celui de l'Afghanistan, il n'est en effet question pour personne de soutenir le *choix* du peuple afghan de son régime traditionnel de propriétaires fonciers quasi-féodaux appuyés sur les mollahs, dont il a pourtant terriblement souffert, mais qu'il préfère encore au socialisme stalinien importé de l'étranger. Non, personne ne propose un tel soutien aux guérillas islamiques armées par l'impérialisme. Mais avons-nous le droit de *ne pas reconnaître* son droit de libre disposition à ce peuple?

Toujours dans son texte cité de 1916[5], Lénine examinait l'attitude de

Marx et Engels à l'égard des «*peuples piliers de la réaction bourgeoise*» en Europe du Sud-Est en 1848-1871, et il justifiait ainsi leur attitude : «*Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une* parcelle *de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui socialiste)* mondial. *Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout; elle est alors à rejeter*», mais cela parce que «*si l'on veut rester fidèle au marxime*» il faut : «*Simplement : 1. que l'intérêt de la libération de plusieurs grands et très grands peuples d'Europe est supérieure à celui du mouvement de libération des petites nations; 2. que la revendication de la démocratie doit être considérée à l'échelle de l'Europe entière — il faut dire aujourd'hui : à l'échelle mondiale — et non pas isolément. Rien de plus. Cela ne dément en rien ce principe socialiste élémentaire* [...] *auquel Marx est* toujours *resté fidèle, à savoir qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre.*»

Le peuple afghan est-il aujourd'hui un pilier de la réaction mondiale? Son droit à disposer de lui-même s'oppose-t-il à la libération nationale ou sociale de plus grands peuples? C'est *le contraire* qui est vrai. A savoir que c'est l'offensive des armées de la bureaucratie du Kremlin qui menace, au-delà du peuple afghan qu'elles écrasent au napalm, non seulement l'évolution de la révolution iranienne, mais (notre monde s'étant rapetissé depuis le XIX^e^ siècle) l'avenir des révolutions vietnamienne et cambodgienne d'une part, de l'Amérique centrale d'autre part.

Notons enfin que la formule de la 9^e^ réponse des «Treize questions...», frappant de «négativité» le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes quand ceux-ci sont «subordonnés à l'impérialisme au détriment de la révolution», implique une pure et simple *négation* de ce droit démocratique.

En effet, elle suppose une condition à la reconnaissance du droit à l'indépendance des États actuellement dominés par la bureaucratie russe, et, par conséquent, un soutien des révolutionnaires à cette bureaucratie dans le cas où une révolution anti-bureaucratique dans un de ces États dominés mettrait en cause la base socialiste de cet État.

Certes, une telle hypothèse a peu de chance de se réaliser, les masses prolétariennes sachant fort bien distinguer entre structures socialistes et directions bureaucratiques, mais il n'est toutefois pas impossible d'exclure une telle éventualité dans un État encore arriéré et faiblement prolétarien tel qu'il en existe encore dans le cadre de l'URSS.

Par ailleurs, sa simple éventualité est toujours présentée comme inéluctable par la bureaucratie (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968), et les révolutions anti-bureaucratiques charrieront toujours — et d'autant

plus qu'elles se produiront tardivement — les forces et intérêts les plus contradictoires. Rappelons que c'est l'argument d'un «glissement à droite» de la révolution hongroise de 1956 qui amena Sartre, qui n'approuva pas l'intervention russe, à l'«expliquer» : «Les responsables de l'intervention ont agi dans la conviction qu'un conflit mondial était inévitable.»[6]

Encore une fois, si les nations européennes dominées par l'URSS ont un prolétariat qui, par son poids dominant, imposera à coup sûr ses solutions dans la révolution anti-bureaucratique, il n'est pas assuré que la haine farouche de l'«argousin stalinien grand-russe» ne puisse pas rejeter en arrière les peuples parmi les moins développés de l'URSS au moment des règlements de compte dont le prolétariat soviétique sonnera l'heure. Et personne ne peut dire que l'invasion russe de l'Afghanistan n'est pas reliée à des craintes quant à l'évolution des populations musulmanes de l'URSS observant la révolution iranienne.

Le prix à payer pour la dictature bureaucratique stalinienne et son oppression nationale, directement héritée du tsarisme, sur quantités de peuples sera lourd. On ne peut se le cacher. Mais les révolutionnaires n'amortiront pas cette note en se portant, contre ces peuples, au secours de la bureaucratie aux abois. La réponse, là encore, est dans Lénine, dans sa «Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale» pour le IIe congrès de l'Internationale communiste[7] : «*12. L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations* [...] *D'un autre côté, plus un pays est arriéré, et plus y sont puissnts la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère immanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Étant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir aussi de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés.*»

Même là où le prolétariat est très minoritaire, c'est sa capacité à défendre les intérêts démocratiques des autres classes opprimées qui seule

peut le faire accepter comme direction par celles-ci. Là où il n'en est pas capable, soit de par l'extrême arriération du reste du peuple, soit de par sa propre incapacité politique, soit les deux, l'imposition de sa dictature de classe directe (et à plus forte raison par l'invasion étrangère) aboutira toujours à un résultat inverse à celui recherché : l'indispensable alliance des classes exploitées et dominées en devient impossible pour une période qui peut se révéler historique, et d'autant plus qu'en retour la répression qu'il exerce (ou qui est exercée en son nom) corrompt le prolétariat lui-même jusqu'à remettre en cause ses propres fins. Le Cambodge de Pol Pot représente la plus extrême réalisation d'une telle perversion des rapports entre classes dominées.

L'URSS est-elle menacée?

A cette question, la majorité répond négativement («Treize questions..., p. 15). Cependant, dans la discussion, revient sans cesse, et pas seulement du côté du SWP des États-Unis, les références aux deux cas où l'armée Rouge intervint à l'extérieur pour sa propre défense, à savoir en Géorgie en 1921 et en Finlande. Dans le cas de la Géorgie, le premier État ouvrier, encore fragile et épuisé par la guerre civile, ne peut pas se comparer à l'URSS stalinienne d'aujourd'hui. Lénine crut sur le moment les «spécialistes» qu'étaient les Géorgiens du comité central, à savoir Staline et Ordjonikidzé, affirmant que le soulèvement était mûr dans les masses. Plus tard, il s'aperçut qu'il avait été trompé. Alors que la Géorgie était devenu un État soviétique, ce sont les communistes géorgiens qui luttèrent pour son indépendance, et le combat de Lénine, il le mena contre Staline et Dzerjinski, «*qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe*» (31.12.1922). Ce sont ses derniers mots que ces mots : «*Qu'est-ce qui est si important pour le prolétaire? Il est important, mais aussi essentiel et indispensable, qu'on lui assure dans la lutte de classe prolétarienne le maximum de confiance de la part des allogènes. Que faut-il pour cela? Pour cela il ne faut pas seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allogène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouverment de la nation* impérialiste. »[8] Et c'est Lénine qui met impérialiste entre guillemets pour marquer qu'il s'agit là non du sens marxiste mais du sens traditionnel. Quant à Trotsky, dans son dernier ouvrage inachevé, *Staline,* il donne son ultime avis sur l'annexion de la Géorgie : «*J'étais partisan, pour ma part, d'une certaine période de travail*

préparatoire à l'intérieur du pays, afin de suivre le développement du soulèvement et de venir plus tard à son aide. J'estimais qu'après la conclusion de la paix avec la Pologne et après l'écrasement de Wrangel, la Géorgie ne pouvait présenter de danger immédiat, et que le dénouement pouvait être ajourné. [...] *L'intervention militaire se développa avec succès et ne provoqua aucune complication internationale* [...] *Pourtant la méthode de soviétisation de la Géorgie revêtit une extrême importance pendant les années qui suivirent immédiatement. Dans les régions où les masses laborieuses étaient passées au bolchevisme déjà avant la révolution, elles acceptaient les souffrances et les difficultés subséquentes comme liées à leur propre cause. Il n'en était pas de même dans les régions moins avancées où la soviétisation était réalisée par l'armée. Là les masses travailleuses considéraient leurs privations comme résultant d'un régime imposé du dehors. En Géorgie, la soviétisation prématurée renforça les menchéviks pendant un certain temps et conduisit à l'importante insurrection de masse de 1924.* »[9]

Dans le cas de la Finlande, c'est de la guerre impérialiste ouverte qu'il s'agissait, et alors « *l'indépendance nationale de la Finlande ou de la Norvège, la défense de la démocratie, etc., malgré leur importance en eux-mêmes sont inclus maintenant dans le conflit de forces mondiales incomparablement plus puissantes et leur sont entièrement subordonnées* »[10].

Personne n'osera affirmer sérieusement aujourd'hui que l'URSS est menacée par l'impérialisme d'une Troisième Guerre mondiale, et surtout pas qu'une telle guerre peut avoir comme déclencheur l'invasion de l'Afghanistan.

Il est vrai que l'impérialisme américain s'est saisi de l'affaire pour une opération politique complexe : 1. comme prétexte pour rompre les accords Salt II afin de relancer son programme de surarmement et de parfaire son avance en ce domaine; 2. comme justification devant son opinion publique de la préparation de son armée spéciale d'intervention et pour créer ainsi les conditions de la reprise de son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial qui lui était devenu impossible depuis le traumatisme de sa défaite vietnamienne; 3. tenter d'obtenir en Iran un renversement du cours de la révolution.

En dépit du peu d'enthousiasme rencontré en Europe occidentale pour cette opération combinée de semi-guerre froide (peu d'enthousiasme qui, en lui-même, est symptomatique du fait que l'on est loin des conditions d'une Troisième Guerre mondiale), l'impérialisme US a si vite atteint les deux premiers de ses buts qu'il peut se permettre d'offrir, en même temps qu'il poursuit l'avantage ainsi fourni, une neutralisation de l'Afghanistan dont il n'est pas impossible que la bureaucratie du Kremlin soit contrainte de finalement l'accepter à un certain point de

son empêtrement dans le bourbier où, pour l'instant, elle s'enfonce un peu plus chaque jour. Quant aux difficultés que l'impérialisme trouve en Iran dans ses manœuvres, elles expliquent son dernier tournant d'élévation du ton contre Moscou.

Cette attitude impérialiste de simple pression diplomatique (le boycott des jeux Olympiques frappant surtout par son côté dérisoire) se comprend d'ailleurs d'autant mieux que l'Afghanistan, admis de longue date comme appartenant à la zone d'influence de l'URSS, représenterait, en cas de guerre mondiale, un secteur du monde où toute offensive stratégique serait des plus aventureuses. A la réserve près que la politique soviétique actuelle est en train de transformer ce « glacis » en plaie ouverte.

Mais, même s'il n'en était pas ainsi, que l'on songe aux conditions dans lesquelles Trotsky proclama que « *le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété, de cette région ou d'une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale.* » Cette conclusion théorique est incontournable et d'autant plus qu'il s'agit en ce cas de l'« expropriation des expropriateurs » de « manière militaro-bureaucratique » dans la partie de la Pologne concédée à l'URSS par le traité Hitler-Staline, c'est-à-dire face à l'inéluctabilité — dont ne doutait pas Trotsky — de l'affrontement direct avec la puissance impérialiste la plus férocement réactionnaire et la plus formidablement armée. A cette aune, que vaut la justification de l'invasion, ou même simplement l'acceptation de la présence soviétique en Afghanistan, au nom de la menace d'affrontement avec l'impérialisme mondial?

Les courants qui invoquent la défense de l'URSS comme argument pour justifier l'invasion de l'Afghanistan dévoient la notion de cette défense qui ne vaut que face aux menaces impérialistes contre la conquête prolétarienne que représente l'État d'économie collectiviste, mais en aucun cas n'implique un soutien de la politique du pouvoir bureaucratique, et surtout pas dans le cas d'une guerre d'annexion. « *Les annexions,* rappelait Lénine, *creusent un abîme entre le prolétariat de la nation dominante et celui de la nation opprimée* [...] *le prolétariat de la nation opprimée s'unirait à sa bourgeoisie et considérerait comme un ennemi le prolétariat de la nation dominante.* [...]*; pour être en mesure d'accomplir la révolution socialiste et de renverser la bourgeoisie, les ouvriers doivent s'unir étroitement, et la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-*

mêmes, c'est-à-dire la lutte contre les annexions, favorise cette étroite union. »[11]

Qu'il s'agisse dans le cas présent non d'un État bourgeois, mais d'un État ouvrier — monstrueusement dégénéré, ne l'oublions pas — ne change rien à l'effet social de l'annexion, les événements d' Afghanistan le prouvent tous les jours.

La majorité qui nie que l'URSS soit menacée par l'impérialisme n'en est que plus inconséquente de proclamer que le retrait des troupes soviétiques constituerait une victoire de l'impérialisme, grave du point de vue des rapports de forces internationaux entre les classes. C'est ne pas voir que c'est l'invasion de l'Afghanistan qui, en soi, permet à l'impérialisme d'améliorer ses positions, et que la plus sûre victoire pour tous les impérialismes serait que l'URSS s'embourbe dans cette guerre.

Y a-t-il eu une révolution prolétarienne en Afghanistan?

La notion pervertie de la défense de l'URSS dans les frontières de l'Afghanistan, ou même — position semblable mais atténuée — l'idée que le retrait des troupes soviétiques serait maintenant une «défaite» prolétarienne, suppose en fait le problème de l'assimilation structurelle comme réglé d'avance, et comme solution (bureaucratique certes) de la révolution avortée de 1978-79.

S'il n'y a pas de désaccords sur la *description* de la révolution de 1978, il est curieux, pour des marxistes d'ordinaire aussi rigoureux sur la théorie que nous le sommes, nous trotskystes, de n'être pas clair sur la *nature* de cette révolution. S'agissait-il d'une révolution prolétarienne en cours?

Le fait que le PDPA se réclame du marxisme et prenne appui sur la bureaucratie moscovite ne garantit en rien son caractère prolétarien.

A plusieurs reprises (et, en particulier, dans le *Programme de transition*), Trotsky a parlé des partis staliniens comme de partis petits-bourgeois. Lorsqu'il s'agissait d'incontestables partis ouvriers par leur origine et leur composition sociale, il s'agissait évidemment de la caractérisation de la nature sociale de leur politique. Mais, de plus en plus, des partis staliniens tardivement constitués sont des partis petits-bourgeois dans tous les sens du mot. Tel est le cas du PDPA. Il s'agit d'un parti petit-bourgeois dont le radicalisme ne tient qu'à son assimilation de la brutalité bureaucratique stalinienne. De ce point de vue, son échec confirme totalement la théorie de la révolution permanente quant à l'incapacité d'une direction petite-bourgeoise de diriger une révolution.

Les «Cinq Questions...» de *Rouge* citent un passage de la *Révolution permanente* où l'on peut lire : «*Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux ou politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en tant que direction pour les masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets dirigés contre les masses travailleuses* [...] *Un pays colonial ou semi-colonial arriéré, dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir, est de ce fait incapable de mener à bien la révolution démocratique.*»

Cela décrit l'Afghanistan. Mais le commentaire majoritaire ne manque pas d'ambiguïté. Il analyse bien comme «incohérente» et «suicidaire» la politique du PDPA, mais conclut qu'en dépit du fait que son programme de demi-mesures ne faisait qu'aggraver les difficultés objectives de la situation, nous devions en soutenir les «pas en avant».

Cette façon d'aborder un programme n'est pas celle de marxistes révolutionnaires, ce n'est pas celle de Trotsky. Un programme est une totalité dont tous les éléments se conditionnent. Nous soutenons à coup sûr les *mesures* progressistes prises par toutes les variétés de réformistes qui sont capables d'en prendre, et personne n'a contesté que nous l'ayons fait en Afghanistan au cours des années passées, mais l'échec fatal d'un programme de demi-mesures dans les conditions typiques de la révolution permanente est l'objet de notre part d'une impitoyable critique globale, et nous n'y prenons pas un gramme de responsabilité, pas plus en Afghanistan que dans le Chili de Salvador Allende. Et cela n'est en rien de la neutralité.

Il y a pire, quand, un peu plus loin, le même article demande : «Fallait-il être neutre quand les jeunes instituteurs du PDPA étaient massacrés dans les villages pour avoir demandé que les femmes assistent aux séances d'alphabétisation?» La démagogie d'une telle question est fort suspecte. Le stalinisme, hélas! a su trouver pour sa sinistre cause de nombreux martyrs et risque d'en trouver encore avant sa faillite définitive. Leur sort de courageux militants ouvriers nous touche profondément. Mais nous savons que, plus que des réactionnaires qui les abattent, ils sont d'abord et avant tout les victimes du stalinisme lui-même qui les jette aux aventures sans issue.

Dans le cas précis de cette lutte pour l'alphabétisation et l'émancipation des femmes (mise en épingle à longueur de colonnes par *l'Humanité*), nous avons un exemple typique de mesures *fausses,* en cela qu'elles sont prises à contre-sens, et non par erreur généreuse, mais comme réac-

tion petite-bourgeoise, alibi inconscient au recul devant les véritables tâches révolutionnaires. Alors que la réforme agraire était auto-sabotée parce que dépourvue de sa base fondamentale, le contrôle du crédit par l'État, et surtout du point central du programme léniniste : la constitution de soviets paysans, s'attaquer aux coutumes et mœurs d'un peuple musulman arriéré par le haut et de façon paternaliste, c'était mettre la charrue avant les bœufs, ce qui n'a jamais permis à personne de labourer.

Mais la majorité martelle sa question : «Sommes-nous neutres?» Trotsky était-il neutre face à la collectivisation forcée de 1929 en URSS? Nous ne sommes pas neutres face aux programmes réformistes ou ultra-gauches, nous sommes contre! Nous ne sommes pas neutres, nous avons un *autre* programme, celui de la révolution permanente. Nous ne sommes pas neutres, nous sommes du côté des paysans, doublement victimes de ce programme absurde de petits-bourgeois timorés doublés de bureaucrates impitoyables qui corrigent leur incapacité révolutionnaire par la construction d'un goulag à la mesure de leurs moyens, règlent leurs divergences à coup de révolver et réussissent maintenant à retourner contre eux leur propre base sociale si étroite.

La seule conclusion que nous pouvons en tirer à l'heure du désastre où ils appellent les grands frères russes à l'aide, c'est qu'ils n'ont plus qu'à aller méditer ailleurs les leçons de leur pitoyable et sanglante faillite. Il y a assez de fourgons russes en Afghanistan pour ramener en URSS cette infime minorité d'Afghans staliniens.

La révolution afghane a échoué comme toutes les révolutions dont le stalinisme a pris la direction.

Vous avez dit «Guerre civile en Afghanistan»!

L'invasion russe en Afghanistan transforme la guerre civile en guerre nationale. Une des premières conséquences de l'invasion, c'est que les objectifs — si timides — de révolution démocratique sont abandonnés et qu'à la fois Brejnev, sur les ondes du Kremlin, et Karmal, de son bloc-kaus de Kaboul, proclament et recherchent une solution bourgeoise pour le pays. L'armée — rouge ici du seul sang du peuple afghan — n'est en ce cas en rien celle du prolétariat mondial, elle est à cent pour cent l'instrument de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne.

Dans cette guerre, sommes-nous neutres? Non! Si nous avions des forces dans le pays — hélas! nous n'en avons pas — devraient-elles comme

le demande la majorité prêcher à la bureaucratie russe comment, en s'emparant de *notre* programme, «aller jusqu'au bout jusqu'à l'écrasement de la réaction» («Treize questions...»)? Le peu de sérieux d'une telle position couvre en fait une approbation honteuse de l'invasion russe. La prétendue guerre civile voit la majorité se ranger — vétilleuse mais soumise — dans le camp de la bureaucratie contre le peuple afghan.

Si nous avions des forces en Afghanistan, certes elles ne devraient pas être neutres, mais *dans le maquis,* pour constituer leurs propres guérillas ou pour arracher la direction de celles qui existent aux chefs réactionnaires. Elles se comporteraient en somme comme les communistes yougoslaves se sont comportés entre les envahisseurs nazis et les guérillas réactionnaires tchetniks. Elles participeraient à la guerre de libération nationale pour la transformer en guerre de libération sociale. Cela n'a rien à voir avec une quelconque neutralité.

Mais, vont s'écrier nos camarades majoritaires, le plus probable est que l'URSS va assimiler structurellement l'Afghanistan, et donc, par des moyens bureaucratiques que, certes, nous condamnons, toutefois socialiser ce pays qui, au terme d'une crise douloureuse qui peut être longue, aura des effets bénéfiques.

L'erreur est double. Non seulement l'assimilation structurelle n'est pas probable, mais elle est quasi impossible, à moins d'assimiler un désert de napalm. Trotsky nous rappelle dans *Défense du marxisme* que sans appel, fût-il très prudent, à une action indépendante des masses, il est impossible d'établir un nouveau régime. Par ailleurs, une assimilation forcée au travers de massacres qui, déjà, n'ont pas de précédent dans les cas d'assimilation précédentes, n'aurait rien de positif mais serait l'assimilation d'un cancer dont les premières métastases seraient pour les peuples allogènes musulmans d'URSS, aliénerait le monde arabe tout entier au communisme pour une période historique (au moins jusqu'à la révolution politique généralisée) sans parler des effets seconds déjà évoqués.

Oui, la guerre de la bureaucratie en Afghanistan n'est que la continuation de sa politique par d'autres moyens. Mais c'est pourquoi nous n'avons pas un gramme de soutien à lui apporter. Nous la dénonçons comme cette politique elle-même. Ce qui signifie que nous exigeons qu'elle s'arrête, et donc que les troupes soviétiques se retirent.

Hors d'Afghanistan les armées de la contre-révolution stalinienne!

Pour la majorité, le maintien des troupes russes en Afghanistan est un moindre mal par rapport à leur retrait qui représenterait une victoire de la réaction locale, et, par là même, de l'impérialisme. Dans le numéro 908 de *Rouge,* le camarade Rovère demande : « Citez un seul exemple de lutte ouverte pour le pouvoir, de guerre civile, où la bourgeoisie et la réaction sur le point d'être victorieuses militairement et politiquement, aient décidé d'être magnanimes, de ne pas mettre à profit l'avantage qu'elles ont acquis pour tenter de liquider le plus radicalement possible l'adversaire, ses organisations, ses militants et ses sympathisants ? » Mais qui a dit qu'il n'en serait pas ainsi? Seulement voilà, la défaite est déjà acquise. Certes, le retrait russe commencerait par un règlement de comptes versaillais. Mais ce serait là *le moindre mal.* Cette victoire de la réaction (qu'il est simpliste d'identifier à une victoire de l'impérialisme, à la manière de ces journalistes pour lesquels les peuples ne sont que des pions des grandes puissnces) rendrait d'abord l'Afghanistan à la lutte de classes. Et l'on sait que les masses qui ont remporté une victoire par les armes acceptent difficilement d'être désarmés et de se plier à nouveau à la servitude antérieure. Seul le départ des Russes laisse des chances à un renouveau révolutionnaire dans un futur proche. Quant à la défaite que ce serait incontestablement pour la bureaucratie, notre espoir est que ce puisse être pour elle quelque chose de comparable à la défaite que connut le tsarisme de la part du Japon en 1905.

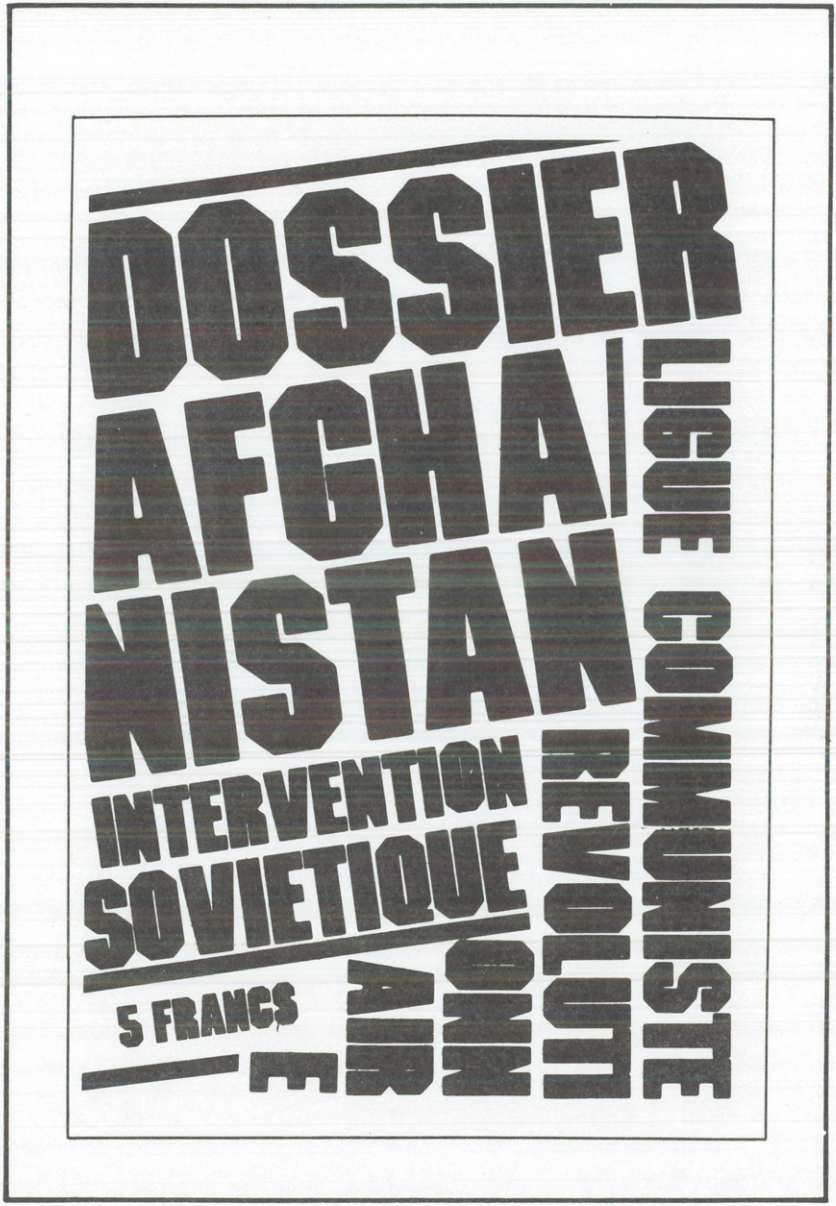
Mais à qui s'adresse le mot d'ordre de retrait? demande la majorité. C'est faire chorus avec toutes les forces de réaction! Ce dernier argument nous a été opposé tant de fois, de tant de côtés et à tant d'occasions, qu'il n'est guère nécessaire d'y répondre longuement. Notre politique est claire dans son explicitation, dans son contexte, dans sa continuité. Ceux qui feindraient de s'y tromper ne sont pas des innocents mais des canailles.

Quant à la première question, elle n'est pas plus difficile. Absents du terrain où elle s'adresserait effectivement à l'armée Rouge dans le sens d'un « Go home » et, s'il y avait des maquis révolutionnaires, d'un appel à la désertion vers eux, comme préparation à la révolution politique en URSS, le mot d'ordre est lancé en direction du Kremlin, pour l'éducation du mouvement ouvrier et, en particulier, des militants des partis staliniens en crise.

L'exigence d'une « consigne d'action », là où l'on est absent du terrain de l'action, est juste en tant que projet d'action et de responsabilité assu-

mée d'une politique potentielle, mais, dans la situation qui est la nôtre en cette affaire, la fonction de nos mots d'ordre est d'éducation de la classe pour l'élévation de sa conscience au niveau des tâches difficiles de notre temps. La majorité n'a pas compris que, dans la situation essentiellement propagandiste où nous nous trouvons face à ce problème, nous tenions le mot d'ordre en soi comme secondaire. Qu'à cela ne tienne, nous n'avons aucune raison de reculer devant le défi de son utilisation.

1. Lénine, «La révolution socialiste et les droits des nations à disposer d'elles-mêmes» (thèses), janv.-févr. 1916, *Œuvres complètes,* t. 22, pp. 155-170.
2. Toutes les citations qui précèdent sont extraites de «Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», juillet 1916, *op. cit.,* t. 22, pp. 344-388.
3. «Le prolétariat russe et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», 1915, *op. cit.,* t. 21, pp. 423-430.
4. «La question nationale dans notre programme», 1903, *op. cit.,* t. 6, pp. 475-485.
5. «Bilan d'une dicussion...», *op. cit.,* t. 22, pp. 365-367.
6. J.-P. Sartre, *le Fantôme de Staline.*
7. Juin 1920, *op. cit.,* t. 31, pp. 145-152.
8. Notes du 31.12.1922, *op. cit.,* t. 36, pp. 618-624. Voir, sur l'affaire géorgienne, *le Dernier Combat de Lénine,* de Moshé Lewin, Éd. de Minuit.
9. Trotsky, *Staline,* chap. IX.
10. Trotsky, *Défense du marxime* (EDI), «Bilan de l'expérience finlandaise», pp. 251-261.
11. Lénine, «Bilan d'une discussion...», *op. cit.,* t. 22, p. 361.


DOSSIER
AFGHANISTAN
INTERVENTION SOVIETIQUE
5 FRANCS
LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

DOSSIER
AFGHANISTAN
INTERVENTION
SOVIETIQUE
EN
AFGHANISTAN

C. GABRIEL

La révolution permanente en Afrique : à propos d'une brochure publiée par l'OCI

L'OCI vient de publier une brochure sur la révolution africaine. Il s'agit d'un petit événement dans la mesure où cette organisation n'avait jusqu'à présent rendu public aucun travail théorique consacré à ce continent. Ni dans son hebdomadaire, ni dans sa revue *la Vérité,* il n'avait été possible de lire autre chose que quelques considérations très générales. Même ses résolutions ou articles analytiques sur la situation mondiale ne contenaient pas de remarques dignes d'intérêt sur l'Afrique. Il est donc particulièrement intéressant qu'une organisation qui se réclame comme nous du programme de la IV^e^ Internationale s'engage en 1979 à débattre de la situation et des tâches des révolutionnaires en Afrique après une bonne dizaine d'années d'événements majeurs dans ce continent.

Définir un cadre stratégique...

La brochure commence par un chapitre dont l'objet est de rappeler les grands traits de la théorie trotskyste de « révolution permanente ». C'est un long chapitre qui donne un caractère propagandiste très clair à l'ouvrage. L'auteur, Simon Komaf (Kommission Afrique — ce serait donc un document d'instance?), développe avec toutefois quelques rac-

courcis, probablement dus à la volonté de vulgarisation, la signification de la formule « unité mondiale de la lutte des classes » et, par conséquent, ce qu'il estime être les tâches des révolutionnaires dans les pays dominés par l'impérialisme. Il est rappelé que, dans la bataille pour les libertés démocratiques, il est nécessaire que des « mots d'ordre indépendants soient mis en avant par les révolutionnaires afin de permettre aux masses d'aller jusqu'au bout de leur propre expérience ». Et d'ajouter : « Nous retrouvons, là, la question de la transition à son plus haut niveau, à travers le développement de la stratégie de front unique. »

Sans doute, l'auteur aurait-il pu aller plus loin dans l'analyse et ne pas se contenter de reproduire la phrase du programme de transition qui dit que : « Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. »

En effet, s'il ne fait aucun doute que nous, trotskystes, devons combattre toutes les idées économistes qui refusent la perspective de la révolution anti-capitaliste par le seul constat de la faiblesse quantitative et nationale du prolétariat, il n'en reste pas moins que, dans la bataille politique quotidienne, l'Afrique offre justement une grande complexité pour déterminer ce fameux « poids spécifique » et l'ordre de succession des mots d'ordre.

C'est à la page 58 que la démonstration commence à mentionner l'Afrique. A propos de la question des « effectifs prolétariens », Simon Komaf signale explicitement la difficulté de saisir notre programme pour des pays comme le Niger, le Tchad, la Mauritanie ou la Somalie. C'est, dit-il, en tant que « partie intégrante du prolétariat international » que « les travailleurs des pays précités peuvent, en s'organisant sur une base de classe, entraîner et mobiliser les masses paysannes ». Cette affirmation totalement juste, pour être crédible et ne pas paraître objectiviste, doit inclure le rôle décisif des révolutionnaires : montrer dans la pratique quotidienne que des communistes révolutionnaires savent et peuvent mobiliser — y compris sur des luttes partielles — les travailleurs et, derrière eux, des paysans et les masses déshéritées des villes. Cela veut dire qu'il *faut au plus vite débattre* de ce que doivent être des organisations prolétariennes trotskystes en Afrique, ainsi que de leur travail quotidien.

Quinze pages de plus pour entrer dans le vif du sujet. Encore que ce soit par un sommaire assez fastidieux de l'histoire africaine, très générale, dont l'objectif est sans doute de montrer qu'il n'y a pas de bourgeoi-

sie africaine indépendante, que le système de domination a pu permettre l'apparition inégale d'une bourgeoisie indigène, mais que ce développement reste intégré et maîtrisé par le capital impérialiste. Il aurait été préférable que le développement historique soit plus court et que l'auteur nous donne à la place une analyse des formations sociales actuelles, statistiques à l'appui, qu'il nous détaille cette question à la lumière des accords de Lomé, des systèmes de crédit, des rouages de l'appareil néo-colonial, etc. Sans doute cela serait-il plus convaincant pour les lecteurs encore attachés à l'idée d'une bourgeoisie nationale anti-impérialiste, et aussi plus intéressant pour discuter de la politique présente des directions bourgeoises africaines face à l'impérialisme et à la bureaucratie staliniennes. Cette absence de précision induit dans la suite de la brochure un certain nombre de jugements faux sur certains régimes et, par voie de conséquence, sur la combativité des masses. Notamment le fait que la phraséologie «marxiste léniniste» ou «socialiste» de certain régime soit analysée comme le produit unique de la poussée revendicative des masses simplifie à l'extrême l'analyse et ne peut pas aider les révolutionnaires à déterminer leur politique quotidienne. Si, pour notre part, nous ne prétendons pas fournir une analyse exhaustive des formations sociales en Afrique, du moins avons-nous fait un effort pour aborder la question du petit capital africain, de l'aide impérialiste aux petites et moyennes entreprises nationales, des mécanismes de l'État néo-colonial comme source d'accumulation pour une partie de la petite bourgeoisie, des contradictions nouvelles qui ont ainsi surgi dans le procès néo-colonial, des formes nouvelles de crises de l'État, etc.[1]. Nous avons ainsi pu parler en termes moins généraux que ne le fait Simon Komaf de la situation au Sénégal, au Congo, au Zaïre, en Mauritanie et ailleurs.

Pourquoi insister sur ce point? Les marxistes révolutionnaires africains ne peuvent plus se contenter de généralités. Il leur faut avancer dans l'élaboration de mots d'ordre et préciser les formes embryonnaires d'agitation dans le mouvement de masse. Les réponses de Simon Komaf s'arrêtent là où les problèmes commencent.

...et avancer dans la construction de l'organisation trotskyste

Il y a des militants trotskystes en Afrique même; il y a même au Sénégal deux groupes qui se réclament du trotskysme, le Groupe ouvrier révolutionnaire et la Ligue communiste des travailleurs qui est pour sa part rattachée au regroupement international que dirige l'OCI, le CORQI (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV[e] Interna-

tionale). Ces deux groupes ont mené pendant près de deux ans un débat en vue d'une fusion. Ils ont, chacun de leur côté, publié des tracts, des déclarations, etc.

S'il est donc fort intéressant que l'OCI publie maintenant une brochure sur l'Afrique, il n'est pas moins regrettable que l'ouvrage soit si discret quant à la question pour nous centrale qui est de construire la IV^e^ Internationale en Afrique.

A la page 95 de ladite brochure, on peut lire : « C'est pourquoi il faut dire que ce qui est à l'ordre du jour dans l'Afrique actuelle, c'est précisément la révolution prolétarienne, la réalisation du front unique anti-impérialiste, sous la direction de la classe ouvrière. »

Le lecteur non averti passera sans doute sur cette phrase anodine, dans son apparente orthodoxie marxiste. Le lecteur de l'OCI trouvera que c'est dans la ligne. Le lecteur africain du CORQI trouvera sans doute que c'est un peu court. Nous, nous trouvons que c'est faux et irresponsable. Pourquoi?

D'une part, cette conception du FUA de la part de l'OCI recouvre selon les textes ou les parties de textes des idées différentes. Tantôt il s'agit d'exprimer par là l'alliance du prolétariat (dirigeant) et des masses paysannes, c'est-à-dire de produire une formule qui condense les premières thèses de la théorie de la révolution permanente. Tantôt il s'agit du front unique d'organisations politiques. Les articles de *la Vérité* sur le Pérou, par exemple, enveloppent cette confusion des genres. Par contre, l'article du n° 585 de cette revue consacré à la révolution iranienne ne dit mot de ce concept...

Rappelons aussi que lorsque l'OCI polémiquait sur cette question du FUA voilà quelques années avec ses camarades boliviens Lora et Escobar, elle savait préciser qu'il ne pouvait s'agir ni d'une solution de substitution au front unique ouvrier ni, à fortiori, d'un abandon de la politique trotskyste d'indépendance de la classe du mouvement prolétarien de masse. Le flou artistique qui entoure les « petites phrases rapides » de la brochure sur le FUA n'arrête pas de nous rendre perplexes. D'autant plus qu'au Sénégal, la LCT, organisation du CORQI, a dans un passé récent parlé publiquement du FUA, en proposant un tel « front » au très réactionnaire et très néo-colonial Parti démocratique sénégalais. Erreur passagère nous diront sans doute les camarades de l'OCI? Admettons! Mais plus récemment encore ces camarades ont avancé à nouveau cette idée de FUA, et cette fois-ci ...avec le PSA de Mamadou Dia...

On comprend qu'il s'agit là de problèmes stratégiques d'importance et on ne peut s'étonner que ce soit l'une des divergences principales entre le GOR et la LCT au Sénégal. Pourtant, la brochure de l'OCI se con-

tente d'une demi-ligne sur ce «concept».

Dans le numéro 590 de *la Vérité,* de février 1980, c'est encore une autre présentation du «Front unique anti-impérialiste». Dans le texte du CC du POMR (section du CORQI), il n'est pas question cette fois du FUA. Bien au contraire, il rappelle sa «position de principe» dans les batailles pour le front unique. Il déclare que «sa mission est de soutenir sans condition une candidature unique d'unité, quel que soit le candidat de l'unité qui promet de combattre pour la liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste sans représentant de la bourgeoisie civile ou militaire». Le «FUA» a donc disparu et la présente formule est, sans conteste, correcte : un front unique des ouvriers, des paysans et des masses déshéritées réalisé par un front électoral d'organisations ouvrières. Mais dans la présentation qui en est faite par *la Vérité,* il est encore maintenu que «c'est sur ce terrain que le POMR a mené le combat pour le front unique anti-impérialiste... Sans ambiguïté, le POMR s'est, dès le début, prononcé pour un candidat unique et des listes uniques d'un front unique ouvrier, paysan et anti-impérialiste, sans représentant de la bourgeoisie, civils ou militaires.»

Que *la Vérité* change tous les mois sa formule de FUA et son articulation avec le FUO n'est évidemment pas fait pour que des groupes comme la LCT sénégalaise trouvent le chemin du FUO.

A plusieurs reprises, l'auteur nous dit que des pays comme le Congo, le Bénin, la Guinée-Bissau et autres sont remarquables par le fait que c'est «la bureaucratie du Kremlin qui prend en charge la reconstruction de l'État bourgeois dans le cadre de sa coopération internationale avec l'impérialisme». Et il ajoute : «La dictature militaire, assortie d'une référence officielle au "socialisme scientifique" et au "marxisme léninisme", apparaît comme *l'ultime barrage* (je souligne) mis en place en Afrique contre l'assaut révolutionnaire des masses.»

Nous voilà revenus au point, mentionné plus haut, de l'absence d'analyse des bourgeoises africaines, de leur histoire récente, de l'évolution de l'État néo-colonial, etc. Simon Komaf nous dit donc qu'au Bénin, par exemple, il y a eu une poussée révolutionnaire des masses qui fut telle que l'impérialisme a été incapable de défendre son système et que les staliniens l'ont fait à sa place, raison pour laquelle le caractère bonapartiste du régime s'exprime sous l'idéologie réactionnaire d'un «marxisme» d'emprunt. Simon Komaf aurait été avisé de nous dire quand il a vu une crise révolutionnaire au Bénin qui ait induit une telle histoire. «Ultime barrage» nous dit-il. La lecture de ses propos nous laisse dont à penser que la révolution est *imminente* dans le continent en général, ou au moins dans une grande partie des pays qui le composent.

Ce ne serait pas la dialectique des rapports évolutifs conflictifs de ces régimes bourgeois (sans modification qualitative de leur domination) avec l'impérialisme et de leur confrontation au mouvement de masse qui déterminerait leur couverture « marxiste-léniniste » ? Ce serait exclusivement la poussée impétueuse des masses ?

Un peu simple à notre avis. Cela peut peut-être contenter de jeunes militants dont l'impatience politique suscite la crédulité quant à un rapport de forces très favorable. Cela ne peut convaincre les révolutionnaires qui sont sur le terrain. La vérité oblige à affirmer la nécessité de nombreuses années d'un travail politique obstiné dans de dures conditions matérielles.

Nous avons mentionné plus haut que le programme de transition évoque le « poids spécifique » des diverses revendications démocratiques et transitoires, « leurs liens mutuels et leur ordre de succession », « déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable *par le degré de son retard* » (nous soulignons). C'est à cette problématique que renvoie l'affirmation de l'existence d'un mouvement de masse « impétueux » partout, du Congo au Sénégal en passant par le Tchad et la Somalie, *sans distinction.*

Au-delà des analyses à l'emporte-pièce de Simon Komaf, c'est la question des mots d'ordre *aujourd'hui* et dans chaque situation particulière qui est posée.

Ainsi nous sommes pour avancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante dans les pays arriérés, afin que le mouvement de masse se mobilise sur un objectif de pouvoir. Mais l'avançons-nous de la même manière en tous lieux et en tous temps, de manière à la fois propagandiste et agitatoire ? Faut-il aujourd'hui, en Centrafrique, publier des tracts exigeant une assemblée constituante, ou faut-il d'abord s'engager dans le combat pour que, dans ce pays, émergent enfin des syndicats indépendants et un mouvement de masse débarrassé des politiciens bourgeois ? En d'autres termes, faut-il exprimer autrement que de manière propagandiste l'ensemble de notre programme ? Si l'on suit Simon Komaf à propos du Bénin ou du Congo, il faut, dès aujourd'hui, dans l'agitation, y avancer les slogans d'assemblée constituante et de gouvernement ouvrier et paysan, puisque le mouvement de masse est tel que seul un « dernier rempart » s'y oppose. Tel n'est pas notre avis. Cela ne veut pas dire que dans une situation sociale nouvelle surgissant brutalement il ne faudra pas placer en tête de l'agitation de telles exigences. Mais cela est affaire tactique et dépend de l'état de mobilisation des masses, de la conscience du prolétariat, de son degré d'indépendance. C'est justement ce qui manifeste qu'une direction est véritablement bolchévi-

que, que sa compréhension des évolutions rapides de la situation et du «poids spécifique» des renvendications, de leurs liens mutuels et de leur ordre de succession.

Au Congo aujourd'hui, faire de la propagande, c'est-à-dire expliquer beaucoup de choses à peu de gens, c'est parler entre autres de l'assemblée constituante et du gouvernement ouvrier et paysan; faire de l'agitation, c'est-à-dire expliquer peu de chose à beaucoup de gens, c'est avancer des mots d'ordre sur les salaires, l'indépendance des syndicats et associations, etc. La brochure de l'OCI n'est pas une arme pour comprendre cela. Tout à l'inverse, elle nourrit le dogmatisme et la simplification.

Le cas du Sénégal

Au Sénégal, ce débat est un débat concret et quotidien entre les deux groupes trotskystes. Jusqu'à présent, la conception du travail syndical par exemple de la LCT apparaissait comme totalement propagandiste. Il n'y aurait aucune distinction majeure à établir entre la CNTS, intégrée au PS de Senghor, et l'UTLS. Toutes deux seraient des institutions bourgeoises et devraient être détruites. Après avoir ainsi formulé la première tâche, les militants de la LCT précisent la seconde : construire une centrale unique et démocratique. Mais, au Sénégal, il y a des centaines de militants ouvriers organisés dans l'opposition. Il y a une presse d'opposition, une possibilité de faire de l'agitation dans les entreprises. Avec l'équation de la LCT, quel type d'intervention syndicale quotidienne des trotskystes doivent-ils adopter? Militent-ils dans l'ULTS comme dans la CNTS, et y avancent-ils le mot d'ordre de «destruction»? Et aux travailleurs qui, comme à la banque Bicis, abandonnent la CNTS pour construire une section ULTS et battent publiquement le syndicat gouvernemental, dit-on qu'ils sont dans l'erreur et qu'il ne faut pas construire une organisation qui est une «institution bourgeoise»? Et lorsque, sous la pression de la base et des contradictions sociales, l'ULTS vire les militants du PDS, faut-il analyser cela comme une affaire secondaire au sein d'une «institution bourgeoise» ou sortir une bonne fois pour toutes de ces clichés et amorcer une véritable agitation dans ce syndicat pour l'indépendance de classe, l'unité et l'unification des organisations syndicales et la perspective du travail indépendant des travailleurs?

Faut-il avoir cette dernière politique dont l'objectif est d'abord de «massifier» les syndicats en bataillant pour leur indépendance vis-à-vis

de tous les politiciens bourgeois, ou faut-il, comme le suggéraient encore récemment les militants sénégalais du CORQI, construire de soi-disant «comités unitaires de base» regroupant dans les entreprises syndiqués et non-syndiqués? En d'autres termes, faut-il d'une part maîtriser l'agitation au niveau des masses et d'autre part construire l'organisation trotskyste là où les masses s'organisent, ou faut-il d'une part se contenter de discours aussi généraux que propagandistes, parfois erronés, et d'autre part s'égarer dans des propositions gauchistes pour le travail quotidien?

Tels sont les problèmes que doivent se poser les marxistes révolutionnaires aujourd'hui. La brochure de l'OCI, en ne les abordant pas, n'évite pourtant pas d'y apporter implicitement des réponses. Malheureusement, elle le fait plutôt dans le sens du propagandisme sectaire.

Ouvrons le débat

L'ouvrage de Simon Komaf a d'autres défauts. Il est insuffisant sur la question nationale et ethnique[2]. Il manifeste un pur sectarisme dans son incapacité, par exemple, à expliquer autrement que par «les masses qui ne comprennent pas» pourquoi le PAIGC ne s'identifiait pas au FLING[3] en Guinée-Bissau. Pour l'OCI, l'affaire est simple : FLING ou PAIGC, MPLA ou FNLA, il s'agit indistinctement de forces petites-bourgeoises. Mais quand justement le déroulement objectif de la lutte des classes oppose ces organisations et place dans le même camp PAIGC ou MPLA et l'essentiel du mouvement de masse, faut-il se contenter de dire aux masses : «Vous ne comprenez pas qu'ils sont vos ennemis au même titre que ceux qui vous combattent»? Nous ne sommes pas passés par de telles simplifications,quoique nous ayons fait une critique radicale du programme de ces mouvements depuis leur origine et que nous n'ayons attendu personne pour condamner sans ambiguïté les régimes néo-coloniaux qu'ils ont construits. Mais au moment de la lutte de libération contre l'impérialisme, notre condamnation de ces politiciens petits-bourgeois doit-elle nous amener à un refus d'être aux côtés de ces forces sans soutien à leur programme? C'est l'attitude inverse qui fut celle du CORQI jusqu'y compris pendant la guerre civile anglaise. Est-ce la raison pour laquelle le passage de la brochure consacré à ce pays est si rapide et omet de parler, entre autres faits, de l'invasion sud-africaine[4]?

Un dernier mot, enfin. A plusieurs reprises, l'auteur accuse les organisations de la IV[e] Internationale d'avoir parlé du PAIGC comme d'un

«parti révolutionnaire», d'avoir dit que Siad Barre, de Somalie, était un «progressiste», etc. Sans doute Simon Komaf confond-il la reconnaissance du fait qu'un régime petit-bourgeois, dans son rapport au mouvement des masses, est parfois conduit à prendre des mesures sociales progressistes, et la reconnaissance de ce régime comme progressiste[5]. Cela justifie-t-il toutefois de n'aborder le débat avec nous que sous cet angle lamentable? Simon Komaf ne produit évidemment aucune citation. Pour éviter tout faux débat, précisons cependant que, pour nous, il n'y a pas en Afrique aujourd'hui de parti révolutionnaire de masse, ni d'organisation ouvrière réellement implantée. C'est une tâche historique que de dépasser le plus rapidement possible cette situation par la formation d'organisations marxistes révolutionnaires solidement enracinées. Sinon les épreuves à venir pourraient déboucher sur de cuisantes défaites. Dans la voie de la construction de telles organisations dont le seul cadre ne peut être que la IV[e] Internationale, il faut de la clarté et de la rigueur théorique, des débats sains, menés comme le demandait récemment une lettre du GOR au CORQI dans un esprit de fraternité militante, et le respect de la démocratie ouvrière. Cela aussi fait partie de notre responsabilité. C'est pourquoi, si la brochure de l'OCI reste trop générale, fausse sur certaines questions, dangereuse pour les discussions en cours, nous nous félicitons tout de même de son existence, parce que nous aurons là un point de référence pour les discussions à venir.

C. Gabriel

1. Voir *Afrique en lutte* n° 19, 35 et 39 sur ces questions.
2. Voir *Afrique en lutte* n° 32 de décembre 1977.
3. Komaf écrit «Flint» alors qu'il s'agit de FLING. De même il donne le FNLA angolais comme étant une scission du MPLA, ce qui n'est pas le cas.
4. Voir à ce propos C. Gabriel, *Angola : le tournant africain?,* Éd. La Brèche.
5. Dès août 1974, dans le premier article après le coup d'État militaire en Éthiopie, nous dénoncions le DERG comme «un barrage à la mobilisation des masses» (*Afrique en lutte* n° 10, 11, 12). Sur l'Éthiopie, se reporter aussi aux numéros 22, 26, 28, 31, 36, 37 et 39.

LEXIQUE

CNTS, Confédération nationale des travailleurs sénégalais, centrale liée au parti au pouvoir; syndicat intégré.

UTLS, Union des travailleurs libres du Sénégal; syndicat indépendant du parti au pouvoir, constitué à l'origine par le PDS.

PDS, Parti démocratique sénégalais, parti bourgeois d'opposition.

JEAN-MARIE VINCENT

Les voies du réformisme

Le problème essentiel qu'Henri Weber posait dans ses deux articles de *Critique communiste* n° 26 et 27) peut se formuler de la façon suivante : Comment peut-on expliquer que, plus de soixante ans après la révolution d'Octobre, le mouvement ouvrier soit encore dominé par des organisations réformistes ou para-réformistes? Henri Weber n'a pas lui-même donné de solution ou de réponse à cette interrogation, mais on doit lui savoir gré d'avoir écarté les faux-fuyants ou les fausses perspectives. Si, à juste titre, il a insisté sur la longue période de prospérité 1948-1974 qui a marqué les grandes métropoles impérialistes, il s'est bien gardé d'en faire le facteur fondamental ou unique de la permanence du réformisme, suggérant simplement que des décennies de croissance économique ne sont pas des éléments purement conjecturels et que, d'une façon ou d'une autre, ils doivent être intégrés dans toute tentative d'explication globale de la résistance relative des organisations réformistes et de la croissance difficile des organisations se réclamant du marxisme révolutionnaire.

A en juger d'après les réactions que ces articles ont suscitées, on pourrait croire qu'il a commis un crime de lèse-trotskisme. Pourtant, à considérer la réplique la plus argumentée, celle d'Ernest Mandel (n° 29), il ressort assez clairement que tous les eforts qui tendent à faire disparaître le problème ou à le tenir pour résolu à l'avance sont voués à l'échec. Ernest Mandel ne conteste pas un seul instant que les révolutionnaires soient aujourd'hui encore minoritaires. Il ne nie pas non plus que les organisations à orientations réformistes restent dominantes dans le mouvement ouvrier de la deuxième moitié du XX^e siècle mais, par toute une

série de glissements successifs, il fait comme s'il n'y avait pas là matière à s'inquiéter et à ré-examiner toute une série d'affirmations couramment employées par les marxistes révolutionnaires. Ernest Mandel, bien sûr, ne nous renvoie pas à des explications simplistes par la trahison des directions ouvrières, car il sait fort bien que les trahisons successives doivent elles-mêmes trouver leur explication. Il s'attache au contraire à démontrer que les luttes ouvrières à travers beaucoup de hauts et de bas n'ont cessé, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, de suivre une courbe globalement ascendante. Il entend ainsi nous rappeler que le prolétariat n'est pas une classe en déclin, mais une classe qui, par son développement même (quantitatif comme qualitatif), met en crise les mécanismes de la société bourgeoise. On lui accordera d'ailleurs volontiers que le capitalisme, depuis la révolution d'Octobre, est un système social particulièrement instable, notamment si l'on fait référence aux crises économiques, aux guerres et aux bouleversements politiques qu'il connaît depuis plusieurs décennies. On le suivra beaucoup moins lorsqu'il reprend la notion de « capitalisme agonisant » et qu'il prétend en faire un concept opératoire, applicable à des conjonctures extrêmement diverses. A l'échelle de la planète, le capitalisme est certes confronté à l'apparition de nouveaux régimes sociaux (à des rapports de production non-capitalistes recouvrant une aire non négligeable du monde), mais en même temps il s'empare de nouveaux secteurs de la vie sociale dans les pays dits avancés comme dans les pays dits en voie de développement. Les reculs auxquels il doit consentir dans certains domaines ne sont pas exclusifs d'avancées dans d'autres domaines (internationalisation des rapports de production, révolutions technologiques, pénétration du secteur des services, destruction des rapports pré-capitalistes, etc.). En d'autres termes, il n'est pas exagéré de dire que, pour échapper à tout ce qui le met le remet en question, il ne trouve de salut que dans la fuite en avant et dans une sorte de déplacement incessant des enjeux sociaux et politiques. Ce qui se passe depuis la crise économique de 1974-1975 est de ce point de vue éclairant : la bourgeoisie utilise très systématiquement la crise des rapports sociaux, particulièrement dans les grandes métropoles impérialistes, pour donner un nouvel élan (aussi limité soit-il) à l'accumulation du capital et contenir la pression ouvrière.

Il n'est sans doute pas faux de parler d'affaiblissement qualitatif de la domination bourgeoise comme le fait Ernest Mandel, notamment si l'on se rapporte aux nouveaux déséquilibres politiques qui se font jour, ces derniers temps, dans les pays occidentaux, et si l'on prend en compte les perspectives d'avenir sur le plan économique. Pourtant, il faut bien voir que cette précarité des institutions et des stratégies gouvernementales

bourgeoises souligne, par contraste, la faiblesse de la contestation politique du mouvement ouvrier. Les grands mouvements de mai-juin 68 en France, de l'automne chaud en Italie, de la première moitié des années 70 en Grande-Bretagne, de 74-75 au Portugal, etc., n'ont pas trouvé de prolongements politiques significatifs, c'est-à-dire n'ont pas permis de bouleverser radicalement le rapport des forces en faveur des révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier. La faiblesse de la bourgeoisie renverrait-elle à une faiblesse parallèle ou concomitante du mouvement ouvrier? Ernest Mandel ne pose pas la question, mais renvoie à un retard de la conscience de la classe ouvrière, à un décalage entre sa combativité, ses formes d'organisation, et son expression politique, sans vouloir reconnaître que c'est précisément cela qui fait question. D'un revers de la main, il évacue la conception léniniste de l'aristocratie ouvrière, avec ses défauts, comme avec ses qualités (l'accent mis sur la bureaucratie ouvrière), pour lui substituer des indications sur les insuffisances des marxistes révolutionnaires, sur leurs erreurs dans les batailles contre les réformistes, indications qui ont pour caractéristique de négliger la complexité des rapports entre facteurs objectifs et facteurs subjectifs. Tout se passe en fait comme si Ernest Mandel voulait croire contre son propre travail de théoricien que des appels volontaristes à la mise en œuvre de programmes révolutionnaires sont susceptibles de modifier rapidement les allégeances organisationnelles de la majeure partie des travailleurs. Tout se passe comme si quelques étincelles de subjectivité révolutionnaires devaient pouvoir mettre le feu à la matière inflammable que représente la classe ouvrière. Ernest Mandel est évidemment trop avisé pour succomber à une forme vulgaire du volontarisme. Il nous montre de façon convaincante que les appareils réformistes (politiques et syndicaux) ont subi d'importantes défaites au cours des dernières années, et que le fatalisme «économiste» n'a pas de sens (il n'y a pas de parallélisme entre cycles économiques et cycles des luttes politiques, même si politique et économie entretiennent des liens étroits). Mais tous ces raffinements dans l'analyse pour démontrer le caractère non réformiste de la classe ouvrière (point sur lequel on peut le suivre) ne suffisent pas à démontrer que la classe ouvrière est déjà sur des positions révolutionnaires et qu'elle est instinctivement à la recherche de la stratégie qui lui permettra de devenir classe dominante.

Si l'on veut avancer véritablement vers la solution du problème posé (comment défaire les réformistes), il faut revenir à une des questions posées par Henri Weber : le poids du passé sur le présent de la classe ouvrière, et, plus précisément, le poids des longues années de prospérité du deuxième après-guerre. On accordera volontiers à Ernest Mandel que

les conquêtes partielles de la classe ouvrière en matière de niveau de vie et de liberté d'action n'ont pas en elles-mêmes de caractère corrupteur et même qu'elles ont eu en réalité un effet mobilisateur. Lorsque l'action revendicative paie, lorsque les rapports sur le marché du travail se modifient au détriment des employeurs, les travailleurs prennent en effet conscience des moyens de pression, et donc de la force, dont ils disposent dans le cadre d'une économie capitaliste. Leur réaction profonde n'est pas de se contenter d'exigences « raisonnables » (du point de vue des intérêts capitalistes), mais au contraire de pousser le plus loin possible ce qu'ils peuvent tirer de la vente de leur force de travail tout en desserrant l'étau de l'organisation capitaliste du travail. Ce faisant, la classe ouvrière administre la preuve tant de sa capacité à mettre en crise le système capitaliste que de ses potentialités révolutionnaires. On ne peut néanmoins en rester à ces constatations, sans doute importantes, mais qui ne cernent pas toute la réalité. Les capitalistes ne restent, bien entendu, pas inactifs devant les tendances à l'amélioration de la situation objective de la classe ouvrière, ils cherchent sans cesse à en limiter la portée et les effets au niveau économique comme au niveau politique. Plus précisément, les capitalistes s'efforcent de contenir la poussée de la classe ouvrière, les conséquences de sa croissance qualitative et quantitative en limitant de la façon la plus étroite possible sa liberté d'action, son autonomie d'organisation et son expression politique propre. Cela veut dire que, pour juger de l'impact d'une période de prospérité économique, on ne peut se contenter de renvoyer aux rapports immédiats sur le marché du travail et aux difficultés plus ou moins grandes que rencontre l'accumulation du capital, et qu'il faut faire entrer en ligne de compte tout ce qui concourt à établir le rapport des forces entre les classes, tout ce qui pèse idéologiquement et politiquement sur la classe ouvrière. Celle-ci n'est pas seulement confrontée à des capitalistes ou à leurs représentants, elle doit faire face en permanence à un réseau très serré d'institutions qui encadrent sa vie quotidienne et participent à sa reproduction en tant que classe. Autrement dit, il faut analyser de très près l'insertion des travailleurs et de leurs organisations dans la trame institutionnelle de la société bourgeoise, notamment dans les institutions étatiques et dans les institutions chargées de régler les rapports entre le capital et le travail. De ce point de vue, la période qui s'est terminée avec la crise économique de 1974-75 doit être appréciée et jugée sur la toile de fond de l'extraordinaire expansion des activités étatiques et para-étatiques ayant pour objectif la gestion de la force de travail. Dans les principaux pays impérialistes, le renforcement objectif de la classe ouvrière (accroissement de la population salariée exploitée, situation de « plein emploi »,

recul du chômage) s'accompagne en effet d'une progression très nette de la législation du travail, des procédures d'arbitrage dans les conflits du travail, des politiques sociales coordonnées avec les programmations économiques étatiques, des politiques contractuelles de régulation du coût de la main-d'œuvre. Certains se sont empressés de voir dans cette évolution la manifestation d'une tendance au dépérissement du salariat, ce qui est manifestement faux, mais on ne doit pas sous-estimer la portée de ce dépassement du laisser-faire. Sans que soient abolies les lois de l'accumulation capitaliste, notamment celles qui expliquent la fixation des taux de salaire réels, les interventions étatiques et les procédures d'encadrement des relations de travail ont pour effet de modifier sensiblement les conditions de l'activité revendicative et le contexte dans lequel fonctionnent les organisations ouvrières. Les syndicats ne restent pas des organisations qui ont pour seule tâche de réaliser la coalition des travailleurs autour de leurs intérêts objectifs; ils participent eux-mêmes au fonctionnement des machines à produire la paix sociale par l'atténuation et la dérivation des conflits de classes. On peut, bien sûr, parler à ce propos de corruption et de bureaucratisation des syndicats, mais on ne doit pas oublier en même temps que ces tendances à l'intégration trouvent leurs fondements dans les conditions objectives de vente et d'utilisation de la force de travail et dans les transformations incessantes qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière. Les syndicats courent en quelque sorte derrière un capitalisme qui a choisi la fuite en avant en projetant ses contradictions dans le futur.

L'adaptation passive à des relations sociales en perpétuel changement, le retard par rapport aux stratégies capitalistes se trouvent d'ailleurs encore plus marqués au niveau politique proprement dit. Les partis qui se réclament du socialisme et du mouvement ouvrier, pendant plus de deux décennies, se rallient à des conceptions de type keynésien et font peu à peu de la régulation étatique le moyen, par excellence, de transformation de la société. Ils se mettent par là même à la remorque de la dynamique étatique et de sa pénétration progressive dans de nouveaux domaines de la vie sociale, avec ce qu'elle comporte de bureaucratisation et d'esprit tout à fait anti-démocratique. Le recul de l'initiative individuelle devant les formes multiples de l'étatisme et du capitalisme anonyme est assimilé hâtivement à une tendance irrésistible, objective, vers la socialisation à laquelle il suffit d'insuffler un esprit tant soit peu différent pour la voir se développer pleinement en brûlant les étapes. La lutte pour le socialisme, dans cet esprit, se présente de plus en plus comme une lutte restreinte, limitée aux superstructures politiques, pour une poursuite ou un prolongement de l'étatisation des mécanismes éco-

nomiques, pour une démocratisation et une extension de mécanismes de représentation qui, par eux-mêmes, limitent l'expression des masses. Les partis de gauche, social-démocrates ou d'origine stalinienne, se trouvent ainsi entraînés à suivre ou à préconiser des stratégies de croissance ou des politiques économiques qui, en tout ou partie, correspondent à la logique du capital, à sa reproduction élargie à travers l'appui étatique à l'accumulation. Après la Deuxième Guerre mondiale, les partis ouvriers deviennent en fait les meilleurs défenseurs du *Welfare State* (l'État-providence) et, dans certains pays, lui fournissent ses assises politiques les plus solides (voir, par exemple, la Suède). Il y a là une mutation profonde par rapport au réformisme classique qui, certes, s'intégrait aux mécanismes de la démocratie bourgeoise, mais n'était pas impliqué aussi directement dans le fonctionnement du système. Il n'est pas exagéré de dire que, pendant la longue période d'expansion des économies occidentales, les partis ouvriers qui participent au pouvoir contribuent à rendre particulièrement efficaces les appareils d'encadrement de la force de travail, à les légitimer aux yeux des travailleurs. Tout cela a une conséquence capitale : partis et syndicats tendent à échapper à l'emprise ouvrière et à n'être plus qu'en de rares occasions des cadres de lutte et de mobilisation. Les travailleurs ont, par suite, de plus en plus de mal à contrôler leurs propres organisations, transformées en champs de bataille où la bourgeoisie fait pénétrer en force ses orientations et ses modèles de relations entre les groupes et les individus. La classe ouvrière à proprement parler ne possède plus ses propres organisations, elle doit au contraire les considérer comme des enjeux pemanents, comme des terrains où il ne s'agit plus seulement de combattre l'opportunisme politique, mais aussi des interventions bourgeoises massives qui ont pour but de nier la réalité du rapport capital-travail.

Tendanciellement, les formes de l'organisation ouvrière (syndicales et politiques) s'assimilent aux formes capitalistes d'organisation alors qu'elles trouvent leur origine dans la résistance des travailleurs à l'exploitation et au despotisme organisationnel des capitalistes. N'est-il pas significatif que le mouvement ouvrier des grandes métropoles impérialistes apparaisse comme un faire-valoir du travail, c'est-à-dire du travail salarié et exploité, voire comme le porteur d'une civilisation du travail, fondée sur un véritable culte du productivisme et du travail abstrait? La libération du travail n'est plus prise au sens fort du terme, comme lutte pour l'abolition du salariat et libération des activités humaines des contraintes de la valorisation, mais tout à fait platement comme recherche d'une meilleure mise en valeur de la force de travail. Le décalage qu'on observe entre une combativité ouvrière croissante et l'atonie

politico-idéologique du mouvement ouvrier dans la deuxième moitié des années soixante ne peut donc être rapporté à un simple retard de la conscience de classe. Il s'agit en réalité d'une contradiction trop profonde entre le renforcement des positions de la classe ouvrière, au niveau des rapports de production notamment, et sa dépossession relative des instruments organisationnels les plus décisifs. Les travailleurs peuvent se coaliser, affirmer dans une certaine mesure leur force collective, ils ne peuvent toutefois socialiser complètement leurs expériences de lutte et surmonter complètement les divisions que la concurrence propre à la société capitaliste fait naître en eux. Les fractures entre travailleurs métropolitains et travailleurs immigrés, entre femmes et hommes, entre travailleurs qualifiés et non qualifiés continuent à opposer de très nombreux obstacles à l'unité de la classe sur le plan économique comme sur le plan politique, très précisément parce que les organisations ouvrières s'adaptent aux différenciations produites et reproduites par le capital pour maîtriser l'emploi de la force de travail.

On voit tout de suite l'objection qu'on peut faire à cette analyse. Ne surestime-t-elle pas les capacités de manipulation et de direction de la bourgeoisie? Cette dernière n'est-elle pas en état de crise depuis de longues années, et sans cesse confrontée à la nécessité de définir de nouvelles stratégies politiques pour contenir les mouvements de masse à l'échelle de la planète et trouver de nouveaux moyens pour élever le taux d'exploitation? Ne faut-il pas revenir alors à l'idée d'un retard de la conscience ouvrière que les contradictions exacerbées du capitalisme d'aujourd'hui permettraient de combler maintenant dans un délai assez court? L'objection serait tout à fait juste si l'on tentait d'expliquer la cristallisation du mouvement ouvrier autour d'organisations largement intégrées à l'État par le seul jeu des institutions bourgeoises. Par contre, si l'on fait intervenir la dialectique particulière du réformisme et du stalinisme qui domine le mouvement ouvrier international depuis plus de cinquante ans, si l'on tient compte des mille façons que cette dialectique a de combiner ses effets avec ceux de l'auto-défense de la bourgeoisie, l'objection tombe pratiquement d'elle-même. Ce qui est en jeu, ce n'est plus la prétendue paresse de la conscience de classe, d'une conscience trop lourde pour s'élever rapidement à la compréhension des tâches historiques — vue parfaitement idéaliste quant au fond — c'est la nature et les développements de la politique portée par le mouvement ouvrier. Le réformisme sous sa forme classique systématise les modes de pensée et de comportement issus de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire un opportunisme quotidien qui atténue sinon les affrontements de classe, du moins leur expression. Il s'appuie en outre sur les illusions juridiques du

prolétariat, pour reprendre un terme de Marx dans *le Capital,* c'est-à-dire, pour l'essentiel, sur l'illusion qu'il peut y avoir à un moment ou à un autre des échanges égaux avec les capitalistes et que peuvent s'établir peu à peu des rapports plus équitables avec le capital. Le stalinisme rompt apparemment avec toutes ces conceptions marquées très clairement par les rapports marchands, égalitaires (échanges d'équivalents), et la perspective trompeuse d'une transformation progressive des rapports de production. Dans leur pratique quotidienne, qu'elle se présente sous un jour sectaire ou sous un jour opportuniste (de type populaire), les partis communistes d'obédience stalinienne mettent en effet l'accent sur toute une série de traits qui les différencient des organisations bourgeoises et des organisations réformistes (dans leur propre vocabulaire, ils sont des partis «de type nouveau»). Ils sont susceptibles de collaborer très étroitement avec la bourgeoisie, mais ils entretiennent des liens politiques et idéologiques (voire organisationnels à l'époque du Komintern) avec la bureaucratie soviétique. Cela signifie que, même s'ils défendent un certain ordre mondial dont participent les dirigeants du Kremlin, ils ne s'intègrent pas directement, mais seulement indirectement à l'ordre bourgeois. Par rapport aux jeux habituels du réformisme, ils gardent leur quant-à-soi, caractérisé entre autres par un régime interne très protégé contre les influences extérieures, et par une relation plus distante aux institutions bourgeoises. Les PC d'obédience stalinienne peuvent faire des besognes tout à fait contre-révolutionnaires, cela ne les empêche pas de prétendre à une certaine originalité «révolutionnaire» par le mépris qu'ils manifestent pour les rituels et les formes de parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. Ils sont pour l'utilisation des libertés que la bourgeoisie veut bien consentir afin de contenir les mouvements de masse, ils sont par contre opposés à un véritable développement de la démocratie ouvrière au nom d'une lutte aveugle contre le caractère illusoire de la démocratie bourgeoise, donc opposés à une utilisation de la démocratie bourgeoise pour transcender ses limites. Les positions staliniennes sont, en ce sens, un mode de dévoiement des énergies révolutionnaires, une façon de les détourner vers des pratiques bureaucratiques, de les enliser dans un opportunisme sans rivages qui se masque le plus souvent sous les traits du sectarisme. Il en résulte bien évidemment que les réformistes avoués peuvent se servir des orientations staliniennes pour tenter de discréditer les positions révolutionnaires et de présenter les stratégies et les tactiques réformistes comme les seules viables dans le monde actuel. On est dans le domaine du cercle vicieux ou de la dialectique circulaire; le stalinien trouve sa justification dans le réformisme, les deux compères se trouvant à l'unisson pour exor-

ciser ce qui peut avoir une fonction véritablement révolutionnaire.

Cela veut dire que cette dialectique circulaire, si l'on veut bien y faire attention, est une dialectique destructrice de toute politique prolétarienne ou révolutionnaire. Le jeu toujours recommencé du réformisme et du stalinisme pseudo-révolutionnaire, les figures qu'ils produisent et reproduisent sans cesse dans la vie politique refoulent les véritables tendances à la subversion, les combattent avec une efficacité non négligeable dans la conscience ouvrière. N'est-il pas significatif que la croissance des luttes ouvrières, que le renforcement objectif de la classe dans les rapports sociaux depuis la dernière guerre mondiale n'aient pas été accompagnés d'une croissance parallèle des tendances à l'auto-organisation? N'est-il pas significatif que les grands mouvements de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix en Europe n'aient pas vu ou connu de développements majeurs d'organes de la démocratie ouvrière (malgré des évolutions intéressantes en Italie et au Portugal)? Il faut donc bien se persuader que l'histoire des dernières décennies est marquée par un paradoxe profond : d'une part par le renforcement des capacités déstabilisatrices des travailleurs, d'autre part par l'étiolement plus ou moins prononcé de leurs aptitudes à articuler sur le plan politique ces capacités à mettre en question la reproduction des relations sociales capitalistes. Si l'on rejette tous les refrains d'origine bourgeoise sur l'intégration de la classe des exploités, sur l'émoussement de ses potentialités révolutionnaires, il est donc nécessaire de se convaincre qu'à travers la dégénération stalinienne de l'Internationale communiste s'est fait jour une œuvre d'exclusion de la classe ouvrière, se concrétisant par sa mise à l'écart des moyens de l'expression politique (et cela, au nom d'une meilleure inclusion de ses organisations dans la politique). La politique d'intégration des organisations ouvrières pratiquée par la bourgeoisie pour faire face à l'expansion du mouvement ouvrier trouve de fait les conditions de son efficacité dans la régression stalinienne qui donne elle-même une nouvelle vitalité au réformisme. Les effets de cette conjonction des institutions étatiques, du réformisme et du stalinisme sont d'autant plus profonds qu'ils ne font pas qu'obscurcir momentanément la conscience des travailleurs, mais qu'ils s'inscrivent au contraire profondément dans toutes les structures du mouvement ouvrier, dans son idéologie comme dans sa politique, à la faveur des longues années de la prospérité du capitalisme occidental.

En d'autres termes, le problème posé par Henri Weber est loin de se réduire à une série de considération «économistes» sur les effets de l'élévation continue du niveau de vie de la classe ouvrière dans certaines zones du monde, il prend au contraire toute son importance si on le saisit

comme une interrogation sur les pratiques régressives qui ont pu se perpétuer au sein du mouvement ouvrier grâce aux politiques de type *Welfare State* (État-Providence). Le discours d'inspiration keynésienne, qui a été le discours officiel des grands États occidentaux et a inspiré la présentation de la plupart de leurs orientations politiques, s'est manifesté essentiellement comme un discours de la rationalité étatique, de l'efficience des interventions «conscientes» de l'État. Or, il est remarquable que ce discours n'a jamais été vraiment réfuté par les organisations ouvrières majoritaires, mais que celles-ci se soient au contraire entêtées à le prolonger et à le justifier en prétendant le rendre plus conséquent. Sociaux-démocrates et communistes de formation stalinienne, sans doute avec des accents différents, expliquent depuis de longues décennies que l'État est l'instrument privilégié de la transformation sociale, c'est-à-dire qu'on pourra établir des rapports de production «socialistes» par son truchement — il est vrai, en démocratisant ses méthodes. L'étatisme est ainsi l'horizon véritable du mouvement ouvrier, un étatisme qui ne se distingue d'ailleurs pas qualitativement de celui de la bourgeoisie, puisqu'il fait référence aux mêmes valeurs paternalistes et à des conceptions qui privilégient ce qui se passe «en haut». Au moment même où l'État, en intervenant dans les cycles économiques, se lie plus que jamais à l'accumulation du capital, le mouvement ouvrier est mis à la remorque du capitalisme qu'il prétend combattre tout en croyant le transformer. Il s'acharne à travailler contre lui-même en dépolitisant les masses, il se fait le chantre de la croissance par le travail alors que la crise des rapports de travail se fait de plus en plus ouverte. En bref, le mouvement ouvrier s'éloigne de la classe qui peut seule lui donner de la force.

Il est vrai que les difficultés actuelles des États-Providence dans le monde occidental remettent bien des choses en question. Ce n'est plus la croissance de leurs revenus, l'élargissement de leur couverture sociale, un plein emploi relatif que la bourgeoisie offre aux travailleurs, c'est tout au contraire la baisse ou la stagnation des salaires réels, le démantèlement progressif des politiques sociales, et un chômage en constante augmentation. L'État-Providence cède la place à l'État de la restructuration du capital qui appuie ouvertement les multinationales tout en pratiquant des politiques d'austérité. De ce point de vue, il est clair que les masques tombent, et avec eux les illusions sur le «capitalisme prospère». Mais il faut faire attention que cette démystification en forme de leçon de choses ne peut entraîner par elle-même l'apparition de nouvelles solutions organisationnelles et politiques puisque le mouvement ouvrier, sous sa forme ancienne, occupe toujours l'horizon. La crise des politiques de type *Welfare* est sans doute aussi la crise des différentes variantes

du réformisme. Ce serait cependant pécher par l'aveuglement que de vouloir ignorer les effets de cette crise sur la classe ouvrière elle-même. Face à des organisations qui sonnent la retraite et se raccrochent à des lambeaux de politique sociale ou de politique contractuelle, celle-ci est contrainte de lutter dans un climat de perpétuelle improvisation, sans avoir la possibilité de socialiser ses expériences de façon satisfaisante. Il en résulte des obstacles considérables à la généralisation des luttes, au déploiement d'une combativité que les échecs et les revers subis n'ont pas réussi à entamer vraiment. Il en résulte aussi un indéniable désarroi politique et idéologique : les travailleurs savent trop bien qu'ils n'ont pas grand-chose à attendre de partis social-démocrates défraîchis et de partis communistes qui n'arrivent pas à rompre avec le stalinisme et l'opportunisme. Pour beaucoup, la lutte pour le socialisme n'est pas ou n'est plus une perspective tangible, non seulement parce qu'il y a la crise du stalinisme et des pays du socialisme réel, mais aussi parce qu'aucune pensée stratégique ne peut s'articuler dans les mouvements de masse. En ce sens, les travailleurs sont largement privés des moyens de l'intervention politique tout comme ils sont largement privés des moyens de l'organisation pour affirmer leur force collective. C'est pourquoi aujourd'hui la lutte contre la domination réformiste ne peut se limiter à la dénonciation des orientations qui ont fait faillite, à la mise en évidence du rôle de division des organisations réformistes, elle prend nécessairement l'aspect d'une lutte de la classe ouvrière pour se réapproprier le mouvement ouvrier organisé, pour trouver les formes d'organisation qui permettent d'échapper à l'encadrement étatique, pour construire une politique collective inassimilable par les mécanismes de la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas seulement de retrouver la tradition révolutionnaire, il s'agit de trouver les formes d'expression adéquates à une classe qui vient de mettre le capitalisme de la maturité en crise par sa résistance à l'exploitation, mais que ce dernier s'efforce sans cesse de diviser à nouveau, de fragmenter dans les nouveaux développements de la division du travail et à rendre politiquement impuissante. Il n'est pas seulement question de rétablir la continuité historique, il est question de préparer les conditions d'une mutation profonde du mouvement ouvrier, de sa restructuration sur une base beaucoup plus profondément unitaire. La tâche est tout à fait urgente, parce qu'il serait impardonnable de laisser à la bourgeoisie le temps de re-composer à sa façon l'organisation (professionnelle et politique) des travailleurs, c'est-à-dire en fonction de nouvelles fractures et en fonction de nouveaux modes d'adaptation au capital.

Jean-Marie Vincent

Fusion LCR et ex-courants de l'OCT

Le texte que nous publions ci-dessous a été élaboré après une conférence nationale de débat entre militants de la LCR et militants des ex-courants de l'OCT des villes concernées.

Il a été ensuite ratifié par le comité central de la LCR et les directions des ex-courants de l'OCT rendant la fusion effective à dater de décembre 1979.

Une double préoccupation nous a guidés au long du processus de confrontation entre nos deux courants : la rigueur contre les fusions bâclées qui ne durent pas et l'esprit de responsabilité pour ne pas mêler à l'infini divergences principielles et divergences tactiques, qui multiplient les divisions.

Le texte ci-dessous ne constitue pas un nouveau programme de l'organisation unifiée, mais un constat des points d'accords atteints et des désaccords maintenus au terme de la discussion. C'est au vu de ce constat que les militants de part et d'autre auront à ratifier les conditions de fusion.

Nous estimons aujourd'hui, même si les divergences subsistent, qu'elles peuvent être résolues par le débat et la pratique commune dans le cadre d'une organisation fusionnée qui sera la LCR (SFQI).

1. La période ouverte par la révolution d'octobre 1917 est celle de l'actualité de la révolution prolétarienne, y compris dans les pays dominés par l'impérialisme, où le prolétariat est numériquement minoritaire. La théorie de la révolution permanente constitue le cadre global de la stratégie révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme contre les théories staliniennes de la révolution par étapes et du socialisme dans un seul pays. Elle s'oppose à toutes les politiques étapistes que les réformistes avancent dans les pays dominants comme dans les pays dominés pour justifier leur refus de toute perspective révolutionnaire.

2. La révolution socialiste passe par la destruction violente de la machine étatique bourgeoise et de l'instauration de la dictature du prolétariat comme transition au communisme. La dictature du prolétariat signifie en même temps un pouvoir de coercition contre les anciens exploiteurs de défense internationale de la révolution, et la démocratie la plus large pour les travailleurs et les opprimés. C'est en quoi elle doit amorcer dès l'origine le processus de dépérissement de l'État. Dans la lutte pour le renversement de l'État bourgeois, cette perspective implique le rejet de l'électoralisme et du légalisme au profit d'une lutte pour l'auto-organisation des masses et le développement de la démocratie ouvrière. Dans le cadre de la dictature du prolétariat elle-même, elle implique une ferme défense de la souveraineté des structures d'auto-organisation (conseils, comités ou soviets) contre toute tentative eurocommuniste ou rocardienne d'articulation entre démocratie directe et démocratie parlementaire, la reconnaissance du pluripartisme et de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis et à l'État. La dictature du prolétariat implique également l'appropriation collective des grands moyens de production, le monopole du commerce extérieur, la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins et priorités collectivement définis par l'ensemble des travailleurs, un bouleversement du procès de travail dans le cadre de l'appropriation concrète des moyens de production par les travailleurs ouvrant la voie à l'extinction des bases de la division du travail, du salariat et de la reproduction des classes sociales.

3. La préparation de la conquête révolutionnaire du pouvoir passe par la mise en œuvre systématique d'une politique d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière prioritaire à une politique d'alliance de classe ou soubassement de celle-ci.

Cette bataille signifie le refus de toute alliance politique avec la bourgeoisie et ses représentants, en même temps que la défense des mots d'ordre et formes d'organisation susceptibles d'unir les exploités à travers leurs luttes; cette bataille s'oppose aux politiques de collaboration de classe, stalinienne ou social-démocrate, qui, sous des formes diverses et sous prétexte d'alliances, divisent le prolétariat et soumettent les travailleurs aux intérêts de la bourgeoisie.

Nous défendons un programme de revendications immédiates, démocratiques et transitoires, qui jettent un pont entre le niveau de conscience et d'organisation immédiat des masses, et le but final du renversement de l'ordre bourgeois. Dans ce cadre, nous défendons les mots d'ordre de contrôle ouvrier sur la production et la distribution, contre toute forme de cogestion, de participation, ou toute autre formule de collaboration de classe. Cette démarche s'oppose aussi bien aux politiques gradualistes qui prétendent grignoter insensiblement le pouvoir bourgeois, qu'aux visions ultra-gauches qui prétendent sauter par-dessus l'état réel de la classe ouvrière telle qu'elle est dominée sous le capitalisme.

Au niveau organisationnel, la bataille pour l'unification de classe va de la lutte pour l'unification syndicale dans le cadre d'une centrale unique et démocratique des travailleurs à la lutte pour l'auto-organisation (assemblées souveraines, comités de grèves élus et révocables, conseils). La construction d'un mouvement autonome de femmes est partie prenante de la lutte pour le socialisme. Ainsi que la construction d'un mouvement de soldats indépendant de la hiérarchie militaire et lié au mouvement ouvrier (pour la LCR un syndicat de soldats). Le mot d'ordre de gouvernement des travailleurs couronne cette lutte.

4. La construction d'un parti révolutionnaire démocratiquement centralisé est nécessaire pour conduire le prolétariat. Le centralisme démocratique implique l'organisation démocratique des débats d'orientation (y compris le droit de tendance et de fraction), un système sélectif des directions à tous les niveaux, et la discipline dans l'action. Cette conception est contradictoire avec les positions spontanéistes qui estiment que le prolétariat crée les outils nécessaires au moment opportun de son propre mouvement et sans la lutte consciente d'une avant-garde organisée. Elle s'oppose aux illusions sur la possibilité de redresser de l'intérieur les appareils réformistes contre-révolutionnaires. Elle s'oppose enfin au centralisme bureaucratique, avec un centre dictatorial incontestable, solidaire face au parti, le refus du système électif des directions (même

quand les conditions de légalité le permettent), le rejet de la discussion contradictoire avec droit de tendance.

5. Les partis réformistes (en France le PC et le PS) relèvent de ce que l'analyse léniniste qualifie de « partis ouvriers-bourgeois », qui insèrent la classe ouvrière dans le cadre général de l'ordre bourgeois, mais en prenant appui sur elle et en défendant partiellement certains de ses intérêts. En ce sens, ces partis de collaboration de classe sont de nature qualitativement différente des partis bourgeois.

Ces caractéristiques générales valent pour le PC et le PS, bien que des différences significatives, importantes dans la pratique, distinguent les partis ouvriers bourgeois sociaux démocrates et les partis ouvriers bourgeois staliniens :

- social-démocrate, le premier pratique de longue date une politique de collaboration de classe et joue le rôle d'agent de la bourgeoise impérialiste dans les rangs du mouvement ouvrier;
- stalinien, le second défend de toute son énergie le statu quo international à travers les formes les plus variées de la collaboration de classe. Il organise la classe ouvrière de façon particulière, en alliance plus ou moins conflictuelle avec la diplomatie soviétique sur l'arène internationale.

6. La nature de ces partis fait que les rapports avec eux nécessitent une tactique particulière en vue de bâtir l'unité et l'indépendance de classe du prolétariat. A travers ses élaborations sur le front uni puis le front unique, l'Internationale communiste a jeté les bases d'une juste compréhension de cette tactique.

• *Sur le front unique*

a) Pour la LCR et le courant 3 de l'OCT

Notre but stratégique est donc bien l'unification de la classe. Dans le cadre d'un mouvement ouvrier profondément divisé et largement dominé par des organisations réformistes, la tactique de front unique est un moyen pour atteindre ce but. Cela signifie notamment que nous *menons sytématiquement bataille pour l'auto-organisation et pour la souve-*

raineté des organes unitaires et démocratiques que forgent les travailleurs dans leur lutte.

Il ne peut être question de réaliser la révolution socialiste au moyen du front unique avec les organisations réformistes. La tâche fondamentale du parti révolutionnaire consiste à affranchir la classe ouvrière de l'influence des réformistes. Cela découle du fait que nous ne considérons pas les partis réformistes comme des partis redressables, mais en dernière analyse comme des obstacles réactionnaires sur la voie de la révolution. Si nous comprenons que, dans une période de radicalisation initiale, de nouvelles couches de travailleurs commencent par renforcer ces organisations majoritaires, nous préparons les conditions, à travers la bataille pour le front unique et pour la construction d'instruments unitaires organiques à la base, *de la rupture entre les masses et leurs directions à l'épreuve de la crise révolutionnaire.*

Nous ne nous contentons pas de prêcher l'unité pour l'unité. *L'unité n'est solide et mobilisatrice qu'en fonction de son contenu et de ses objectifs.* C'est pourquoi la bataille sur les revendications et les formes d'organisation sont une nécessité permanente pour féconder le front unique d'un contenu révolutionnaire. Malgré les conditions aujourd'hui défavorables du rapport de forces entre réformistes et révolutionnaires, nous nous efforçons de prendre place dans le front unique. Non nécessairement par un accord entre organisations, mais aussi par les propositions que nous avançons soit de façon indépendante, soit dans le cadre des organisations de masse dans lesquelles nous intervenons, et par les initiatives autonomes que nous pouvons prendre quand elles correspondent à la situation et aux besoins des travailleurs.

Pour les ex-courants de l'OCT

La lutte pour l'unité et l'indépendance de classe du prolétariat est celle qui est stratégiquement décisive. Un de ses aspects est la mise en œuvre d'une tactique particulière face aux partis réformistes, car ces derniers comptent sur le réformisme spontané des masses en même temps qu'ils le renforcent. Suivant Lénine, nous pensons qu'il faut unifier la classe ouvrière par delà ses divisions sociales, philosophiques, religieuses, politiques. Cette nécessité stratégique est liée à celle de l'indépendance de classe du prolétariat, condition et conséquence de l'unité ouvrière. Les rapports avec les organisations réformistes sont un des aspects tactiques, c'est-à-dire variables, de cette stratégie; c'est une des dimensions de la lutte contre le réformisme. Il en est ainsi à cause du caractère spécifique

de la relation entre partis réformistes et réformisme spontané des masses. En ce sens, si la matérialisation d'une telle tactique dépend évidemment du rapport de forces et de la phase de lutte de classe, sa nécessité n'en est pas moins permanente. Enfin, sauf à nier entièrement ce raisonnement, il est absurde d'opposer la «base» au «sommet». Cette tactique s'adresse aux masses, aux militants, mais aussi aux partis et organisations réformistes en tant que telles. Tout ceci ressort très clairement de l'expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire, en particulier celle des premières années de l'IC.

Sur le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF :

a) Pour la LCR

Dans certaines conditions de développement impétueux du mouvement de masse, de crise politique ouverte par exemple, d'échéances électorales, nous pouvons être amenés à lancer le mot d'ordre d'un gouvernement des partis ouvriers majoritaires. Dans ce cas nous les mettons au défi de rompre avec la bourgeoisie et de prendre le pouvoir qu'ils refusent. Parallèlement, nous développons inlassablement l'intégralité de notre programme et nous revendiquons les mesures que devrait prendre un authentique gouvernement des travailleurs pour en finir avec l'exploitation capitaliste et ouvrir la voie à l'édification socialiste.

b) Pour les courants trois et quatre de l'OCT

Le programme des révolutionnaires se fonde sur la perspective de lutte pour la révolution et, dans ce cadre, l'ouverture d'une crise révolutionnaire que le mot d'ordre de gouvernement PC-PS ne permettrait certainement pas d'ouvrir. Ainsi, bien loin d'être un mot d'ordre à caractère transitoire, il ne peut être qu'un mot d'ordre conjoncturel à caractère tactique, selon la situation et les enjeux à un moment donné de la lutte des classes. Parce qu'il élimine toutes les données programmatiques, ce mot d'ordre cadré comme le fait la LCR est opportuniste et en contradiction avec les principes mêmes de l'IC. Ne peut s'inscrire de manière programmatique et transitoire qu'un mot d'ordre de gouvernement ouvrier que ne serait pas un gouvernement PC-PS.

7. Sur les grandes lignes de force de la période apparaissent des con-

vergences importantes. Après la Seconde Guerre mondiale, les victoires des révolutions yougoslave, chinoise, cubaine et vietnamienne, l'explosion des révolutions coloniales ont ébranlé le système impérialiste à la périphérie de son pouvoir dans un premier temps. Depuis la fin des années 60, nous sommes entrés dans une période de crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme, en leur centre et à leur périphérie. Cette tendance générale ne s'est pas démentie à travers les mouvements d'avancées et de reculs, de stabilisations partielles et de crises ouvertes. Elle ébranle la domination contre-révolutionnaire de l'impérialisme et du stalinisme à l'échelle mondiale, ainsi que l'hégémonie réformiste sur le mouvement ouvrier.

Ceci se traduit par l'amorce d'une recomposition d'ensemble au sein du mouvement ouvrier, qui affecte les formes de lutte, de conscience et d'organisation de la classe ouvrière. Cette situation ne se sanctionne pas pour l'instant par des ruptures verticales de masse au sein des partis staliniens ou sociaux démocrates, comparables à celles qui secouèrent la social-démocratie après la Première Guerre mondiale. Elle peut même être marquée par la progression de leur influence politique et électorale, signe d'un processus de radicalisation de larges masses. En revanche, il ne fait pas de doute pour nous que la situation reste marquée par l'émergence de couches de travailleurs avancés, dans et hors la sphère d'influence réformiste, qui se développe et se transforme au cours des luttes et qui remet en cause le strict contrôle des appareils réformistes sur la classe.

Les différenciations de niveaux de conscience créent des conditions favorables à la construction de partis révolutionnaires implantés, renforcent leurs capacités d'initiative et d'action. Elles témoignent de la contradiction entre les besoins fondamentaux des masses et la politique des directions majoritaires. Elles sont propices à l'émergence de courants d'opposition dans les syndicats (tendance syndicale, regroupements oppositionnels) et à la manifestation de mouvements sociaux tels que le mouvement des femmes, des soldats, ou les luttes de masse de la jeunesse.

Les traits généraux de la période confirment l'actualité des solutions révolutionnaires, prolétariennes, communistes, à la crise de l'impérialisme et du stalinisme, ainsi que l'actualité de la construction de partis révolutionnaires de masse. Comme dans le cas du rapprochement entre nos deux courants, les regroupements et fusions intervenant dans le processus de construction du parti devront répondre à un triple accord : sur les bases programmatiques fondamentales, sur la pratique concrète et l'intervention courante dans la lutte de classe, sur le fonctionnement

démocratiquement centralisé d'une organisation communiste.

Des divergences subsistent sur l'appréciation de la situation présente de la lutte des classes en France, qui ne se traduisent pas par des désaccords majeurs sur les questions d'orientation. Elles font partie des débats normaux d'une organisation vivante.

8. Un désaccord d'analyse et de caractérisation demeure concernant la nature de l'URSS et des pays de l'Est. Pour la LCR, il s'agit, ainsi qu'en Chine, d'États ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés, où une révolution politique est nécessaire. Pour le courant 4 de l'OCT, ces régimes sont fondés sur un capitalisme bureaucratique monopoliste d'État. Pour le courant 3, bien que ces pays ne soient pas régis par des raports de production capitalistes, la chute de la dictature du prolétariat, la perte de tout pouvoir politique, économique et social par la classe ouvrière interdit de parler d'État ouvrier bureaucratiquement dégénéré; le terme d'État bureaucratique est le mieux à même de caractériser ces sociétés bloquées, le caractère hybride et spécifique des rapports de production, le pouvoir de la bureaucratie.

Sur le Vietnam, Cuba et la Chine, à partir de l'accord sur le fait que la révolution y a instauré des États ouvriers, le débat reste ouvert sur le développement actuel de ces États.

Par-delà ces désaccords importants, une série de convergences ont été dégagées sur les tâches :

- Une nouvelle révolution violente est nécessaire pour renverser la bourgeoisie, instaurer une authentique démocratie ouvrière (pluripartisme, indépendance des syndicats, conseils souverains), détruire les appareils de l'État, en finir avec les privilèges liés à la hiérarchie et à la division du travail, s'engager dans la voie du dépérissement de l'État et de l'extinction du salariat.

Les éléments programmatiques portés par l'expérience des masses au cours des mobilisations de Berlin (53), Pologne et Hongrie (56), Tchécoslovaquie (68), Pologne (71 et 76), de la révolution culturelle chinoise, fournissent des indications précieuses sur les grandes lignes d'une telle révolution.

Pour mener à bien cette tâche, nous ne comptons ni sur le redressement des partis actuellement au pouvoir, ni sur la démocratisation des institutions existantes. Nous soutenons la construction de nouveaux partis communistes révolutionnaires.

Sans soutenir une quelconque fraction de la bureaucratie, nous nous opposons à toute tentative de rétablissement de la propriété privée dans ces pays, qu'elle vienne de l'extérieur ou de l'intérieur.

9. La construction d'une Internationale révolutionnaire est une tâche permanente, parce que sa nécessité s'enracine dans le caractère mondial de la domination capitaliste et impérialiste. Elle est une tâche programmatique indispensable à la révolution socialiste. La contre-révolution stalinienne a provoqué la dégénérescence de l'Internationale communiste. L'Internationale révolutionnaire doit donc nécessairement inclure dans ses bases constitutives la lutte intransigeante contre le stalinisme et ses conséquences. Pour mener ce combat à partir des fondements du marxisme révolutionnaire rappelés dans cette plate-forme et constitutifs du programme actuel de la IV^e^ Internationale, l'organisation fusionnée sera section de la IV^e^ Internationale, se conformera à ses règles de fonctionnement, œuvrera à sa construction.

a) Pour les courants 3 et 4 de l'OCT

La fondation de la IV^e^ Internationale en 1938 face à la dégénérescence de la l'IC était une décision juste. Elle s'est faite à partir de la juste compréhension d'une structure organisée (l'Internationale) pour défendre et développer le marxisme révolutionnaire, mais dans le cadre d'une politique de construction s'appuyant sur un pronostic erroné qui prévoyait l'effondrement du stalinisme au cours de la guerre qui venait. L'infirmation de ce pronostic de Trotsky et plus généralement les résultats de la Deuxième Guerre mondiale créaient une situation nouvelle. Celle-ci ne justifiait pas une dissolution de la IV^e^, encore moins la mise à l'ordre du jour de la construction d'une V^e^ Internationale. Mais elle devait entraîner en revanche une modification substantielle de la tactique de construction qui tienne compte des conditions nouvelles de la crise du stalinisme et plus tard des phénomènes de plus en plus importants de recomposition du mouvement ouvrier. La perpétuation de l'illusion qu'il sera possible d'aboutir à une internationale sur la base du grossissement linéaire du noyau de la IV^e^ est plus qu'une erreur de fond dont la conséquence est double : d'un côté surgissement régulier de tendances dogmatiques et sectaires dans ses rangs, en particulier face au cours concret de révolutions prolétariennes; de l'autre s'interdire de viser (et de chercher réellement à gagner) des courants proches du marxisme révolutionnaire ou en évolution vers lui, au profit d'un seul rassemblement des «trotskystes». C'est en ce sens que nous parlons et que nous luttons pour le dépassement de l'outil essentiel qu'est la IV^e^ vers une Internationale révolutionnaire de masse.

Pour la LCR*

1. Les camarades de l'OCT enregistrent comme nous la nécessité permanente de construction d'une Internationale révolutionnaire comme question de principe stratégique. Pour nous, le programme actuel d'une telle Internationale réside dans les acquis du marxisme révolutionnaire, du manifeste communiste au programme de transition en passant par les quatre premiers congrès de l'IC. Le programme de transition ne constitue pas la simple répétition des congrès de l'IC. Il les développe et les enrichit à la lumière des faits majeurs dans la lutte de classe que constituent la contre-révolution stalinienne et l'avènement du nazisme sur des points aussi essentiels que : l'opposition d'une politique de FU aussi bien à la politique sectaire de la 3e période qu'aux politiques de front populaire, la question des revendications transitoires, la question de la révolution permanente contre la théorie du socialisme dans un seul pays et de la révolution par étape (théories officialisées par l'Internationale stalinisée), la démocratie ouvrière et le centralisme démocratique, les premiers éléments de la révolution politique, la défense de l'internationalisme et de l'Internationale contre la dégénérescence chauvine qui devait conduire logiquement en 1943 à la liquidation pure et simple du Komintern. C'est à la défense de ce programme que répond la création en 1938 de la IVe Internatiionale. Depuis, ce programme s'est enrichi au feu des leçons de la lutte des classes et à l'épreuve des révolutions qui se sont développées depuis. Le programme de la IVe réside dans l'acquis indissociable de son programme de fondation et des développements apportés par ces quarante ans d'histoire.

2. Pour nous, les coordonnées qui ont présidé à la naissance de l'Internationale n'ont pas programmatiquement changé. Les raisons de son existence et de son combat subsistent, bien que sa place et les conditions de sa construction aient profondément changé en fonction des grandes périodes internationales de la lutte de classe : la guerre, le contexte de la guerre froide, la montée révolutionnaire des années 60. Le test de la vitalité de l'Internationale réside principalement dans la réponse qu'elle a apportée face aux révolutions yougoslave, chinoise, cubaine, vietnamienne et à la naissance de nouveaux États ouvriers. Un soutien à ces révolutions impliquant une analyse des développements de la crise du stalinisme et une indépendance critique envers des directions centristes bureaucratiques, programmatiquement limitées par leur origine stalinienne (théorie partagée du socialisme dans un seul pays, refus de la démocratie ouvrière).

3. Nous avons relevé dans la réponse des camarades de l'OCT la pers-

pective de dépassement de la IVe. Cette notion pouvait signifier deux choses distinctes :
- soit que les camarades pensent qu'une nouvelle internationale sur la base d'un nouveau programme serait d'ores et déjà à l'ordre du jour;
- soit qu'ils entendent par là seulement ouvrir un débat sur la tactique de construction de l'Internationale et les conditions de sa transformation d'internationale de cadres, minoritaire, en internationale de masse.

Les discussions ont fait apparaître selon nous que :
a) Les camarades considèrent que la réponse de Trotsky à la faillite de la IIIe Internationale était correcte.
b) Sans défendre que l'autodissolution de la IVe aurait été nécessaire après la guerre, ils contestent la façon dont la IVe a tiré du point de vue de sa construction les conséquences du changement de situation.
c) Ils ne considèrent pas qu'il y ait de nouvel élément programmatique fondamental porté par un courant du mouvement ouvrier international qui mettrait à l'ordre du jour une nouvelle internationale.

Dans ces conditions, le débat et les divergences qui subsistent se concentrent autour des problème suivants : la place actuelle et la politique de construction de l'Internationale, le développement et l'enrichissement de son programme, le type de centralisme démocratique qui la régit.
a) Sur le premier point : Les conditions de construction de la IVe se sont modifiées à plusieurs reprises en fonction des modifications des rapports de forces mondiaux. Une première fois à partir de l'échec de la vague révolutionnaire de l'après-guerre dans les pays capitalistes développés. Depuis 1968, la construction de la IVe a franchi un pas qualitatif, passant de groupes propagandistes à l'existence de petites sections jouant un rôle actif indépendant dans la lutte de classe. Le problème de la transcroissance de l'Internationale en internationale de masse reste entier. Il ne pourra être franchi que sur la base de modification substantielles dans les rapports de forces mondiaux. Le développement inégal de la situation dans les différents pays permettra des regroupements et fusions sur la base de la défense des bases programmatiques de la IVe.
b) Le développement et l'enrichissement du programme ne dépendra pas principalement d'un effort intellectuel et théorique, mais des grands événements et expériences de la lutte de classe. C'est ainsi que la IVe discute dès à présent de l'enrichissement de son programme sur des questions clés comme la démocratie socialiste et la libération des femmes.
c) Enfin, il est évident pour nous que le centralisme démocratique au niveau international et national ne saurait s'appliquer de la même façon. Il combine la centralisation politique de l'Internationale et la souverai-

neté des instances élues des sections. Ceci dit, nous concevons l'Internationale comme un parti et non comme une coordination et une fédération de sections nationales.

10. Sur le plan organisationnel, la fusion se traduira par :
a) Le statut de membres titulaires pour tous les camarades répondant aux critères de militant titulaire.
b) Une représentation proportionnelle à l'importance numérique au sein du comité central.
c) Une commission de fusion étudiera les modalités de participation dans les commissions nationales et les modalités de fusion au niveau des villes concernées.

* Pour la LCR, d'importantes divergences subsistent sur ce point. Mais dès lors qu'il y a accord sur l'essentiel des tâches, la poursuite du débat et l'épreuve de la pratique doivent permettre de les surmonter.

ALAIN JOXE

La logique de la terreur

La campagne alarmiste que mène l'impérialisme consiste à agiter, une nouvelle fois, la « menace militaire soviétique ». Celle-ci se fonderait sur une supériorité militaire de l'URSS par rapport aux USA. Il apparaît donc utile de faire le point sur ces questions militaires. Ce que fait Alain Joxe dans l'article ci-dessous.*

* Article qui a été publié par **Tribune socialiste**, mensuel du PSU, dans son numéro de janvier 1980.

1. Histoire de l'alarmisme

Contrairement à une idée fort répandue dans l'opinion publique, ce n'est pas la première fois, mais la troisième, que les Américains et la droite européenne s'engagent dans la relance de la course aux armements. Et, comme par le passé, le paradoxe veut que l'alarmisme, voire les campagnes d'intoxication dont chacun peut être le témoin, interviennent non pas au moment où les Soviétiques manifestent leur supériorité,

mais plutôt quand ils sont en état de faiblesse. Comment expliquer un tel phénomène? Un rapide rappel des différentes phases de la compétition entre les deux Grands, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, permet d'en suivre la logique.

• *Première phase : celle de la guerre froide* et du réarmement de l'Occident, à partir de 1947. Sous prétexte que les Russes disposaient de plus de troupes conventionnelles que les Occidentaux, les Américains renforcent considérablement les armées conventionnelles en Europe, à un moment où le monopole absolu de l'arme nucléaire, puis leur supériorité écrasante, rendait le «danger d'invasion soviétique» impossible. Ce danger, en effet, n'a jamais existé — sauf dans la propagande. Par la suite, George Kennan, qui fut l'un des principaux artisans de l'alarmisme de la guerre froide, de la théorie du «*containment*» (nécessité de contenir militairement la poussée de l'expansion soviétique) et du «*roll back*» (ou refoulement de l'influence soviétique d'Allemagne et des pays satellites), devait d'ailleurs le reconnaître.

• *Vient ensuite* l'époque dit du «*missile gap*», c'est-à-dire l'époque de la légende d'une infériorité menaçante des États-Unis en nombre de missiles intercontinentaux. Cette légende apparaît en 1957, au moment précisément de la réussite du lancement du premier spoutnik soviétique. Il s'agit bien d'une légende : le retard prétendu des Américains était purement imaginaire. Et comment ne l'aurait-il pas été? A ce moment-là, les Russes ne possédaient que des prototypes de fusées et étaient bien incapables, parce que l'état de leur économie ne l'aurait tout simplement pas supporté, de lancer, comme les USA feignaient de le croire, des chaînes de production de fusées.

C'est pourtant de cette légende, forgée par la CIA et les experts liés à l'Air Force, que s'est servi le candidat Kennedy pour mener sa campagne présidentielle sur le thème connu suivant : «Eisenhower a mis en danger la sécurité des États-Unis.»

Et de lancer, peu après son arrivée au pouvoir, les productions en grande série de nouveaux systèmes d'armes : fusées «Minuteman» (ICBM en silos à terre) et «Polaris» (sur sous-marin à propulsion nucléaire), faisant du coup bondir la course aux armements de l'échelle des «dizaines de fusées» à celles des «centaines et des milliers de fusées». Face à cela, on s'en souvient, les Russes, très en retard, vont essayer de compenser leur handicap par une astuce : ce sera leur tentative, qui a échoué, d'installation de fusées tactiques à Cuba, en 1962.

• *Il y a enfin la phase actuelle d'intoxication et d'alarmisme qui risque de remettre en cause les acquis des négociations Salt II. Des acquis faibles au demeurant. Et pour deux raisons :*

— Les accords Salt n'empêchent de toute façon pas le monde de sauter dans la course aux dizaines de milliers de têtes nucléaires. Autrement dit, ces accords ne font que gérer, en la modérant légèrement, une accélération de la course aux armements nucléaires.
— Ces accords n'empêchent pas non plus les déploiements des armes «eurostratégiques» ou «grises» qui, d'ailleurs, étaient exclues de Salt II. Autrement dit encore, les déploiements actuels sont autorisés par Salt II. Ce qui revient à dire que, malgré toute l'agitation qu'on connaît, les deux Grands ont convenu que rien de grave ne pouvait intervenir à ce niveau, en ce qui concerne leur sécurité à eux.

2. Les doctrines nouvelles

Il n'est pas inintéressant de constater combien, à chacun des tournants historiques que nous venons de voir, l'alarmisme sert finalement de paravent pour la construction de nouvelles doctrines stratégiques. Des doctrines qu'à première vue on pourrait croire enfantées dans la douleur et la passion des débats publics, et la crainte du danger de guerre. La vérité oblige à dire qu'il en va pourtant tout autrement. L'élaboration successivement de la doctrine des «représailles massives» comme celle de la «riposte flexible» semble obéir à des calculs particulièrement froids, leur mise en place se faire en fonction d'intérêts macro-industriels.

• *La période de la guerre froide* voit naître la doctrine des «représailles massives». Elle se résume à peu de mots. Les Américains,qui ont disposé dans des bases aériennes proches de l'URSS des avions du *Strategic Air Command* (SAC), porteurs de bombes nucléaires, menacent d'écraser l'Union soviétique au moindre mouvement militaire offensif de cette dernière.

Cette doctrine, énoncée seulement en 1953 par Dulles, correspondait à la fois à une supériorité nucléaire américaine — ce qui va de soi —, et à ce qui apparaît, aux yeux de l'idéologie républicaine durant le long règne du président Eisenhower, à la solution la plus «économique» du point de vue des dépenses de l'État. Ce n'est pas tout. Alors que la guerre de Corée éclate, les Occidentaux, craignant une attaque soviétique en Europe, mettent sur pied, lors de la conférence de Lisbonne (février 1952), tout un plan de défense fondé sur les armes conventionnelles. Partie parce que les différents États ne pourront pas remplir le contrat qu'ils s'étaient alors fixé, partie aussi parce que la doctrine américaine des «représailles massives» les dispensait de cet effort, toujours est-il que l'OTAN adopte officiellement en 1955 la nouvelle stratégie de l'administration Eisenhower.

Mais à peine cette dernière était-elle officialisée que les bombardiers américains à long rayon d'action équilibraient le SAC américain, et que deux ans après son adoption par l'OTAN la doctrine chancelait.

• *La période du « missile gap »* est celle de l'apparition de la doctrine de la « riposte flexible *(flexible response)*. Elle est marquée par la reprise par le pouvoir présidentiel américain de la maîtrise de toutes les options d'emploi. Dans la phase antérieure, en effet, les généraux de division de l'OTAN avaient la possibilité de déclencher le feu nucléaire. Cela faisait partie de la stratégie de représaille massive. Désormais, la dernière des grenades atomiques dépend d'une décision présidentielle[1].

De plus, des scénarios de guerre nucléaire sélective et limitée sont préparés et font partie des options éventuelles d'un président qui n'est plus obligé de choisir entre la guerre totale et le « dégonflage » pur et simple.

Cette doctrine s'accompagne d'une grande abondance de moyens et d'une série ininterrompue de systèmes d'armes de plus en plus puissantes diposés comme une gamme, et permettant au président de jouer librement sur toute l'échelle des menaces. Le principe stratégique essentiel qui se fixe à l'époque, c'est finalement celui de l'équilibre par la « capacité de destruction mutuelle assurée » *(Mutuel Assured Destruction)* ou MAD. Un principe qu'on pourrait résumer ainsi : « Même si l'ennemi m'attaque en première frappe, je conserve la possibilité de lui infliger une salve en retour qui lui causera des dommages inacceptables ; et ceci le dissuade de m'attaquer. »

On sait que cette belle construction, qui est symptomatique d'une époque d'expansion industrielle et d'une sorte d'optimisme technocratique des grands commis de l'industrie — dont Mac Namara, chez Ford avant d'être au Pentagone, est le fondateur — mettait les Européens dans une situation subalterne. Pourquoi ? Parce que désormais on n'avait plus besoin de leur territoire comme plate-forme de tir rapproché pour équilibrer la menace russe sur les États-Unis.

Les Européens cherchent alors, par des moyens différents selon les pays, à compenser cette position subalterne qui pose des problèmes aux gouvernements de droite et sape leur légitimité politique. Les Allemands compensent en obtenant le stationnement de 7 000 armes nucléaires tactiques américaines sur leur territoire. Les Français, eux, en se retirant de l'OTAN et en produisant leur force de frappe indépendante.

Ce qui est en général mal analysé c'est la doctrine française qui apparaît alors. Or, si on devait la caractériser d'un mot, on pourrait dire qu'elle n'est pas autre chose qu'une version particulière et limitée de la doctrine générale de la « capacité de destruction mutuelle assurée ».

La doctrine française de « dissuasion proportionnée à l'enjeu France »,

c'est l'idée que, pour sauver la France de la menace d'une destruction — par les Soviétiques s'entend — il suffit de pouvoir détruire sûrement l'équivalent, en URSS, d'une France. Conséquence logique d'un tel raisonnement : un arsenal autonome moyen doit suffire à ce but.

Il n'est pas question dans cette salve de viser à détruire les armes soviétiques, mais de détruire une part suffisante de populations et de ressources. La précision extrême de armements français n'est pas requise par cette stratégie.

• *Ce qui bouleverse tout dans la phase actuelle,* c'est la mise en cause non de la «*flexible response*», comme mise en place d'une surabondance de moyens et d'options (scénarios de toutes sortes d'hypothèses de conflits). Cette surabondance augmente au contraire. Mais bien l'entrée dans une génération d'armes téléguidées sur les objectifs, avec :

- un temps pratiquement nul de mise à feu et de lancement;
- une précision extrême qui permet de toucher des objectifs ponctuels à des milliers de kilomètres de distance. Ce qui rend donc théoriquement possible une salve contreforce, la destruction d'un coup de toutes les armes de l'autre.

On comprend mieux ainsi que les Américains mettent eux-mêmes en cause le principe de MAD qui fondait l'équilibre dans la période antérieure.

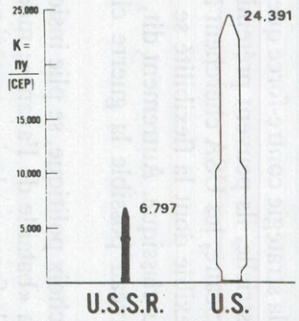
Dans ce cadre, le discours stratégique autonome de la France est de plus en plus fragile. Les Russes sont lancés dans la course à la précision et les missiles du plateau d'Albion sont tout à fait obsolètes. Les Américains, de leur côté, sont de moins en moins chauds pour couvrir l'Europe au risque de mettre en cause leur propre sanctuaire. Aussi cherchent-ils à renforcer l'apparence d'une autonomie européenne — avec des missiles eurostratégiques, dont finalement les moyens français feraient partie.

Mais en même temps, ils entendent conserver la domination globale du champ stratégique et poussent la stratégie contre-force que, seuls, par leur supériorité technique et industrielle, ils peuvent prétendre diriger.

Enfin, au-dessous du niveau nucléaire, les USA cherchent à mettre en place les moyens d'une riposte flexible dont la flexibilité se situerait le plus longtemps possible au niveau classique. Autrement dit, les Américains cherchent à rendre de nouveau possible la guerre classique en Europe.

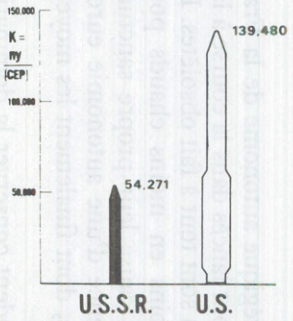
Le gouvernement de VGE, par choix politique, se plie insidieusement à ces demandes. Participation à la «bataille de l'avant»; modernisation des forces classiques; insertion de la force nucléaire stratégique française dans des hypothèses OTAN, par des accords secrets et techniques sur

PRESENT PROGRAM (PROGRAMME ACTUEL [1975])



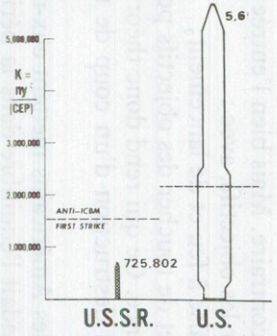
« L'Union soviétique est supérieure à nous en termes de mégatonnes dans la proportion de 8 à 1 — si on ne compte pas les bombes embarquées sur les avions à équipage humain, ce que j'ai préféré pour simplifier. Notre précision est considérablement meilleure que celle de l'U.R.S.S., avec notre missile principal, « Minuteman 3 », 3,5 fois plus précis que le principal I.C.B.M. soviétique « SS 9 ». Au total nous l'emportons sur l'U.R.S.S. par 3 contre 1. » *(The Vladivostok Accord,* p. 9).

NEXT GENERATION (GENERATION SUIVANTE [1980])



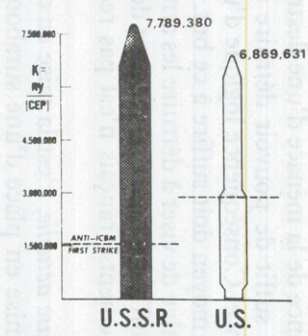
« Comme dans le précédent, on a choisi toujours l'hypothèse la plus défavorable pour les Etats-Unis. On suppose que les Soviets, vers 1980, auront acquis tous les MIRV (têtes nucléaires indépendemment dirigées sur leur objectif à partir d'une fusée mère) prévus par l'accord de Vladivostok, soit 1 320 et tous sous forme de la fusée la plus précise « SS 19 », et que la précision atteint 1/4 de mile de C.E.P. Les progrès U.S. pendant la même période font que les États-Unis mènent encore par 3 à 1. » *(The Vladivostok Accord.* p. 10).

THIRD GENERATION (TROISIÈME GÉNÉRATION [1985



Troisième génération (vers le début ou la moitié des années 80) « Les Etats-Unis seront capables de déployer des M.A.R.V. (M.I.R.V. avec système d'acquisition d'objectif en fin de parcours) qui nous donneront une extrême précision à la fois sur nos I.C.B.M. et sur les « Trident » (fusées sur sous-marin qui succèdent aux « Polaris »). Cela nous donnera une énorme amélioration (multiplication par 40) (quarante, *sic*) de notre capacité contreforce. Pendant la même période, les améliorations soviétiques (M.I.R.V. mais non M.A.R.V.) feront que nous mènerons par 8 à 1. » *(The Vladivostok Accord,* p. 12).

FOURTH GENERATION (QUATRIÈME GÉNÉRATION [1990])



Quatrième génération (vers 1990) « En termes relatifs, nous voyons qu'à ce point, la capacité d'emport supérieure de l'Union soviétique (ses grosses fusées) leur donnera un certain avantage, environ 12 %, avantage certainement insignifiant s'agissant de projections aussi éloignées dans le temps que celles que nous présentons ». *(The Vladivostok Accord,* p. 15).

$$K = ny \frac{\frac{2}{3}}{(CEP)^2}$$

La signification de l'équation qui se trouve en ordonnée des différents graphiques que nous produisons présente, pour le profane, un aspect particulièrement rébarbatif. Il s'agit, en fait, d'un indice qui est normalement utilisé au Pentagone et en Union soviétique, quoiqu'on lui donne très rarement la publicité qu'il mérite. Il est pourtant beaucoup plus réaliste que celui qui consiste à compter les fusées ou même les têtes, ou encore le total de la puissance explosive nucléaire ramenée en tonnes de Trinitrotoluène (T.N.T.). Il s'agit de la puissance destructrice réelle définie pour les deux camps à partir de leurs armes en tenant compte de leur précision. « On prend le nombre de têtes nucléaires, « n », explique le document américain, on le multiplie non pas par la puissance explosive « y » de chaque tête, mais par les deux-tiers de cette puissance, exprimée en mégatonnes, puisqu'en gros un tiers de cette puissance se dirige vers le ciel et n'a pas d'effet destructeur. On devise cette grandeur par le carré de la précision de chaque arme, exprimée en C.E.P. (Circle of Equal Probability). Le résultat est la seule mesure valable de la capacité de contre-force sur un site renforcé : « k » **(The Vladivostok Accord: Implications to U.S. Security Arms control, and World Peace. Hearings before the subcommittee on international security and scientific affairs of the Committee on International Relations, House of Representatives, 94 th Congress, 1st session, June 24, 25 and July 8, 1975, Washington, 1975, pp. 9-10).** ●

des procédures et des scénarios; doutes sur le statut des sous-marins nucléaires dont la construction est freinée : tels sont les éléments qui permettent de dénoncer la « réintégration dans l'OTAN », réintégration qui est aussi l'acceptation d'un certain danger de guerre. Étant donné l'existence d'une crise mondiale et la vieille tendance du capitalisme de résoudre ses crises par des guerres, il n'y a rien là de bien réjouissant.

Dans tous les cas, l'alarmisme, l'alerte au danger soviétique, sont des techniques éprouvées pour rallier, face à un danger, supposé extérieur, les opinions publiques et en particulier pour détourner l'attention des couches populaires, principales victimes de la crise. L'alarmisme actuel a bien été artificiellement construit et correspond à l'évolution interne des armements occidentaux au moins autant, et même plus, qu'à l'évolution des armements soviétiques, toujours, on l'a vu, en retard.

3. D'où viennent les « SS 20 » ?

Dans l'étape actuelle d'intoxication, la droite américaine et la droite européenne ont toutes deux intérêt à affoler l'opinion avec la croissance de certains éléments numériques du dispositif soviétique, sans mettre en face les chiffres également croissants des dispositifs de l'Alliance.

Il faut rappeler que cette campagne n'est pas nouvelle. Elle a commencé en 1976 sur le thème de l'alerte à la supériorité de la flotte soviétique et de l'alerte à la supériorité des tanks russes. Campagne un peu trop vite oubliée depuis qu'on est entré dans l'alerte à la supériorité soviétique en « fusées de théâtre ». Qui sait si nous n'aurons pas demain l'alerte au gaz? Si tel était le cas, cela signifierait que des progrès considérables auraont été faits, en Occident, dans la technique des gaz de combat et qu'on projette d'avance ce danger sur un progrès supposé égal ou supérieur en URSS.

Devant le ballet des chiffres qui sont mis en scène à tous les niveaux, les experts, qui en savent bien assez long pour démontrer le caractère artificiel de la « crise », restent trop souvet muets. Soit qu'ils soient liés aux groupes militaires et considèrent que l'alarmisme est payant pour des négociations budgétaires. Soit qu'ils hésitent devant l'ampleur de la contre-information à fournir et craignent de se mettre en avant, le risque politique de passer pour un « ami de l'Union soviétique » étant devenu trop grand. Le PSU, qui n'a jamais eu aucune complaisance pour l'URSS, ne court pas ce risque. Au demeurant, comme on va le voir, toutes les sources qui permettent de dénoncer l'intoxication alarmiste sont des documents du Congrès américain. Il suffit de les lire. La lutte

menée par certains représentants ou certains sénateurs américains contre les lobbys de la course n'a rien à voir, on s'en doute, avec la défense de l'Union soviétique, ou la subversion socialiste. Reste que les documents sont là.

• *L'alerte au danger de Blietzkrieg soviétique a été lancée en 1976 par le rapport des sénateurs Nunn et Bartlett*[2]*, rapport rédigé à la suite d'une visite faite en Europe.* Ce rapport fait de l'année 1977 l'année du *conventional gap.* Cette phase était destinée sans doute à lancer l'idée d'un déploiement en Europe des bombes à neutrons, instrument «idéal» pour lutter contre des forces conventionnelles sans pour autant déclencher la guerre nucléaire majeure. Or, chacun s'en souvient : la campagne en faveur de la bombe à neutrons a été perdue par le Pentagone et gagnée par l'opinion publique.

«Nous croyons, disait le sénateur Nunn lors d'une séance du 3 août 1977, que l'OTAN n'a pas réussi à moderniser et à améliorer ses forces conventionnelles à un rythme suffisant pour contrer l'accroissement des moyens et la modernisation du Pacte de Varsovie.»

Mettant l'accent sur les forces terrestres soviétiques, ses défenses antitanks, ses véhicules blindés, son artillerie tractée, ses systèmes antiaériens et ses forces aériennes tactiques, les auteurs du rapport défendent alors la thèse que le Pacte «a développé une capacité de lancer une attaque contre l'OTAN avec un délai d'alerte substantiellement inférieur à celui que nous avons connu»[3].

Le secrétaire à la Défense, Harold Brown, annonçait que, même si les forces nucléaires restaient «un élément clé de la dissuasion dans une époque d'équivalence nucléaire, [les États-Unis] devraient avoir aussi un niveau crédible de défense conventionnelle. Il ne faut pas, ajoutait-il, que nous nous laissions enfermer dans une position où des moyens conventionnels pourraient pénétrer rapidement sur le territoire OTAN d'une manière qui compromette à la fois la défense conventionnelle et nucléaire»[4]

C'est surtout autour du plan de renforcement conventionnel et de la menace soviétique conventionnelle que tournait alors le nouveau programme de défense à long terme de l'OTAN, portant pour la première fois sur un horizon de dix ans.

Sur dix points prioritaires, un seul, le dernier, et sans grande emphase, mettait l'accent sur les travaux du *nuclear planning group*, chargé de la modernisation des forces nucléaires de théâtre[5].

Sans doute le rétrécissement des délais de décision en temps de crise vient-il du perfectionnement de l'appareil soviétique, mais il vient aussi, surtout même, de la perception du perfectionnement possible par projec-

tion sur l'ennemi du perfectionnement en cours dans l'appareil occidental.

On trouve trace de cette inquiétude toute technologique dans l'inquiétude manifestée autour de la question du « délai d'alerte » à une offensive classique (Warning time). On apprend alors que, pour les besoins de la planification militaire, le département de la Défense travaille sur toute une gamme de scénarios comportant des délais d'alerte divers. Un des cas de figure envisagés met en scène un délai de mise en état d'alerte de 40 heures — ou un peu plus; un autre repose sur l'hypothèse d'un délai de 23 jours[6].

• *Mais l'apparition d'options aussi différentes* tient surtout au fait qu'il n'y a pas d'accord entre les délais d'alerte proposés par les Européens et ceux proposés par les États-Unis. Les Européens, toujours partisans au fond de la « représaille massive », demandent qu'à travers la réduction du temps d'alerte, la *flexible response* de l'OTAN conserve quelques caractéristiques de la *massive retaliation* défunte depuis 1962.

Certains scénarios américains, cédant à la demande européenne, étudient en 1978 l'hypothèse d'une attaque soviétique qui serait déclenchée en 48 heures, sans renforcement préalable du dispositif, simplement à partir d'une grande manœuvre du Pacte de Varsovie, et sans aucun avertissement fourni par la montée lente d'une crise politique ou diplomatique[7].

Plus on met l'accent sur un délai d'alerte de 48 heures, plus on met l'accent sur l'importance du renforcement des stocks disposés « à l'avant ». Plus on met l'accent sur un délai d'alerte de 23 jours ou plus, plus on favorise, au Pentagone, la croissance des moyens de pont aérien[8].

Ce qu'on peut dire de cette phase d'intoxication au *conventionnal gap*, c'est qu'elle se présente, si on se place stratégiquement du côté russe, comme la mise au point par les Européens et l'OTAN d'un dispositif capable de lancer contre les Soviétiques une attaque par surprise. L'accroissement des stocks logistiques « à l'avant » est en effet aussi nécessaire à une bataille défensive immédiate en cas d'empiètement soviétique qu'à une stratégie offensive de prise de gage.

La phase alerte au *conventionnal gap* lancée en 1976 n'a pu contribuer à pousser les Soviétiques au déploiement des « SS 20 », fusées de théâtre qui ont mis à l'ordre du jour un nouveau thème, imprévu au départ, celui du *gap* en matière d'« armes nucléaires de théâtre » (TNF).

4. Cadre de la Crise : les Salt

Tout cela ne va pas, toutefois, sans un certain paradoxe. Le paradoxe qui veut que la crise actuelle soit déclenchée quand, par ailleurs, les deux Grands viennent de se mettre d'accord, après sept ans de négociations d'experts, sur l'existence d'un équilibre dynamique fixé par le cadre des accords Salt *(Strategic Arms Limitation Talks,* conversations sur la limitation des armements stratégiques). Les Russes insistent sur ce fait — repris par le PCF — pour montrer leur bonne foi. En fait, comme le problème des euromissiles a été laissé en dehors de Salt II et des MFR *(Mutual Force Reduction Negociations,* négociations pour la réduction mutuelle des forces), *il était en quelque sorte convenu entre les deux Grands que l'étage euromissiles pouvait donner lieu à une crise.*

Dans quel cadre global de confrontation stratégique prend donc place cette crise? La presse toute entière reflète l'idée que c'est un moment de *supériorité soviétique imminente.* La vérité est très différente comme on va le voir.

Voici en effet quelle était la perspective d'évolution de l'équilibre stratégique entre États-Unis et URSS au moment des accords de Vladivostok du 24 novembre 1974, date qui marque l'ouverture des négociations Salt II. C'est un rapport préparé par le représentant de la Californie au Congrès, Robert Legett, et présenté le 24 juin 1975 à la Commission des relations internationales de la Chambre américaine, qui en donne la mesure (voir nos graphiques).

Ce cadre général montre que le déploiement depuis 1977 des « SS 20 » soviétiques — fusées mobiles capables, selon l'OTAN, de traiter les objectifs force de l'Europe occidentale — vient compenser un moment de faiblesse de l'Union soviétique en capacité contreforce. Les Russes sont dans le même genre de position que celle qu'ils ont connue à l'époque de la crise de Cuba en 1962 : d'une part, une faiblesse globale sur le plan stratégique; d'autre part, une tentative de compensation en utilisant des fusées à portée intermédiaire. En même temps, ils tentent d'éviter d'entrer dans la prochaine tranche de la course.

Ces fusées sont aujourd'hui peut-être 120 (y compris celles qui sont dirigées sur la Chine, selon certaines sources). Il est impossible de prouver la version OTAN selon laquelle elles seraient réellement « mirvées » (porteuses de 3 têtes autonomes). On a pu prouver au contraire, grâce à des calculs basés sur leur poussée et leur taille, qu'elles ne pouvaient contenir qu'une seule tête de 75 kilotonnes (1 kt = 1 000 tonnes) de TNT de puissance, et non 3 têtes de 150 kt chacune[9]. On ne sait pas si leur précision atteint 200 m, 100 m ou 60 yards de CEP *(Circle of Equal*

Probability) et donc quelle est leur réelle capacité contreforce. Il s'agit de toute façon d'une modernisation, attendue depuis les années soixante, d'un remplacement des anciens missiles «SS-4» et «SS-5», à combustible liquide, en place depuis 1959 et 1961, et dont la mise à feu lente était une invitation permanente à l'attaque préventive.

Le déploiement d'une fusée soviétique moderne portée était prévisible quoi qu'il en soit dès le refus *des Américains,* non des Soviétiques, d'inclure les FBS *(Forward Based Systems,* systèmes basés à l'avant) dans la régulation de Salt II. Leur déploiement a été compensé d'abord de façon invisible par les États-Unis grâce à l'affectation en 1977 de quelques «Poséidon» (sur sous-marins) à des objectifs de «théâtre européen». Puis est venue une demande allemande, formulée par le chancelier Schmidt dans son discours d'octobre 1977 à l'Institut international des études stratégiques de Londres, où il réclamait le déploiement des euromissiles. Il s'agit là du même comportement qu'au cours de la phase de mise en place de la «*flexible response*» : on cherche du côté européen à donner à la «compensation» d'une soi-disant supériorité soviétique le contenu le plus visiblement européen.

La décision prise finalement en décembre dernier de déployer en Europe 108 «Pershing II» et 464 «Cruise missiles» terrestres n'est qu'en apparence une réponse aux déploiements soviétiques. Certains GLMC *(Ground Launched Cruise Missiles,* missiles de croisière lancés du sol) que la Grande-Bretagne se prépare à héberger sont destinés à remplacer des armes nucléaires sur avions «F-111» qui devaient être retirés de toute façon. On peut dire d'ailleurs que les «SS-20» ont été fabriqués moins contre tel ou tel type d'armement nouveau que pour contre-balancer l'ensemble d'armes nouvelles que promettait, dès son énoncé le 10 janvier 1974, la doctrine de Schlesinger, alors ministre américain de la Défense, visant à la fois une capacité contreforce chirurgicale et une restauration de la possibilité de guerre en Europe.

Ce qu'évoque sans aucun doute ce système d'interaction très complexe, c'est finalement que la véritable course aux armements n'a pas lieu, de nos jours, au moment seulement de ce qu'on appelle le «déploiement», mais fondamentalement entre cinq et dix ans plus tard, quand on décide de passer au développement d'un système.

Or, force est de constater que ce sont toujours les Américains qui sont en avance et qui lancent la tranche suivante de la course. Ce qui d'ailleurs s'explique par leur avance scientifique, mais aussi, et surtout, par leur avantage technologique et industriel sur les Soviétiques.

Il s'ensuit, selon un bon nombre de chercheurs, que le moteur de la course qu'on voit se dérouler sous nos yeux se trouve moins dans l'inter-

action entre les deux super-grands que dans une dynamique interne propre au système industriel occidental dans son rapport aux recherches de pointe. En effet, le maintien en activité des industries de guerre et, à travers elles, des équipes de recherche et de développement qui leur sont liées, est devenu un objectif stratégique permanent de l'industrie américaine dans son ensemble. Il faut, pour empêcher le démantèlement de ces géants qui dépassent toujours les prévisions de coûts, y injecter des crédits, que la conjoncture politico-militaire soit bonne ou mauvaise; ou bien commander en grande série certains prototypes mis au point dans la phase antérieure, afin que les dépenses de recherche apparaissent « rentables », selon une morale gestionnaire qui n'est ni réellement économique, ni réellement militaire.

Du côté soviétique, le moteur de la course est moins économique. Ce sont les militaires qui, avec des arguments militaires, pressent les industriels de faire face en temps utile par des fabrications d'armes souvent plus rustiques et visant à pallier la qualité américaine par la quantité. A chaque étape, la distance entre les deux Grands se réduit; à la fois au plan qualitatif et quantitatif; mais ce sont toujours les Américains qui mènent, sur ces deux plans.

Les Soviétiques sont gênés; de toute évidence, ils ne peuvent pas dire, ouvertement, que leurs armes ne sont pas aussi bonnes qu'on le dit. La proposition Brejnev se contente donc de proposer des mesures dans les secteurs précis visés par la propagande américaine : les tanks, les effectifs, les fusées à portée intermédiaire. Brejnev renforce par là l'idée que c'était bien dans ces secteurs qu'un danger soviétique montait. Il ne peut rompre la logique de la propagande qui pousse à la course. En est-il lui-même prisonnier? Telle quelle, sa proposition, qui ne présente aucun intérêt pour les Américains, est au contraire très intéressante pour les Européens, du moins pour des Européens qui auraient une doctrine de défense autonome. Malheureusement, cette famille politique paraît avoir pour l'instant disparu, à droite d'ailleurs aussi bien qu'à gauche.

A l'heure qu'il est, les « SS-20 », les « Pershing II » et les « Cruise missiles » sont prêts à être produits et déployés. Les chaînes de production vont fonctionner. La pression militaire, des deux côtés du rideau de fer, pour que les « nouveautés » soient mises en vitrine est presque irrésistible. Presque... Elle se heurte, en effet, à un obstacle en ce qui concerne les fusées à portée intermédiaire. C'est que les peuples chez qui ces fusées doivent être mises en position de tir ont quelque chose à dire et peuvent s'opposer à la décision de mise en fabrication, cinq ou sept ans plus tôt.

L'opposition au déploiement est sans doute la seule arme des peuples

contre la course aux armements, parce que la course technique aux armements échappe à l'opinion quand il est encore temps, en raison du secret militaire et de la haute technicité des décisions à ce stade. C'est pourquoi, même s'il est trop tard pour empêcher la course d'avoir lieu, il est juste temps d'en contrôler les effets. Sachant cela, les tenants de la course ont tout intérêt, on s'en doute, à faire monter la peur.

Alain Joxe

1. Sur l'évolution du pouvoir présidentiel aux États-Unis et de ses prérogatives en matière de défense notamment, cf. Arthur M. Schlesinger, *la Présidence impériale,* Paris, PUF, 1976, 565 p. En particulier, p. 173 sq., 183 sq.
2. *95th Congress, 1st session, Committee print, Nato and the new soviet threat.* Report of Sen. Sam Nunn and senator Dewey F. Bartlett to the committee on Armed Services, US Senate, 24 janvier 1977, US gov. print. off., 1977.
3. *Ibid.,* p. 7.
4. Les dix points du programme sont les suivants : *readiness* pour affronter une crise «à l'avant»; *reinforcement* : envoi de réserves stratégiques d'outre-Atlantique; *maritime posture; air defense; command and control and communication; electronical baefare;* harmonisation standardisation des armements; logistique; enfin TNF, armes nucléaires de théâtre. Cf. *Nato posture...,* p. 7.
5. *Nato posture...,* p. 29.
6. *Nato posture...,* p. 35.
7. *Nato posture...,* p. 37.
8. Cf. F. Reich, *Wehrtechnik,* août 1979.
9. J. Colijn, P. Rasman, *Nato's medium range missile plan, answer to the soviet threat?,* doc. Mimeo. Amsterdam, 1979 (Transnational Institute Paper for the Berlin Conference).

Et la bombe française?

L'opinion française s'en désintéresse, parce qu'elle croit que tout cela ne nous concerne pas, que nous sommes réellement *en dehors de la dynamique OTAN.* La fiction juridique sert à nous isoler. *Si les Français comprenaient mieux que l'arme nucléaire française ne sert plus l'indépendance nationale, mais nous lie dans une course euro-atlantique, ils chercheraient autour d'eux les alliés dans des causes qui en vaillent la peine : la sécurité à notre échelle passe par un véritable désarmement régional. C'est un objectif concret, et c'est un objectif de Défense.*

Le fait que les États-Unis et l'URSS passent entre 1975 et 1985-90 de l'échelle des 100 000 K à celle des 7 000 000 de K pose à la force de frappe française, au moins terrestre, des problèmes fondamentaux. Ou bien elle devient vulnérable, ou bien elle devient entièrement mobile. Problème de modernisation. La mobilité d'une arme nucléaire terrestre dans un pays comme la France, ce n'est pas seulement un problème de technique, c'est aussi un facteur de « pollution politique ». L'ensemble du territoire devient un point sensible prioritaire si on installe les fusées, disons, sur chemin de fer, et la sécurité de la force de dissuasion devient l'objectif permanent qui impose à tout le territoire un état de siège policier insupportable.

Si on veut éviter ce choix, soit par libéralisme avancé, soit par souci de la démocratie, il existe encore plusieurs options.

• *Il faut réintégrer l'OTAN, quelle que soit la forme juridique de cette réintégration, en acceptant de mettre les fusées franco-stratégiques et franco-tactiques dans la cagnotte eurostratégique et eurotactique, c'est-à-dire qu'on cherchera à valoriser l'apport français en le versant comme une composante originale au sein du dispositif général occidental, massivement supérieur au Russe. On achète par là de la « sécurité » et un petit créneau d'autonomie relative. Mais alors, il faut que l'arme nucléaire française devienne précise comme les autres, pour s'intégrer au targetting global de l'alliance à un niveau « noble ».*

• *On peut souhaiter au contraire mettre tout l'effort purement national sur le sous-marin nucléaire et la force stratégique embarquée, la seule qui soit mobile et non polluante politiquement, puisqu'en mer ou à Brest son impact politique ne dépasse pas une zone étroite. La stratégie restant celle de la dissuasion proportionnée, autonome, la recherche d'une précision contreforce est inutile.*

Ces deux options opposent déjà secrètement les giscardiens et les gaullistes au sein de la majorité.

• *Elles se doublent d'une troisième option, la version Buis-Sanguinetti d'une arme franco-allemande indépendante.*

La gauche pro-nucléaire va devoir choisir entre ces différentes manières de sauver «l'utilité» de l'armement nucléaire français. Ce qui est certain, c'est qu'une des façons de conserver à la bombe française une certaine apparence de crédibilité, c'est d'empêcher que la course aux armements des deux Grands n'entraîne le système mondial dans l'échelle des capacités contreforce. Ceux qui vont lutter contre les déploiements nouveaux de l'OTAN et, par là, contre la nécessité d'une modernisation qui met fin à l'autonomie réelle de l'arme française, luttent en partie pour empêcher l'obsolescence rapide de l'arme française. Cela définit certaines limites aux campagnes unitaires qui peuvent être lancées par la gauche contre l'OTAN et ses fusées.

Néanmoins, cette campagne est urgente, car nous sommes aujourd'hui à la charnière de deux périodes de la course aux armements. Si la course n'est pas freinée maintenant, si les stratèges de la course ne sont pas bousculés par un mouvement d'opinion, alors on risque de vendre aux peuples une «sortie de la crise» par une militarisation réellement forcenée de la production. Cela s'appelait autrefois une guerre. Aujourd'hui c'est un danger pour la paix et certainement pour la démocratie. Ne parlons même plus de socialisme.

A. J.

PHILIPPE ANDRÉA

Stages pour les collégiens : une réforme en profondeur de l'Éducation nationale

La réforme des stages dans les LEP (lycées d'enseignement professionnel) a eu plus d'écho que prévu. La succession de grèves et de manifestations qui a touché les LEP au mois de janvier et de février n'a eu pour limites que la politique des directions syndicales majoritaires. L'idée de la grève générale a été suffisamment populaire pour que l'appel lancé par les collégiens de Gennevilliers soit massivement signé, et repris en substance par les coordinations du mouvement à Paris comme dans de nombreuses villes de province.

Depuis que cet article a été rédigé, le conseil des ministres a décidé de faire voter par l'Assemblée nationale la loi Legendre, qui donne le cadre général dans lequel s'inscrit la réforme des stages dans les LEP.

C'est désormais toute la classe ouvrière qui va se trouver confrontée au développement de nouveaux liens entre l'appareil de formation et le marché du travail. S'il est donc bien une question où l'éducation est l'affaire de tous les travailleurs, c'est celle de la formation professionnelle et de sa réforme.

Expérimental mais irréversible

Le caractère expérimental de la réforme telle qu'elle a commencé à s'appliquer aux mois de janvier et de février 80 ne doit pas faire illusion, ni sur la globalité du projet, ni sur les difficultés de sa mise en place. Dans un premier

temps le ministère a annoncé qu'elle concernerait 30 000 lycéens de LEP pour la rentrée 1979-80. Elle n'a concerné en fait que 12 000, au mieux, en janvier-février. Cette «*première action est engagée à titre exploratoire mais irréversible*» précise le document qui donne le coup d'envoi pour l'application de la réforme : pas un décret, ni une loi, rien qui modifie la législation actuelle, mais seulement une lettre aux recteurs, sous forme de circulaire, du 16 juillet 1979, signée Beullac.

A l'origine un débat était prévu à l'Assemblée nationale : une loi devait associer sous le nom d'«*enseignement en alternance*» le secrétaire d'État à la formation professionnelle, Legendre, et le ministre de l'Éducation nationale, Beullac. Ce projet mêlait la systématisation des stages Barres, des pactes nationaux pour l'emploi et les stages faits par les élèves au cours de leurs scolarité.

C'est à la suite de l'intervention de la FEN que Beullac a remodelé le projet sans que, sur le fond, rien ne soit modifié. Annoncée au même moment que les menaces de création d'ITP (Instituts techniques professionnels) par le CNPF, établissements privés gérés par le patronat, concurrentiellement à l'Éducation nationale, la FEN a applaudi des deux mains la dissociation de la réforme Beullac des pactes nationaux pour l'emploi. Beullac devait pourtant lui-même, le 4 mai 1979, au cours d'une conférence de presse, préciser que depuis «*février, la conception générale du projet n'a pas été modifiée*».

Mais le ministre évite ainsi de mélanger sa réforme aux stages Barre qui ont largement perdu de leur crédibilité et dont la dernière mouture ne semble vraiment avoir passionné personne : ni les jeunes, ni les patrons.

Beullac évite également un débat parlementaire toujours hasardeux et qui avait l'inconvénient de sortir la réforme du cercle d'initiés où elle est actuellement confinée.

Les syndicats s'en sont certes préoccupés, attisant la vieille querelle entre le SNETAA-FEN et le SNETP-CGT, sans que celle-ci ne soit autre chose qu'un point d'appui dans les batailles inter-bureaucratiques qui font rages entre les deux syndicats enseignants des LEP.

Ainsi, dans sa lettre aux recteurs, Beullac écrit-il : «*Ce stage en entreprise ne constitue pas à proprement parler une innovation. Trouvant son assise réglementaire dans l'article 6 de la loi n° 71.577*», etc. Il est néanmoins amené contradictoirement à affirmer plus loin : «*Le stage qu'il convient de prévoir, d'organiser et de mettre en œuvre pour atteindre l'objectif fixé est d'une tout autre nature*» que ceux qui étaient déjà organisés avant la réforme dans quelques LEP. Et il n'est pas certain que, si cette circulaire étaitportée devant le Conseil d'État, celui-ci réussisse à donner raison à Beullac.

Une mesure qui vient de loin

Quels que soient les problèmes de sa mise en place, cette réforme vient de loin. En novembre 1976, lors de ses journées d'études sur la formation continue, le CNPF expliquait par la voix d'Yvon Chotard : «*L'objectif reste d'amener pro-*

gressivement chaque entreprise à prendre DIRECTEMENT en charge sa politique de formation (...) Il ne s'agit pas de faire de la formation pour la beauté du geste mais pour appuyer et permettre un certain nombre de transformations. » Dès ce colloque, Yvon Chotard invitait l'assistance « *à réfléchir à trois axes sur lesquels nous pouvons d'ores et déjà entreprendre un travail sérieux :*
- *le développement de l'apprentissage;*
- *le développement des contrats emploi-formation;*
- *la création d'une fonction d'accueil et d'orientation pour les jeunes embauchés dans les entreprises.* »

En 1978, lors des journées d'étude emploi-formation du CNPF (Deauville III), François Ceyrac précisait encore les objectifs du patronat :

« *Le dispositif de formation alternée que nous sommes en train d'élaborer doit permettre aux entreprises et aux organisations professionnelles d'élaborer sous leur propre responsabilité de nouvelles formations et de nouvelles pédagogies pour une meilleure préparation des jeunes aux emplois qualifiés qui les attendent réellement.*

« *Cette formule implique un modèle de formation différent du modèle scolaire traditionnel : l'ÉLÉMENT PREMIER de la formation serait le travail professionnel auquel serait associé UN SUPPORT pédagogique pour transformer l'expérience du travail en connaissances. La voie de la formation alternée doit enfin être conçue comme une voie de promotion continue.* »

En 1976, Chotard avait d'ailleurs expliqué : « *Il ne nous semblerait du reste pas anormal d'opérer au niveau des crédits un glissement de la première formation (formation initiale, NDLR) vers la formation continue.* »

Deux des idées centrales de la réforme Beullac sont ici détaillées :
- l'organisation de l'enseignement théorique et général en fonction de la progression des acquisitions professionnelles dans l'entreprise;
- la relativisation de la formation initiale au profit d'une formation continue, dont l'objectif et l'orientation sont d'ores et déjà totalement hors du contrôle de l'Éducation nationale (entre 5 et 6 % seulement des « commandes d'éducation » en formation continue sont faites au service public, le reste alimentant les officines privées).

Dès le mois de mai, Beullac annonçait les mesures suivantes : « *Les expériences partielles de contrôle continu des connaissances et la délivrance des diplômes par unités comptabilisables vont être développées (...) Ce système permet de mieux raccorder après une interruption plus ou moins longue la formation initiale à la FORMATION CONTINUE.* »

Toujours dans le document de Deauville III, Ceyrac se plaignait du cadre « *trop restrictif et régi par des tutelles administratives trop pesantes* » dans lequel est organisé l'apprentissage.

Et c'est bien de l'apprentissage que la réforme veut s'inspirer. Mais en adaptant ce modèle contractuel d'enseignement à la grande entreprise (70 % des entreprises qui utilisent des apprentis sont des petites entreprises, commerciales ou artisanales).

Le 4 mai 1979, lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la « 3e semaine européenne du travail manuel », Beullac précisait la portée du projet de

réforme : « *Nous allons nous efforcer d'introduire PROGRESSIVEMENT et EN COMMENÇANT par les LEP une pédagogie faisant un appel plus large aux stages éducatifs en entreprise en concertation avec les milieux professionnels.* »

La réforme de l'enseignement « concerté » n'est donc pas destinée à s'arrêter aux LEP. Il s'agit bien de déterminer une nouvelle articulation entre l'Éducation nationale et les besoins en main-d'œuvre des entreprises, une rationalisation à long terme.

L'entrée au collège

L'ONISEP vient d'ailleurs de sortir une brochure à la rentrée 1979 destinée aux parents d'enfants entrant en 6e dans un collège. Avec un peu d'avance sur le ministre, ou tout au moins sur les directives officielles, cette brochure explique les nouveaux modes d'orientation à la sortie de la 5e, confirmant qu'il s'agit bien de l'étape essentielle du processus d'orientation-sélection. Selon la brochure, il y aurait (dès la rentrée 1981-82 ?) deux types de classes de 4e et de 3e :

- les classes de 4e et de 3e de collège qui pourront donner accès à l'enseignement long ;
- les classes de « *4e préparatoire et de 3e préparatoire* », dans lesquelles l'enseignement général sera « *comparable* » (?) à celui délivré dans les 4e et 3e normales, « *mais les enfants y suivront un enseignement pré-professionnel important (atelier et stages) leur permettant de préparer un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (...). Ces classes seront le plus souvent situées dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) ou dans les centres de formation d'apprentis (CFA).* »

Voilà donc bien précisément la façon dont la réforme s'appliquera en amont des classes des LEP.

De hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale laissaient entendre dès le mois de mai 79 que l'accélération de la mise en place de la réforme dès la 3e était due à l'insistance de la FEN dans ce domaine... Celle-ci n'a jamais démenti.

Pour de bons stages ?

Le PCF et les syndicats qu'il dirige ont violemment critiqué la réforme de l'enseignement concerté. Le SNES, le SNETP-CGT, la CP des LEP ont dénoncé les menaces d'exploitation des jeunes dans ce nouveau système d'enseignement.

Au Havre, où les collégiens ont organisé une grève massive à la rentrée 79, les JC ont dans un premier temps dénoncé la réforme, puis sont revenus sur leur critique dans un second communiqué, réclamant seulement la mise en place de « *bons stages* ». Leur leitmotiv est qu'il ne faut pas s'opposer à « *l'ouverture de l'école sur la vie* », aux liaisons entre « *l'école et les réalités socio-économiques* ». La CP des LEP, dans le numéro de rentrée de son journal *Salut*, a développé le

même thème : il faut de bons stages, combattre les menaces d'exploitation des jeunes qui serait la conséquence de « mauvais stages ».

De cette analyse découle toute une logique du contrôle : il ne s'agit plus de demander l'abrogation d'une réforme dont on partage finalement les objectifs, mais de veiller par le développement du contrôle des parents et des enseignants à ce qu'il n'y ait pas exploitation des jeunes. De là découle une revalorisation des conseils d'administration et de toutes les formes de la participation, qui doivent être les moyens institutionnels pour contrôler la réforme.

Face à cette critique, le SNETAA-FEN a beau jeu de répondre que « le voleur crie au volé ». Attaquant à juste raison l'accord de juillet 70 conclu entre le CNPF, la CGT, la CFDT, FO et la CGC, ainsi que la loi de 71 qui en découle et qui ont permis le développement accéléré de l'apprentissage, le SNETAA prétend que la réforme donne quatre garanties qui empêcheront l'exploitation des jeunes, contrairement à l'apprentissage :

1. Le stage ne se substitue pas à l'enseignement professionnel dispensé dans les LEP.
2. Le stage n'a pas « *un caractère systématique, une durée imposée, une entreprise attitrée* ».
3. Le stage est sous la responsabilité et le contrôle des enseignants « *et ne peut donc se traduire par une exploitation de main-d'œuvre juvénile et gratuite à des fins de rentabilisation des entreprises d'accueil* ».
4. Les jeunes restent sous statut scolaire.

(*L'Apprentissage public,* n° 247, dossier « Et si nous disions chiche ?)

On verra plus loin que ces quatre garanties n'existent que dans la tête des responsables du SNETAA, mais certainement pas dans les textes publiés par le ministère.

Mais le débat entre les syndicats est truqué. Aucun ne met en cause les véritables dangers que cette réforme fait courir au service public d'éducation, et, partant, au droit, même déformé, à l'éducation.

La circulaire du 16 juillet explique clairement que « *le système éducatif doit donner au plus grand nombre possible de jeunes une formation professionnelle* (...) *adaptée d'autre part aux débouchés susceptibles de leur être offerts par l'économie nationale* ».

On sait que ces débouchés sont difficilement planifiables à l'avance. Les aléas de l'économie de marché sont susceptibles de tout modifier d'une année à l'autre. Surtout en période prolongée de crise, ou de croissance ralentie, comme depuis 1974.

Au cœur de la réforme il y a donc l'idée du contrat entre une unité de production capitaliste, l'entreprise, et une unité de formation de l'Éducation nationale, un établissement scolaire : « *Une action nouvelle d'envergure est indispensable au niveau des élèves. Pour être efficace, elle doit être menée sur le terrain, par accord entre les établissements scolaires et les entreprises.* » (circulaire du 16 juillet).

Le rapport entre l'établissement scolaire et l'entreprise sera régi « *par une convention* ». Les modalités d'agrément des entreprises seront réduites au minimum, afin de ne pas alourdir la machine et de laisser le système se développer selon sa dynamique.

Les entreprises signant une convention seront partiellement exonérées de la taxe d'apprentisage. Pendant le temps de stage, jusqu'à dix semaines (soit un tiers de l'année scolaire), « *le lycéen doit se conformer au règlement intérieur* » de l'entreprise qui l'accueillera. L'articulation entre l'enseignement délivré dans le LEP et le stage est explicitement prévue : « *Ces travaux doivent aussi constituer* **le support d'une progression de leurs connaissances et de leur savoir-faire.** *Et dans tous les cas ils doivent constituer* (...) **un point d'accrochage** *pour l'achèvement de la scolarité entreprise.* » Pendant le déroulement des stages, des « *agents qualifiés de l'entreprise* » exerceront « *une fonction de tutorat technique pour un ou deux élèves* ».

Le texte de la circulaire reste très vague sur la nécesaire réorganisation des « rythmes scolaires », du fait que chaque élève en 2e et 3e année de LEP passera le tiers de son temps en entreprise. Il est seulement dit : « *On explorera* (?) *notamment les modalités permettant une progression coordonnée d'effectifs allégés mais travaillant de manière décalée dans le temps.* » Cela ne sera sans doute pas sans conséquence sur l'emploi des enseignants et fait arriver fort à propos la réforme des rythmes scolaires.

La lecture des textes officiels fait apparaître clairement les dangers de cette réforme : le stage n'est pas seulement un « *acte éducatif, élément parmi d'autres, de la formation des jeunes* », comme l'écrit le SNETAA, c'est une mesure de démantèlement du service public de l'Éducation nationale.

L'organisation de l'enseignement sur un mode contractuel établissement scolaire-entreprise doit permettre d'éliminer les canards boiteux de l'Éducation nationale, de rationaliser en fonction des besoins des entreprises le service public. Il y aura d'un côté les bons établissements, ceux qui auront un contrat, et de l'autre les mauvais établissements scolaires sans entreprise, sans contrat, sans stages...

Les conséquences de cette réforme sont multiples :
- réforme pédagogique, modification de la place de l'enseignement général, de sa relative autonomie par rapport à l'apprentissage du savoir-faire;
- suppression de la valeur nationales des diplômes;
- attaque contre le droit à la formation initiale au profit d'une formation continue malléable, bien adaptée aux besoins du patronat.

L'argumentation en quatre points présentée par le SNETAA ne tient donc pas :

1. Le stage ne se substitue pas à l'enseignement professionnel dans les LEP? Ceux-ci durent pourtant un tiers de l'année scolaire!

2. Le stage « *n'a pas un caractère systématique, une durée imposée, une entreprise attribuée* »? Il est explicitement prévu une durée de 10 semaines, le caractère « *irréversible* » de la réforme, la mise en place de « *conventions* ».

3. Le stage « *est sous la responsabilité et le contrôle des enseignants* »? Alors, pourquoi les tuteurs de stages, pourquoi cette révolution dans la pédagogie où il est explicitement prévu que l'usine commandera à l'école?

4. Les jeunes restent sous statut scolaire? Ils sont soumis au règlement inté-

rieur de l'entreprise. Et qui aura dans ce nouveau système l'influence décisive sur les élèves? L'entreprise qui peut garantir un emploi, ou les enseignants peu à peu dépossédés de leur rôle?

Conclusion

Ainsi Beullac semble croiser Saunier-Seïté : au moment où celle-ci abandonne partiellement les objectifs de la réforme Faure, Beullac met les bouchées doubles.

Si la réforme Faure avait le même objectif que celle préconisée par Beullac : réorganiser le système d'enseignement en fonction des besoins du patronat, elle a, par les moyens qu'elle s'est donnés, relativement échoué. Il s'agissait d'associer le patronat à la gestion des universités, dans le cadre de l'autonomie et de la participation.

L'ouverture de la crise économique de 1974 a rendu ce projet illusoire : en gardant l'autonomie et la participation, mais avec un investissement très limité du patronat.

La réforme Beullac est plus prometteuse : on ne demande pas tant un investissement du patronat dans les structures de gestion, ce qui n'aurait que des effets limités, mais on développe un système contractuel pour insérer les établissements scolaires dans les mailles du marché capitaliste.

Le développement des stages en entreprise pour les étudiants semble montrer que l'on s'oriente également dans ce sens, en ce qui concerne l'enseignement supérieur.

Car il n'y a finalement pas de contradiction entre l'autoritarisme (dont Saunier-Seïté est un bon exemple...), tendance actuelle de l'État face au développement de la lutte des classes, et à la montée des « périls », et la pénétration du capital dans l'ensemble des sphères qui lui échappaient encore jusqu'à présent. Ces deux tendances sont profondément inscrites dans le « capitalisme du 3e âge ».

Philippe Andréa

Pierre Rème

Le recentrage des patrons

«*Le monde change; les entreprises changent et sentent que les stratégies sociales doivent changer. Les organisations syndicales refusent de tirer les véritables conséquences de ce changement et feignent de croire qu'il n'est qu'un prétexte pour les éliminer.* » Ces affirmations, extraites d'un article récent de François Ceyrac[1], président du CNPF, indiquent assez les axes de l'offensive patronale en cours, qui se présente comme la recherche d'un nouveau«*consensus social*».

Les faits eux-mêmes, quand on mesure l'évolution sur une quinzaine d'années, prouvent bien que cette volonté patronale a déjà commencé à modifier la situation de la classe ouvrière. Dans le but d'en faire une force de travail plus docile : au travers d'une évolution des méthodes de direction du travail dans les entreprises, par une transformation des statuts des travailleurs.

Fondamentalement, cette «*grande politique*» du patronat, comme diverses réflexions de ses dirigeants le soulignent, n'est possible qu'en profitant de l'absence de lutte unitaire des travailleurs. Mais les faits sont là, et les diverses prises de position des directions syndicales, loin de mobiliser contre l'offensive patronale, aboutissent à une adaptation qui fait le jeu de la bourgeoisie. Nous voilà donc, avec de plus en plus de travailleurs qui en prennent conscience, confrontés à une situation difficile. Qu'il nous faut analyser pour en prendre la mesure et y apporter des réponses adaptées.

1. Volonté patronale et discours de circonstance

L'article de François Ceyrac cité plus haut porte un titre qui en montre les prétentions théoriques : « *Une nouvelle stratégie de progrès social* ». Au même moment, la revue patronale *l'Expansion* annonçait du « *new look pour la lutte des classes* »[2]. La comparaison de ces deux articles n'est pas un mauvais point de départ pour comprendre ce qui est en train de se jouer.

D'autant plus que, à un premier niveau, des contradictions apparaissent, sur certains points sensibles, entre le texte du président du CNPF — publié dans *le Monde* — et celui du quinzomadaire patronal. On peut, bien sûr, parler le langage patronal plus franchement dans *l'Expansion* que dans *le Monde*!

Ceyrac affirmait que le patronat « *n'a pas la volonté de briser systématiquement toutes les contraintes sociales, législatives ou conventionnelles* »; il ajoutait aussi qu'il ne cherche pas « *à mettre les syndicats "en marge"* ». Mais on peut lire, dans *l'Expansion*, l'analyse détaillée du « *new look de la lutte des classes* » : « *comment des patrons combatifs reprennent en main le jeu social* », « *un anti-syndicalisme qui n'a jamais désarmé* », « *récupérer le pouvoir perdu en 1968* », tels sont quelques-uns des intertitres, assez évocateurs, de l'article... Serait-il utile de montrer plus longtemps que le texte de Ceyrac comporte quelques mensonges?

Le plus intéressant n'est pas là : car les deux articles, au-delà de l'adaptation à des publics différents, sont complémentaires parce qu'ils développent la même analyse.

> « *Nous devons en permanence savoir si les gens sont contents de travailler chez nous.* »
>
> *Jean-Paul Lou (directeur des relations humaines chez IBM)*

Une nouvelle gestion sociale

L'article de *l'Expansion* donne quelques exemples d'usines où se pratique une nouvelle gestion sociale, ainsi que les tactiques correspondantes dans les relations que le patronat entretient avec les syndicats. A la SNIAS, Marignanne (près de Marseille) comme à Saint-Nazaire, chez IBM France, ou Texas Instruments France, chez Peugeot, etc. Dans toutes ces usines, une règle commune s'applique dans l'organisation de l'encadrement : « *enlever aux délégués du personnel l'essentiel de leur tâche* », car, comme le dit Jacques Noëls (PDG de Texas Instruments France), « *les syndicats se renforcent lorsque la maîtrise ne fait pas son travail* ».

Ou, pour citer Ceyrac : « *L'encadrement constitue plus que jamais la clé de voûte de l'entreprise.* »

On comprend ainsi pourquoi l'UIMM[3] (Union des industries métallurgiques et minières) vient de créer quelques écoles de maîtrise supplémentaires; pourquoi chaque « *petit chef* » de l'usine Peugeot, à Sochaux, reçoit sept cent cinquante heures de formations, soit environ le tiers d'une année de travail...

Les ambitions patronales sont en effet importantes, comme le montre bien ce résumé systématique de la nouvelle gestion : « *Une politique volontariste qui n'attend pas les cahiers de revendications pour se déclencher; une reprise en main par la maîtrise; des mesures sociales qui prennent en compte les préoccupations individuelles, et en particulier le besoin de s'exprimer; le tout mis au service, dans certaines entreprises, d'un anti-syndicalisme qui n'a jamais désarmé.* » *(l'Expansion)*

De nouvelles alliances syndicales

Certaines entreprises, comme dit *l'Expansion*, « *jouent contre* » les syndicats, d'autres jouent « *avec* ».

Pour bien comprendre ce que signifie, aujourd'hui, jouer « *avec* » les syndicats, citons par exemple Rhône-Poulenc. Les syndicats, y compris CGT et CFDT, sont invités à participer aux « *groupes d'échanges* » sur les problèmes des modalités de travail, qui existent dans cinq usines; de même, depuis décembre 1978, la direction s'est engagée à réunir tous les syndicats deux fois par an pour leur expliquer sa stratégie économique. Les commentaires du PDG du groupe, Marcel Chevrier, valent d'être cités : la participation aux « *groupes d'échanges* » est positive « *à condition qu'ils partent des réalités du travail au ras des pâquerettes* »; quant aux réunions bi-annuelles sur la stratégie, il « *espère que de temps en temps il y aura une possibilité d'accord* ».

Belle illustration de l'analyse de F. Ceyrac sur l'importance de l'information dans l'entreprise : « *Elle est à la fois,* écrivait-il dans l'article déjà cité, *une nécessité sociale face à un monde incertain et dangereux et une arme économique au moment où il est nécessaire de mobiliser l'esprit d'innovation de tous.* »

Quant aux entreprises qui « *jouent contre* » les syndicats, elles se cherchent des alliés, mais finissent par abandonner, dans la plupart des cas, les syndicats autonome style CSL (ex-CFT) : ils étaient déjà très encombrants à cause des « *bavures judiciaires* » trop nombreuses; les élections prud'homales viennent de manifester un déclin qui les condamne aux yeux mêmes du patronat : ils ont en effet obtenu moins de 5 % au niveau national, tout en perdant 30 % de voix chez Tablot (ex-Simca) à Poissy et dans bien d'autres de leurs fiefs. *L'Expansion* le reconnaît, précisant que « *la tactique patronale, aujourd'hui, est donc beaucoup plus de se chercher des alliés parmi les syndicats "représentatifs et réformistes", FO, la CFTC ou la CGT* ».

Alliances nouvelles qui ont déjà porté leurs fruits pour FO, devenu majoritaire dans la plupart des comités d'entreprises de la SNIAS, par exemple. Tandis qu'André Bergeron participe, aux côtés des chefs d'entreprise, au CRC (Centre de recherches pour chefs d'entreprise) de Jouy-en-Josas, centre de formation théorique et pratique consacré à l'analyse des conflits sociaux, pour former les directions d'entreprise à la stratégie de la « *lutte de classe new look* ». François Ceyrac, d'ailleurs, dans son article déjà cité, balisait soigneusement ces terrains où, selon lui, les syndicats ont un rôle indispensable à tenir. « *Le syndicat n'est pas condamné par l'évolution. Il n'est pas exclu ni rejeté. Il a une place*

reconnue par la loi dans l'entreprise. » A ce premier domaine de collaboration entre patronat et syndicat s'ajoute d'autres institutions : F. Ceyrac citait « *la politique contractuelle* », les « *échanges d'informations* », la gestion au jour le jour de « *dizaines d'accords au sein de centaines d'organismes (Assedic, caisses de retraites, etc.) où des centaines d'administrateurs syndicaux et patronaux se rencontrent* ».

Le patronat, à l'inverse des affirmations de circonstance de Ceyrac au *Monde*, est donc bien en train de tout faire pour « *mettre en marge* » les syndicats, ou les neutraliser en les intégrant. Encore cette offensive n'est-elle qu'une toute petite partie d'une « *guerre de mouvement* », où le patronat attaque les acquis de la classe ouvrière par tous les bouts. Ce que Ceyrac présentait de façon presque philosophique dans l'article du *Monde* déjà cité : « *L'objectif que nous poursuivons est d'introduire plus de souplesse dans la société pour la rendre plus vivante et plus créatrice.* »[4]

2. *Le patronat fabrique une nouvelle classe ouvrière*

Comme le dit François Ceyrac dans l'article déjà cité, « *les nouvelles politiques sociales sont le fruit d'une longue évolution (...) un retour en arrière s'impose donc pour percevoir les étapes de cette transformation* ». Se contenter, en effet, de comparer avant et après le début de la crise en cours (autour de l'année 1974) ne peut qu'introduire des erreurs de perspectives. Il faut saisir une période d'une trentaine d'années pour bien délimiter le sens exact de l'actuelle politique patronale.

Dans les années cinquante s'était mis en place, dans la continuité de la reconstruction de l'après-guerre, une phase longue de croissance économique, durant laquelle la progression des profits était peu rognée par celle du niveau de vie des travailleurs : l'essentiel des augmentations de salaires étaient récupérées par une transformation de la consommation qui permettait au patronat de vendre autos, frigidaires, machines à laver. Le marché n'étant pas saturé, la concurrence n'était pas très forte.

Sur le plan social, cette période se caractérise par une tendance à l'extension des droits légaux et statutaires des travailleurs. Ainsi, en 1950, une loi faisait des conventions collectives le droit commun en matière de négociations. Protégeant les travailleurs des entreprises les plus petites, et favorisant — malgré le refus de nombreux patrons de signer telle ou telle convention collective — une homogénéisation par le haut, cette loi avait bien sûr, aux yeux du patronat, l'objectif « *d'obtenir, en contrepartie, une stabilité plus grande dans les rapports sociaux* »[5], comme le dit Ceyrac lui-même.

En fait ces accords n'ont pas freiné les revendications de façon durable. Dès le début des années soixante, le patronat se fixe l'objectif de « *faire machine-arrière* »[6] tant au niveau des entreprises privées qu'en ce qui concerne les agents de l'État, accusés de « *s'endormir* » à l'abri de leurs « *garanties statutaires* ».

Dès lors, avec des rythmes différents, malgré quelques reculs forcés devant les luttes (mineurs en 1963, mai 1968, grèves des OS en 1970-71), le patronat cherche une rationalisation de ses propres structures industrielles et une maîtrise plus étroite des coûts de la force de travail. Dans ce sens, bien qu'il ne soit pas possible de détailler dans le cadre de cet article, signalons cependant le rôle de «*laboratoire social*» tenu par divers pays (Suède)[7], par diverses branches (ciments)[8], ainsi que le rôle de régulation tenu par des organismes tels que l'OIT et le BIT (Organisation et Bureau international du travail, créés par Léon Jouhaux et Albert Thomas après la guerre de 1914)[9].

Le rôle d'accélération joué par la crise

Programmation de l'évolution des coûts de la main-d'œuvre, meilleure maîtrise des relations sociales par le biais d'une «*légalisation*» des syndicats de plus en plus synonyme d'intégration dans les grandes entreprises[10], accord sur la «*formation permanente*» en 1970... tels sont quelques-uns des éléments d'une nouvelle politique patronale visant à mieux contrôler les relations sociales. Ce sont aujourd'hui autant de points d'appui pour individualiser la gestion sociale, afin de prévenir les réactions collectives. Pour illustrer, signalons que les salariés des grandes entreprises — comme Elf ou Ciments Lafarge par exemple — sont «*transparents*» devant leurs directions du personnel : garantie des emprunts, œuvres du comité d'entreprise, prêts pour les voyages, promotion professionnelle, etc. sont autant d'éléments qui permettent une connaissance des salariés par les employeurs comme Ford lui-même ne pouvait en rêver quand il faisait dépendre l'embauche définitive et l'avancement de ses ouvriers d'un «*contrôle de leur moralité*»[11].

F. Ceyrac lui-même reconnaît ce fait dans son article du *Monde* : «*La dynamique de l'accord sur la formation permanente n'a pas été soupçonnée immédiatement. En fait, l'existence dans les entreprises d'un budget consacré à la formation a déclenché la nomination de directeurs de formation, la création de directions des relations sociales. (...) La "gestion sociale" a, alors, conquis ses lettres de noblesse.*» Poursuivant le raisonnement, il ajoute : «*Les années de crise — et cela n'est pas un mince paradoxe — ont accéléré cette évolution. L'entreprise a dû s'adapter, c'est-à-dire se transformer, fermer des ateliers, etc. (...) Tout cela bouleversait la vie des hommes au travail. Il a fallu expliquer, informer, dialoguer, associer.*»

Remarque juste, mis à part la volonté de faire passer cela pour «*un paradoxe*». Car la crise, pour être surmontée, demandait aux plus fortes entreprises tout au moins de savoir désamorcer les risques de prise de consicence collective. L'ensemble de la «*nouvelle politique de gestion des relations de travail*» apparaît donc pour ce qu'elle est : une tactique visant à stabiliser dans une paix sociale relative les noyaux stables des grandes entreprises productives, au moindre coût, en «*trouvant des contreparties qualitatives*», comme dit F. Ceyrac lui-même[12]

L'éclatement des statuts de la classe ouvrière

Sans qu'il soit possible de citer de façon détaillée toutes les mesures de «*lutte contre les rigidités*» jugées gênantes par le patronat, signalons cependant la loi Royer ré-autorisant la mise en apprentissage de jeunes à partir de quatorze ans, le retard des salaire féminins, faisant de l'essentiel des femmes une part de «*l'armée de réserve du prolétariat*», la faiblesse ou l'absence de droits des travailleurs immigrés, avant même les attaques des lois Bonnet-Stoléru-d'Ornano.

Nous détaillerons les mesures nouvelles, dont nous présentons les effets chiffrés dans le tableau ci-après : il nous faut les prendre en compte très précisément pour arriver à déjouer la volonté patronale de faire éclater la classe ouvrière en sous-catégories qui ne parviendraient plus à réagir en commun. Cela demande de notre part d'autant plus de rigueur que les directions syndicales, ne voulant pas — pour des raisons politiques — poser ces problèmes en terme de réponse d'ensemble, en viennent à laisser se développer l'offensive patronale[13].

Trois millions d'emplois précaires[14]

Ce tableau, qui donne une première vue globale, laisse de côté l'appréciation chiffrée des entreprises où se déroulent des expériences diverses «*d'enrichissement des tâches*», qui ont pour but de faire peser une nouvelle forme de discipline collective sur l'ensemble des travailleurs en jouant de l'incitation à travailler autrement, avec de nouvelles relations à l'encadrement, et avec de nouvelles possibilités de promotion. Elles représentent semble-t-il 4 % des emplois industriels. Ce qui est loin d'être négligeable. D'autant que les plus grosses entreprises s'y sont mises progressivement, en vue de tester la possibilité de les étendre, complémentairement au développement des travailleurs à statut précaire. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans un prochain numéro de *Critique communiste.*

Pour ce qui concerne les emplois précaires eux-mêmes, tels que nous les avons ici chiffrés, quelques explications complémentaires sont indispensables.

Le développement et la légalisation du travail intérimaire

Il n'est pas besoin de souligner ici à quel point les publicités qu'on voit fleurir partout en faveur des «*agences d'emplois intérimaires*» sont mensongères. Quand les unes s'adressent visiblement aux patrons pour leur dire : «*Vous avez besoin d'eux, ils arrivent*», d'autres adressées aux travailleurs, particulièrement aux femmes, affirment : «*Travaillez quand vous voulez.*» L'hypocrisie est tellement évidente que chacun sait bien qu'elle ne fonctionne que sur fond de chômage, ce que bien sûr elles ne disent pas.

Sachant qu'il est devant une longue période de chômage, le patronat veut en profiter pour développer l'emploi des intérimaires. Pour cela il prévoit de leur reconnaître de nouveaux «*droits*», comme le précise le rapport Cousté, du nom du député RPR du Rhône chargé par Barre d'une «mission» sur le travail temporaire.

Il s'agit d'un véritable «*statut de la mobilité*». Qui comprendrait, pour les travailleurs intérimaires, les mêmes droits qu'aux autres (salaire, chômage, formation continue...). On y trouve même mieux : le projet de considérer la mobilité comme une «*qualification*» particulière, rétribuée comme telle, par une «*prime de précarité*», augmentée par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui. Ce rapport suggère que l'ANPE intervienne sur le marché du travail temporaire et pousse très fortement vers la signature d'une convention collective du travail temporaire. Celle-ci est d'ailleurs bien avancée : l'Union nationale des entreprises de travail temporaire (patronale) a édité son projet, qui retient les recommandations du député RPR et précise les droits syndicaux. Ce dernier point suscite des réticences d'une partie des patrons d'entreprises de travail intérimaire; mais l'UNETT leur répond, très nettement : «*Aucune convention collective ne sera signée par les organisations syndicales si elle n'innove pas pour rendre possible l'exercice de leur activité par les délégués syndicaux.*» Le marchandage est clairement résumé.

Et sa portée politique est dégagée par Albert, commissaire général au plan : «*Si l'on ne veut pas que l'assouplissement des durées de travail soit combattu par les*

forces syndicales, il faut que la société s'organise pour trouver, par ailleurs, les moyens de renforcement des mêmes forces syndicales.»

Le projet de développement de l'emploi à temps partiel

L'emploi à temps partiel est encore peu développé en France : soit environ 6,5 % de la population active, surtout dans les services. Au Danemark (18 %), en Angleterre (17,7 %), en Allemagne fédérale (8,8 %), la part du travail à temps partiel est beaucoup plus importante. Et la part de l'emploi féminin à temps partiel de même : dès 1973, il représentait 18 % des emplois féminins en Allemagne fédérale, 19,5 % aux Pays-Bas, alors qu'il n'était «*que*» de 10 % des emplois féminins en France.

80 % des emplois à temps partiel sont, cependant, assurés par des femmes. Cela se retrouve dans les formes de publicité en faveur d'une forme de travail qui «*laisse le temps de s'occuper de sa famille*». Quant aux projets patronaux, ils sont déjà élaborés : un rapport a été remis en avril 1979 par M. Lucas, inspecteur général des Affaires sociales, appuyant des propositions de lois visant à assouplir les conditions du travail à temps partiel, et les conditions pour qu'il donne droit aux prestations familiales.

Ici aussi, comme pour les intérimaires, le patronat va jouer une partie de marchandage. Dont O. Drague donne un avant-goût quand il répond à ceux qui critiquent le travail à temps partiel comme un travail «au rabais» : «*Ne vaut-il pas mieux, à la limite, donner du travail à mi-temps que pas de travail du tout?*» Quand on connaît la prévision de 2,5 millions de chômeurs en 1985, on mesure le poids de cet argument.

On comprend mieux, aussi, l'épisode du projet de loi qui, en novembre 1979, visait à légaliser l'ouverture des magasins le dimanche; avec dans la foulée des conséquences jusque dans les services publics. C'était un ballon d'essai, pour tester les réactions du personnel concerné. La mobilisation des travailleuses et travailleurs du commerce a fait retirer le projet.

Mais, de là à parler de «grande victoire», comme le font les directions syndicales, il y a loin : déjà 25 % du personnel stable des commerces travaille à temps partiel; les embauches sans contrats pour trente ou trente-deux heures par semaine augmentent. On voit donc comment la loi, même sans être changée dans l'immédiat, peut être tournée : en développant les embauches de temporaires à qui on pourra toujours donner une prime spéciale pour ouverture le dimanche, ou une majoration quelconque des heures travaillées ce jour-là. Sur fond de chômage, de travail à mi-temps et de demi-salaires.

Cloisonner les catégories

Le patronat veut enfermer une grande partie de la classe ouvrière dans de nouveaux statuts, inférieurs, correspondant à diverses tâches, déqualifiées pour la

plupart. Application actuelle de la vieille tactique du « diviser pour régner », dont il ne faut pas négliger le danger. Car on peut déjà rencontrer dans le même atelier d'une usine des travailleurs séparés par leurs statuts : ceux stables de l'usine assurant la bonne marche de la fabrication, pendant que des ouvriers d'une entreprise de sous-traitance spécialisée réparent une machine ayant une panne grave, tandis que, plus loin, une entreprise d'intérim assure le nettoyage de machines à l'arrêt, sous le contrôle d'ouvriers qualifiés de l'usine... Le rêve d'une aristocratie ouvrière et de couches différenciées habite le patronat et motive son offensive.

La remise en cause de la loi des 40 heures

Complétant l'offensive patronale dans le but de créer une « nouvelle hégémonie bourgeoise », la remise en cause de la « durée du travail » met les travailleurs dans une situation difficile. La réponse simple, logique, sur des bases d'unification de la classe ouvrière, est évidente : répartir le travail existant entre toutes les mains ouvrières; en luttant pour imposer la semaine des 35 heures maximum, sans perte de salaire et sans augmentation des cadences; et en mettant ce combat, sans ambiguïté, comme la volonté de réduire encore plus le temps de travail. Mais, comme chacun peut le voir depuis des années, les directions syndicales refusent une telle perspective concrète, parce que justement elles se refusent à affronter la résistance de la bourgeoisie, avec laquelle elles veulent organiser des formes de cohabitation.

Comme il est impossible de servir à la fois les intérêts ouvriers et ceux de la bourgeoisie, la tactique des directions réformistes dégage un terrain que la bourgeoisie s'empresse d'occuper. Un livre publié au printemps 1979 — argumentaire à l'usage du patronat — montre cette logique de façon éclatante : *Vers une autre durée du travail,* d'Olivier Drague, aux éditions... Chotard et compagnie[15]. Laissons-le donc présenter lui-même ces calculs :

« *Rassemblant les espoirs du mieux-vivre et de lutte contre le chômage, la durée du travail devient le problème social numéro un tant en France que dans les autres pays occidentaux* (...) *L'échec de la gauche en mars 1978 n'a pas fondamentalement changé les données du problème* (...) *Les chefs d'entreprise ont été conscients qu'il faudrait donc aborder le problème. Ils ont estimé qu'il était préférable à la fois d'en prendre l'initiative et de saisir l'occasion pour tenter, non pas simplement d'apporter des améliorations de détail dans le cadre du système actuel, mais bien de refondre le système sur des bases nouvelles permettant d'obtenir une réduction progressive du temps de travail et des aménagements favorables aux salariés tout en maintenant et même en améliorant la production.* »

Comme on peut le voir, il s'agit d'un « *grand dessein* » de la bourgeoisie. Il se solde par les projets de « *mercredi libres* » non payés, par le PIEC à Peugeot (système permettant « *d'épargner* » des jours de congés cumulables pour les travailleurs particulièrement assidus et disponibles pour les heures supplémentaires), par les « *semaines courtes* », ou « *contractées* », par diverses combinaisons entre

mi-temps, contrats à durée déterminée, temps partiels, emplois sélectifs d'intérimaires, etc.

D'où le projet, en suspens depuis plusieurs mois, d'une loi qui viendrait codifier les nouvelles normes de calcul de la durée du travail, débarrassant le patronat du «carcan de la semaine des 40 heures».

Nous reviendrons sur la question du temps de travail, à la fois sous l'angle des projets patronaux et sous forme de bilan des stratégies syndicales, dans un prochain numéro de *Critique communiste.*

Pierre Rème

1. François Ceyrac, «Une nouvelle stratégie du progrès social», dans *le Monde* du mardi 26 février 1980.
2. Christine Mital, «Du new look dans la lutte des classes», *l'Expansion* du 22 février au 6 mars 1980.
3. L'UIMM, Union des industries minières et métallurgiques, est la plus forte organisation du CNPF. Créée en 1901, elle joue réellement le rôle de service et de coordination du patronat de toutes les branches de «la métallurgie», soit 21,4 % de la population salariée, qui produit 51 % des produits exportés. Elle distribue une grande quantité de publications diverses.
4. Un remarquable article paru dans *le Monde diplomatique* de novembre 1979 traitait des mêmes questions. Il se concluait ainsi : «Le droit du travail, la planification, le welfare state, la participation... toutes ces formes de compromis consenties par la classe dominante dans des conditions historiques spécifiques, concessions mais aussi formes de gestion des antagonismes sociaux, sont actuellement remises en question au profit d'un "nouvel ordre intérieur" se rapprochant davantage du droit commun des démocraties néo-libérales.»
5. F. Ceyrac, dans l'article déjà cité.
6. Cela s'exprime d'abord par la volonté du patronat de «programmer» la politique des revenus, pour pouvoir prévoir l'évolution des investissements en fonction d'une maîtrise des coûts de la force de travail. Cela ne resta pas sans effet sur les organisations syndicales ouvrières : à la CGT, Lebrun ouvrit un débat sur la participation de la CGT aux organes du plan en vue d'infléchir la «politique des revenus»; à la CFDT — encore CFTC —, la minorité «reconstruction» elle-même défendait une position un peu voisine (voir le dossier de *CFDT-aujourd'hui* n° 26).
7. Le modèle suédois, comme il a été souvent répété, est en fait l'utilisation systématique d'un aménagement hors entreprise pour stabiliser la paix sociale à l'usine.
8. Dans l'industrie des cimenteries, un patronat chrétien et relativement paternaliste a joué le rôle de «laboratoire social» du CNPF. Il a su lier à son profit transformations techniques et accords sociaux.
9. Pour ce qui est du rôle d'Albert Thomas et de Léon Jouhaux, voir l'article de Martin Fine : «Guerre et réformisme en France de 1914 à 1918», dans le numéro de *Recherches* sur «Le soldat du travail» et celui de Madeleine Rébérioux et Patrick Friden-

son : «Albert Thomas, pivot du réformisme français», dans *le Mouvement social,* n° 87, paru en 1974. Voir ci-après l'article de Jean-Michel Masson.

10. En facilitant la création de sections syndicales d'entreprise, en mai 1968, le gouvernement sanctionnait un rapport de forces favorable aux travailleurs, sans oublier de le retourner en partie en sa faveur : ne serait-ce qu'en concentrant un gros crédit d'heures de délégation syndicale sur un petit nombre de responsables, en tâchant de limiter les «heures mensuelles», là où elles furent accordées, à une fonction première «d'information» sur les problèmes économiques de l'entreprise.
11. Voir sur cette question le chapitre 4 du livre de Benjamin Coriat, *l'Atelier et le chronomètre.*
12. Pour bien mesurer le degré de réflexion de la bourgeoisie sur ces questions, il vaut la peine de consulter le rapport publié par la Documentation française en 1976 : «Contributions à une prospective du travail».
13. Pour plus de développements sur les analyses des directions ouvrières, voir *Faire* n° 49 : «Crise et avenir de la classe ouvrière», Éd. du Seuil; *CFDT-aujourd'hui* n° 40 : «Classe ouvrière éclatée?»; *le Peuple* du 16 février 1980 : «Précarité de l'emploi et emplois précaires»; Jean-Claude Poulain aux Éditions Sociales : *Décider au travail.*
14. Le Petit Larousse donne une définition du mot «précaire» sans ambiguïté : qui n'a rien de stable, d'assuré. Synonymes : incertain, instable, provisoire.
15. Éditions du CNPF, dont Chotard est l'un des principaux dirigeants.

Peugeot : gestion sociale individualisée, mise en fiche des militants, marginalisation des syndicats

La direction de Peugeot s'est portée à la pointe de la nouvelle gestion sociale. Premier objectif : connaître le mieux possible le «*climat social*». A cet effet, le groupe PSA (Peugeot-Citroën) vient, avec sept autres firmes, de monter un «*Club d'échanges*», pour comparer les résultats de leurs enquêtes : 250 000 personnes se retrouvent ainsi enfermées dans des «*grilles d'interprétation*», selon un classement en sept groupes, du plus contestataire au plus inconditionnel, avec toutes les caractéristiques qui permettent de les repérer à distance.

Sur ces procédés d'observation se greffe le DIPO (dossier individuel du personnel ouvrier) : chaque ouvrier reçoit une note, composée de cinq éléments d'observation; et il suffit bien sûr d'avoir une mauvaise appréciation dans la rubrique «*état d'esprit et comportement vis-à-vis de l'entreprise*» pour être mal noté. Plus de promotion, ni d'augmentation, ni d'embauche pour les enfants, etc.

Apparemment, c'est un système policier perfectionné : aucun militant syndical ou politique actif (CGT, CFDT, PC, PS, révolutionnaires) n'y échappe, et la plupart sont mal notés. Mais le procédé de classement-division-contrôle va plus loin : une série de mesures sociales viennent essayer de répondre aux besoins exprimés par le personnel ouvrier, accroissant l'intégration dans l'entreprise des «*plus malléables*», comme les appellent des notes confidentielles de la direction (voir *Rouge* du 21 mars 1980). Ainsi, par exemple, le PIEC (plan individuel d'épargne congé) : en faisant des heures supplémentaires, en étant assidu au travail, chaque ouvrier peut accumuler des «*jours de congés supplémentaires*», à prendre groupés, à des dates prévues longtemps à l'avance. L'espoir de prendre six ou sept semaines de congés à la fois pour encourager au «*sérieux*» et au «*dévouement*» pendant des mois et des mois...

Il existe bien d'autres «*réalisations*» du même type : par exemple les «*Goct*» (groupes opérationnels des conditions de travail), encore au stade expérimental, composés de quatre chefs et de quatre ouvriers, qui disposent d'une enveloppe de 70 000 francs par atelier pour répondre aux suggestions de la base.

La direction Peugeot prétend, dans ses publications, lutter «*pour une société libre, sans contraintes*». Cela appelle-t-il un commentaire?

Quelques extraits de l'article de l'Expansion

« Chez IBM France, on se donne les moyens de savoir : tous les deux ans, la société fait auprès de l'ensemble du personnel une enquête en cent vingt questions sur l'attachement à l'entreprise, l'opinion que chacun a de ses chefs, de son travail, de sa rémunération, etc. L'anonymat est garanti, et 98 % des gens répondent. Les questionnaires sont traités aux États-Unis, puis chaque manageur reçoit anonymement les résultats de son service (huit au minimum) et doit en rendre compte. En outre, à tout moment, la direction peut lancer un sondage. L'année dernière, c'était la "vitalité" d'IBM qui était sur la sellette. (...)

« Chez Texas Instruments France, également, on surveille le moral des troupes, par enquête, une fois par an, et par informatique, en permanence. Un poste de travail sur huit (même à la production) est équipé d'un terminal : *"En tapant simplement quelques touches, je peux à tout moment connaître la productivité de chaque opératrice, comparée à celle de son homologue japonaise ou américaine"*, explique le PDG, Jacques Noëls (...).

« Les firmes françaises ont moins de moyens que les américaines, mais autant de méthode : sept d'entre elles, avec en tête le groupe PSA (Peugeot-Citroën) viennent de monter un "Club d'échanges" pour comparer les résultats de leurs enquêtes. Elles portent au total sur un échantillon de deux cent cinquante mille personnes, qui se retrouvent enfermées dans de solides "grilles d'interprétation" suivant une typologie en sept groupes, du plus contestataires au plus inconditionnel, avec toutes les caractéristiques qui permettent de les repérer à distance. (...)

« A la Régie Renault, autrefois hypercentralisée, on demande maintenant à la maîtrise de dresser la liste des candidats aux augmentations, aux promotions et aux... punitions. Récemment, à Billancourt, des chefs d'équipe ont eu carte blanche pour réorganiser un nouvel atelier d'électrophorèse. (...) »

Comment un ouvrier français a vu le travail américain... en 1928 (extrait d'un livre à la gloire du système Taylor)

H. Dubreuil, ancien ouvrier attaché aux équipes d'H. Le Chatelier, l'un des premiers introducteurs en France du système Taylor, raconte dans son livre — *Standards* — son voyage aux USA. Sous forme d'anecdotes, au travers desquelles «il donne à l'occasion son appréciation personnelle sur les avantages et les inconvénients de la rationalisation croissante de l'industrie, qu'il considère d'ailleurs comme nécessaire au développement de la richesse publique, au progrès de la civilisation» (préface d'H. Le Chatelier). Un exemple, entre autres.

«En France, il faut bien dire que nous avons une très forte tendance à "dire notre mot", même quand on ne nous le demande pas, et il est extrêmement fréquent que nous formulions quelque réflexion sur une tâche qui vient de nous être confiée. Aussi je ne tardai pas à remarquer l'absence complète de cet ordre de remarques que tant d'entre nous ne peuvent se retenir de faire dans une telle occasion. Celui qui s'y risquerait d'ailleurs attirerait aussitôt l'attention, tant cette pratique est inusitée, et rien n'est plus mal vu. On s'aperçoit tellement que vouloir faire de telles observations est considéré comme une tentative d'empiètement sur un domaine qui n'est pas le vôtre. A chacun son rôle est précisément un principe invariable de la division du travail, et tout aussi naturellement on ne songera pas à vous imputer une responsabilité qui ne vous incombe point.

«C'est ce qui fait que l'ouvrier américain ne discute presque jamais un ordre, et je garde à ce sujet un souvenir particulièrement significatif. C'était alors que je travaillais dans l'usine Ford. Avec un autre ouvrier, j'avais été amené par le contremaître devant une pièce d'assez grande dimension, afin d'y exécuter un certain travail. Aux deux extrémités, il y avait une opération identique. Le contremaître se place à l'extrémité A et m'explique ce que j'ai à faire. Il place de même mon compagnon à l'extrémité B, puis il s'en va. Nous allons alors l'un et l'autre chercher les outils nécessaires, et il se trouve que je reviens le premier. Sans y faire plus attention, je prends ma place à l'extrémité B — non, je vous jure que ne l'ai pas fait exprès — mais mon camarade revient, s'aperçoit aussitôt que je ne suis pas à ma place, et me dit : "Vous savez, cela n'a pas d'importance puisque ce que nous avons à faire n'offre aucune différence, mais il vaut mieux que vous alliez à l'extrémité A et que je prenne celle-ci. Le boss l'a dit."

«Je pris alors une leçon d'obéissance, et sans discuter j'allai "où le boss avait dit".»

Qui prétendra encore que l'objectif de Taylor était une organisation «scientifique» du travail?[1]

1. Voir en particulier le chapitre 2 de *l'Atelier et le chronomètre*, de Benjamin Coriat, Éd. Bourgois.

De Jouhaux à Séguy : réformisme et organisation du travail

Le plaidoyer actuel de la CFDT, puis de la CGT et du PCF en faveur des comités d'atelier dans les entreprises — en particulier dans la métallurgie — a bien sûr des objectifs immédiats dans la situation politique aujourd'hui, comme le montrent les livres récents de J.-C. Poulain, les divers articles de J.-L. Moynot ou encore *Communistes à l'entreprise*[1].

Mais il a aussi des racines historiques plus profondes : celles qui obligent les organisations ouvrières, partis et syndiats, en période de crise économique et politique, à collaborer avec la bourgeoisie et l'État, afin de maintenir les rapports de propriété capitalistes et, donc, l'organisation même du travail. Cette collaboration de classes revêt différentes formes : au niveau des institutions politiques elles-mêmes (gouvernement, Assemblée, etc.) ou au niveau économique, par le biais des syndicats ouvriers.

Ce n'est nullement un hasard si les questions d'une « nouvelle efficacité économique » dont rêvent certains dirigeants de la CGT et de la CFDT, l'exigence d'une « démocratie économique de masse » que représenteraient selon Moynot les comités d'atelier, de l'organisation du travail (enrichissement des tâches, par exemple) apparaissent *toujours*, en 1918-1920 comme après 1968, dans une période de crise politique profonde pour la bourgeoisie. Et, finalement, derrière les discours pseudo-modernistes du réformisme ouvrier d'aujourd'hui, il n'est guère difficile de retrouver les accents du réformisme d'hier, parce qu'après tout les formes de la collaboration de classes ne sont pas infinies... Comme le faisait déjà remarquer Ernest Mandel : « L'idée d'une conquête graduelle de la "démo-

cratie économique" sans renversement préalable du pouvoir d'État bourgeois et sans expropriation préalable du pouvoir d'État bourgeois est aussi vieille que le réformisme social-démocrate lui-même. »[2]

Les positions de la CGT et du PCF sur les comités d'atelier trouvent, en partie, leur origine dans la politique des syndicats italiens — particulièrement la CGIL dirigée par le PCI — qui, pour « conserver les acquis » du Mai rampant de 1968-1969, avaient formulé un contre-projet d'organisation du travail opposé à celui des patrons. Les syndicats italiens ont proposé un modèle organisationnel basé sur l'expérience collective des ouvriers, cela a pu se traduire par leur appui aux expériences de groupes de travail ainsi que par certaines tentatives pour les faire reconnaître dans les conventions collectives. Ces groupes de travail sont considérés comme un des éléments de la nouvelle organisation du travail[3]. Depuis, la collaboration de classes des syndicats italiens a été encore beaucoup plus loin, puisque Lama, dirigeant stalinien de la CGIL, en est à vanter « l'austérité prolétarienne ».

Le but de cet article est de montrer comment, à l'époque de la décadence impérialiste[4], les syndicats ouvriers s'adaptent toujours davantage à l'État capitaliste. Cette adaptation ne se limite pas à l'intégration à l'appareil d'État en tant que tel, elle ne s'arrête pas à la porte des entreprises. Elle s'exerce, différemment suivant la lutte de classes, dans la *production* et *l'organisation du travail* elles-mêmes. Les rapports que la CGT entretient avec la question de l'organisation du travail, de 1914 à nos jours, en sont une riche illustration.

La guerre de 14 et la CGT

Paradoxalement, ce sont les origines anarcho-syndicalistes de la CGT avant 1914 qui favoriseront, au cours du conflit mondial lui-même et au début des années 1920, l'évolution réformiste de ses dirigeants et son intégration à l'appareil d'État en France. En effet, à la différence du trade-unionisme anglais ou du syndicalisme allemand, la CGT se définissait indépendamment de la SFIO et, c'est une des particularités du mouvement ouvrier français, comme organisation de la production et de la distribution. Particularité qui trouve aussi son origine dans le mouvement des coopératives ouvrières au XIX^e siècle.

Comme dans l'ensemble des pays capitalistes européens, le début de la Première Guerre mondiale marque la faillite historique de la social-démocratie en France. La SFIO, dès août 1914, participe à l'Union sacrée. La CGT, quant à elle, va passer allègrement du syndicalisme révolutionnaire à la collaboration de classes la plus éhontée. Pour contribuer à « l'effort de guerre », le gouvernement crée une Commission du travail, chargée de tous les problèmes de la production industrielle, et particulièrement dans la métallurgie : Albert Thomas, l'ancien socialiste devenu ministre de l'Armement, et Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT, en sont les animateurs. Ainsi, la guerre verra se développer des « commissions mixtes », composées de représentants syndicaux, patronaux et gouvernementaux[5]. Comme l'écrit un historien britannique : « Il entrait, au

départ, dans les vues de Thomas que ces délégués d'atelier et ces commissions mixtes... constituaient un moyen efficace de préparer le terrain pour la future organisation technique du travail. »

Une circulaire du 5 février 1917 institue les délégués d'atelier. Ceux-ci sont évidemment un instrument d'intégration pour le personnel dans la vie de l'entreprise et dans l'intérêt « national », ce qui n'empêchera d'ailleurs pas la bourgeoisie et le patronat de les supprimer quelque temps plus tard comme... fauteurs de grève![6]

La guerre de 1914 sera la première « expérience réformiste de masse », c'est-à-dire que les organisations ouvrières participent directement en même temps à l'organisation du travail, à l'augmentation de la production et à la gestion de l'État bourgeois. Une « expérience » — ou plutôt une trahison — qui marquera profondément tout le mouvement ouvrier depuis cinquante ans. Car il n'y a guère de différences entre la « bataille de la production », le « retroussez vos manches » de la CGT et du PCF en 1945 et celle de la vieille CGT réformiste de Jouhaux en 1914...

Les patrons ont vu très tôt l'intérêt de la collaboration de classes avec la CGT pendant la guerre, comme le remarque l'un d'entre eux, cyniquement, en 1918 : « Pour faire accepter par les ouvriers des méthodes de travail qui permettent tout à la fois d'assurer une production abondante et économique et de maintenir de hauts salaires qu'ils ont atteints actuellement (...) il faut faire appel aux organisations ouvrières elles-mêmes. »[7] Même si, remarque un autre, inquiet peut-être de l'écho de la Révolution russe : « Il n'est pas question de créer des délégués qui deviennent un instrument de lutte et d'oppression collective par des ententes entre délégués des différentes usines ou sous des influences politiques extérieures. »[8]

Il serait d'ailleurs intéressant de lier l'existence des délégués d'atelier en France — et le rôle important qu'ils vont jouer dans les grandes grève métallurgiques de 1918 et 1919 — avec celle des délégués révolutionnaires (revolutionäre Obleute) en Allemagne, des shop stewards en Grande-Bretagne ou l'expérience des conseils d'usine en 1919-20 en Italie du Nord. Toutes ces expériences ont évidemment en commun d'être contemporaines de la vague révolutionnaire de l'après-guerre. Elles expriment aussi l'importance stratégique croissante du contrôle ouvrier, la recherche d'une organisation du travail différente et le redémarrage de la révolution. Les réformistes s'appuieront sur cette vague révolutionnaire pour obtenir des « conquêtes démocratiques » et en même temps la dévoieront dans des formes politiques et économiques de collaboration de classes.

Ainsi, en décembre 1918, la CGT définit un programme minimum qui s'appuie sur trois points essentiels : les « nationalisations industrialisées », le Conseil économique et social (comme instrument de planification « démocratique ») et les délégués d'atelier. Il y a, bien sûr, des revendications ouvrières importantes dans ce programme, comme la journée de huit heures, mais ce que les dirigeants réformistes ont retenu de leur action pendant la guerre est beaucoup plus fondamental : « L'action politique de la CGT visant à prendre en main la direction de la production »[9]. Finalement, Jouhaux sera le précurseur de

ce que Negri a appelé l'État-Plan[10].

Résumant parfaitement le réformisme de la CGT, Jouhaux écrivait en 1919, prophétisant d'ailleurs presque mot pour mot ce que Séguy devait déclarer en 1968 : « La révolution, est-ce l'acte catastrophique qui détermine l'écroulement d'un système? Ou est-ce, au contraire, le long processus d'évolution qui, dans le sein même de ce régime, a constitué l'organisme nouveau? C'est là qu'est la révolution pour les révolutionnaires conscients et cela n'a jamais été autre chose. »[11]

Mais la guerre de 14 n'a pas seulement vu l'intégration des organisations ouvrières à l'appareil d'État bourgeois et à la prise en charge directe de la production et de l'organisation du travail, elle accélère la rationalisation du travail. Le taylorisme — c'est-à-dire la parcellisation des tâches, le travail à la chaîne — va se développer durant la Première Guerre mondiale, même si, en France par exemple, la véritable rationalisation aura lieu plus tard dans les années vingt.

La CGT et Taylor

La croissance de la consommation pendant les années 20 stimula la standardisation, la production de masse et donc une division technique du travail accrue[12]. Cet essor rapide du capitalisme français va poser de nouveaux problèmes aux organisations ouvrières réformistes et à la CGT. La scission de 1921 avait divisé le mouvement syndical en deux : CGTU et CGT. Signalons simplement que jusqu'en 1936 et la réunification syndicale, le PCF et la CGTU n'avançaient pas le mot d'ordre de nationalisation, qu'ils considéraient comme réformiste, et lui opposaient celui de socialisation des moyens de production. Alors que, jusqu'en 1914, le syndicalisme révolutionnaire était largement lié à l'indépendance des métiers, la CGT va progressivement se transformer en syndicat d'industrie. Ce retard du réformisme ouvrier français est important car il permet de comprendre pourquoi, par rapport aux syndicats britanniques ou allemands, la CGT s'intègre moins « complètement » à l'appareil d'État. En 1926, la CGT publie un rapport sur « les problèmes de la production et de la classe ouvrière » où l'influence du syndicat américain AFL est sensible. La CGT ne s'oppose pas à la rationalisation et à l'intensification de la production : « Les travailleurs accepteront de collaborer à une organisation scientifique du travail ayant pour objet de développer la productivité des entreprises (...), de rechercher des procédés nouveaux, l'amélioration des méthodes employées, la transformation du mécanisme, l'application du progrès technique, l'intervention même et la lutte contre le gaspillage. »[13] Ne trouve-t-on pas dans les propos de J.-C. Poulain sur l'usine Ducelier et le rôle des comités d'atelier — « l'intervention des salariés sur la marche de l'entreprise, sur le contenu et l'organisation du travail, sur les choix technologiques »[14] — un curieux écho aux positions de la CGT de... 1926? *L'Atelier,* l'hebdomadaire de la CGT, écrivait encore plus clairement : « Le chronométrage cessa d'être vexatoire lorsqu'il fut pratiqué par un camarade instruit à cet effet dans l'intérêt commun de l'équipe et non plus

par un spécialiste de dehors aux ordres du patron.» Résumant d'une formule la pratique réformiste de la CGT, Jouhaux aimait à déclarer : «Je suis resté fidèle à la vieille idée de Proudhon : l'atelier fera disparaître le gouvernement.» On pourrait, d'ailleurs, ajouter que Moynot, Maire, Rocard restent fidèles à la conception proudhonienne et à celle de la CGT : il s'agit toujours de «modifier» le procès de production, de «renverser» la division du travail sans détruire les rapports de production capitalistes et l'État bourgeois. En pleine expansion capitaliste en France, Serge Mallet notait déjà, en 1963, préfigurant les propos des dirigeants réformistes d'aujourd'hui — confrontés, eux, à la récession généralisée de l'économie et aux attaques contre les acquis essentiels des travailleurs : «La classe ouvrière se sent d'ores et déjà en mesure de conquérir des éléments de réalisation de ces nouveaux rapports sociaux. (...) Plus le travail humain se concentre dans la préparation et l'organisation de la production, plus s'accroît le sens de l'initiative et des responsabilités, en un mot plus l'ouvrier moderne reconquiert, au niveau collectif, l'autonomie professionnelle qu'il avait perdue dans la phase de mécanisation du travail, plus les tendances aux revendications gestionnaires se développent.»[15]

La grande crise de 1929-34 sera l'occasion pour la CGT, en partie sous l'influence du «planisme» d'Henri de Man, dirigeant du Parti ouvrier belge, d'enrichir sa pratique de collaboration de classes. Le congrès de Toulouse, en mai 34, propose un plan contenant des réformes de structures, la nationalisation de certains secteurs de l'économie comme le crédit, les banques, l'industrie de guerre, les transports, etc. Après la réunification de mars 1936 entre la CGT et la CGTU, la victoire électorale du Front populaire, la signature des accords Matignon en juin entre l'État, le patronat et la CGT marque une étape importante dans ce que certains ont appelé «l'institutionalisation» de la CGT[16]. C'est la première négociation entre patronat et syndicat sur les conditions de travail (semaine de 40 heures, congés payés, etc.) et l'organisation du travail : alors que la première convention collective a été signée en France au début des années 20, Matignon étendra cette conception à toutes les branches industrielles en 1936. Deux étapes : 1914-1920, la CGT participe à l'orientation de la production, collabore au sommet, mais sans avoir réellement les moyens dans les entreprises de prendre en charge cette orientation. De ce point de vue, les délégués d'ateliers sont autant l'expression vivante de la lutte de classe prolétarienne qui surgit avec vigueur partout en Europe (Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Russie bien sûr, etc.) qu'une forme instituée de collaboration de classes. Deuxième étape : 1936, après le plus formidable mouvement gréviste que la classe ouvrière française ait connu, les dirigeants ouvriers réformistes (social-démocrates et staliniens réunis : Jouhaux, Monmousseau, Frachon, etc.) non seulement collaborent au sommet avec la bourgeoisie et le patronat, mais négocient la place du syndicat dans l'industrie, la branche, l'entreprise. C'est évidemment la vague révolutionnaire de 1936 qui explique cette reconnaissance du syndicat comme interlocuteur privilégié pour la bourgeoisie et l'État pour ce qui concerne les questions de la production et de l'organisation du travail.

De la « bataille de la production » aux conseils d'atelier

Les deux étapes précédentes seront très largement dépassées par la « bataille de la production » de la CGT et du PCF dans les années 1944-47. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français allaient se trouver réunies deux formes « traditionnelles » de la collaboration de classes : la participation des partis ouvriers à un gouvernement bourgeois et l'utilisation des syndicats comme organisateurs de la production et de l'organisation du travail. La politique de la CGT ira beaucoup plus loin en 1944-47 — si l'on peut fixer des limites à la trahison social-démocrate et stalinienne — qu'en 1914-20 ou au moment du Front populaire.

En effet, derrière les « véritables nationalisations » réclamées par la CGT, derrière la bataille de la production, il ne s'agit plus seulement d'endiguer un grand mouvement gréviste, de « savoir arrêter une grève », il s'agit tout simplement de reconstruire un État bourgeois démantelé à la sortie de la Libération. Cette période est suffisamment connue pour que nous ne nous y arrêtions pas plus en détail. « Nous voulons que la France devienne un pays hautement industriel » proclamait le rapport politique au congrès d'avril 1946 et trente ans plus tard un historien du PCF écrit encore : « D'où les campagnes de Marcel Paul, ministre communiste, contre le stockage, les profits et la lutte de la CGT pour les *investissements productifs.* »[17]

Ce sont les mêmes qui, hier, critiquaient le réformisme de la CGT-Jouhaux pour son soutien à la rationalisation du travail, sa participation à des structures de collaboration de classes comme le Conseil économique et social, qui, en 1944-47, sous l'étiquette de la CGT, allaient être les meilleurs artisans du développement de l'économie capitaliste, du taylorisme, du productivisme. Rappelons aussi que les comités d'entreprises virent le jour après la Libération et que, expression déformée de la lutte des classes, ils se transformèrent en puissant facteur d'intégration des syndicats ouvriers à la société et à l'État bourgeois.

Nous avons essayé de montrer comment la défense actuelle des comités d'atelier par la CFDT, la CGT et le PCF se rattachait aux vieux discours réformistes sur l'organisation du travail. Cette similitude n'est nullement l'effet du hasard, comme le notait Trotsky en 1940 : « Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec l'appareil d'État. »[18]

Cette tendance à l'intégration des syndicats ouvriers dans l'État capitaliste — qui n'est jamais réalisée entièrement — impose à ceux-ci, en période de grave récession économique, non seulement les formes de collaboration de classes « classiques », mais aussi de prendre toujours davantage en charge les questions nées de la production, de la division et de l'organisation du travail. Durant une vingtaine d'années, cette politique a été l'apanage des syndicats « sociaux-démocrates » en Grande-Bretagne ou en Allemagne, avec la pratique de la cogestion. Depuis quelques années — notamment en Italie avec l'expérience ouvrière des conseils d'usine apparus lors du Mai rampant de 68-69 — et aujourd'hui en

France, par le recentrage de la direction de la CFDT, les positions de franc-tireur de Moynot à la CGT, ces problèmes sont de plus en plus ouvertement débattus par les dirigeants ouvriers réformistes. Bruno Trentin, secrétaire de la CGIL, définit très bien l'idéologie qui sous-tend le recentrage de la CGT, les positions de Moynot ou du PCF sur les comités d'atelier et, plus généralement, sur les questions de l'organisation du travail : « Dans la situation où se trouve à présent le mouvement syndical, il ne peut en effet se borner à approuver ou à repousser, selon les cas, les options prises par tel ou tel gouvernement au nom de l'urgence et dans le cadre d'un plan de politique économique qui échappe au contrôle des masses. Inévitablement, le syndicat est appelé à proposer son propre projet autonome et à le défendre en combattant; il est donc amené à proposer, lui aussi, des sacrifices que la collectivité doit supporter. Mais il imprime ainsi à la qualité et à la distribution de ces sacrifices, de même qu'aux formules de pouvoir et de contrôle qui doivent les accompagner, sa marque de classe que doivent porter ces mesures d'austérité... »[19]

En dehors d'une période révolutionnaire (contrôle ouvrier généralisé) et d'une lutte précise sur une entreprise — où, dans le cours de la lutte de classes elle-même, les travailleurs tendent à s'approprier l'ensemble du procès de travail (redémarrage de la production, etc.) et, surtout, tels qu'ils sont définis actuellement par les directions de la CFDT, de la CGT et du PCF, les comités d'atelier ne peuvent être que des structures de collaboration de classes. On ne peut pas remettre en cause la division capitaliste du travail, l'organisation de la production si on ne remet pas en question l'ensemble des rapports de propriété et de production capitalistes, l'État bourgeois. Voilà ce que nous apprend l'histoire du réformisme ouvrier au XX^e siècle. Car, de Jouhaux et la CGT de 1914 prenant en main la production de guerre à la « bataille de la production » de 1944-1947, dirigée par le PCF, au Programme commun de 1972 ou à la position actuelle de la CGT et du PCF sur les comités d'atelier, si les formes historiques changent, l'essentiel demeure : la collaboration de classes et l'organisation capitaliste du travail.

Jean-Michel Masson

1. Cf. *Critique communiste* n° 30 et l'article de J. Habel sur le recentrage du PCF, et particulièrement les passages sur les comités d'atelier.
2. Mandel, *Contrôle ouvrier,* Maspero, p. 24.
3. Cf. le livre *CGIL, le syndicat et l'organisation du travail,* Éd. Galilée, 1978.
4. Cf. Trotsky, *les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste,* Classique rouge n° 4.
5. Cf. article dans *le Mouvement social,* 1974, Albert Thomas, pivot du réformisme français. La citation suivante est extraite d'un remarquable article de Martin Fine, « Guerre et réformisme en France 14-18 », lui même issu du *Soldat du travail,* Recherches.

6. Cf., dans le même numéro de *Recherches,* l'article d'Aimé Moutet, «La politique de rationalisation de l'industrie française au lendemain de la Première Guerre mondiale».
7. Legouez, dirigeant de la Confédération générale de la production, ancêtre du CNPF actuel, le 23 mars 1918.
8. Rateau, autre patron, cité dans Aimé Moutet, *op. cit.*
9. Programme minimum de la CGT, décembre 1918.
10. Negri, *la Classe ouvrière contre l'État,* Galilée, 1978.
11. Jouhaux au CCN de la CGT le 21 juillet 19, cité dans *Histoire du réformisme,* Éd. Sociales, 1976.
12. Lire à ce sujet *l'Atelier et le chronomètre,* de Benjamin Coriat, Éd. Bourgois, sur l'introduction du taylorisme en France et de P. Fridenson, *Histoire des usines Renault en France,* Seuil, 1972.
13. Dans *l'Atelier,* hebdomadaire de la CGT, cité dans *Histoire du réformisme, op. cit.*
14. Cf. son livre *Décider au travail,* Éd. Sociales, et article de J. Habel.
15. S. Mallet, *la Nouvelle classe ouvrière,* Seuil, coll. «Politique», 1969, p. 38-43.
16. Cf. Edelman, *la Légalisation de la classe ouvrière,* Bourgois, 1978, et Alain Touraine, *Crise et avenir de la classe ouvrière,* Points, 1979.
17. *Histoire du réformisme, op. cit.,* p. 265.
18. *Op. cit.*
19. *Crise..., op. cit.,* p. 81.

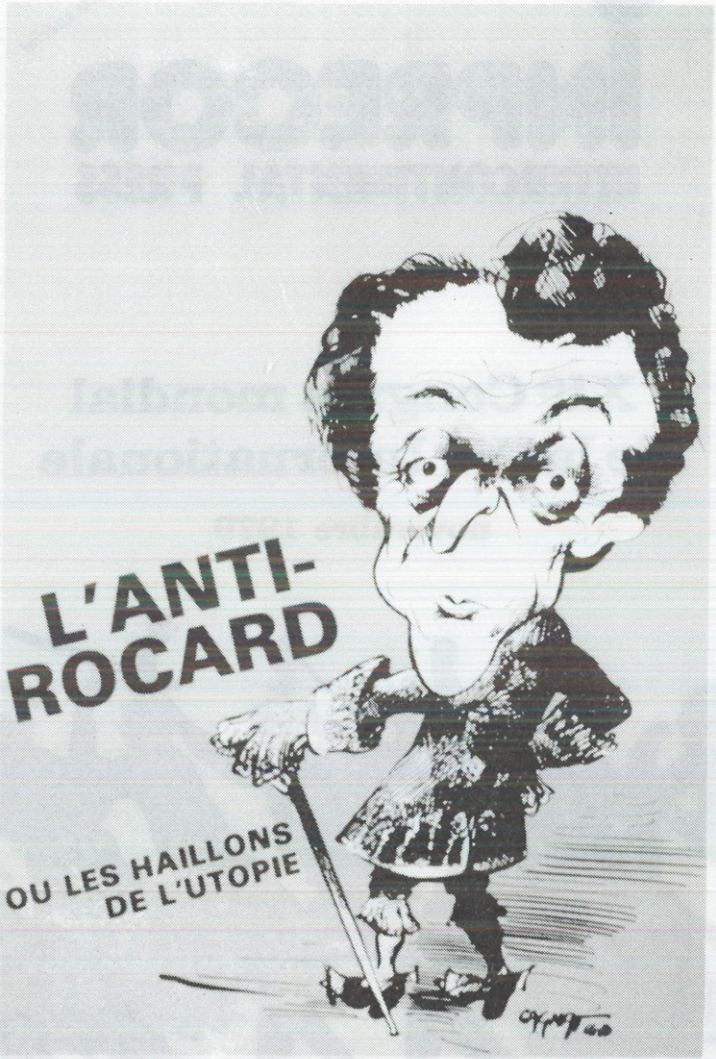
numéro spécial

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

XIe Congrès mondial de la IVe Internationale

novembre 1979

DANIEL BENSAID



EDITIONS LA BRECHE

Les femmes dans l'Islam

Yasmina Nawal

Editions La Brèche

4 raisons de s'abonner à Critique communiste

1. Vous le paierez beaucoup moins cher : 10 F le numéro au lieu de 15 et 20 F.

2. Vous soutiendrez la revue et les éditions la Brèche.

3. Si vous êtes en province, vous le recevrez plutôt qu'en l'achetant en librairie.

4. Vous bénéficierez des offres exceptionnelles de réduction sur les livres la Brèche, réservées aux abonnés de *Critique communiste*.

Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Critique communiste* pour 1 an (10 numéros)

Je verse(1)

- ☐ 100 F : abonnement France TOM-DOM
- ☐ 120 F : abonnement pays étrangers
- ☐ 150 F : abonnement pays étrangers par avion
- ☐ 150 F et plus : abonnement de soutien

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

A retourner affranchi à : éditions la Brèche, 99, rue de l'Ouest, 75014 Paris. Tél. : 543.85.74 accompagné d'un chèque (ou mandat) à l'ordre des éditions la Brèche.

(1) Cocher la case correspondante

EDITORIAL

Les grandes lignes d'un ordre international nouveau, par *Francis Sitel*

Sur la politique internationale de l'URSS, par *Henri Weber*

Guerre et révolution en Afghanistan par *Fred Halliday* (Article paru dans la *New Left Review*)

Le CORQI et l'Afghanistan : ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire ?, par *J. Lahire*

DEBAT AFGHANISTAN

La réponse marxiste révolutionnaire à la question afghane

La révolution afghane, ses succès et ses problèmes

L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky

La révolution permanente en Afrique, par *C. Gabriel*

Les voies du réformisme, par *J.-M. Vincent*

Fusion LCR - ex-courants de l'OCT

La logique de la terreur, par *Alain Joxe*

DOSSIER

Stages pour les collégiens : une réforme en profondeur de l'Education nationale, par *Philippe Andréa*

Le recentrage des patrons, par *Pierre Rème*

De Jouhaux à Séguy : Réformisme et organisation du travail, par *J.-M. Masson*

Imprimerie Rotographie à Montreuil — 2e trimestre 1980 — N° de commission paritaire : 56 551.